

Revue transatlantique d'études suisses

15 · 2026

Langues romanes (mises) en danger

Du domaine rhéto-roman à l'espace occitano-catalan

[Tome 2]

Natalia BICHURINA, Jean-Rémi CARBONNEAU, Manuel MEUNE



Université de Montréal

Revue transatlantique d'études suisses 15 - 2026

Éditrice / Éditeurs :

Natalia Bichurina (natalia.bichurina@sorbonne-nouvelle.fr)

Jean-Rémi Carbonneau (jean.remi.carbonneau@umontreal.ca)

Manuel Meune (manuel.meune@umontreal.ca)

Directeur de la revue : Manuel Meune

© 2026

Département de littératures et de langues du monde

Faculté des arts et des sciences

Université de Montréal

ISSN - 1923-306X

Langues romanes (mises) en danger

Du domaine rhéto-roman à l'espace occitano-catalan

SOMMAIRE – tome 2

Avant-propos / Vorwort 5

Jean-Rémi CARBONNEAU / Manuel MEUNE / Natalia BICHURINA

« Mettre les langues en danger et hors de danger — quelques pistes de réflexion » 5-14

« Sprachen in Gefahr und ausser Gefahr bringen — einige Denkanstösse » 15-24

Articles 25

Mathias GRÜNERT, « *Scu chi'd es, vairamaing nun esi nūa mal* — Pragmatismus im Diskurs zum Rätoromanischen bei jungen Erwachsenen » 25-54

Fabio SCETTI / Stefano BISELLO / Federica SALAMINO, « Construire un dizionario per il valoc': un progetto di lessicografia partecipativa per un dialetto alpino lombardo in pericolo » 55-67

Céline RUMPF, « Francoprovençal valaisan : qui sont les patoisants d'aujourd'hui ? » 69-88

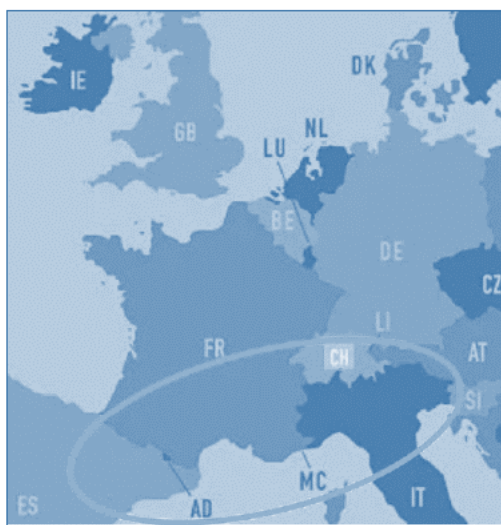
Charlène CHAUPRÉ-BERKI, « Les parlers liguriens à la frontière franco-italienne. Enjeux de classification et de transmission des langues en vallée de la Roya », 89-100

Jean-Pierre JEANTHEAU, « L'occitan dans l'Occitanie des années 2020 : approche statistique d'une transmission familiale en déclin » 101-118

Lucie ROBERT, « L'occitan en Corrèze, qui le parle, où et pourquoi ? Étude de cas auprès des acteur·ices de trois ateliers d'occitan limousin » 119-140

Michel MARTÍNEZ PÉREZ, « Diversité linguistique, protection et enseignement dans les communautés autonomes pyrénéennes : l'impossible homogénéisation du massif pyrénéen espagnol ? » 141-158

Marc POMERLEAU, « Quelle place pour les langues romanes (minorisées) dans les travaux sur la hiérarchie des langues ? » 159-174



« Des Alpes au Pyrénées » (carte-repère, MM)

Mettre les langues en danger et hors de danger — quelques pistes de réflexion

La *Revue transatlantique d'études suisses* (RTÉS) poursuit son périple dans l'espace ouest-européen, entamé dans le dernier numéro (n° 14), pour y peaufiner le portrait de différentes langues romanes en situation précaire. Ce nouveau parcours sociolinguistique rappelle le précédent, mais il s'effectue dans le sens inverse : il partira cette fois des vallées romanches du canton des Grisons, pour passer dans les Alpes italiennes, où, juste au sud de la frontière, se parle encore une variété menacée de lombard. Nous repasserons brièvement en Suisse, vers le Valais francoprovençalophone — ou 'patoisant', dans une autre terminologie —, avant de nous rapprocher de la vallée de la Roya, dans ces confins franco-italiens où se rencontrent les parlers liguriens et occitans. Nous traverserons ensuite le grand espace occitan, y compris dans sa partie limousine, pour finalement gagner les Pyrénées, où se retranche un multilinguisme séculaire, tenace depuis les temps de la Marche d'Espagne. Cet itinéraire transalpin et transpyrénéen se conclura par un panorama des langues romanes dans toute leur diversité, considérées sous l'angle de leur classification, de leur dénombrement et du risque d'extinction auquel elles font face.

Comme dans le numéro précédent, les articles qui suivent cet avant-propos — aux accents notamment politologiques — présentent différentes facettes de la situation de langues dont l'avenir a été mis en danger par un contact durable avec des langues aux assises plus solides, ou dont la diffusion a été favorisée par la conjonction de facteurs politiques, économiques et sociopsychologiques. Bien plus qu'une intangible loi de la nature, le déclin des langues minoritaires concernées est souvent le corollaire d'une agentivité démontrable, qui peut être plus ou moins intentionnelle. Dans tous les cas d'érosion de langues minoritaires, on constate l'existence de *causes* et de conséquences identifiables, mais aussi, bien souvent, la mise en œuvre d'initiatives cherchant des *solutions* pour les revitaliser concrètement. Il en va parfois de la reconnaissance de la « plus-value » que constituent les minorités (Vogt et al. 2010) et de la restauration d'une « justice linguistique » (van Parijs 2011).

Certaines approches contemporaines de la sociolinguistique critique visent à dépasser ce qui réduirait la revitalisation à un programme posé en termes de « diagnostic/action » faisant fi de la diversité des situations (Costa/Cahill 2021), où les actions possibles correspondraient de façon mécanique aux différents niveaux d'une échelle d'extinction/revitalisation — celle que proposait Fishman (1991) ayant été elle-même régulièrement peaufinée (Lewis/Simons 2010).¹ Par ailleurs, des recherches en anthropologie linguistique soulignent que le maintien ou la disparition de langues minoritaires ne sont pas toujours liés à une combinaison particulière de facteurs sociaux clairement identifiables, mais qu'elles dépendent aussi fortement des processus idéologiques à l'œuvre (Gal 1996, 588). Les idéologies linguistiques, visions partielles de la langue (Gal/Irvine 2019), peuvent ainsi être construites dans l'intérêt d'un groupe social ou culturel spécifique (Kroskrity 2000, 8) — le discours sur la langue cachant des éléments de différenciation très variés (Gal 2018, 225). Il reste que, quelle que soit l'approche choisie, la question des conditions qui déterminent une situation sociolinguistique et celle des modalités susceptibles de modifier la donne est centrale.

¹ En opposition à une vision largement partagée par les défenseurs de langues minorisées, qui veut qu'un 'patois' — terme souvent dépréciatif — n'en soit pas moins une 'langue', il peut aussi s'agir d'adopter une perspective selon laquelle le 'patois' se distingue d'une 'vraie langue' par des spécificités qui expliquent que ses locuteurs, en particulier, jugent inutile sa revitalisation (v. Costa 2024).

Faire disparaître ou laisser disparaître ?

Dans l'introduction du *Cambridge Handbook of Endangered Languages* sur la question des langues (mises) en danger, Peter Austin et Julia Sallabank identifient des catégories de causes pouvant mener à la disparition de langues en situation de précarité, où la présence d'une agentivité est incontestable : 1) les guerres et génocides ; 2) la répression ouverte de type nationaliste ; 3) un amalgame de facteurs de type économique, politique, historique, attitudinal et de dominance culturelle (Austin/Sallabank 2011, 5-6).² Comme l'a largement démontré Robert Lafont (1967, 1968) à l'aide des notions de *colonialisme intérieur* et d'*aliénation ethnique* au cœur de son analyse du sort des vieilles « nations primaires » en France (notamment l'Occitanie), les catégories de facteurs 2 et 3 sont étroitement liées, même si le processus à l'œuvre peut longtemps demeurer diffus :

parce que la volonté de faire disparaître leurs langues [celles des nations primaires] ne s'est précisée que lentement dans l'appareil de l'État et dans les consciences politiques ; parce que le royaume a présenté longtemps certains aspects de fédération ethnique, qui n'ont été contredits ouvertement qu'au XVII^e siècle ; parce que l'arme essentielle à la destruction linguistique, l'École unitaire au service du seul français, n'a été forgée qu'après la Révolution française (Lafont 1968, 153).

Pour reformuler dans le langage de l'*agentivité* ces causes politiques de l'attrition linguistique, envisagée ici comme une réduction des domaines d'utilisation de la langue, d'autres, comme Matthias Vogt (2010, 14), évoquent deux manières par lesquelles les membres de la nation titulaire — celle qui donne habituellement son nom à l'État — se sont imposés à partir du XIX^e siècle sur le territoire 'national' qu'ils contrôlent. D'une part par l'institutionnalisation du « nettoyage ethnique » — tel que celui validé par le traité de Lausanne en 1923 pour la Turquie post-ottomane ; ou, d'autre part, par le biais d'une pression plus ou moins subtile de l'État visant à dissoudre les groupes en tant que communautés linguistiques et culturelles en les forçant à s'intégrer à ladite nation titulaire. Ces façons de *faire* ou de *laisser* disparaître les langues minoritaires — et donc de limiter la possibilité pour leurs locuteurs et locutrices de se constituer en groupe cohérent et structuré — recoupent les modalités qu'a décrites le politologue John Coakley (2007), consistant respectivement à *exclure* ou à *ignorer* ces langues. La description de ces approches lui est fortement inspirée par l'Allemagne (pré-1945) et la France (post-1794). Il en ajoute une troisième consistant à *incorporer* les minorités par l'entremise de politiques de reconnaissance et d'accommodements, afin de leur permettre tout de même de se perpétuer en tant que groupes.

S'agissant des minorités de langue romane évoquées dans ce numéro, on observe ainsi généralement, au sein des instances étatiques — que les États soient de type unitaire ou fédéral —, une volonté variable d'exercer un contrôle sur elles. Ceci vaut pour la France, mais aussi pour la Suisse, de façon certes différente — le cas des Romanches ayant peu à voir, institutionnellement, avec celui des locuteurs et locutrices de langues minoritaires dans l'Hexagone. Quant à l'Italie et l'Espagne, ces deux pays ont graduellement cessé de combattre ouvertement ou d'ignorer certaines de leurs minorités et choisi plutôt de les accommoder au fur et à mesure de leur décentralisation politique.

² Les éditeurs y ajoutent une quatrième catégorie, « les catastrophes naturelles, famines et maladies », dont on peut toutefois relativiser le caractère 'naturel', dans la mesure où ces phénomènes s'expliquent souvent par l'activité humaine, particulièrement à l'ère des changements climatiques. On peut aussi penser à la Grande famine irlandaise (1845-1852), qui a eu comme dommage collatéral l'accélération du déclin de l'irlandais ; loin d'être le simple fruit des aléas météorologiques, elle était bien aussi la conséquence d'un pillage systématique des ressources alimentaires de l'Irlande par la Grande-Bretagne impériale.

Les facteurs d'attrition, entre 'surcharge de langue' et représentations négatives

Du point de vue de l'écologie des langues, il importe de tenir compte de certains facteurs généraux conduisant à l'attrition des langues minoritaires, aujourd'hui présents à des degrés qui varient selon les contextes, reflétant et structurant des rapports inégaux entre les langues, notamment en termes de prestige (Grenoble 2011, 33-35). Parmi ces facteurs, on compte l'urbanisation, qui, en regroupant en un même lieu des personnes locutrices de différentes langues, les force à communiquer via une lingua franca, de même que la mondialisation, qui exerce une pression descendante (portée par diverses institutions nationales et internationales) pour l'apprentissage de l'anglais à des fins de mobilité sociale. À l'école, l'anglais entre ainsi en compétition directe avec la langue vernaculaire et contribue au « phénomène de 'surcharge' de langue [qui pèse] sur le plus faible », lequel est déjà contraint d'apprendre la langue véhiculaire du groupe national dominant (Laponce 2006, 142).

Ajoutons que, dans le contexte de la modernisation, qui a souvent imposé à toute la population la langue dite 'nationale' pour des raisons politiques et économiques, l'administration est parfois allée jusqu'à « créer un élément de discrimination » en ne donnant du travail qu'aux personnes très compétentes dans la langue dominante, faisant en sorte d'évincer la langue dominée d'un nombre croissant de domaines sociaux (Comellas Casanova 2020, 50).³ En somme, « la minorisation d'une langue commence par la bilinguisation forcée et asymétrique » (*Ibid.*).

En conséquence, comme le note Grenoble (2011, 34-35), la pression sociale induite par la modernisation et la mondialisation en arrive à provoquer une double *dislocation*. D'une part, une dislocation *sociale*, car la langue minoritaire est de plus en plus limitée en termes de rayon d'action et de fonctions du fait que les langues dominantes donnent accès à l'éducation, aux médias et à de meilleurs salaires ; dislocation *culturelle* d'autre part, lorsque se trouve renforcé l'amalgame entre misère sociale et langue vernaculaire. En d'autres mots, les « locuteurs intériorisent l'infériorité culturelle qu'on leur attribue », ce qui montre bien l'importance que les politiques de revitalisation peuvent avoir en s'attelant en priorité à la modification des représentations linguistiques d'abord chez les principaux concernés (Comellas Casanova 2020, 52), pour qui « la langue est vécue comme une blessure » (Boix-Fuster 2020, 27). Dans le sillage de Calvet (1999, 158), on peut définir les représentations linguistiques comme « la façon dont les locuteurs pensent les pratiques, comment ils se situent par rapport aux autres locuteurs, aux autres pratiques, comment ils situent leur langue par rapport aux autres langues en présence », ou encore comme « l'ensemble des images, des positions idéologiques, des croyances qu'ont les locuteurs à propos des langues en présence et des pratiques linguistiques, les leurs et celles des autres » (Calvet 1999, 161-162).

En écho à Grenoble et en s'appuyant sur le cas de l'Espagne, le sociolinguiste catalan Emili Boix-Fuster (2020, 28-30) identifie un ensemble de « signes interreliés » menaçant la survie des langues minoritaires : la désintégration de la communauté linguistique ; la dissolution de la structure de la langue ; le fractionnement de l'espace linguistique en des variétés tendancielle-ment présentées comme des langues à part entière ; le manque de pouvoir politique de la communauté linguistique ;⁴ la dévaluation de la langue dans les différents domaines en raison de la diglossie et de la hiérarchisation des usages ; enfin, la passivité des locutrices et locuteurs face à ces différents facteurs et à l'abandon de la transmission de leur langue. Dans ce qui ressemble fort à un cercle vicieux, l'attrition linguistique est ainsi aggravée par la décision (apparemment) consciente des locutrices et locuteurs de ne pas transmettre leur langue, perçue comme un obstacle à la mobilité sociale ; et ce phénomène trouve à son tour un écho dans la législation qui favorise les transferts linguistiques vers la langue dominante (Grenoble 2011, 32).

³ Lorsque ça n'est pas l'original qui est cité, les traductions vers le français sont le fait de l'équipe éditoriale.

⁴ L'accès à cette capacité est appelé *habilitation* ou *pouvoir d'agir* en science politique. Voir Léger/Carbonneau 2025.

Comme on a pu l'observer en France — et du reste aussi en Suisse francophone, dans le cas du francoprovençal —, la conjonction de certains facteurs a repoussé peu à peu les langues régionales hors de certains domaines d'usage plus formel. Le cercle vicieux évoqué s'est accéléré dans la deuxième moitié du XX^e siècle et a abouti à un processus d'extinction qui s'est confirmé au fur et à mesure que vieillissaient et disparaissaient les locutrices et locuteurs dans un vaste territoire méridional — historiquement occitanophone —, en même temps qu'en zone francoprovençale et dans chacun des six « angles » (Lafont 2007) de cet 'Hexagone' qui en est venu à symboliser, dans la perspective de l'État français, un modèle de rationalité administrative destiné à s'étendre à l'uniformisation linguistique. Ici comme ailleurs, le bilinguisme, d'abord additif (équilibré), devient soustractif (asymétrique) à mesure que la langue majoritaire se diffuse dans tous les domaines d'usage et y concurrence la langue minorisée, jusqu'aux sphères les plus informelles et privées ; d'abord dans les centres urbains, puis en milieu rural, jusqu'à ce que la langue ne subsiste que dans quelques enclaves (Laponce 1984, 56-57).

Au terme du processus, la pérennité de la langue affaiblie n'est plus garantie. Il s'agit d'une *langue en danger*, c'est-à-dire d'une « variété présentant une réduction continue et observable du nombre de domaines et fonctions d'usage ainsi que du nombre de ses locuteurs, au point où il devient possible d'envisager un stade où l'un comme l'autre s'approcheront de zéro » (Spolsky 2011, 149). Notons à la suite de Grenoble (2011, 38-40) que ce niveau de danger est déterminé par trois types de facteurs interreliés : 1) les caractéristiques inhérentes au groupe de locuteurs (concentration vs éparpillement, proportion de la population totale, âge) ; 2) le nombre de domaines d'usage ; 3) le degré d'appui externe, mais aussi interne (ce qui inclut les attitudes, négatives ou positives, qui favorisent ou ralentissent la substitution linguistique). Pour influencer positivement sur ces facteurs et insuffler de la vitalité aux communautés linguistiques concernées, les solutions passent d'une façon ou d'une autre par les politiques d'aménagement linguistique.

Politique et aménagement linguistique : sécuriser et mettre hors de danger les langues menacées

On sait que l'intervention politique permet de restreindre l'usage d'une langue minoritaire au profit d'une langue dominante unique, ou d'une langue dite 'nationale'. Dans les États officiellement unilingues, le fait de qualifier une seule langue de 'nationale' (ou de qualifier une seule langue de 'langue', par opposition à 'dialecte', 'patois', etc.) fait partie du processus de construction de la nation unitaire, et il est aussi une façon d'exclure que d'autres langues, de facto minoritaires, soient également construites comme 'nationales' — pour éviter l'émergence tant d'un ensemble plurinational que d'un projet indépendantiste du/des groupes minoritaire/s. Les langues minoritaires seront alors tout au plus des langues 'régionales', comme en France, mais aussi en Pologne dans le cas du cachoube, pour prendre un exemple en dehors de l'espace roman. Mais de façon parallèle, la survie et l'épanouissement d'une langue menacée doivent eux aussi pouvoir s'appuyer sur des agents idéalement politiques, ou sinon sociaux. Ceci est d'autant plus impérieux dans un contexte de forte adversité, marqué par d'importantes forces d'inertie qui favorisent structurellement la collectivité linguistique la plus forte. Dans ces situations également, il doit y avoir une forme quelconque de *politique linguistique*, c'est-à-dire, au sens large, « toute forme de décision prise par un acteur social pour orienter l'usage d'une ou de plusieurs langues concurrentes dans une situation donnée » (Rousseau 2007, 58).

En ce sens, si la politique linguistique est généralement mise en œuvre 'par le haut' (les institutions étatiques), elle peut l'être également 'par le bas' (la communauté linguistique elle-même) et elle se traduit par des interventions plus ciblées relevant des différents domaines de l'*aménagement linguistique*⁵ (Sallabank 2011). Ainsi, les politiques d'*aménagement du code* se penchent sur la codification, la standardisation et la modernisation de la langue concernée, afin

⁵ Ou *planification linguistique*, si l'on reprend le calque de l'anglais assez répandu.

de traduire le mieux possible les différentes facettes de la vie contemporaine et de rendre la langue plus apte à l'acquisition écrite. L'*aménagement de l'acquisition* vise quant à lui à augmenter le nombre de locutrices et de locuteurs en améliorant l'offre d'enseignement pour toutes les classes d'âge, de même que la qualité de celui-ci. L'*aménagement du statut* vise à ouvrir (ou réouvrir) de nouveaux domaines (surtout formels) à l'usage de la langue ciblée, en commençant habituellement par rendre celle-ci (co)officielle dans les domaines relevant de l'échelon politico-administratif concerné. En l'absence de cette possibilité (ce qui est souvent le cas des langues minoritaires), l'*aménagement du prestige* consiste en de simples mesures de promotion susceptibles de rendre plus acceptable l'ensemble de ces efforts aux yeux de la société (majoritaire).

Le type de régime politique — démocratique ou autoritaire — peut certes avoir une incidence importante sur le type de politiques linguistiques mises en place vis-à-vis de l'usage des langues minoritaires, mais, comme nous l'avons vu dans l'avant-propos du numéro précédent, avec le paradoxe de l'Espagne franquiste et de la France démocratique, cette variable n'est pas suffisante pour comprendre les divers efforts déployés (ou non) pour assurer la préservation et la pérennisation de ces langues (Bichurina/Carbonneau/Meune 2025, 10-12). C'est que, même dans les sociétés démocratiques — en particulier en Europe, mais aussi ailleurs où le modèle a été exporté —, il existe depuis le XIX^e siècle une puissante idéologie qui cherche à faire coïncider l'État-nation et la langue, ce qui a fait de la politique linguistique l'arène où s'affrontent les partisans respectifs de la réduction et de la protection de la diversité linguistique. Ceci inclut, dans le processus de 'nationalisation' d'une langue, la question de la standardisation d'une variété au détriment d'autres, qui auraient aussi pu avoir une certaine légitimité (Grenoble 2011, 30-31). Cette idéologie nationaliste, née à l'intersection de la Révolution française et du romantisme allemand, s'est propagée dans plusieurs pays, où elle a fortement influencé l'aménagement du code, de l'acquisition et du statut au bénéfice de la langue dominante (Wright 2012).

De façon ironique, c'est souvent le désir de *combattre* la domination linguistique qui induit le souhait d'uniformiser la langue minoritaire — dans l'espoir de la consolider et au risque d'imposer d'autres formes de domination à l'échelon local. La langue minoritaire étant elle aussi en butte à la variation linguistique, la quête de principes graphiques communs, voire d'une refonte de pans entiers de la substance linguistique, peut être un outil politique puissant — et potentiellement controversé (Perea 2020). Historiquement, le domaine roman est très riche en débats souvent vifs sur ces questions : on peut penser au catalan et à l'occitan, mais aussi, plus tard, au romanche ou au ladin, et, plus récemment encore, au francoprovençal. Que les locuteurs et locutrices d'une langue minoritaire situent leur action dans un discours régional(iste) ou national(iste), la question de la 'granularité' de la standardisation se pose à chaque niveau.

Depuis quelques décennies, les politiques d'aménagement linguistique sont de plus en plus pensées spécifiquement pour redresser la situation des langues minoritaires qui ont été *mises en danger* durant le processus de formation des États-nations. Au-delà des politiques de revitalisation, de maintien et de diffusion des langues minoritaires (Fishman 1996), certains gouvernements (souvent régionaux), comme en Espagne, sont allés jusqu'à adopter des politiques de *normalisation linguistique* visant l'atteinte d'un *usage normal* de la langue en danger dans tous les domaines de la vie publique et sociale — aux côtés, voire à la place de la langue dominante — dans l'espoir de *mettre hors de danger* la langue en question. Ceci ne pouvait manquer parfois de se buter au rejet de la part d'une partie des locutrices et locuteurs de la langue majoritaire, qui sont évidemment favorisés par le statu quo (Carbonneau 2023a, chap. 5).

L'Europe, une source d'inspiration aux pouvoirs limités

En Europe, le militantisme de nombreuses minorités linguistiques a finalement trouvé une oreille attentive au sein du Conseil de l'Europe à partir de la fin des années 1970. L'implication de ce dernier a débouché sur l'adoption d'importants traités internationaux, comme la *Conven-*

tion-cadre pour la protection des minorités nationales, mais surtout la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*. Sa mise en œuvre a grandement contribué, dans les pays qui l'ont ratifiée, à un aménagement linguistique dans un ensemble de domaines névralgiques pour la revitalisation, dont l'enseignement, la justice, l'administration, les médias et la vie économique (Darquennes 2020).

Or, la Charte n'a été ratifiée que par 25 des 47 États membres du Conseil de l'Europe. En Italie et en France (deux des pays au cœur du présent numéro), la ratification s'est butée à des obstacles politiques et constitutionnels (*Ibid.*, 141). L'Italie a, malgré cela, adopté une législation plutôt avant-gardiste protégeant une partie de ses langues minoritaires — par l'autonomie concédée à certaines régions et par la loi 'pan-italienne' dite 482/1999. La protection juridique qu'offre cette dernière à certaines communes est parfois plus déclarative et performative qu'efficace (Bichurina 2019, 2026), d'autant que son utilité n'est pas toujours manifeste aux yeux de la population censée être concernée au premier chef, et dont la vie, de facto, se déroule déjà largement, voire exclusivement en italien. Il en va toutefois très différemment en France, où « le français a été érigé en véritable religion d'État », de la Révolution française à la contestation de la loi Molac sur l'enseignement immersif, en 2021, et où il subsiste toujours une forme endémique de « glottophobie institutionnelle » (Blanchet 2022, 13). Inversement, la ratification de la Charte n'entraîne pas toujours un type d'aménagement linguistique foncièrement nouveau — à l'image de la Suisse, pays ratificateur qui semble bien timide dans la proposition de mesures de protection du francoprovençal (Meune 2026).

À défaut de reconnaissance et d'autonomie politiques permettant une politique linguistique 'par le haut', comme ça a pu être le cas en Italie, la politique linguistique en France a dû être mise en place 'par le bas' (v. Carbonneau 2024, 14). Depuis une vingtaine d'années, cette politique linguistique ascendante s'est faite notamment par l'entremise des *Offices publics de la langue* — d'abord breton et basque, avant que le phénomène fasse des émules pour l'occitan, le catalan et l'alsacien). En l'absence de politique linguistique digne de ce nom, dans un pays où l'idée même de droits linguistiques (collectifs) est perçue par les institutions centrales — et par une vaste partie de la population qui en a intériorisé les prémisses idéologiques — comme une attaque contre les fondements de la 'République', ces structures de partenariats entre l'État et la société civile ont vu naître d'importantes initiatives concernant l'aménagement du code, celui de l'acquisition et (faute de coofficialité) celui du prestige des langues ciblées, notamment en Bretagne (Carbonneau 2023b).

En France comme ailleurs, que la politique linguistique soit le fait d'une action ascendante ou descendante, le militantisme et les institutions qui le structurent ou en émergent sont, en fin de compte, tributaires des modalités d'identification collective des membres des minorités linguistiques (Breton 1994) et du degré de sécurité culturelle que ce sentiment identitaire leur procure (Carbonneau/Jacobs/Keller 2021). Selon Raymond Breton (1994, 61-66), la mobilisation des individus au sein d'institutions favorisant l'usage de leur langue (minoritaire) dans les différentes sphères sociales dépend de leur propension à s'identifier positivement à leur groupe linguistique, que ce soit par *pragmatisme* (pour en tirer des bénéfices personnels matériels ou immatériels), en raison d'un sentiment d'*interdépendance* (l'amélioration de la situation du groupe et celle de la situation de l'individu sont interreliées) ou d'un sentiment de fierté à l'idée de partager un *héritage culturel distinct* (valorisation culturelle intrinsèque et résistance à l'oppression).

Si l'Europe — en l'occurrence le Conseil de l'Europe — a pu initier de nouvelles façons de concevoir la politique linguistique en proposant des dispositions qui peuvent varier d'un pays signataire à l'autre, il reste que les facteurs politiques et sociaux qui travaillent la société — qu'on parle de représentations ou d'idéologies linguistiques — sont d'une complexité telle que cette institution internationale ne saurait suffire à elle seule à garantir l'épanouissement des langues minoritaires dont il va être question dans ce nouveau numéro de la RTÉS...

Structure du numéro

Le premier article, de Matthias GRÜNERT, nous propose une étude récente sur les attitudes linguistiques de jeunes adultes ayant grandi dans les régions romanches des Grisons, dans la 'normalité linguistique' issue des politiques linguistiques développées par leurs aînés à partir des années 1980. En se centrant sur l'école et la législation linguistique, l'analyse permet de dresser un premier bilan de quelques décennies d'aménagement linguistique autour de la quatrième langue de Suisse.

La contribution de Fabio SCETTI, Stefano BISELLO et Federica SALAMINO est quant à elle consacrée au valoc', dialecte lombard du Val Masino, au sud des Grisons — dont toute la région de la Valteline dépendait politiquement du début du XVI^e siècle à la fin du XVIII^e. Elle n'a pas pour but d'illustrer la façon dont d'éventuelles lois pourraient œuvrer à la rétention ou à la revitalisation linguistique. Elle met plutôt en lumière la façon dont une démarche participative d'aménagement du code, qui associe la population locutrice locale aux scientifiques, peut redonner une visibilité substantielle à une langue menacée — en permettant en l'occurrence de créer un dictionnaire de référence tout en faisant émerger, dans les réseaux sociaux, un nouveau rapport à la langue écrite.

Nous retraversons la frontière italo-suisse pour rejoindre le Valais, où existent d'autres variétés linguistiques fragilisées, celles du francoprovençal — ou du 'patois', comme l'appellent les locutrices et locuteurs. L'article de Céline RUMPF dresse un état des lieux de la vitalité de cette langue peu protégée institutionnellement, à partir de données collectées récemment auprès de 101 'patoisants', analysées à la lumière des recensements historiques. En étudiant la répartition entre catégories de locuteurs (natifs, tardifs, néo-locuteurs), genres et groupe d'âge, l'autrice dresse un constat à la fois lucide et nuancé sur l'avenir incertain de la langue.

Quittant les Alpes septentrionales pour celles du Sud méditerranéen, Charlene CHAUPRÉ-BERKI examine, dans l'article suivant, l'impact des politiques linguistiques (explicites ou implicites) sur les langues minoritaires dans la vallée de la Roya, région transfrontalière entre France et Italie. Au-delà des enjeux de classification des langues, il apparaît que, de part et d'autre de la frontière, les parlers liguriens ont tous subi une forme de marginalisation, mais que leur transmission intergénérationnelle est davantage compromise du côté français — ce qui rappelle la prégnance des idéologies linguistiques étatiques.

Jean-Pierre JEANTHEAU nous rapproche peu à peu des Pyrénées pour dresser un portrait statistique de l'occitan en région Occitanie dans les années 2020, à partir de trois enquêtes sociolinguistiques récentes. Il confirme que sa transmission s'est effondrée, les représentants de l'occitan étant aujourd'hui surtout des personnes âgées et des néo-locuteurs. Ces derniers ont certes bénéficié de timides politiques de revitalisation (école, culture, médias), mais qui ne débouchent guère sur des usages collectifs — notamment familiaux — durables.

Nous restons ensuite dans le domaine occitan, mais au cœur du Limousin, dans le département de la Corrèze, région elle aussi marquée par la chute drastique du nombre de locutrices et locuteurs des divers 'patois' — des variétés d'occitan longtemps stigmatisées par le discours ambiant. Lucie Marine ROBERT, à partir d'un corpus d'entretiens et de notes d'observation, analyse, chez ses témoins, la relation école/occitan ainsi que les modalités de (non-)transmission de la langue — notamment en lien avec la tendance à intérioriser la stigmatisation ('auto-odi'). Dans un second temps, elle se tourne vers les ateliers d'occitan, qui, s'ils forment une 'niche' discrète, n'en sont pas moins un exemple bien vivant de la pratique actuelle de la langue.

Portant son regard en deçà des Pyrénées, Michel MARTÍNEZ PÉREZ adopte pour sa part une démarche résolument comparatiste, et se penche sur les territoires pyrénéens espagnols (Pays basque, Navarre, Aragon et Catalogne) et leurs langues historiques (y compris une langue non romane, dans le cas du basque). Évoquant la marginalisation des langues vernaculaires

depuis le XVIII^e siècle, il montre que la décentralisation espagnole n'a finalement permis qu'une reconnaissance très inégale de ces langues. Si, au Pays basque et en Catalogne, d'ambitieuses politiques de normalisation ont renforcé le statut des langues historiques, la Navarre a adopté un modèle ambigu, tandis qu'en l'Aragon, ni le catalan ni l'aragonais n'ont été officialisés. L'étude illustre ainsi l'importance des rapports de force en présence pour favoriser — ou ralentir — des politiques linguistiques cohérentes, de même que celle du fédéralisme comme variable agissant sur la pluralité des politiques linguistiques au sein d'un même État.

Enfin, pour terminer ce parcours parmi les langues (mises) en danger, ou parmi celles qui sont (plus ou moins) hors de danger — ou encore celles qui n'ont jamais été menacées —, le volume se clôt par une contribution de Marc POMERLEAU sur des classements présentant les langues en fonction de leur 'importance', comme le *Baromètre des langues dans le monde*. Celui-ci illustre les inégalités entre langues majoritaires et minoritaires, ou, selon le vocable en usage, 'minorées' et 'minorisées'. L'article vise à proposer une catégorisation des langues romanes, que nous avons placées au cœur de notre réflexion, et nous fait passer des grandes langues 'étatiques' aux langues moins visibles — y compris celles dont les numéros 14 et 15 de la revue se sont fait l'écho, du ladin au francoprovençal, du romanche à l'occitan, en passant par le ligurien ou l'aragonais...

Jean-Rémi CARBONNEAU / Manuel MEUNE / Natalia BICHURINA

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Austin, Peter K./Julia Sallabank, 2011, « Introduction », dans : Pete K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 1–24.
- Bichurina, Natalia, 2019, *L'émergence du francoprovençal. Langue minoritaire et communauté autour du Mont-Blanc*, Pessac : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.
- , 2026, « Performing legitimacy: interactional authority in Arpitan language activism », *Multilingua*, 1–16.
- /Jean-Rémi Carbonneau/Manuel Meune, 2025, « De la géographie à la politique : les asymétries du continuum roman », *Revue transatlantique d'études suisses*, 14, 5–16.
- Blanchet, Philippe, 2022, « Éléments de contextualisation pour une analyse de la Loi Molac : Glottophobie institutionnelle et combat pour les droits linguistiques en France », *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 20, 13–28.
- Boix-Fuster, Emili, 2020, « Polítiques lingüístiques: per què tanta intolerància envers la diversitat ? », dans : Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (dir.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelona : Universitat de Barcelona Edicions, 25–43.
- Breton, Raymond, 1994, « Modalités d'appartenance aux francophonies minoritaires. Essai de typologie », *Sociologie et sociétés*, 26.1, 59–69.
- Calvet, Louis-Jean, 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris : Plon.
- Carbonneau, Jean-Rémi, 2023a, *Fédéralisme et légitimation des langues minoritaires. Les cas de la Lusace et des Pays catalans*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- , 2023b, *Die Sprachenpolitik gegenüber dem Bretonischen. Von der staatlichen Verdrängung zur lokalen institutionellen Förderung*, Bautzen : Sorbisches Institut [Sorabistische žěłowe papjery, 3].
[<https://www.serbški-institut.de/publikation/sprachenpolitik-gegenueber-dem-bretonischen/>]
- , 2024, *Minderheitensprachen in Frankreich. Strategien und Hindernisse der Sprachplanung und Revitalisierung in Okzitanien, der Bretagne und auf Korsika*, Bautzen : Sorbisches Institut [Sorabistische žěłowe papjery, 5]. [<https://www.serbški-institut.de/publikation/minderheitensprachen-in-frankreich/>]
- /Fabian Jacobs/Ines Keller (dir.), 2021, *Dimensions of Cultural Security for National and Linguistic Minorities*. Bruxelles : Peter Lang.

- Coakley, John, 2007, « Les majorités nationales dans les nouveaux États : relever le défi de la diversité », dans : Alain-G. Gagnon/André Lecours/Geneviève Nootens (dir.), *Les nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Montréal : Québec Amérique, 157–189.
- Comellas Casanova, Père, 2020, « Les politiques linguistiques i la diversitat : compatibles ? », dans : Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (dir.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelona : Universitat de Barcelona Edicions, 45–59.
- Costa, James (2024). Why language revitalization fails: Revivalist vs. traditional ontologies of language in Provence, *Language in Society*, 1–21.
- /Kevin Petit Cahill, 2021, « Revitalisation linguistique », *Langage et société*, 305–309.
[\[https://doi.org/10.3917/ls.hs01.0306\]](https://doi.org/10.3917/ls.hs01.0306)
- Darquennes, Jeroen, 2020, « Reversing language shift in European language minority settings : A tentative general outline of contemporary challenges and strategies », dans : Sagrario Aleman/Jean-Baptiste Coyos (dir.), *Hizkuntza gutxuagotiak jagon, Euskaraz bizi* [Sauvegarder les langues minorisées, vivre en basque], Bilbao : Euskaltzaindia, 133–153.
- Gal, Susan, 1996, « Language shift », dans : Hans Goebel et al. (dir.), *Contact linguistics*, vol. 1, Berlin : Walter de Gruyter, 586–593.
- , 2018, « Visions and Revisions of Minority Languages. Standardization and Its Dilemmas », dans : Pia Lane/James Costa/Haley De Korne (dir.), *Standardizing Minority Languages. Competing Ideologies of Authority and Authenticity in the Global Periphery*, New York : Routledge, 222–242.
- /Judith T. Irvine, 2019, *Signs of Difference: Language and Ideology in Social Life*, Cambridge University Press.
- Grenoble, Lenore A., 2011, « Language ecology and endangerment », dans : Peter K. Austin/Julia Salabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 27–44.
- Fishman, Joshua A., 1991, *Reversing Language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Bristol : Multilingual Matters.
- , 1996, « Language revitalization », dans : Hans Goebel et al. (dir.), *Kontaktlinguistik : ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung*, Berlin : De Gruyter, 902–906.
- Kroskrity Paul V., 2000, « Regimenting Languages: Language Ideological Perspectives », dans : Paul V. Kroskrity (dir.), *Regimes of Language: Ideologies, Politics and Identities*, Santa Fe/Oxford: School of American Research Press, 1–34.
- Lafont, Robert, 1967, *La Révolution régionaliste*, Paris : Gallimard.
- , 1968, *Sur la France*, Paris : Gallimard.
- , 2007, « L'impossible repentir », dans : Giovanni Agresti (dir.), *De la crispation à la conciliation ? Contributions pour la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, Tarbes : Aracne, 89–98.
- Laponce, Jean, 2006, *Loi de Babel et autres régularités des rapports entre langue et politique*, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Léger, Rémi/Jean-Rémi Carbonneau, 2025, « L'Acadie et le Pays valencien : territoire, institutions, habilitation », dans : Clint Bruce/Gregory Kennedy (dir.), *Repenser l'Acadie dans le monde : études comparées, études transnationales*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 475–504.
- Lewis, Paul/Gary Simons, 2010, « Assessing endangerment: expanding Fishman's GIDS », *Revue roumaine de linguistique*, 50.2, 103–120.
- Meune, Manuel, 2026, « 'Perdant' ou 'gagnant' du contact avec le français ? Le francoprovençal en France, Suisse et Italie », *Minorités linguistiques et société*, 27, 18 p.
- Morvan, Malo/Clara Mortamet, 2026, « Controverses orthographiques », *Glottopol*, 41, n. p.
[\[https://journals.openedition.org/glottopol/5342\]](https://journals.openedition.org/glottopol/5342)
- O'Rourke Bernadette/Joan Pujolar/Fernando Ramallo, 2015, « New speakers of minority languages : the challenging opportunity », *International Journal of the Sociology of Language*, 231, 1–20.
- Perea, Maria-Pilar, 2020, « Dialèctica de l'estàndar, dialèctica de les varietats dialectals », dans Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (dir.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelona : Universitat de Barcelona Edicions, 107–124.

- Rousseau, Louis-Jean, 2007, « Élaboration et mise en œuvre des politiques linguistiques », *Cahiers du Rifa*, 26, 58–71.
- Sallabank, Julia, 2011, « Language policy for endangered languages », dans : Peter K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 277–290.
- Spolsky, Bernard, 2011, « Language and society », dans : Peter K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 141–156.
- Van Parijs, Philippe, 2011, *Linguistic Justice for Europe and for the World*, Oxford University Press.
- Vogt, Matthias Theodor, 2010), « Mehrwert durch Minderheiten? », dans : Matthias Theodor Vogt et al., *Minderheiten als Mehrwert*, Berlin : Peter Lang, 11–27.
- et al. (dir.), (2010), *Minderheiten als Mehrwert*, Berlin : Peter Lang.
- Wright, Sue, 2012, « Language policy, the nation and nationalism », dans : Bernard Spolsky (dir.), *The Cambridge Handbook of Language Policy*, Cambridge University Press, 59–78.

VORWORT¹

Sprachen in Gefahr und ausser Gefahr bringen — einige Denkanstösse

Die *Revue transatlantique d'études suisses* (RTÉS) setzt ihre in der letzten Ausgabe (Nr. 14) begonnene Reise durch Westeuropa fort, um das Bild verschiedener romanischer Sprachen in prekärer Lage zu vervollständigen. Die neue soziolinguistische Route ähnelt der vorherigen, verläuft jedoch in umgekehrter Richtung: Die Tour beginnt diesmal in den rätoromanischen Tälern des Kantons Graubünden und führt in die italienischen Alpen, wo unmittelbar südlich der Grenze noch eine bedrohte Varietät des Lombardischen gesprochen wird. Wir kehren kurz in die Schweiz zurück, ins frankoprovenzalischsprachige Wallis — oder, in einer anderen Terminologie, in die Heimat der ‚Patoisants‘ —, bevor wir uns dem Roya-Tal annähern, einer Grenzregion zwischen Italien und Frankreich, in der ligurische und okzitanische Dialekte aufeinandertreffen. Anschliessend durchqueren wir das grosse okzitanische Gebiet, einschliesslich seines Teils in der Limousin-Region, um schliesslich die Pyrenäen zu erreichen, wo sich eine jahrhundertealte Mehrsprachigkeit hält, die seit den Zeiten der Spanischen Mark (*Marca Hispanica*) fortbesteht. Die transalpine und transpyrenäische Reise endet mit einem Überblick über die romanischen Sprachen in ihrer ganzen Vielfalt, betrachtet hinsichtlich ihrer Klassifizierung, ihrer Anzahl und der Gefahr des Aussterbens, der sie ausgesetzt sind.

Wie in der vorherigen Ausgabe beleuchten die auf dieses — unter anderen politikwissenschaftlich geprägte — Vorwort folgenden Artikel verschiedene Facetten der Situation von Sprachen, deren Zukunft durch einen anhaltenden Kontakt mit Sprachen mit soliderer Grundlage gefährdet bzw. deren Verbreitung durch das Zusammenspiel verschiedener politischer, wirtschaftlicher und soziopsychologischer Faktoren begünstigt wurde. Weit mehr als ein unumstössliches Naturgesetz ist der Niedergang der betroffenen Minderheitensprachen nämlich oft die Folge nachweisbarer, mehr oder weniger beabsichtigter Handlungsmacht. In allen Fällen der Erosion der Minderheitensprachen lassen sich nicht nur deren *Ursachen* und Folgen identifizieren, sondern oft auch die Umsetzung von Initiativen, die nach *Lösungen* suchen, um sie konkret zu revitalisieren. Dabei geht es manchmal um die Anerkennung des „Mehrerts“, den Minderheiten darstellen (Vogt et al. 2010), oder um die Wiederherstellung einer gewissen „sprachlichen Gerechtigkeit“ (van Parijs 2011).

Bestimmte aktuelle Ansätze der kritischen Soziolinguistik zielen darauf ab, jene zu überwinden, die die Revitalisierung auf ein Programm im Sinne von „Diagnose und Massnahme“ reduzieren und somit die Vielfalt der Situationen ausser Acht lassen (Costa/Cahill 2021), und bei denen die möglichen Massnahmen rein mechanisch den verschiedenen Stufen einer Skala über Aussterben bzw. Revitalisierung entsprechen — jener von Fishman (1991) vorgeschlagenen Skala, die seitdem regelmässig verfeinert worden ist (Lewis/Simons 2010).² Darüber hinaus betonen Untersuchungen aus der sprachanthropologischen Forschung, dass der Fortbestand oder das Verschwinden von Minderheitensprachen nicht immer mit einer bestimmten Kombination eindeutig identifizierbarer sozialer Faktoren zusammenhängt, sondern auch stark von den jeweiligen ideologischen Prozessen abhängt (Gal 1996, 588). Sprachideologien, also partielle Sichtweisen auf die Sprache (Gal/Irvine 2019), können somit im Interesse einer bestimmten

¹ Wir bedanken uns sehr herzlich bei Katrin Mutz für das Korrekturlesen der deutschen Fassung des Vorworts. Für eventuell noch vorhandene Fehler sind wir verantwortlich.

² Im Gegensatz zu einer von den Verfechtern von Minderheitensprachen weit verbreiteten Auffassung, wonach ein ‚Patois‘ — ein oft abwertender Begriff — nichtsdestotrotz eine ‚Sprache‘ sei, kann auch eine Perspektive eingenommen werden, wonach sich das ‚Patois‘ durch Besonderheiten von einer ‚echten Sprache‘ unterscheidet, die erklären, warum insbesondere seine Sprecher eine Revitalisierung für unnötig halten (s. Costa 2024).

sozialen oder kulturellen Gruppe konstruiert werden (Kroskity 2000, 8), wobei der Sprachdiskurs vielfältige Differenzierungsmerkmale verbirgt (Gal 2018, 225). Unabhängig davon, welcher Ansatz gewählt wird, stehen die Frage nach den Bedingungen, die eine soziolinguistische Situation bestimmen, und die Frage nach den Möglichkeiten, diese Situation überhaupt zu verändern, jedenfalls nach wie vor im Mittelpunkt.

Aktives bzw. passives Verschwindenlassen

In der Einleitung zum *Cambridge Handbook of Endangered Languages* zur Frage der bedrohten bzw. gefährdeten Sprachen identifizieren Peter Austin und Julia Sallabank Kategorien von Ursachen, die zum Verschwinden von Sprachen in prekärer Lage führen können, bei denen das Vorhandensein einer aktiven Einflussnahme unbestreitbar ist: 1) Kriege und Völkermorde; 2) nationalistisch motivierte offene Unterdrückung; 3) eine Kombination aus kultureller Dominanz und wirtschaftlichen, politischen, historischen sowie einstellungsbezogenen Faktoren (Austin/Sallabank 2011, 5-6).³ Wie Robert Lafont (1967, 1968) anhand der Begriffe des *inneren Kolonialismus* und der *ethnischen Entfremdung* — die im Mittelpunkt seiner Analyse des Schicksals von Frankreichs alten „primären Nationen“ (insbesondere Okzitanien) stehen — ausführlich dargelegt hat, sind die Faktorenkategorien 2 und 3 eng miteinander verbunden, auch wenn der stattfindende Prozess lange Zeit diffus bleiben kann:

weil sich der Wille, ihre Sprachen [die der primären Nationen] gezielt verschwinden zu lassen, im Staatsapparat und im politischen Bewusstsein erst langsam herauskristallisiert hat; weil das Königreich lange Zeit gewisse Züge einer ethnischen Föderation aufwies, die erst im 17. Jahrhundert offen in Frage gestellt wurden; weil das wesentliche Instrument zur sprachlichen Zerstörung, das einheitliche Schulsystem im Dienste des Französischen allein, erst nach der Französischen Revolution geschaffen wurde (Lafont 1968, 153).

Um diese politischen Ursachen des Sprachverlusts — der hier als Einschränkung der Sprachverwendungsbereiche verstanden wird — in der Sprache der *Agentivität* neu zu formulieren, verweisen andere, wie Matthias Vogt (2010, 14), auf zwei Wege, über die sich ab dem 19. Jahrhundert die Angehörigen der Titularnation — jener Nation, die dem Staat üblicherweise ihren Namen gibt — auf dem von ihnen kontrollierten ‚nationalen‘ Territorium durchgesetzt haben: Entweder durch die Institutionalisierung der „ethnische[n] Säuberung“ — wie sie 1923 durch den Vertrag von Lausanne für die postosmanische Türkei sanktioniert wurde; oder durch den „mehr oder oft weniger sanfte[n] Druck zur Auflösung der Sprach- und Kulturgemeinschaft“, indem man solche Gemeinschaften zwingt, sich in die sogenannte Titularnation zu integrieren. Diese Vorgehensweisen, Minderheitensprachen mehr oder weniger aktiv verschwinden zu lassen — auf Französisch kann man zwischen *faire disparaître* (aktiv) und *laisser disparaître* (passiv) unterscheiden — und damit die Möglichkeit ihrer Sprecherinnen und Sprecher einzuschränken, sich als kohärente und strukturierte Gruppe zu konstituieren, decken sich mit den vom Politikwissenschaftler John Coakley (2007) beschriebenen Strategien: Diese bestehen darin, die genannten Gruppen entweder *auszuschliessen* oder zu *ignorieren*. Die Beschreibung dieser Ansätze ist bei ihm stark von der deutschen (vor 1945) und französischen (nach 1794) Sprachpolitik inspiriert. Er fügt einen dritten Ansatz hinzu, der darin besteht, Minderheiten durch Massnahmen der Anerkennung und des kulturellen Entgegenkommens *einzubeziehen*, um ihnen immerhin zu ermöglichen, als Gruppen fortzubestehen.

³ Die Herausgeber fügen eine vierte Kategorie hinzu: „Naturkatastrophen, Hungersnöte und Krankheiten“, wobei man den ‚natürlichen‘ Charakter dieser Phänomene relativieren kann, da sie sich oft durch menschliches Handeln erklären lassen, insbesondere im Zeitalter des Klimawandels. Man denke auch an die Grosse Hungersnot in Irland (1845-1852), die als Kollateralschaden den beschleunigten Niedergang der irischen Sprache zur Folge hatte; sie war keineswegs nur das Ergebnis meteorologischer Zufälle, sondern auch die Folge einer systematischen Plünderung der Nahrungsressourcen Irlands durch das imperiale Grossbritannien.

Was die in dieser Ausgabe behandelten romanischen Sprachminderheiten betrifft, so lässt sich generell feststellen, dass staatliche Instanzen — unabhängig davon, ob es sich um Einheits- oder Bundesstaaten handelt — bestrebt sind, Kontrolle über sie auszuüben. Das gilt für Frankreich, aber auch für die Schweiz — wenn auch auf unterschiedliche Weise, da der Fall der Rätoromanischsprachigen institutionell wenig mit dem der Sprecherinnen und Sprecher von Minderheitensprachen in Frankreich zu tun hat. Italien und Spanien haben ihrerseits nach und nach aufgehört, manche ihrer Minderheiten offen zu bekämpfen oder zu ignorieren, und sich stattdessen dafür entschieden, ihnen im Zuge ihrer politischen Dezentralisierung entgegenzukommen.

Faktoren des Sprachverlusts:

zwischen ‚Sprachüberlastung‘ und negativen Spracheinstellungen

Aus der Perspektive der Sprachökologie ist es wichtig, bestimmte allgemeine Faktoren zu berücksichtigen, die zum Rückgang von Minderheitensprachen führen. Diese Faktoren spielen heutzutage in unterschiedlichem Ausmass eine Rolle, je nach Kontext; sie strukturieren und spiegeln ungleiche Beziehungen zwischen den Sprachen wider, insbesondere hinsichtlich ihres Prestiges (Grenoble 2011, 33-35). Dazu zählt die Urbanisierung, die durch die Zusammenführung von Sprecherinnen und Sprechern verschiedener Sprachen an einem Ort diese dazu zwingt, über eine *Lingua franca* zu kommunizieren; auch die Globalisierung ist zu nennen; diese (getragen von verschiedenen nationalen und internationalen Institutionen) übt von oben den Druck aus, Englisch zum Zweck der sozialen Mobilität zu erlernen. In der Schule tritt Englisch somit in direkten Wettbewerb mit der Vernakularsprache und trägt zum „Phänomen der sprachlichen ‚Überlastung‘ [bei], die auf den Schwächeren lastet“, die ohnehin schon gezwungen sind, die Vehikularsprache der dominierenden nationalen Gruppe zu erlernen (Laponce 2006, 142).

Hinzu kommt, dass die Verwaltung im Zuge der Modernisierung, die der gesamten Bevölkerung aus politischen und wirtschaftlichen Gründen die sogenannte ‚Nationalsprache‘ auferlegt hat, oft so weit ging, „ein Element der Diskriminierung [dadurch] zu schaffen“, dass sie nur denjenigen Arbeit gab, die diese dominante Sprache sehr gut beherrschten, und somit dafür sorgte, dass die untergeordnete Sprache aus immer mehr gesellschaftlichen Bereichen verdrängt wurde (Comellas Casanova 2020, 50).⁴ Zusammenfassend lässt sich sagen: „Die Minorisierung einer Sprache beginnt mit der erzwungenen und asymmetrischen Bilingualisierung“ (ebd.).

Wie Grenoble (2011, 34-35) feststellt, führt somit der durch Modernisierung und Globalisierung ausgelöste gesellschaftliche Druck letztendlich zu einer doppelten *Dislokation*: einerseits einer *sozialen* Spaltung, da die Minderheitensprache hinsichtlich ihres Wirkungsbereichs und ihrer Funktionen zunehmend eingeschränkt wird, weil nur die dominanten Sprachen Zugang zu Bildung, Medien und besseren Löhnen ermöglichen; andererseits auch einer *kulturellen* Spaltung, indem das Zusammengehen von sozialer Not und Vernakularsprache verstärkt wird. Mit anderen Worten: Die „Sprecher verinnerlichen die kulturelle Unterlegenheit, die ihnen zugeschrieben wird“ (Comellas Casanova 2020, 52), was deutlich macht, wie wichtig es ist, dass politische Revitalisierungsmassnahmen zuallererst bei der Veränderung der sprachlichen Einstellungen der Hauptbetroffenen ansetzen, für die „die Sprache als Wunde erlebt wird“ (Boix-Fuster 2020, 27). In Anlehnung an Calvet (1999, 158) lassen sich Spracheinstellungen definieren als „die Art und Weise, wie Sprecher über Sprachpraktiken nachdenken, wie sie sich selbst im Verhältnis zu anderen Sprechern und anderen Praktiken [...] und wie sie ihre Sprache im Verhältnis zu den anderen vorhandenen Sprachen verorten“; Spracheinstellungen lassen sich auch definieren als „die Gesamtheit der Vorstellungen, ideologischen Positionen und der Überzeugungen, die Sprecher über die vorhandenen Sprachen und sprachlichen Praktiken — ihre eigenen und die der anderen — haben“ (Calvet 1999, 161-162).

⁴ Sofern nicht das Original zitiert wird, stammen die Übersetzungen ins Deutsche vom Herausgeberteam.

Ähnlich wie Grenoble und unter Bezugnahme auf den Fall Spaniens identifiziert der katalanische Soziolinguist Emili Boix-Fuster (2020, 28-30) eine Reihe von „miteinander verknüpften Anzeichen“, die das Überleben von Minderheitensprachen bedrohen: den Zerfall der Sprachgemeinschaft, die Auflösung der Sprachstruktur, die Zersplitterung des Sprachraums in Varietäten, die tendenziell als eigenständige Sprachen dargestellt werden, die mangelnde politische Macht der Sprachgemeinschaft,⁵ die Abwertung der Sprache in den verschiedenen Bereichen aufgrund der Diglossie und der Hierarchisierung des Sprachgebrauchs, schliesslich die Passivität der Sprecherinnen und Sprecher angesichts dieser verschiedenen Faktoren und der Weitergabe ihrer Sprache. In einem Phänomen, das stark an eine Abwärtsspirale erinnert, wird der Sprachverlust somit verschärft durch die (scheinbar) bewusste Entscheidung der Sprecherinnen und Sprecher, ihre Sprache nicht weiterzugeben, da diese als Hindernis für die soziale Mobilität wahrgenommen wird; und die erwähnte Abwärtsspirale findet wiederum ihren Niederschlag in der Gesetzgebung, die den Sprachwechsel zur dominanten Sprache begünstigt (Grenoble 2011, 32).

Wie man in Frankreich — und im Übrigen auch in der französischsprachigen Schweiz im Fall des Frankoprovenzalischen — beobachten konnte, hat das Zusammenspiel diverser Faktoren die Regionalsprachen nach und nach aus bestimmten, eher formellen Anwendungsbereichen verdrängt. Dieser Teufelskreis beschleunigte sich in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts und führte zu einem Aussterbeprozess, der sich in dem Masse vollzog, wie die Sprecherinnen und Sprecher in einem weitläufigen südlichen — historisch okzitanischsprachigen — Gebiet alterten und starben; genauso wie im frankoprovenzalischen Gebiet und in jedem der sechs „Winkel“ (Lafont 2007) jenes ‚Hexagons‘, das aus Sicht des französischen Staates zu einem Symbol für ein Modell administrativer Rationalität geworden ist, das sich auch auf sprachliche Uniformierung erstrecken soll. Hier wie anderswo wird die Zweisprachigkeit, die zunächst additiv (ausgewogen) war, zu einer subtraktiven (asymmetrischen), je mehr sich die Mehrheitssprache in allen Anwendungsbereichen ausbreitet und dort mit der Minderheitensprache konkurriert, bis hin zu den informellsten und privatesten Bereichen; zunächst in den städtischen Zentren, dann im rural geprägten Umland, bis die Minderheitensprache nur noch in wenigen Enklaven fortbesteht (Laponce 1984, 56-57).

Am Ende dieses Prozesses ist der Fortbestand der geschwächten Sprache nicht mehr gewährleistet. Es handelt sich um eine *gefährdete Sprache*, d. h. um eine „Varietät, die eine kontinuierliche und beobachtbare Verringerung der Anzahl der Anwendungsbereiche und -funktionen sowie der Anzahl ihrer Sprecher aufweist, bis zu einem Punkt, an dem es möglich wird, ein Stadium in Betracht zu ziehen, in dem sich das eine wie das andere der Null annähert“ (Spolsky 2011, 149). In Anlehnung an Grenoble (2011, 38-40) sei angemerkt, dass dieser Gefährdungsgrad durch drei miteinander verknüpfte Faktoren bestimmt wird: 1) die der Sprechergruppe innewohnenden Merkmale (Konzentration vs. Streuung, Anteil an der Gesamtbevölkerung, Alter); 2) die Anzahl der Anwendungsbereiche; 3) der Grad der externen, aber auch der internen Unterstützung (wobei dies negative oder positive Einstellungen einschliesst, die den Sprachwechsel fördern oder behindern). Um diese Faktoren positiv zu beeinflussen und den betroffenen Sprachgemeinschaften neue Vitalität zu verleihen, führen die Lösungen auf die eine oder andere Weise über Massnahmen der Sprachenpolitik.

Sprachenpolitik und Sprachplanung: bedrohte Sprachen sichern und ausser Gefahr bringen

Politische Massnahmen können bekanntlich den Gebrauch einer Minderheitensprache zugunsten einer einzigen dominanten Sprache oder einer sogenannten ‚Nationalsprache‘ einschränken. In offiziell einsprachigen Staaten ist die Bezeichnung einer einzigen Sprache als

⁵ In der Politikwissenschaft wird die Erlangung dieser Fähigkeit als *habilitation* (Frz.) bezeichnet, im Sinne von ‚entscheidungsbefug sein‘. Siehe Léger/Carbonneau 2025.

‚Nationalsprache‘ (oder die Bezeichnung einer einzigen Sprache als ‚Sprache‘ im Gegensatz zu ‚Dialekt‘, ‚Patois‘ usw.) Teil des Prozesses der Schaffung einer einheitlichen Nation und auch eine Möglichkeit, andere Sprachen, faktische Minderheitensprachen, daran zu hindern, ebenfalls als ‚Nationalsprachen‘ etabliert zu werden — um die Entstehung sowohl eines multinationalen Staates als auch einer Unabhängigkeitsbewegung der Minderheitengruppe(n) zu verhindern. Diese Minderheitensprachen können dann höchstens als ‚Regionalsprachen‘ gelten, wie in Frankreich, aber auch etwa in Polen im Fall des Kaschubischen, um ein Beispiel ausserhalb des romanischen Raums zu nennen. Parallel dazu müssen sich jedoch auch das Überleben und die Entfaltung einer bedrohten Sprache auf Triebkräfte stützen können, die idealerweise politischer, andernfalls sozialer Natur sind. Dies ist umso dringlicher im Falle ungünstiger Bedingungen, bei denen starke Trägheitskräfte am Werke sind, da diese strukturell die stärkste Sprachgemeinschaft begünstigen. Auch in solchen Situationen muss es eine Form der *Sprachenpolitik* geben, d. h. im weiteren Sinne „jede Art von Entscheidung, die von einem sozialen Akteur getroffen wird, um den Gebrauch einer oder mehrerer konkurrierender Sprachen in einer bestimmten Situation zu lenken“ (Rousseau 2007, 58).

In diesem Sinne wird Sprachenpolitik zwar in der Regel ‚von oben‘ (durch staatliche Institutionen) umgesetzt, kann aber auch ‚von unten‘ (durch die Sprachgemeinschaft selbst) erfolgen und äussert sich in gezielteren Massnahmen in den verschiedenen Bereichen der *Sprachplanung* (Sallabank 2011). So befassen sich Massnahmen zur *Korpusplanung* mit der Kodifizierung, Standardisierung und Modernisierung der betreffenden Sprache, um die verschiedenen Facetten des zeitgenössischen Lebens bestmöglich wiedergeben zu können und die Sprache für den schriftlichen Spracherwerb besser geeignet zu machen. Die *Erwerbsplanung* zielt ihrerseits darauf ab, die Zahl der Sprecherinnen und Sprecher zu erhöhen, indem das Bildungsangebot für alle Altersgruppen sowie dessen Qualität verbessert wird. Die *Statusplanung* zielt darauf ab, neue (vor allem formelle) Bereiche für den Gebrauch der Zielsprache zu erschliessen (oder wieder zu erschliessen), wobei in der Regel damit begonnen wird, diese Sprache in den Bereichen, die in die Zuständigkeit der jeweiligen politisch-administrativen Ebene fallen, zur Amtssprache zu machen (allein oder neben der dominanten Sprache). Ist diese Möglichkeit nicht gegeben (was bei Minderheitensprachen häufig der Fall ist), besteht die *Prestigeplanung* aus einfachen Fördermassnahmen, die dazu beitragen sollen, all diese Bemühungen in den Augen der (Mehrheits-)Gesellschaft akzeptabler zu machen.

Die Art des politischen Systems — demokratisch oder autoritär — kann zwar einen erheblichen Einfluss auf die Art der Sprachenpolitik haben, die in Bezug auf den Gebrauch von Minderheitensprachen verfolgt wird; doch wie wir im Vorwort der vorigen Ausgabe bereits am Paradoxon des franquistischen Spaniens und des demokratischen Frankreichs gesehen haben, reicht diese Variable nicht aus, um die unterschiedlichen Bemühungen zu verstehen, die unternommen werden — oder eben nicht —, um den Erhalt und den Fortbestand dieser Sprachen zu sichern (Bichurina/Carbonneau/ Meune 2025, 10-12). Denn selbst in demokratischen Gesellschaften — insbesondere in Europa, aber auch anderswo, wohin das Modell exportiert wurde — gibt es seit dem 19. Jahrhundert eine mächtige Ideologie, die darauf abzielt, den Nationalstaat und die Sprache in Einklang zu bringen (nach dem Prinzip: ‚eine Nation — eine Sprache‘), was die Sprachenpolitik zu einem Schauplatz gemacht hat, auf dem sich die Anhänger der Einschränkung sprachlicher Vielfalt und die Befürworter des Schutzes derselben feindlich gegenüberstehen. Dazu gehört im Prozess der ‚Nationalisierung‘ einer Sprache auch die Frage nach der Standardisierung einer Varietät auf Kosten anderer, die ebenfalls eine gewisse Legitimität hätten haben können (Grenoble 2011, 30-31). Diese nationalistische Ideologie, die an der Schnittstelle zwischen der Französischen Revolution und der deutschen Romantik entstand, fand in mehreren Ländern rasche Verbreitung, wobei sie dort massgeblich die Planung von Sprachkorpus, -erwerb und -status zugunsten der dominanten Sprache beeinflusste (Wright, 2012).

Ironischerweise ist es oft gerade der Wunsch, die sprachliche Dominanz zu *bekämpfen*, der das Streben nach einer Vereinheitlichung der Minderheitensprache hervorruft — in der Hoffnung, diese zu festigen, und auf die Gefahr hin, auf lokaler Ebene andere Formen der Dominanz aufzuzwingen. Da auch die Minderheitensprache von sprachlicher Variation geprägt ist, kann das Streben nach einheitlichen Schreibregeln oder gar nach einer Neugestaltung ganzer Teile der Sprachsubstanz ein mächtiges — und potenziell umstrittenes — politisches Instrument sein (Perea 2020). Historisch gesehen ist der romanische Sprachraum reich an oft lebhaften Debatten zu diesen Fragen: man denke an Katalanisch und Okzitanisch, aber auch, in jüngerer Zeit, an Rätoromanisch oder Ladinisch und, noch später, an Frankoprovenzalisch. Unabhängig davon, ob die Sprecherinnen und Sprecher einer Minderheitensprache ihr Handeln in einem regional(istisch)en oder national(istisch)en Diskurs verorten, stellt sich die Frage nach der ‚Granularität‘ der Standardisierung auf jeder Ebene.

Seit einigen Jahrzehnten werden sprachenpolitische Massnahmen zunehmend gezielt darauf ausgerichtet, die Situation von Minderheitensprachen zu verbessern, die im Zuge der Entstehung der Nationalstaaten *in Gefahr gebracht* wurden. Neben diversen Massnahmen zur Revitalisierung, Erhaltung und Verbreitung von Minderheitensprachen (Fishman 1996) sind einige (oft regionale) Regierungen, wie beispielsweise in Spanien, sogar so weit gegangen, Massnahmen zur *sprachlichen Normalisierung* zu ergreifen, die darauf abzielen, einen *normalen Sprachgebrauch* der bedrohten Sprache in allen Bereichen des öffentlichen und gesellschaftlichen Lebens zu erreichen — neben oder sogar anstelle der dominanten Sprache —, in der Hoffnung, diese betreffende Sprache *ausser Gefahr zu bringen*. Dies musste manchmal auf Ablehnung seitens eines Teils der Sprecherinnen und Sprecher der Mehrheitssprache stossen, die selbstverständlich vom Status quo begünstigt werden (Carbonneau 2023a, Kap. 5).

Europa als Inspirationsquelle mit begrenzter Macht

In Europa traf der Aktivismus von Seiten zahlreicher sprachlicher Minderheiten ab Ende der 1970er Jahre im Europarat schliesslich auf ein offenes Ohr. Dessen Engagement führte zur Verabschiedung wichtiger internationaler Verträge wie des *Rahmenübereinkommens zum Schutz nationaler Minderheiten*, vor allem aber der *Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen*. Deren Umsetzung hat in den Ländern, die sie ratifiziert haben, massgeblich zu sprachlichen Anpassungen in einer Reihe von Bereichen beigetragen, die für die Revitalisierung von entscheidender Bedeutung sind, darunter Bildung, Justiz, Verwaltung, Medien und Wirtschaftsleben (Darquennes 2020).

Die Charta wurde allerdings nur von 25 der 47 Mitgliedstaaten des Europarats ratifiziert. In Italien und Frankreich (zwei der Länder, die im Mittelpunkt dieser Ausgabe stehen) stiess die Ratifizierung auf politische und verfassungsrechtliche Hindernisse (Darquennes 2020, 141). Italien hat immerhin eine recht fortschrittliche Gesetzgebung zum Schutz eines Teils seiner Minderheitensprachen verabschiedet (durch die bestimmten Regionen gewährte Autonomie und durch das für ganz Italien geltende Gesetz 482/1999). Der Rechtsschutz, den dieses Gesetz bestimmten Gemeinden bietet, ist mitunter eher deklaratorischer und performativer Natur und nicht immer wirksam (Bichurina 2019, 2026). Dessen Nutzen ist für die Bevölkerung, die eigentlich in erster Linie davon betroffen sein sollte, oftmals nicht recht erkennbar, zumal deren Leben *de facto* bereits weitgehend, wenn nicht sogar ausschliesslich auf Italienisch stattfindet. In Frankreich sieht es aber sehr anders aus, da „das Französische zu einer regelrechten Staatsreligion erhoben wurde“ — von der Französischen Revolution bis hin zu den Protesten gegen das Molac-Gesetz zum immersiven Unterricht im Jahr 2021 —, und wo nach wie vor eine endemische Form der „institutionellen Glottophobie“ herrscht (Blanchet 2022, 13). Umgekehrt führt die Ratifizierung der Charta nicht immer zu einer grundlegend neuen Art der Sprachenpolitik — wie das Beispiel der Schweiz zeigt, ein ratifizierender Staat, der bei der Vorlage von Massnahmen zum Schutz des Frankoprovenzalischen recht zurückhaltend zu sein scheint (Meune 2026).

Da sowohl die politische Anerkennung als auch die Autonomie fehlten, die eine Sprachenpolitik ‚von oben‘ ermöglicht hätten — wie dies beispielsweise in Italien der Fall war —, musste die Sprachenpolitik in Frankreich ‚von unten‘ umgesetzt werden (s. Carbonneau 2024, 14). Seit etwa zwanzig Jahren erfolgt diese von unten kommende Sprachenpolitik insbesondere über die ‚öffentlichen Sprachämter‘ (*Offices publics de la langue*) — zunächst für Bretonisch und Baskisch, bevor sich das Phänomen auf Okzitanisch, Katalanisch und Elsässisch ausbreitete. In Ermangelung einer tatsächlichen Sprachenpolitik in einem Land, in dem die bloße Idee von (kollektiven) Sprachrechten von den zentralen Institutionen — und von einem grossen Teil der Bevölkerung, der deren ideologische Prämissen verinnerlicht hat — als Angriff auf die Grundlagen der ‚Republik‘ wahrgenommen wird, sind aus diesen partnerschaftlichen Strukturen zwischen Staat und Zivilgesellschaft wichtige Initiativen zur Korpus-, Erwerbs- und (mangels eines Status als Amtssprache) zur Prestigeplanung der betreffenden Sprachen hervorgegangen, insbesondere in der Bretagne (Carbonneau 2023b).

Ob in Frankreich oder anderswo: Ungeachtet der Frage, ob die Sprachenpolitik von unten oder von oben gesteuert wird, sind der Aktivismus und die Institutionen, die ihn strukturieren oder aus ihm hervorgehen, letztlich abhängig von der kollektiven Identitätsbildung der Angehörigen sprachlicher Minderheiten (Breton 1994) und vom Ausmass an kultureller Sicherheit, das ihnen dieses Identitätsgefühl vermittelt (Carbonneau/Jacobs/Keller 2021). Laut Raymond Breton (1994, 61-66) hängt die Mobilisierung von Individuen innerhalb von Institutionen, welche den Gebrauch ihrer (Minderheiten-)Sprache in den verschiedenen sozialen Bereichen fördern, von ihrer Bereitschaft ab, sich positiv mit ihrer Sprachgruppe zu identifizieren, sei es aus *pragmatischen* Gründen (um daraus persönliche materielle oder immaterielle Vorteile zu ziehen), aufgrund eines Gefühls der *gegenseitigen Abhängigkeit* (die Verbesserung der Situation der Gruppe und die des Einzelnen sind miteinander verknüpft) oder aus Stolz auf das gemeinsame, *eigenständige kulturelle Erbe* (intrinsische Wertschätzung der eigenen Kultur und Widerstand gegen Unterdrückung).

Zwar hat Europa — in diesem Fall der Europarat — neue Ansätze in der Sprachenpolitik eingeleitet, indem es Bestimmungen anbietet, die von einem Unterzeichnerstaat zum anderen variieren dürfen. Es bleibt aber festzuhalten, dass die politischen und sozialen Faktoren, die eine Gesellschaft prägen — ob man von Spracheinstellungen spricht oder von Sprachideologien —, von einer solchen Komplexität sind, dass dieses internationale Forum allein nicht ausreichen kann, um die Entfaltung der Minderheitensprachen, um die es in dieser neuen Ausgabe der RTÉS gehen wird, zu gewährleisten...

Aufbau dieser Ausgabe

Der erste Artikel des Heftes stammt von Matthias GRÜNERT und präsentiert eine neue Studie zu den sprachlichen Einstellungen junger Erwachsener, die in den rätoromanischen Regionen Graubündens aufgewachsen sind — in einer ‚sprachlichen Normalität‘, die aus der Sprachenpolitik ihrer Elterngeneration seit den 1980er Jahren hervorgegangen ist. Den Schwerpunkt auf Schule und Sprachgesetzgebung legend, ermöglicht die Analyse eine erste Bilanz mehrerer Jahrzehnte sprachpolitischer Massnahmen rund um die vierte Sprache der Schweiz.

Der Beitrag von Fabio SCETTI, Stefano BISELLO und Federica SALAMINO ist dem Valoc‘ gewidmet, einem lombardischen Dialekt aus dem Val Masino, südlich von Graubünden — dem vom Beginn des 16. bis zum Ende des 18. Jahrhunderts die gesamte Region Valtellina (Veltlin) politisch unterstand. Er zielt nicht darauf ab, zu veranschaulichen, wie mögliche Gesetze zur Erhaltung oder Revitalisierung einer Sprache beitragen könnten. Vielmehr zeigt er, wie ein partizipativer Ansatz bei der Sprachkodifizierung, der die lokale Sprachgemeinschaft mit Wissenschaftlern zusammenbringt, einer bedrohten Sprache wieder erhebliche Sichtbarkeit verleihen kann — indem in diesem Fall die Erstellung eines Standardwörterbuchs ermöglicht wird und gleichzeitig in den sozialen Netzwerken eine neue Beziehung zur Schriftsprache entsteht.

Wir überqueren erneut die italienisch-schweizerische Grenze, um ins Wallis zu gelangen, wo es weitere bedrohte Sprachvarietäten gibt, nämlich das Frankoprovenzalisches — oder das ‚Patois‘, wie es die Walliserinnen und Walliser nennen. Der Artikel von Céline RUMPF gibt einen Überblick über den aktuellen Stand hinsichtlich der Vitalität dieser Sprache, die institutionell kaum geschützt ist, und stützt sich dabei auf Daten, die kürzlich bei 101 ‚Patoisants‘ erhoben wurden und vor dem Hintergrund historischer Erhebungen analysiert werden. Durch die Untersuchung der Verteilung nach Sprecherkategorien (Muttersprachler, Spätlerner, Neusprecher), Geschlechtern und Altersgruppen zieht die Autorin eine ebenso klare wie differenzierte Bilanz über die ungewisse Zukunft der Sprache.

Der Beitrag von Charène CHAUPRÉ-BERKI verlässt die Nordalpen und wendet sich den südlichen Mittelmeer-Alpen zu. Er untersucht die Auswirkungen (expliziter oder impliziter) sprachpolitischer Massnahmen auf Minderheitensprachen im Roya-Tal, einer grenzüberschreitenden Region zwischen Frankreich und Italien. Abgesehen von den Fragen der Sprachklassifizierung zeigt sich, dass die ligurischen Dialekte auf beiden Seiten der Grenze einer Form der Marginalisierung ausgesetzt waren, ihre Weitergabe von Generation zu Generation jedoch auf der französischen Seite stärker gefährdet ist — was die Durchschlagskraft staatlicher Sprachideologien verdeutlicht.

Jean-Pierre JEANTHEAU bringt uns langsam näher an die Pyrenäen heran, um anhand von drei aktuellen soziolinguistischen Erhebungen ein statistisches Bild des Okzitanischen in der Region Okzitanien in den 2020er Jahren zu zeichnen. Er bestätigt, dass dessen Weitergabe ‚zusammengebrochen‘ ist, da die Träger des Okzitanischen heute vor allem ältere Menschen sowie Neusprecher und Neusprecherinnen sind. Letztere profitierten zwar von zaghaften Revitalisierungsmassnahmen (Schule, Kultur, Medien), doch diese führen kaum zu einem nachhaltigen kollektiven Sprachgebrauch — insbesondere im familiären Umfeld. Das Okzitanische, so das Fazit des Autors, bleibt ernsthaft bedroht.

Wir bleiben anschliessend im okzitanischen Raum, begeben uns jedoch ins Herz des Limousin, in die Corrèze, ein *Département*, das ebenfalls von einem drastischen Rückgang der Anzahl an Sprecherinnen und Sprechern der jeweiligen ‚Patois‘ geprägt ist — Varietäten des Okzitanischen, die lange Zeit durch den vorherrschenden Diskurs stigmatisiert wurden. Anhand eines Korpus aus Interviews und Beobachtungsnotizen analysiert Lucie Marine ROBERT bei ihren Befragten das Verhältnis zwischen Schule und Okzitanisch sowie die Modalitäten der (Nicht-) Weitergabe der Sprache — insbesondere im Zusammenhang mit der Verinnerlichung des Stigmas (‚auto-odi‘). Sie wendet sich dann den Okzitanisch-Workshops zu, die eine zwar diskrete ‚Nische‘ bilden, aber dennoch ein lebendiges Beispiel für die aktuelle Sprachpraxis sind.

Michel MARTÍNEZ PÉREZ richtet seinen Blick auf die spanischen Pyrenäengebiete (Baskenland, Navarra, Aragon und Katalonien) und die dortigen historischen Sprachen (darunter im Fall des Baskischen auch eine nicht-romanische), und verfolgt dabei einen entschieden vergleichenden Ansatz. Er verweist auf die Marginalisierung der Vernakularsprachen seit dem 18. Jahrhundert und zeigt, dass die spanische Dezentralisierung letztlich nur zu einer sehr ungleichmässigen Anerkennung dieser Sprachen geführt hat, je nach autonomer Gemeinschaft. Während im Baskenland und in Katalonien ehrgeizige Massnahmen zur sprachlichen Normalisierung den Status der jeweiligen historischen Sprache gestärkt haben, hat Navarra ein ambiges Modell eingeführt, bei dem die sprachlichen Rechte je nach Region variieren. Was Aragonien betrifft, so wurden dort weder Katalanisch noch Aragonesisch als Amtssprachen anerkannt. Die Studie verdeutlicht somit, welche wichtige Rolle bestehende Machtverhältnisse spielen, um eine kohärente Sprachpolitik zu begünstigen (oder zu erschweren); zudem stellt sie den Föderalismus als Variable heraus, die die Vielfalt der sprachpolitischen Ansätze innerhalb eines Staates beeinflussen kann.

Zum Abschluss dieses Streifzugs durch gefährdete (bzw. in Gefahr gebrachte) oder nicht (mehr) gefährdete Sprachen — bzw. Sprachen, die nie gefährdet wurden — endet der Band mit einem Beitrag von Marc POMERLEAU über Ranglisten, die Sprachen nach ihrer ‚Bedeutung‘ einordnen, wie beispielsweise das *Barometer der Sprachen der Welt*. Dieses veranschaulicht die Ungleichheiten zwischen Mehrheits- und Minderheitensprachen oder, je nach verwendetem Begriff, zwischen ‚benachteiligten‘ (*minorées*), ‚marginalisierten‘ (*minorisées*) und ‚Minderheitensprachen‘ (*minoritaires*). Der Artikel zielt darauf ab, eine Kategorisierung der romanischen Sprachen, die hier im Mittelpunkt unserer Überlegungen stehen, vorzuschlagen: von den grossen ‚Staatssprachen‘ bis hin zu den weniger sichtbaren Sprachen — einschliesslich derer, über die in den Ausgaben Nr. 14 und 15 der Zeitschrift berichtet wurde, vom Ladinischen über das Frankoprovenzalische, vom Rätoromanischen bis zum Okzitanischen, über das Ligurische oder Aragonesishe...

Jean-Rémi CARBONNEAU / Manuel MEUNE / Natalia BICHURINA

Bibliografie

[Alle unten aufgeführten Links waren am 15. August 2026 aktiv.]

- Austin, Peter K./Julia Sallabank, 2011, „Introduction“, in: Pete K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 1–24.
- Breton, Raymond, 1994, „Modalités d'appartenance aux francophonies minoritaires. Essai de typologie“, *Sociologie et sociétés*, 26.1, 59–69.
- Bichurina, Natalia, 2019, *L'émergence du francoprovençal. Langue minoritaire et communauté autour du Mont-Blanc*, Pessac : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.
- , 2026, „Performing legitimacy: interactional authority in Arpitan language activism“, *Multilingua*, 1–16.
- /Jean-Rémi Carbonneau/Manuel Meune, 2025, „De la géographie à la politique : les asymétries du continuum roman“, *Revue transatlantique d'études suisses*, 14, 5–16.
- Blanchet, Philippe, 2022, „Éléments de contextualisation pour une analyse de la Loi Molac : Glottophobie institutionnelle et combat pour les droits linguistiques en France“, *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 20, 13–28.
- Boix-Fuster, Emili, 2020, „Polítiques lingüístiques: per què tanta intolerància envers la diversitat?“, in: Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (dir.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelona: Universitat de Barcelona Edicions, 25–43.
- Calvet, Louis-Jean, 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris : Plon.
- Carbonneau, Jean-Rémi, 2023a, *Fédéralisme et légitimation des langues minoritaires. Les cas de la Lusace et des Pays catalans*, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- , 2023b, *Die Sprachenpolitik gegenüber dem Bretonischen. Von der staatlichen Verdrängung zur lokalen institutionellen Förderung*, Bautzen: Sorbisches Institut [Sorabistische žěłowe papjery, 3].
[<https://www.serbski-institut.de/publikation/sprachenpolitik-gegenueber-dem-bretonischen/>]
- , 2024, *Minderheitensprachen in Frankreich. Strategien und Hindernisse der Sprachplanung und Revitalisierung in Okzitanien, der Bretagne und auf Korsika*, Bautzen: Sorbisches Institut [Sorabistische žěłowe papjery, 5] [<https://www.serbski-institut.de/publikation/minderheitensprachen-in-frankreich/>]
- /Fabian Jacobs/Ines Keller (Hrsg.), 2021, *Dimensions of Cultural Security for National and Linguistic Minorities*. Bruxelles: Peter Lang.
- Coakley, John, 2007, „Les majorités nationales dans les nouveaux États: relever le défi de la diversité“, in: Alain-G. Gagnon/André Lecours/Geneviève Nootens (dir.), *Les nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir*, Montréal: Québec Amérique, 157–189.
- Comellas Casanova, Père, 2020, „Les politiques lingüístiques i la diversitat : compatibles?“, in: Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (dir.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelona: Universitat de Barcelona Edicions, 45–59.

- Costa, James (2024). Why language revitalization fails: Revivalist vs. traditional ontologies of language in Provence, *Language in Society*, 1–21.
- /Kevin Petit Cahill, 2021, „Revitalisation linguistique“, *Langage et société*, 305–309.
[\[https://doi.org/10.3917/ls.hs01.0306\]](https://doi.org/10.3917/ls.hs01.0306)
- Darquennes, Jeroen, 2020, „Reversing language shift in European language minority settings: A tentative general outline of contemporary challenges and strategies“, in: Sagrario Aleman/Jean-Baptiste Coyos (dir.), *Hizkuntza gutxuagotiak jagon, Euskaraz bizi* [Sauvegarder les langues minorisées, vivre en basque], Bilbao: Euskaltzaindia, 133–153.
- Gal, Susan, 1996, „Language shift“, dans : Hans Goebel et al. (dir.), *Contact linguistics*, vol. 1, Berlin : Walter de Gruyter, 586–593.
- , 2018, „Visions and Revisions of Minority Languages. Standardization and Its Dilemmas“, in: Pia Lane/James Costa/Haley De Korne (dir.), *Standardizing Minority Languages. Competing Ideologies of Authority and Authenticity in the Global Periphery*, New York: Routledge, 222–242.
- /Judith T. Irvine, 2019, *Signs of Difference: Language and Ideology in Social Life*, Cambridge University Press.
- Grenoble, Lenore A., 2011, „Language ecology and endangerment“, in: Peter K. Austin/Julia Sallabank (Hrsg.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 27–44.
- Fishman, Joshua A., 1991, *Reversing language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Bristol: Multilingual Matters.
- , 1996, „Language revitalization“, in: Hans Goebel et al. (dir.), *Kontaktlinguistik: ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung*, Berlin: De Gruyter, 902–906.
- Kroskrity Paul V., 2000, „Regimenting Languages: Language Ideological Perspectives“, in: Paul V. Kroskrity (Hrsg.), *Regimes of Language: Ideologies, Politics and Identities*, Santa Fe/Oxford: School of American Research Press, 1–34.
- Lafont, Robert, 1967, *La Révolution régionaliste*, Paris: Gallimard.
- , 1968, *Sur la France*, Paris: Gallimard.
- , 2007, „L'impossible repentir“, in: Giovanni Agresti (Hrsg.), *De la crispation à la conciliation? Contributions pour la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, Tarbes: Aracne, 89–98.
- Laponce, Jean, 2006, *Loi de Babel et autres régularités des rapports entre langue et politique*, Québec: Presses de l'Université Laval.
- Léger, Rémi/Jean-Rémi Carbonneau, 2025, „L'Acadie et le Pays valencien : territoire, institutions, habilitation“, in: Clint Bruce/Gregory Kennedy (dir.), *Repenser l'Acadie dans le monde : études comparées, études transnationales*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 475–504.
- Lewis, Paul/Gary Simons, 2010, „Assessing endangerment: expanding Fishman's GIDS“, *Revue roumaine de linguistique*, 50.2, 103–120.
- Meune, Manuel, 2026, „‘Perdant’ ou ‘gagnant’ du contact avec le français ? Le francoprovençal en France, Suisse et Italie“, *Minorités linguistiques et société*, 27, 18 p.
- Morvan, Malo/Clara Mortamet, 2026, „Controverses orthographiques“, *Glottopol*, 41, en ligne.
[\[https://journals.openedition.org/glottopol/5342\]](https://journals.openedition.org/glottopol/5342)
- O'Rourke Bernadette/Joan Pujolar/Fernando Ramallo, 2015, „New speakers of minority languages: the challenging opportunity“, *International Journal of the Sociology of Language*, 231, 1–20.
- Perea, Maria-Pilar, 2020, „Dialèctica de l'estàndar, dialèctica de les varietats dialectals“, in: Emili Boix-Fuster/Maria-Pilar Perea (Hrsg.), *Llengua i dialectes : esperances per al català, el gallec i el basc*, Barcelone : Universitat de Barcelona Edicions, 107–124.
- Rousseau, Louis-Jean, 2007, „Élaboration et mise en œuvre des politiques linguistiques“, *Cahiers du Rifal*, 26, 58–71.
- Sallabank, Julia, 2011, „Language policy for endangered languages“, in: Peter K. Austin/Julia Sallabank (Hrsg.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 277–290.
- Spolsky, Bernard, 2011, „Language and society“, in: Peter K. Austin/Julia Sallabank (Hrsg.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge University Press, 141–156.
- Van Parijs, Philippe, 2011, *Linguistic Justice for Europe and for the World*, Oxford University Press.
- Vogt, Matthias Theodor, 2010, „Mehrwert durch Minderheiten?“, in: Matthias Theodor Vogt et al., *Minderheiten als Mehrwert*, Berlin: Peter Lang, 11–27.
- et al. (dir.), 2010, *Minderheiten als Mehrwert*, Berlin: Peter Lang.
- Wright, Sue, 2012, „Language policy, the nation and nationalism“, in: Bernard Spolsky (Hrsg.), *The Cambridge Handbook of Language Policy*, Cambridge University Press, 59–78.

Scu chi'd es, vairamaing nun esi nua mal – **Pragmatismus im Diskurs zum Rätoromanischen bei jungen Erwachsenen**

Mathias GRÜNERT, Universität Freiburg/Fribourg

Zusammenfassung

Der Beitrag widmet sich den Spracheinstellungen junger Erwachsener, die im rätoromanischen Gebiet Graubündens aufgewachsen sind und dort die obligatorische Schule absolviert haben. Die Angehörigen dieser Altersgruppe sind mit den Ergebnissen sprachpolitischer Projekte konfrontiert, die seit den 1980er und 1990er Jahren entwickelt wurden und zu einem Sprachenmanagement führten, das zum heutigen Zeitpunkt als Normalität gilt. Nach einer Übersicht über sprachpolitische Projekte – die Standardsprache Rumantsch Grischun, den Ausbau des Sprachenrechts, die Förderung der rätoromanisch-deutschen Zweisprachigkeit in der Schule sowie die Sicherung des rätoromanischen Medienangebots – werden Spracheinstellungsäußerungen diskutiert, die dem Datenkorpus eines sprachbiografischen Forschungsprojekts entnommen sind. Die Auswertung der Spracheinstellungsäußerungen gibt Aufschluss darüber, welche Resonanz die in der Politik und in Institutionen ausgehandelten und umgesetzten Projekte im Alltag von Laien finden. Ausserdem schätzen diese Personen auch die Möglichkeit eines künftigen eigenen Beitrages zur Sprachförderung ein.

Résumé

Cet article est consacré aux attitudes linguistiques de jeunes adultes ayant grandi dans les régions romanches des Grisons et y ayant suivi leur scolarité obligatoire. Les membres de cette tranche d'âge font face aux retombées de projets de politique linguistique développés à partir des années 1980 et 1990, qui ont conduit à une gestion linguistique aujourd'hui considérée comme la normalité. Après un aperçu de divers projets de politique linguistique – langue standard (*rumantsch grischun*), perfectionnement de la législation linguistique, promotion du bilinguisme romanche-allemand à l'école et préservation de l'offre médiatique en romanche –, l'analyse porte sur les attitudes linguistiques exprimées dans le cadre d'un projet de recherche sur des biographies langagières. L'étude de ces attitudes permet de mesurer l'écho que trouvent, dans la vie quotidienne des 'profanes', les projets négociés et mis en œuvre dans les sphères politique et institutionnelle. Par ailleurs, les personnes répondantes évaluent la possibilité d'apporter elles-mêmes, à l'avenir, une contribution à la promotion de la langue.

Abstract

This article deals with the language attitudes of young adults who grew up in the Romansh-speaking area of Grisons and completed their compulsory schooling there. The members of this age group are confronted with the outcomes of language policy projects developed since the 1980s and 1990s, which have led to a language management that is now considered the norm. Following an overview of language policy projects – the standard language *rumantsch grischun*, the refinement of language legislation, the promotion of Romansh-German bilingualism in schools, and the preservation of media provision in Romansh –, the language attitudes expressed by a sample of respondents in a research project on language biographies are discussed. The study of these attitudes provides insight into how projects negotiated and implemented in political and institutional spheres resonate in everyday life of laypeople. Besides, these individuals also reflect on the possibility of making an individual contribution to the promotion of the language in the future.

Riassunto

Il contributo è dedicato agli atteggiamenti linguistici di persone giovani adulte che sono cresciute nella regione romancia dei Grigioni e che vi hanno frequentato la scuola dell'obbligo. I membri di questa fascia d'età si trovano di fronte ai risultati di progetti di politica linguistica sviluppati a partire dagli anni 1980 e 1990 che hanno portato a una gestione linguistica oggi considerata come normalità. Dopo una panoramica dei progetti di politica linguistica – la lingua standard *rumantsch grischun*, il perfezionamento della legislazione linguistica, la promozione del bilinguismo romancio-tedesco a scuola, nonché la salvaguardia dell'offerta mediatica in romancio – vengono discussi gli atteggiamenti linguistici espressi nell'ambito di un progetto di ricerca su biografie linguistiche. Lo studio di questi atteggiamenti chiarisce quale risonanza abbiano i progetti negoziati e attuati in ambito politico e istituzionale nella vita quotidiana di persone laiche. Inoltre, queste persone valutano anche la possibilità di dare, in futuro, loro stessi un contributo alla promozione della lingua.

Resumaziun

La contribuziun s'occupescha da las tenutas envers linguas da persunas giuvnas ch'èn creschidas si en il territori rumantsch dal Grischun e che han absolvi là la scola obligatoria. Tgi che appartegna a questa gruppa da vegliadetgna è confruntà cun ils resultats da projects da la politica linguistica ch'èn vegnids svilup pads dapi ils onns 1980 e 1990 e che han manà ad in management da linguas che vala ozendi sco normalitad. Suerter ina survista da projects da la politica linguistica – la lingua da standard rumantsch grischun, il perfecziunament dal dretg da linguas, la promoziun da la bilinguitad rumantsch-tudestga en scola e la consolidaziun da la purschida da medias en rumantsch – vegnan discutas las tenutas envers linguas exprimidas en il rom d'in project da retschertga davart biografias linguisticas. L'evaluaziun da questas tenutas palenta, tge resonanza che projects negoziads e realisads en la politica ed en instituziuns chattan en il mintgadi da persunas laicas. Quellas valiteschan ultra da quai la pussaivladad da dar en il futur in'atgna contribuziun a la promoziun da la lingua.

1. Einleitung¹

„Scu chi'd es, vairamaing nun esi núa mal“ [„So wie's ist, ist's eigentlich nicht schlecht“] (Tra[nskript] AB 546–547)² – so vorsichtig relativierend beurteilt ein junger rätoromanischsprachiger Erwachsener das Sprachenmanagement im traditionell dreisprachigen – deutsch-, rätoromanisch- und italienischsprachigen – Kanton Graubünden. Diese Einschätzung deutet auf die Akzeptanz von etablierten, von der Politik sanktionierten Diskursen und Praktiken zur Sprachförderung hin, im Kontext der Aussage aber auch auf Vorbehalte. Nicht nur die Litotes *núa mal* ‚nicht schlecht‘, sondern auch die Partikel *vairamaing* ‚eigentlich‘³ gibt zu verstehen, dass die Akzeptanz nicht ungetrübt ist, mit einem Eingeständnis verbunden ist. Die Vorbehalte, die der Studienteilnehmer im Kontext anbringt, beziehen sich auf Erfahrungen mit der überregionalen Standardsprache Rumantsch Grischun, zu der er eine zwiespältige Einstellung äussert.⁴ Eine mit Vorbehalten behaftete Akzeptanz des Sprachenmanagements, auch eine gewisse Skepsis angesichts der Herausforderungen, die mit sprachenpolitischen Massnahmen bewältigt werden sollten, kann für die Gruppe junger Erwachsener aus dem rätoromanischen Gebiet Graubündens, deren Sprachbiografien in einem neueren Forschungsprojekt aufgenommen wurden (Kaufmann-Henkel 2024), als prägend bezeichnet werden.

In dem vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) finanzierten und von der Pädagogischen Hochschule Graubünden (PHGR) umgesetzten Forschungsprojekt *Spartavias*⁵ wurde im Jahr 2019 ein Sample von 21 aus dem rätoromanischen Gebiet Graubündens stammenden Personen im Alter von 19–23 Jahren interviewt. Diese Studienteilnehmenden gehören einer Generation an, deren Spracherleben durch verschiedene sprachenpolitische Projekte und diesbezügliche Diskurse mitgeprägt ist: die Lancierung und Implementierung der überregionalen Standardsprache Rumantsch Grischun (1982–2011), den Ausbau des Sprachenrechts (1982–2015), die Einführung zweisprachiger Schulen in verschiedenen Gemeinden (1996–2013), die Umsetzung des aktuellen Konzepts für den (Fremd-)Sprachenunterricht an der Bündner Volksschule (1999–2012), die Einführung der zweisprachigen Maturität (1999–2023) sowie eine wichtige Etappe für den Ausbau und die Konsolidierung des rätoromanischen Radio-, Fernsehen- und Presseangebotes (1995–2019). Die Ein-

¹ Ich danke Renata Coray (Zürich/Ruschein) sowie den beiden Reviewer:innen für die kritische Lektüre meines Textes und die wertvollen Anregungen.

² Auf das Originalzitat (hier in Rätoromanisch aus dem Vallader-Gebiet) folgt eine inhaltlich genaue Übersetzung ins Deutsche. In diesem Beitrag zitierte Aussagen werden in den von den Teilnehmenden gesprochenen rätoromanischen und schweizerdeutschen Varietäten wiedergegeben. Die Transkription rätoromanischer Äusserungen erfolgt in der Orthografie der jeweiligen Regionalschriftsprache („Idiom“). Von Westen nach Osten werden fünf Idiome unterschieden: Sursilvan, Sutsilvan, Surmiran, Puter und Vallader (s. Grünert 2024, 158–162). Die zitierten Personen werden nur so weit wie nötig den Regionen und/oder den regionalen Sprachvarietäten zugeordnet. Die Quellenangabe ‚Tra.‘ (für ‚Transkript‘) mit zwei anschliessenden Initialen bezieht sich auf die Pseudonyme nach Kaufmann-Henkel (2024), die in der Bibliografie am Ende dieses Beitrages aufgeschlüsselt sind.

³ *vairamaing*: in den Varietäten des Engadins und des Münstertals (Puter und Vallader) ‚eigentlich‘ (s. *DPIV*). Das ausdrucksseitig entsprechende Lexem der anderen bündnerromanischen Varietäten (wie surselvisch *veramein*) bedeutet dagegen ‚wirklich‘ (s. *PG*).

⁴ Dazu gegen Ende von Kap. 4.4. die Aussagen desselben Teilnehmers (Textstellen aus Tra. AB).

⁵ Der vollständige Titel des von 2019–2023 umgesetzten Projekts ist *Passaggi linguistici: maiorens al spartavias. Sprachbiografien junger Erwachsener aus Romanisch- und Italienischbünden. Spartavias* („Scheideweg“) bezieht sich auf die von den jungen Erwachsenen (*maiorens* ‚Volljährige‘) zu treffenden Entscheidungen hinsichtlich der Bildungs- und beruflichen Laufbahn. Das Projekt interessiert sich für sprachliche Identifikationsprozesse in dieser Lebensphase. Neben den 21 Personen aus dem rätoromanischen Gebiet, deren Daten für den vorliegenden Beitrag relevant sind, wurden 18 Personen aus dem italienischsprachigen Gebiet Graubündens interviewt. Die Ergebnisse zum rätoromanischen Teil des Projekts sind in Kaufmann-Henkel (2022, 2023 und 2024) zugänglich, diejenigen zum italienischsprachigen in Sala (2022, 2023 und 2025).

stellungen zu diesen sprachpolitischen Projekten und dem damit einhergehenden Sprachenmanagement bilden zwar nicht den Fokus des genannten Forschungsprojekts, die erhobenen sprachbiografischen Daten enthalten jedoch diesbezüglich relevante Äusserungen, teils spontaner Art und teils bei der Beantwortung eher allgemeiner Fragen zur Sprachenpolitik und zum Sprachenmanagement.

Als zurzeit laufendes sprachpolitisches Projekt sei ergänzend das Engagement für die ausserhalb des Sprachgebiets lebenden Rätoromanischsprachigen, die *diaspora rumantscha*, erwähnt, ein Thema, das zwar nicht in Bezug auf die frühere Erfahrung der Studienteilnehmenden relevant ist, jedoch für die Zukunft, die sich verschiedene von ihnen ausserhalb des Sprachgebiets vorstellen. Im Zeitraum der Durchführung der Interviews – von September bis Dezember 2019 – war dieses Thema noch nicht lange in der Öffentlichkeit präsent. Es gewann erst durch einen im März 2019 publizierten Bericht mit Empfehlungen für die künftige Sprachenpolitik (Bisaz et al. 2019) Aufmerksamkeit.

Weniger unmittelbar auf die aktuelle Phase der soziopolitischen Entwicklung bezogen sind andere Komponenten des metasprachlichen Diskurses der Befragten. Einerseits tauchen Topoi und Sinnformeln des rätoromanischen Metadiskurses (Coray 2008) auf, die bereits länger tradiert werden, wie die Konzeption des Rätoromanischen als Herzenssprache oder der Nutzen des Rätoromanischen zum Erlernen anderer Sprachen (dazu in Bezug auf dieses Sample Kaufmann-Henkel 2024). Andererseits können Sprachideologien und sprachideologische Strategien identifiziert werden, wie die Einsprachigkeitsideologie (Lüdi 1996), der Purismus, die Kategorisierung und die Reifizierung von Sprachen, das Vertreten von Sprachhierarchien und Sprachenrechten (s. Busch 2021, 82–125) oder die Standardsprachideologie (Coray 2025, 75).

Der vorliegende Beitrag fokussiert Spracheinstellungsäusserungen der befragten jungen Erwachsenen im Kontext des aktuellen Sprachenmanagements und vor dem Hintergrund der sprachpolitischen Projekte, die dieses Sprachenmanagement prägen. Dabei soll gezeigt werden, wie Angehörige der ausgewählten Altersgruppe ihr Spracherleben, die aktuelle sprachpolitische Situation sowie zu erwartende Entwicklungen reflektieren und beurteilen. Im nächsten Kapitel (2) werden die sprachpolitischen Projekte, die für das derzeitige Sprachenmanagement relevant sind, umrissen: die Implementierung der überregionalen Standardsprache Rumantsch Grischun (2.1), die Revision des Sprachenrechts auf Bundes- und Kantonsebene (2.2.), die Förderung der rätoromanisch-deutschen Zweisprachigkeit in Volksschule und Gymnasium und die Anpassung des Sprachenkonzepts der Volksschule (2.3.) sowie eine Ausbauphase im Medienbereich (2.4.). Darauf (3) folgt eine Präsentation des Samples und der Datenerhebung. Die Analysekapitel widmen sich den Spracheinstellungsäusserungen in Bezug auf Themenbereiche mit sprachpolitischer Relevanz: die Schulsprachen Rätoromanisch und Deutsch im Zusammenhang mit Schulmodellen und den Sprachenrepertoires der Schülerinnen und Schüler (4.1.), die zweisprachige Maturität und Berufsausbildungen (4.2.), Sprachabfolgen und sprachliche Priorisierungen (4.3.), Sprachpflege und Sprachstandardisierung (4.4.), Territorialität und institutionelle Sprachpraxis (4.5.), den Medienkonsum (4.6.) sowie die Weitergabe der Sprache an die nächste Generation (4.7.). Abschliessend (5) wird ein Fazit zum Spektrum der vertretenen Einstellungen geboten.

Innerhalb der soziolinguistischen Forschung zum Rätoromanischen lässt sich der vorliegende Beitrag in die Nähe des ebenfalls sprachbiografischen Projekts von Coray und Strebel rücken, für welches von 2006–2008 Daten erhoben wurden (Coray 2009 und 2011, Coray/Strebel 2011). Coray und Strebel untersuchten Einstellungen zum Rätoromanischen und Sprachen allgemein, die oft auch in Äusserungen zu sprachpolitischen Massnahmen zum Ausdruck kamen. Dabei galt dem damals virulenten Projekt der überregionalen Standardsprache Rumantsch Grischun

besondere Aufmerksamkeit (Coray 2009, 11, 23; Coray 2011a, 269–271). In soziodemografischer Hinsicht unterscheidet sich die Datengrundlage bei Coray und Strebel von derjenigen der vorliegenden Untersuchung: Coray und Strebel interviewten mehr Personen mittleren und fortgeschrittenen Alters (12 Personen von 35–49 Jahren und 11 Personen von 50–65 Jahren) als jüngere (8 Personen von 20–34 Jahren) und berücksichtigten bewusst nur Personen mit obligatorischer Schulbildung bzw. Berufslehre (Coray 2011a, 255), schlossen also Absolventinnen und Absolventen von Maturitätsschulen aus. Die im sprachbiografischen Projekt *Spartavias* erhobenen Daten bieten somit eine Möglichkeit, Spracheinstellungen einer heute jungen rätoromanischsprachigen Altersgruppe zu erfassen.

Über Einstellungen zur Sprachenpolitik gibt eine Reihe weiterer Beiträge Aufschluss: Untersuchungen zur Akzeptanz von Rumantsch Grischun (dazu Coray 2008, 145–146, 161–165; Grünert 2008a, 358–362), zu Einstellungen in Bezug auf die mögliche Einführung zweisprachiger Klassen in Ilanz (Cathomas 2003) bzw. in Bezug auf die in Samedan eingeführte zweisprachige Schule (Schork 2007); eine Studie zum Sprachgebrauch und zu Spracheinstellungen in Ortschaften mit unterschiedlicher Vitalität des Rätoromanischen (Cathomas 2008) sowie in der öffentlichen Verwaltung und in kantonalen Institutionen (Grünert 2008a); die Diskursanalyse von Coray (2008) zu rätoromanischen Sprachmythen, darunter in Bezug auf Rumantsch Grischun, sowie die Analyse von Einstellungsäusserungen zu Rumantsch Grischun in Zusammenhang mit der Einführung von Rumantsch Grischun in der Volksschule (Berthele 2015, Caviezel 2025).

Aus den Untersuchungen zu Rumantsch Grischun lässt sich insgesamt auf eine geringe Unterstützung in der rätoromanischen Bevölkerung schliessen. Zwar ergaben Erhebungen in den 1980er Jahren Zustimmungswerte von über 50% oder sogar über 60%, doch wurden damals spezifische Personengruppen befragt (s. Bickel/Schläpfer 1994, 368; Coray 2008, 146). Eine 1995 durchgeführte repräsentative Untersuchung wies eine Zustimmung von 66% zur Idee einer einheitlichen Schriftsprache nach, allerdings nur bei 44% der Befragten eine Unterstützung der konkreten Option Rumantsch Grischun (s. Coray 2008, 161). Auch bei den in Grünert (2008a, 364) präsentierten Auswertungen erreicht die Befürwortung von Rumantsch Grischun weniger als die Hälfte der Teilnehmenden. Die verfügbaren qualitativen Daten zu den Einstellungen zu Rumantsch Grischun – in der Diskursanalyse von Coray (2008), in der Auswertung der Sprachbiografien von Coray und Strebel (2009, 11–13) und in den von Berthele analysierten Stellungnahmen (2015) – sowie Analysen der dabei wirksamen Sprachideologien (Coray 2025) machen deutlich, dass das auf kommunikative Effizienz ausgerichtete Projekt Rumantsch Grischun im Widerstreit zum verbreiteten Anliegen der Pflege regionaler rätoromanischer Identität steht und daher in der rätoromanischen Bevölkerung mehrheitlich abgelehnt wird.

Studien zur Akzeptanz einer zweisprachigen Schule weisen positive Einstellungen zu dieser Massnahme in Ortschaften nach, in denen das minorisierte Rätoromanische mit einem entsprechenden Projekt überhaupt erst als Unterrichtssprache eingeführt werden soll (so in Ilanz, s. Cathomas 2003) oder aber sich nicht länger als einzige Unterrichtssprache der Primarschule rechtfertigen lässt (so in Samedan, s. Schork 2007).

2. Zum Kontext: sprachenpolitische Projekte

Von den oben genannten sprachenpolitischen Projekten zeichnen sich zwei durch längere, sich ziemlich deckende Verlaufszeiten aus: Ab Beginn der 1980er Jahre waren rund drei Jahrzehnte durch die Lancierung und Implementierung der überregionalen Standardsprache Rumantsch Grischun (2.1.) und durch den Ausbau des Sprachenrechts (2.2.) geprägt. Diese beiden Projekte bezogen eine besondere Motivation aus den Volkszählungsergebnissen von 1980, aufgrund derer der Rückgang des Rätoromanischen mit Besorgnis festgestellt worden war (Coray 2004, 252). Sie

galten folglich als Massnahmen, die dazu beitragen sollten, günstigere Rahmenbedingungen für das Weiterbestehen des Rätoromanischen zu schaffen. Nebst diesen beiden Projekten prägen auch Entwicklungen im Bereich der Schule (2.3.) und Medien (2.4) die weiter unten analysierten Einstellungsäusserungen in den sprachbiografischen Interviews, weshalb sie im Folgenden ebenfalls kurz dargestellt werden.

2.1. Die Implementierung von Rumantsch Grischun

Die 1982 lancierte überregionale Schriftsprache Rumantsch Grischun etablierte sich – nach der Erarbeitung des diesbezüglichen Sprachkorpus und einer durch öffentliche Auseinandersetzungen geprägten Phase – als Verwaltungssprache auf Bundes- und Kantonsebene. Die Rolle auf Bundesebene wurde durch die Anerkennung des Rätoromanischen als Teilamtssprache im revidierten Sprachenartikel der Bundesverfassung von 1996 ermöglicht. Die konsequente Verwendung durch den Kanton Graubünden basierte auf einer 2001 vorgenommenen Gesetzesanpassung (Coray 2008, 132–74; Grünert 2024, 176–177). Die darauffolgende Phase, der Versuch, Rumantsch Grischun als Schriftsprache in der Volksschule einzuführen, wurde 2003 durch einen Beschluss des Grossen Rats des Kantons Graubünden eröffnet. Gemäss dem Grossratsbeschluss sollten Lehrmittel nur noch in Rumantsch Grischun statt in den fünf Regionalvarietäten (‘Idiomen’) erarbeitet werden (Coray 2008, 174–194).

Die in der Folge – ab 2007 – in Teilen des rätoromanischen Gebiets in Angriff genommene Einführung von Rumantsch Grischun als Schulsprache wurde jedoch weitgehend aufgegeben, als das Ende 2011 revidierte Schulgesetz die Herausgabe von Lehrmitteln in den Idiomen wieder zulässig machte. Den Ausgang dieser Gesetzesrevision hatte der seit Beginn des Jahres 2011 von zwei miteinander kooperierenden Vereinen ‘Pro Idioms’ (je einer im Engadin und in der Surselva) ausgeübte politische Druck wesentlich mitbestimmt. Nach der Wiederzulassung der Idiome blieben lediglich die Schulen dreier Gemeinden bei Rumantsch Grischun: der Stadt Chur und der angrenzenden Gemeinde Domat/Ems, wo die Schülerinnen und Schüler aus unterschiedlichen Regionen stammen, sowie der an der Sprachgrenze im Rheintal gelegenen Gemeinde Trin (Grünert 2024, 177).

Neben der Etablierung von Rumantsch Grischun als Verwaltungssprache auf Bundes- und Kantonsebene und dessen Beschränkung als Schulsprache auf Orte ausserhalb und am Rande des rätoromanischen Sprachgebiets ist sein limitierter Gebrauch in den Medien sowie auf Mittel- und Hochschulstufe zu erwähnen. Rumantsch Grischun wird für vorzulesende Texte in den Radionachrichten, für alle schriftlichen Informationen auf der Website von Radiotelevisiun Svizra Rumantscha (RTR) sowie für nicht auf bestimmte Regionen bezogene Texte in der Tageszeitung *La Quotidiana* (LQ) verwendet. Absolventinnen und Absolventen der zweisprachigen Maturität an der Bündner Kantonsschule sowie von Rätoromanisch-Studienprogrammen an Hochschulen (Pädagogische Hochschule Graubünden, Universitäten Zürich und Freiburg) rezipieren Texte in Rumantsch Grischun, müssen diese Varietät jedoch nicht aktiv verwenden.

2.2. Die Revision des Sprachenrechts auf Bundes- und Kantonsebene

Fast gleichzeitig mit der Lancierung des Projekts Rumantsch Grischun wurde die Diskussion zum Sprachenrecht auf Bundesebene belebt. Im Anschluss an die Kenntnisnahme der oben erwähnten Volkszählungsergebnisse von 1980 wurde eine Arbeitsgruppe gebildet, die 1982 den Bericht mit dem provokativen Titel „2½sprachige Schweiz“⁶ (1982) verfasste. Dieser verlangte, dass die bis dahin aus dem Sprachenartikel der Bundesverfassung herausgelesenen

⁶ Neben dem Deutschen und Französischen als „vollen Sprachen“ werden hier das Italienische als „halbe Sprache“ und das Rätoromanische als „inexistent“ betrachtet.

Prinzipien in einer revidierten Version des Sprachenartikels ausdrücklich festgehalten würden (Coray 2004, 256–257). Den direkten Anstoss für die Revision des Sprachenartikels gab die Motion des Bündner Nationalrats Martin Bundi von 1985, die neben der Einschreibung des Territorialitätsprinzips die Anerkennung des Rätoromanischen als Amtssprache des Bundes forderte. Die von Bundi ausgelöste Diskussion beschränkte sich in der Folge nicht auf die Minderheitenproblematik, sondern bezog auch die Frage der Beziehungen zwischen den Sprachgemeinschaften ein.

Im Rahmen dieser ausgeweiteten Diskussion standen sich Verfechter des Territorialitätsprinzips und Befürworter der Sprachenfreiheit gegenüber. Während Erstere auf staatliche Regulierung setzten, war Letzteren an der verbesserten Verständigung und am Schutz der nationalen Sprachminderheiten auch ausserhalb der jeweiligen Sprachgebiete gelegen. Die beiden umstrittenen Grundsätze fanden in die 1996 in Kraft tretende Fassung des Sprachenartikels nicht Eingang. Bereits bei der 1999 vorgenommenen Totalrevision der Bundesverfassung wurden jedoch sowohl die Sprachenfreiheit als auch das Territorialitätsprinzip in den Text integriert (Coray 2004, 261).

Dieser Vorgabe des Bundes folgte die 2004 in Kraft getretene Bündner Kantonsverfassung, gemäss der das Territorialitätsprinzip bei der Bestimmung der Amts- und Schulsprachen der Gemeinden zu berücksichtigen ist. Konkretisiert wurde diese Forderung im seit 2008 geltenden Bündner Sprachengesetz, nach dem Gemeinden mit mindestens 40% Rätoromanisch Sprechenden (gemäss Volkszählung 2000)⁷ als „einsprachig [rätoromanisch]“ eingestuft werden, Gemeinden mit 20% bis 40% Rätoromanisch Sprechenden dagegen als „mehrsprachig“ (Grünert 2024, 178). Dieser komfortabel erscheinende Minderheitenschutz wurde allerdings durch eine Klausel relativiert, gemäss der früher gefasste Beschlüsse zum Status und Gebrauch der Gemeindeamtssprachen sowie früher etablierte Praktiken nicht angepasst werden mussten. Diese ‚Bremse‘ offenbart den zumindest vorläufig symbolischen Charakter der Gesetzgebung. Gemeinden mit derzeit noch höheren Rätoromanischanteilen können aber, wenn sie künftig in den kritischen Schwellenbereich geraten, ihr Sprachenregime nur unter Befolgung der neuen Regeln anpassen.

Nach diesem Ausbau des Sprachenrechts wurden verschiedene Gemeindefusionen durchgeführt, von denen sich zwei als besonders knifflig erwiesen, die Fusion des amtlich deutschsprachigen Zentrumsorts Ilanz und dreizehn umliegender rätoromanischer Gemeinden zur Gemeinde Ilanz/Glion (2014; dazu Etter 2017) sowie die Fusion sechs amtlich rätoromanischer und dreier deutschsprachiger Gemeinden zur Gemeinde Albula/Alvra (2015; dazu Glaser 2014). Da das Sprachengesetz nur Fusionen „einsprachig [rätoromanischer]“ mit „mehrsprachigen“ Gemeinden regelte, mussten für die hier vorliegenden Situationen, in denen sich rätoromanische mit deutschsprachigen Gemeinden verbanden, *ad hoc* Lösungen erarbeitet werden. Somit können diese lokalen Projekte als vorläufiger Endpunkt des gesetzgeberischen Prozesses im Zusammenhang mit dem Sprachgebietsschutz gelten.

2.3. Die schulische Förderung der rätoromanisch-deutschen Zweisprachigkeit und die Anpassung des Sprachenkonzepts in der Volksschule

Neben den beiden soeben beschriebenen, rund drei Jahrzehnte dauernden Projekten sind drei weniger lange dauernde schulbezogene Projekte zu nennen: die Einführung zweisprachiger Volksschulen oder Volksschulklassen in verschiedenen Gemeinden, die Umsetzung des aktuellen Konzepts für den Sprachenunterricht an der Bündner Volksschule und die Einführung der zweisprachigen Maturität an den Gymnasien.

⁷ Daten der Volkszählung von 2000 für die Gemeinden des traditionellen rätoromanischen Sprachgebiets in Furer (2005, 140–145), jeweils in der Tabellenspalte „2000 (überhaupt angegeben)“.

Wenn im Zusammenhang mit dem Rätoromanischen von zweisprachigen Schulmodellen gesprochen wird, sind solche gemeint, die während des gesamten Curriculums Rätoromanisch und Deutsch als Unterrichtssprachen vorsehen. Auch die im traditionellen rätoromanischen Gebiet etablierte rätoromanische Schule ist, angesichts der Verwendung zweier Unterrichtssprachen, Rätoromanisch und Deutsch, in einem gewissen Sinn zweisprachig, allerdings nicht über das gesamte Curriculum hinweg. Während auf der Primarstufe (1.–6. Schuljahr) auf Rätoromanisch unterrichtet und Deutsch (ab dem 3. Schuljahr) als Fach geführt wird, wird auf der Oberstufe (7.–9. Schuljahr) Deutsch zur Hauptunterrichtssprache (Cathomas 2005, 160–166; Gregori et al. 2011, 12–13). Ein zweisprachiges Schulmodell mit Rätoromanisch und Deutsch als Unterrichtssprachen während der gesamten Volksschulzeit wurde erstmals ab 1996 in der Oberengadiner Gemeinde Samedan erprobt, in einem immer stärker deutsch geprägten Umfeld, wo die rätoromanische Schule einem Rechtfertigungsdruck ausgesetzt war. Ein evaluiertes Pilotprojekt von 1996–2002 (Gurtner et al. 2000, Gurtner/Schork 2007) führte zur Etablierung des zweisprachigen Schulmodells in Samedan und zu dessen Übernahme in weiteren Gemeinden, im Oberengadin – in Pontresina 2004, in Bever 2005, in Celerina/Schlarigna 2006 und in La Punt-Chamues-ch 2008 – sowie in Trin 2004 (Gregori et al. 2011, 14–16).

Neben diesen Gemeinden, in denen traditionelle rätoromanische Schulen durch zweisprachige ersetzt wurden, sind drei Gemeinden mit deutschsprachigen Schulen zu erwähnen, die Klassen mit Unterricht in Rätoromanisch und Deutsch zu führen begannen: die Stadt Chur im Jahr 2000 (hier gleichzeitig auch in Italienisch und Deutsch, s. Gregori et al. 2011, 16), das Regionalzentrum Ilanz/Glion in der Surselva im Jahr 2008 (Gregori et al. 2011, 16) und Domat/Ems im Jahr 2013 (*LQ* 10.09.2013, 12).

Die derzeitige Regelung zu den (Fremd-)Sprachen, die an der Bündner Volksschule neben der jeweiligen traditionellen Ortssprache unterrichtet werden, geht auf Veränderungen in zwei Schritten zurück, die 1999 und 2012 vollzogen wurden. Vor 1999 wurde in romanisch- und italienischsprachigen Schulen ab dem 4. Schuljahr Deutsch als erste Fremdsprache unterrichtet (wobei für den grösseren Teil der Schülerinnen und Schüler in Romanischbünden der Begriff *Zweitsprache* adäquat ist), während die meisten deutschsprachigen Schulen keine Kenntnisse in einer weiteren Sprache vermittelten, wenn man vom Romanischunterricht in einigen Gemeinden an der deutsch-romanischen Sprachgrenze absieht (Gregori 2018, 38–39). Auf der Oberstufe war im ganzen Kanton Französisch obligatorisch, womit sich in Romanisch- und Italienischbünden drei Sprachen ergaben, im grössten Teil Deutschbündens dagegen nur deren zwei.

Im Jahr 1999 trat ein neues Sprachenkonzept in Kraft, das ab dem 4. Schuljahr überall den Unterricht in einer zweiten Kantonssprache vorschrieb. Dies bedeutete für Deutschbünden die Einführung einer Fremdsprache – des Italienischen – auf der Primarstufe (Coray 2008, 186). Auf der Oberstufe wurde im ganzen Kanton Französisch durch Englisch ersetzt. Das 1999 eingeführte Sprachenkonzept erfuhr 2010 eine Anpassung: Der Englischunterricht setzt seit damals bereits im 5. Schuljahr ein, und der Beginn des Unterrichts in der zweiten Kantonssprache wurde vom 4. Schuljahr auf das 3. vorverlegt (Gregori et al. 2011, 9).

Mit dem Sprachenkonzept berücksichtigt Graubünden einerseits die Pflege der Beziehungen zwischen den angestammten Sprachgemeinschaften und die Bemühung um die Bewahrung des kulturellen Erbes (gemäss Kantonsverfassung, s. *BR* 110.100, Präambel und Art. 3), andererseits die in der Gesellschaft breit abgestützte Nachfrage nach dem frühen Erlernen des für Bildungs- und Berufslaufbahnen unerlässlichen Englischen. Diese Akzentsetzung leitete, wegen ihrer ersten Komponente in Bezug auf die Kantonssprachen, einen teils kritisierten ‚Sonderweg‘ Graubündens ein. Anders als in der übrigen Deutschschweiz werden nämlich in Deutschbünden nicht

mehr allgemein Französischkenntnisse vermittelt, sondern Französisch wird an der Volksschule lediglich auf der Oberstufe als freiwilliges Wahlfach angeboten (*Botschaften* 2002–2003, 219).

Rätoromanischsprachige Persönlichkeiten und die Lia Rumantscha vertraten die Ansicht, dass das Sprachenkonzept für das Rätoromanische einen Nachteil bedeute (Coray 2008, 188). Mit der Einstufung des Deutschen als Fremdsprache an rätoromanischen Schulen, parallel zur Einstufung des Italienischen als Fremdsprache an deutschsprachigen Schulen bzw. des Deutschen als Fremdsprache an den italienischsprachigen Schulen, ergab sich in Romanischbünden zwar ein Sprachenrepertoire mit gleichviel Sprachen wie in den anderen Kantonsteilen, allerdings unter Einschluss des Rätoromanischen, das im Bildungssystem einen weniger hohen Status genießt als die anderen im Kanton verwendeten Schulsprachen (s. GP 2003, 792 und 800). Um eine Benachteiligung der rätoromanischen Schule zu vermeiden, reichte die erwähnte Gruppe von Personen im Jahr 2001 die „Initiative zur Wahrung der Chancengleichheit für die Bündner Jugend“ ein. Gemäss dieser sollte Deutsch in Romanischbünden nicht als Fremdsprache, sondern zusammen mit Rätoromanisch als Unterrichtssprache eingestuft werden, und auf der Oberstufe sollten zusätzlich Französisch und Italienisch als Wahlpflichtfächer angeboten werden (*Botschaften* 2002–2003, 221). Damit wäre auch das Potential des leichteren Zugangs der Rätoromanisch Sprechenden zu einer weiteren romanischen Sprache genutzt worden. Die Initiative wurde jedoch im Jahr 2003 vom Bündner Stimmvolk mit 56% Gegenstimmen abgelehnt (Grünert 2008b, 6–7).

Im selben Jahr, in dem die Umsetzung des neuen Sprachenkonzepts begann, 1999, wurde auch die zweisprachige Maturität mit Rätoromanisch bzw. Italienisch – jeweils neben Deutsch als dominanter Unterrichtssprache – eingeführt. An der Bündner Kantonsschule in Chur wurden, neben dem Fachunterricht zu Rätoromanisch bzw. Italienisch, Biologie und Geschichte auf Rätoromanisch bzw. Italienisch unterrichtet. Von den Gymnasien im rätoromanischen Gebiet boten zunächst nur die Academia Engiadina in Samedan und das Institut Otalpin in Ftan die zweisprachige Maturität mit Rätoromanisch an. Zwei weitere Schulen, die Klosterschule in Disentis/Mustér und das Lyceum Alpinum in Zuoz, führten lediglich Curricula mit Rätoromanisch als Fach (Grünert 2008b, 31–32). Als die Schweizerische Maturitätskommission (SMK) 2014 entschied, dass für die eidgenössische Anerkennung drei Fächer immersiv⁸ zu unterrichten seien, ergaben sich Anforderungen, denen nur noch die Bündner Kantonsschule in Chur nachkommen konnte. Für die regionalen Gymnasien, die bereits bei zwei auf Rätoromanisch unterrichteten Fächern Mühe mit der Umsetzung bekundet hatten, wurde ein ‚Bündner Modell‘ eingeführt, das neben dem Fach Rätoromanisch nur den Unterricht in einem weiteren Fach – Geschichte – auf Rätoromanisch vorsah (LQ 28.03.2014, 1, 13; LQ 16.04.2014, 9). Zu dieser Bündner zweisprachigen Maturität, die eidgenössisch keine Anerkennung genießt, ging man in Samedan und Ftan über. Später wurde sie in den beiden regionalen Gymnasien, die bis dahin keine zweisprachige Maturität angeboten hatten, eingeführt, 2020 in Disentis/Mustér und 2023 in Zuoz (LQ 06.07.2020, 3; 28.06.2023, 7).

2.4. Umstrukturierungen und Ausbau im Medienbereich

Im Medienbereich lassen sich in den 1990er Jahren wichtige Einschnitte erkennen. 1995 wurden ‚Radio Rumantsch‘ und ‚Televisiun Rumantscha‘ zu einer neuen Unternehmenseinheit (‚Radio e Televisiun Rumantscha‘, seit 2010 unter der Bezeichnung ‚Radiotelevisiun Svizra Rumantscha‘ [RTR]) innerhalb der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft SRG zusammen-

⁸ Der Begriff *immersiv* ist aus der Sicht rätoromanisch- bzw. italienischsprachiger Schülerinnen und Schüler inadäquat, erhalten doch diese den Unterricht in den genannten Fächern in ihrer ersten Schulsprache. Der Begriff *immersiv* ist in Bezug auf Schulen angebracht, in denen Fächer in einer Fremdsprache der Schülerinnen und Schüler unterrichtet werden, wie etwa Englisch oder Französisch an Schulen in der Deutschschweiz.

gefasst (SRG 1995, 31; SRG 2010, 93). 1997 wurden 100 Stunden wöchentlicher Radio-Sendezeit überschritten (SRG 1997, 32), womit sich ein Ganztagesradio ergab. Seit 2008 bietet RTR ein 24-Stunden-Radioprogramm (Coray 2011b, 198). Lediglich für die Mittagsnachrichten und die politische Hintergrundsendung ‚Echo der Zeit‘ wird bis heute auf das Radio der Deutschschweiz umgeschaltet.

Im Pressebereich vollzog sich 1997, mit der Fusion der *Gasetta Romontscha*, des *Fögl Ladin* und der *Casa Paterna/La Pùnt* zur fünftal wöchentlich erscheinenden überregionalen *La Quotidiana*, eine markante Umgestaltung (Coray 2008, 165–167). Teil des Konzepts war eine staatlich finanzierte Nachrichtenagentur (Agentura da Novitads Rumantscha [ANR]), die allen bestehenden rätoromanischen Medien unentgeltlich Beiträge zur Verfügung stellte. Während *La Quotidiana* für die Surselva neu das einzige verfügbare Presseorgan war, bestanden in Surmeir und im Engadin mit den Regionalzeitungen *La Pagina da Surmeir* und *Engadinerpost/Posta Ladina* Alternativangebote, die von vielen bevorzugt wurden. Als das Fortbestehen von *La Quotidiana* 2017 in Frage stand, wurde ein neues Konzept erarbeitet, in dem an die Stelle der Agentura da Novitads Rumantscha die finanziell stärker dotierte und mit mehr publizistischer Verantwortung ausgestattete Fundaziun Medias Rumantschas (FMR) trat.

3. Das Sample, die Datenerhebung und das methodische Vorgehen

Das eingangs erwähnte Forschungsprojekt *Spartavias* widmete sich den Sprachbiografien junger Erwachsener, die in Romanisch- und Italienischbünden, den Regionen der beiden angestammten Minderheitensprachen Graubündens, aufgewachsen waren. Die Zusammenstellung des Samples zum rätoromanischen Sprachgebiet und die diesbezügliche Datenerhebung wird ausführlich in Kaufmann-Henkel (2024, 87–99) beschrieben. Während Kaufmann-Henkel 2024 ausgewählte Fälle – 8 von 21 erhobenen Gesprächen – eingehend, unter Berücksichtigung der individuellen Verläufe analysiert und daneben verschiedene übergreifende Aspekte zum Sample bespricht, konzentriert sich der vorliegende Beitrag auf die kontrastive Auswertung von Spracheinstellungsäusserungen aus dem gesamten rätoromanischen Sample (21 Gespräche mit einer Dauer zwischen 32 und 87 Minuten, bei einem Durchschnitt von 45 Minuten, s. Kaufmann-Henkel 2024, 98). Im Zusammenhang mit dem hier gewählten Fokus sollen einige wesentliche Aspekte des Samplings und der Datenerhebung genannt werden.

Wegen des Interesses an Mehrsprachigkeit im Forschungsprojekt *Spartavias* wurden für die Befragung Teilnehmende gesucht, die im rätoromanischen Sprachgebiet aufgewachsen sind, in ihrer Familie jedoch auch mit anderen Sprachen als Rätoromanisch konfrontiert sind. Der Kontakt mit anderen Sprachen in der Familie ergibt sich über einen (schweizer-)deutschsprachigen Elternteil (in sieben Fällen), über einen Elternteil mit einer weiteren Landessprache (in zwei Fällen Französisch, in einem Fall ein bündneritalienischer Dialekt), über Eltern, die eine Nichtlandessprache sprechen (in drei Fällen Portugiesisch, in einem Fall Albanisch), oder über das Schweizerdeutsche oder das Italienische in der Grosselterngeneration (in fünf bzw. drei Fällen).

Die Gespräche umfassten einen freien narrativen Teil, in dem die Teilnehmenden teils auf ein zuvor gezeichnetes Sprachenporträt (v. Busch 2017, 36–44) Bezug nahmen, einen so genannten immanenten Nachfrageteil, in dem auf bereits von den Teilnehmenden Thematisiertes zurückgegriffen wurde, und einen exmanenten leitfadengestützten Nachfrageteil (Kaufmann-Henkel 2024, 77–79; zu den Begriffen *immanent* und *exmanent* s. Küsters 2006, 47–64).

Für den vorliegenden Beitrag wurden die für das Forschungsprojekt *Spartavias* erhobenen Gesprächsdaten zunächst im Hinblick auf sprachenpolitische Entwicklungen und Massnahmen untersucht, die das Spracherleben der Interviewten mitprägten. Dazu gehören neben den bereits in

Kap. 2 präsentierten aktuellen Themen – Rumantsch Grischun, sprachliche Territorialität, Schulmodelle und Sprachen in der Volksschule, die zweisprachige Maturität sowie rätoromanische Medien – folgende für die Förderung des Rätoromanischen relevante Themen, die als Fortsetzung von seit längerem laufenden Sprachförderbemühungen gelten können: die Vermeidung von Germanismen und anderen nicht (räto-)romanischen Einflüssen (Sprachpurismus), die amtliche schriftliche Verwendung des Rätoromanischen, rätoromanische Aufschriften im öffentlichen Bereich und rätoromanische Durchsagen im öffentlichen Verkehr, die Sensibilisierung für die Weitergabe des Rätoromanischen in der Familie sowie das Rätoromanische in der Berufsausbildung. Neben diesen Themen, die aus dem Fokus auf die Sprachenpolitik hervorgehen, wurden aus den Gesprächsdaten weitere Themen für die Auswertung abgeleitet: Familiensprachen und individuelle Sprachenrepertoires (im schulsprachlichen Zusammenhang) (4.1.); Motivationen für die Wahl sprachlicher Optionen an Gymnasien und in der Berufsausbildung (4.2.); Einflüsse von sprachenpolitischen Diskursen und Sprachhierarchien auf die Erwähnung von Sprachen durch die Interviewten (4.3.); Code-Switching und Grenzen des Sprachpurismus (4.4.); Relevanz der Territorialität für den Bildungsbereich, amtliche Sprachpraktiken und öffentliche Aufschriften (4.5.); Zugang zu rätoromanischen Medien in verschiedenen Alltagssituationen (4.6.). Unter Berücksichtigung der sich anbietenden Verknüpfungen zwischen sprachenpolitischen Themen und dem berichteten Spracherleben werden nun im Datenkorpus Spracheinstellungsäusserungen analysiert.

4. Spracheinstellungsäusserungen

In Anlehnung an König (2014) wird eine interaktionale Betrachtung von Spracheinstellungen gewählt, die den Fokus auf die im jeweiligen Interaktionskontext hervorgebrachten und durch diesen bedingten Äusserungen der Forschungsteilnehmenden legt. Spracheinstellungen werden demnach nicht als kognitiv stabile, durch Befragung erfassbare Inhalte verstanden, wie dies bei einem mental-kognitivistischen Zugang der Fall ist, sondern, aufgrund einer sozialkonstruktivistischen Konzeptualisierung, als „phenomena that are constructed in interaction“ (Dailey-O’Cain/Liebscher 2011, 93). In dieser Optik werden in Bezug auf die auszuwertenden Daten der kommunikative Kontext der Interviews und die durch die Beteiligten eingenommenen Rollen berücksichtigt (s. König 2014: 76). Dazu gehört der Umstand, dass die beiden Forscherinnen, die die Interviews durchführten, aufgrund ihrer Position als Dozentinnen der Pädagogischen Hochschule Graubünden das Verhalten der Teilnehmenden beeinflussen konnten, nicht nur aufgrund ihrer akademischen Position, sondern auch, weil die Institution, für die sie arbeiteten, im offiziell dreisprachigen Kanton Graubünden als Akteur der Sprachenförderung auftritt. Die Teilnehmenden orientierten sich also möglicherweise an Vorstellungen sozialer Erwünschtheit (Küsters 2006, 21; *social desirability bias*, s. Coupland et al. 2003, 28), etwa in Aussagen zur Bedeutung des Rätoromanischen in ihrem Leben (s. Kaufmann-Henkel 2024, 329) oder bei Stellungnahmen zur Sprachenpolitik. Die Berücksichtigung des Interaktionskontexts sowie Vergleiche von Spracheinstellungsäusserungen innerhalb eines Interviews lassen durch den erwähnten Bias geprägte Aussagen ein Stück weit erkennen. Mit der hier vorgenommenen kontrastiven Analyse von Spracheinstellungsäusserungen, über die Interviews der verschiedenen Teilnehmenden hinweg sowie innerhalb einzelner Interviews, wird beabsichtigt, Einstellungsäusserungen entlang inhaltlicher Ähnlichkeiten und Differenzen anzuordnen und so jeweils ein Spektrum von Einstellungen zu einem Thema zu erfassen.

In den nachfolgenden Kap. 4.1. bis 4.7. werden Einstellungsäusserungen mit Bezug auf die erwähnten sprachenpolitischen Themen (s. Kap. 2.1.–2.4. und 3) und unter Berücksichtigung von damit verknüpfbaren Aspekten des Spracherlebens (s. Kap. 3) analysiert. Das Potential des 21

Gespräche umfassenden Datenkorpus kann dabei nicht ausgeschöpft werden. Der Rahmen dieses Beitrages erlaubt die exemplarische Präsentation von Ergebnissen.

4.1. Die Schulsprachen Rätoromanisch und Deutsch – Schulmodelle und Sprachenrepertoires der Schülerinnen und Schüler

Vor dem Hintergrund der zeitlich nicht weit zurückliegenden Einführung zweisprachiger Schulen (mit Rätoromanisch und Deutsch als Unterrichtssprachen während der ganzen Volksschulzeit) mag es erstaunen, dass sich in den Erzählungen derjenigen sechs Teilnehmenden, die aus betroffenen Oberengadiner Gemeinden stammen, keine Hinweise auf dieses Schulmodell finden. Auf den zweisprachigen Charakter ihrer Schule, der öffentlich diskutiert wurde, gehen diese Teilnehmenden nicht ein. Gemäss ihren Aussagen war die Primarschule rätoromanisch geprägt, und den Wechsel auf die Oberstufe assoziieren sie mit einem Überhandnehmen des Deutschen.

Die Intensität der rätoromanischen Prägung der Primarschule nehmen die sechs Teilnehmenden aus dem Oberengadin allerdings unterschiedlich wahr. Fünf von ihnen berichten in ihren Erzählungen vom Vorherrschen des Rätoromanischen. Dabei handelt es sich um eine Teilnehmerin (1), die in der Familie Rätoromanisch spricht (das Unterengadiner Idiom Vallader, weshalb sie speziell auf das in der Schule benutzte lokale Oberengadiner Idiom Puter hinweist), um eine Teilnehmerin, deren Familiensprache ein bündneritalienischer Dialekt ist (2), und um drei Teilnehmende mit Portugiesisch als Familiensprache (dazu Zitat 3):

(1) E lo d'eira vairamaing, eir cun amihs e uschè, propi be puter, also nu d'heja discurrieu bger tudas-ch. (Tra. VL, 25–26)⁹

[Und da war wirklich, auch mit Freunden und so, wirklich nur Puter, also sprach ich nicht viel Deutsch.]

(2) [...] cun collegs nu seja niauncha uschè. In=in scoulina (2) d'eira que, hai, rumauntsch, discurrivans rumauntsch, cun ün pêr singuls forsa tudas-ch, ma uschigliö d'eira que propi be rumauntsch e lo d'heja insè eir imprains rumauntsch sainza penser uschè dit. [...] Ma in scoula, lo vaivans jo eir pütöst, hai, be rumauntsch, be las lecziuns da tudas-ch. (Tra. SC, 9–15)

[Mit Kameraden weiss ich nicht einmal so. Im Kindergarten war das, ja, Romanisch, sprachen wir Romanisch, mit ein paar Einzelnen vielleicht Deutsch, aber sonst war das wirklich nur Romanisch, und da lernte ich auch Romanisch, ohne etwas zu denken sozusagen. Aber in der Schule, da hatten wir ja auch eher, ja, nur Romanisch, ausser den Deutschlektionen.]

(3) [...] nus discurrivans be rumauntsch illa scoula. Nus vaivans eir tudas-ch, ma tudas-ch nun es mia fermezza ch'èau d'he_ ch'èau vaiv. Alura eau savaiv be il tudas-ch ot, also hochdütsch. (Tra. FB, 21–24)

[Wir sprachen nur Romanisch in der Schule. Wir hatten auch Deutsch, aber Deutsch ist nicht meine Stärke, die ich habe... die ich hatte. Damals konnte ich nur Hochdeutsch, also [schweizerdeutsche Bezeichnung:] Hochdütsch.]

Während die von zuhause aus rätoromanischsprachige Teilnehmerin lediglich vom ausgedehnten Gebrauch des Rätoromanischen in der Schule und mit Freunden erzählt (1), thematisieren die anderssprachigen Teilnehmenden auch das Erlernen des Rätoromanischen und die Sozialisierung über diese Sprache (2, 3). Der in (3) zitierte Teilnehmer erwähnt neben der zentralen Rolle des Rätoromanischen seine geringe Deutschkompetenz. Bei der Kommentierung seines Sprachenporträts, neben dem er die geografischen Umrisse der Schweiz und Portugals sowie ein Haus mit einer Türe gezeichnet hat, weist er darauf hin, dass es immer „la porta avierta per pudair ir in linguas“ brauche [„die offene Türe, um in Sprachen [hinein]gehen zu können“] (Tra. FB, 272). Als die

⁹ Für die schriftliche Wiedergabe der Interviewdaten gelten die Richtlinien nach Kaufmann-Henkel (2024, 409). In den Zitaten erwähnte Namen sind Pseudonyme. Genannte Ortschaften werden mit X anonymisiert. Für weitere Hinweise zur schriftlichen Wiedergabe s. oben Fussnote 2.

Interviewerin nachfragt, bei welcher Sprache oder bei welchen Sprachen er offene Türen angetroffen habe, versinnbildlicht er seine Aufnahme in die rätoromanische Spielgruppe mit dem Öffnen einer Tür. Dagegen stellt er mit einer geschlossenen Tür die Zurückweisung dar, die er von Lehrpersonen im Zusammenhang mit dem Deutschen erfuhr:

(4) [...] cur ch'eu sun gnieu a spielgruppa, haune direct aviert la porta: „Tü discuorrast uossa rumauntsch!“ [...] tudas-ch d'eira üna ün pô sch la porta bod uschè gschlossa, pervi cha a d'eiran magisters chi faivan a nus esters scu scha füssans behindert, cha nus nu savessans quella lingua [...]. (Tra. FB, 291–298)

[Als ich in die Spielgruppe kam, öffneten sie direkt die Tür: „Du sprichst jetzt Romanisch!“ Beim Deutsch war ein bisschen... die Tür fast so geschlossen, weil es Lehrer waren, die uns Ausländer so behandelten, als seien wir behindert, als könnten wir diese Sprache nicht.]

Nur eine Teilnehmerin, die Einzige, die zu Hause Deutsch spricht, weist nicht auf eine Dominanz des Rätoromanischen in der Primarschule hin. Sie räumt zwar ein, dass sie in der Primarschule noch besser Rätoromanisch sprach als danach (5), verrät aber auch, dass sie bereits im Kindergarten Deutsch als die Sprache der Gruppe, mit der sie sich identifizierte (*üsi Sproch*, ‚unsere Sprache‘), angenommen habe (6):

(5) S’Romanisch, won i in da Primarschual aigentlich recht guat gredet han, isch denn in da Sekundarschual a chli abgeschwächt, wil ma halt nüm so viel Lektiona ka händ und, jo, tails-tails, Dütsch-Romanisch gredet händ. (Tra. AC, 37–39)

[Das Romanische, das ich in der Primarschule eigentlich recht gut sprach, hat sich dann in der Sekundarschule ein bisschen abgeschwächt, weil wir halt nicht mehr so viele Lektionen hatten und, ja, teils-teils, Deutsch-Romanisch sprachen.]

(6) „Oh, dia andera Kinder redend jo alli nu Dütsch oder Romanisch. Wieso sött ich Französisch reda?“ Und denn han ich wüekli ziemli blockiert. Ts, genau! Denn isch Dütsch üsi Sproch gsi. (Tra. AC, 22–25)

[„Oh, die anderen Kinder sprechen ja nur Deutsch oder Romanisch. Wieso sollte ich Französisch sprechen?“ Und dann blockierte ich wirklich ziemlich. Ts, genau! Dann war Deutsch unsere Sprache.]

In Zitat (6) präsentiert die Teilnehmerin die Wahl des Deutschen vor dem Hintergrund ihrer Verweigerung des Französischen, das sie mit der Mutter teilweise sprach. Als Alternativen zum abgelehnten Französischen nennt sie die von den anderen Kindern verwendeten Sprachen Deutsch und Rätoromanisch. Aus diesen beiden wählte sie nur erstere als „unsere Sprache“ aus. Mit ihrer Einschätzung der Funktion des Deutschen hebt sich diese deutschsprachige Teilnehmerin von den übrigen fünf Teilnehmenden ab, die zweisprachige Schulen absolviert haben: Diese betrachten alle (vgl. oben Zitate 1–3) das Rätoromanische als erste Sprache ihrer Sozialisierung.

In Bezug auf die rätoromanische Volksschule, die 15 von 21 Teilnehmenden durchlaufen haben, unterstreicht Kaufmann-Henkel (2024, 330–331), dass der Wechsel der Hauptunterrichtssprache beim Übergang von der rätoromanischen Primarschule (1.–6. Schuljahr) in die deutsch dominierte Oberstufe (7.–9. Schuljahr) von denjenigen, die sich dazu äussern, als unangenehm beurteilt wird. Eine derartige Einschätzung nehmen Schülerinnen und Schüler mit unterschiedlichen Sprachenrepertoires vor: solche mit der Familiensprache Rätoromanisch (ebd., 176), solche, die in der Familie Deutsch und Rätoromanisch sprechen (ebd., 223), und einer, der mit einer anderen Sprache, nämlich Albanisch, aufgewachsen ist (ebd., 393; Tra. BI, 69–91). Nur für Letzteren ist dieser Wechsel mit gravierenden schulischen Schwierigkeiten verbunden. Dieser ist auch der Einzige, der bei der Schilderung des Übergangs auf die Oberstufe Deutsch als Fremdsprache bezeichnet:

(7) [...] bis zur sechst Klass isch alles so_ Romanisch isch jo d’Hauptsproch gsi und Dütsch isch nur Fremdsproch gsi, dia ganz Ziit, eba dass i’s jo schlechter han könna. (Tra. BI, 72–74)

[Bis zur sechsten Klasse war alles so... war Romanisch ja die Hauptsprache und Deutsch war nur eine Fremdsprache, die ganze Zeit eben, so dass ich es schlechter konnte.]

Mit dem vorherrschenden Gebrauch des Rätoromanischen in der Primarschule verknüpft er die Einstufung des Deutschen als Fremdsprache sowie eine schlechtere Kompetenz in dieser Sprache. Die Tatsache, dass er seine Deutschkompetenz von der besseren Deutschkompetenz der Mitschülerinnen und Mitschüler abhebt, weist auch darauf hin, dass er die Kategorie ‚Fremdsprache‘ nicht allein mit dem Schulsystem, sondern auch mit seinem besonderen Sprachenrepertoire in Verbindung bringt, das neben den beiden Schulsprachen Rätoromanisch und Deutsch die Familiensprache Albanisch umfasst. Er sieht sich damit in einer Situation, die sich von derjenigen seiner Mitschülerinnen und Mitschüler, deren Repertoire Rätoromanisch und Deutsch umfasst, unterscheidet. Diese Einschätzung wird durch einen Teilnehmer aus demselben Schulort bestätigt, der vom Erstaunen in seiner Klasse berichtet, als der Deutschunterricht im vierten Schuljahr einsetzte. In der Gruppe wurden Deutschkenntnisse als bei allen gegeben vorausgesetzt:

(8) [...] tuts han quitau quei curios aschia, hä? Daco havein nus ussa tudestg? Tuts san gie tudestg. (Tra. OC, 285–286)

[Alle fanden das seltsam so, hä? Warum haben wir jetzt Deutsch? Alle können ja Deutsch.]

Der zitierte Albanischsprachige (7), der also weitgehend isoliert mit seinem eingeschränkten Zugang zum Deutschen war, befand sich auch in einer anderen Situation als die weiter oben präsentierten Portugiesischsprachigen in den zweisprachigen Schulen im Oberengadin. Diese wurden über das institutionelle Angebot (Spielgruppe, Kindergarten, Primarschule) bereits früh mit zwei Sprachen konfrontiert und bevorzugten damals das stärker geförderte Rätoromanische. Das institutionelle Angebot hätte auch eine Bevorzugung des Deutschen ermöglicht (s. oben Zitat 6). Bei den Teilnehmenden mit Portugiesisch und bündneritalienischem Dialekt als Familiensprache wird allerdings die typologische Nähe zwischen der Familiensprache und dem Rätoromanischen die Bevorzugung von Letzterem begünstigt haben.

In den Verläufen der genannten Allophenen zeichnet sich ab der Oberstufe eine Abwendung vom Rätoromanischen und eine Zuwendung zum Deutschen ab. Der bereits oben (4) zitierte portugiesischsprachige Teilnehmer begann, aufgrund seiner hohen Motivation zum Deutschlernen, sogar mit seinem Bruder Deutsch zu sprechen, gegen dessen Willen (9). Seit der Zeit der Oberstufe nimmt er Rätoromanisch verstärkt als die Sprache der Primarschulzeit wahr, die er besonders zu früheren Lehrpersonen in Bezug setzt (10).

(9) [...] cun mieu frer es halt_ eau vulaiv imprendir il tudas-ch. E lura d’heja cumanzo a discuorrer cun el tudas-ch. El discurriva cun me rumauntsch ed el nu vulaiva ch’eau discuorriss il tudas-ch pervi ch’el dischaiva adüna: „Tü nu sest, tü nu sest!“ (Tra. FB 348–351)

[Mit meinem Bruder ist halt... ich wollte Deutsch lernen. Und dann habe ich begonnen, Deutsch zu sprechen. Er sprach mit mir Romanisch und er wollte nicht, dass ich Deutsch spreche, denn er sagte immer: „Du kannst es nicht, du kannst es nicht!“]

(10) Il sar Simonett, quel vulaiva adüna discuorrer rumauntsch cun nus, pervi cha el vulaiva cha nus vessans quella lingua, pervi ch’el nu vulaiva cha quella lingua füss morta, ch’üngün pü discurriss. A scoula a X d’eira adüna rumauntsch. Auncha adüna cur cha’s vezza ils magisters, as discuorra rumauntsch cun els, pervi cha que es halt dal temp il prüm e que resta eir. (Tra. FB 159–163)

[Herr Simonett, der wollte mit uns immer Romanisch sprechen, weil er wollte, dass wir diese Sprache haben, weil er nicht wollte, dass diese Sprache tot wäre, dass sie niemand mehr sprechen würde. In der Schule in X war immer Romanisch. Noch immer, wenn man die Lehrer sieht, spricht man Romanisch mit ihnen, weil das halt von der Zeit her das erste ist, und das bleibt auch.]

Aus den beiden Episoden resultiert ein Gegensatz zwischen dem eigenwilligen Durchsetzen des Deutschen gegenüber einem gleichgestellten Partner, dem Bruder (9), und der Akkommodation an das Rätoromanische in der hierarchischen Beziehung zu den Lehrpersonen (10).

Der albanischsprachige Absolvent einer rätoromanischen Primarschule hatte bei seiner Einschulung weder eine Wahl zwischen zwei Sprachen für die Sozialisierung, wie sie sich den Portugiesischsprachigen im Oberengadin bot, noch war ihm die erste Schulsprache Rätoromanisch aufgrund einer typologischen Nähe zu seiner Erstsprache leichter zugänglich. Somit war sein Weg von höheren Hürden geprägt. Das in seiner Schullaufbahn erst später geförderte Deutsch wird aber auch bei ihm – nach Abschluss der obligatorischen Schule – zur stärkeren Sprache:

(11) [...] bis siebzehn_ i bin jo in X gsi, also bis zu dera Ziit hani Romanisch viel besser als Dütsch könne [...]. Jetzt /(lachend) isch's genau umgekehrt so. Genau dia ander Richtig/, wil i jetzt sit sechs, sieba Jahr jetzt praktisch NULL Kontakt so han also mit am Romanisch. (Tra. BI 46–48)

[Bis siebzehn... ich war ja in X, also bis zu der Zeit konnte ich Romanisch viel besser als Deutsch. Jetzt /(lachend) ist es genau umgekehrt so, genau in die andere Richtung/, weil ich jetzt seit sechs, sieben Jahren jetzt praktisch null Kontakt so habe, also mit dem Romanischen.]

Auch wenn die Schulmodelle in den Erzählungen nicht explizit thematisiert werden, erweisen sie sich für das Spracherleben als relevant, in besonderem Mass für Teilnehmende mit einer Familiensprache, die nicht eine der Unterrichtssprachen ist. Das zweisprachige Schulmodell steht gemäss Wahrnehmung aber nicht in einem scharfen Gegensatz zum rätoromanischen, fördert es doch anfänglich stärker das Rätoromanische, was bei den betroffenen Allophonen – die allesamt eine romanische Sprache als Familiensprache haben – auf eine Präferenz trifft. Gleichzeitig sorgt der deutsche Input in der Primarschule dafür, dass die Konfrontation mit dieser Sprache auf der Oberstufe weniger abrupt ist als im rätoromanischen Schulmodell. In beiden Schulmodellen erfahren die Teilnehmenden aber eine Zunahme des Deutschen auf der Oberstufe, und die Allophonen wenden sich dann auch im Alltag verstärkt dem Deutschen zu. Somit erweist sich die stärkere Gewichtung des Rätoromanischen in der Primarschulzeit als ausgesprochen transitorisch.

4.2. Die zweisprachige Maturität und Berufsausbildungen

In der nachobligatorischen Ausbildung wird Rätoromanisch vor allem an den Gymnasien gefördert. Von den zehn Teilnehmenden mit Maturitätsabschluss haben fünf eine zweisprachige gymnasiale Ausbildung absolviert, zwei an der Bündner Kantonsschule in Chur und drei an der Academia Engiadina in Samedan. Die beiden Absolventen der Kantonsschule berichten von ihren rätoromanischen Klassen, in denen Mitschülerinnen und Mitschüler (12) sowie Lehrpersonen (13) teils wenig vertraute rätoromanische Varietäten sprachen:

(12) [...] la classa rumauntscha, nu d'eiran üna pitschna classa, be in quattordesch, craj tschinch da Surselva, lura trais dal Surmeir e Valladers d'eirni be duos, haiai. Na, al cumainzamaint quatter, /(lachend) aber a la fin d'eirni be amo in duos/. (Tra. AB, 37–40)

[Die romanische Klasse, wir waren eine kleine Klasse, nur vierzehn, ich glaube fünf aus der Surselva, dann drei aus dem Oberhalbstein und Vallader-Sprechende waren nur zwei, ja. Nein, am Anfang vier, /(lachend) aber am Schluss waren es nur noch zwei/.]

(13) [...] il prüm jau ma chattea pers besTIAL. Mincha_ also jau d'eira amo cun Sandro vallader. Aber quai_ jau vea mincha magister sursilvan oder surmiran. (Tra. AB 384–386)

[Am Anfang fühlte ich mich brutal verloren. Jeder... also ich war noch mit Sandro, der auch Vallader sprach. Aber da hatte ich jeden Lehrer mit Sursilvan oder Surmiran.]

Die Zuordnung zu den Idiomen und ihren Gebieten gibt die verbreitete Kategorisierung der diatopischen Variation des Rätoromanischen wieder. Die klar abgegrenzten Einheiten offenbaren eine Reifizierung der Sprache sowie die Unterscheidung regionaler Sprachgemeinschaften. Bei der Charakterisierung der rätoromanischen Gemeinschaft an der Kantonsschule wird die Heraus-

förderung deutlich, ausgehend von den verschiedenen regionalen Identitäten eine überregionale rätoromanischen Identität zu konstruieren.

Währenddem der oben zitierte Teilnehmer, der aus dem vitalen Vallader-Gebiet stammt, sich in Chur primär in einer deutsch geprägten Umgebung wahrnimmt ([,i']s ha stuvü müder sün schwizerdütsch“ [„man musste auf Schweizerdeutsch wechseln“], Tra. AB, 27), assoziiert der andere Absolvent der Kantonsschule das Umfeld in Chur gerade mit dem Rätoromanischen und stellt es seinem mehrheitlich zum Deutschen übergegangenen Herkunftsort in Mittelbünden gegenüber (14). Mit dieser Darstellung reagiert er auf die Frage der Interviewerin, die sich nach dem Wechsel aus einem „territori püchöntsch rumauntsch“ [„eher romanischen Gebiet“] (Tra. CM, 284) ins deutschsprachige Chur erkundigen will. Die Interviewerin wird sich aber im Zuge der Formulierung bewusst, dass der Herkunftsort des Teilnehmers seine rätoromanische Prägung verloren hat, weshalb sie „almain sül palperi“ [„zumindest auf dem Papier“] nachschickt und dabei lacht.

(14) Ansasez par me_ ansasez pletost sto CUNtrari, parquegl ca a X e ansasez tudestg, savess ign gir, pocs Rumantschs ple. Alura vean ign dad asch'egna vischnànca tudestga_nua ch'ign â_cugls blears Tudestgs_vigntiou qua a la Kanti an quellas classas rumantschas cun quegls surmesters rumantschs, quegl e sco ampo egn agen mund. (Tra. CM, 288–291)

(Eigentlich für mich... eigentlich eher das Gegenteil, weil in X eigentlich deutsch ist, könnte man sagen, nur noch wenige Romanen. Dann kommt man aus so einem deutschsprachigen Dorf, wo man... mit den vielen Deutschsprachigen... komme ich hierher an die Kanti [Kurzform für *Kantonsschule*] in diese romanischen Klassen mit diesen romanischen Lehrern, das ist wie ein bisschen eine eigene Welt.)

Eine rätoromanische Gemeinschaft, wie sie in Bezug auf die Kantonsschule in Chur beschrieben wird, erfuhren die Absolventinnen und Absolventen der in den rätoromanischen Regionen gelegenen Gymnasien nicht. Die drei Teilnehmenden aus dem Unterengadin, die die zweisprachige Maturität an der Academia Engiadina in Samedan im Oberengadin ablegten, berichten von der deutschen Prägung sowohl der Ortschaft als auch der Schule, weisen aber auch auf Aspekte der Förderung des Rätoromanischen hin, etwa die Perfektionierung der schriftlichen Kompetenz (welche eine Teilnehmerin dem Schriftgebrauch ihrer Altersgenossen gegenüberstellt, die nach der obligatorischen Schule keinen Sprachunterricht mehr hatten, s. Tra. GM, 217–222), das Verfassen der Maturarbeit auf Rätoromanisch (Tra. SR, 179–206) oder den nicht selbstverständlichen Gebrauch des Rätoromanischen im mündlichen Umgang mit Schülerinnen und Schülern aus der Surselva (Tra. CZ, 195–202).

Die drei aus dem Oberengadin stammenden Teilnehmenden, die ebenfalls die Academia Engiadina absolvierten, entschieden sich nicht für die zweisprachige Maturität, sondern behielten nur Rätoromanisch als Fach. Die einzige Teilnehmerin aus der Surselva mit gymnasialer Ausbildung wählte die Klosterschule in Disentis, die damals – obschon in einer vitalen rätoromanischen Region gelegen – die zweisprachige Maturität noch nicht anbot. Soziale Gründe – die Möglichkeit, im vertrauten Umfeld zu bleiben, und die Bevorzugung der familiären Atmosphäre in der kleineren Schule – hatten für sie mehr Gewicht als sprachbezogene Überlegungen, die den Besuch der Kantonsschule in Chur hätten nahelegen können (Tra. StC, 156–164).

Von den acht Teilnehmenden mit Berufslehre erfuhr nur einer eine besondere Förderung des Rätoromanischen, was dadurch bedingt war, dass er seine kaufmännische Ausbildung im Medienunternehmen Radiotelevision Svizra Rumantscha (RTR) absolvierte. Er betrachtet dieses als *microcosmos* (Tra. OC 110), als Spiegel der rätoromanischen Gemeinschaft, womit die Charakterisierung seines Ausbildungsorts in eine gewisse Nähe zur ‚eigenen Welt‘ (*agen mund*) gerückt wird, den der bereits oben (14) zitierte Teilnehmer an der Kantonsschule erlebte:

(15) [...] l'entira Rumantschia ei schia leu. Ins sa tschintschar cun tuts e quei ei aunc cool. [...] Ed aschia udir differents romontschs. Lu audas era auters idioms_ han bia pli bials plaids per cert uorden. (Tra. OC, 111–114)

[Die ganze romanische Gemeinschaft ist so dort. Man kann mit allen sprechen und das ist noch cool. Und so [kann man] verschiedene Arten Romanisch hören. Dann hörst du auch andere Idiome... haben viel schönere Wörter für gewisse Dinge.]

Die Leitung des in Chur ansässigen Unternehmens RTR wünschte auch, dass der Teilnehmende die Berufsschule nicht in Chur besuchte, sondern in seiner Herkunftsregion Surselva, wo Unterricht in Rätoromanisch Teil der Ausbildung ist.

Anders positionieren sich zwei Absolventen der kaufmännischen Ausbildung in Samedan. Einer der beiden war sogar erstaunt darüber, dass in der nachobligatorischen Ausbildung Rätoromanisch angeboten wurde (Tra. FB, 53–56). Beide erklären – der eine auf Rätoromanisch und der andere auf Deutsch, jeweils in der für das Interview bevorzugten Sprache – ihren Entscheid für die Option der Lehrabschlussprüfung mit dem Fach Rätoromanisch damit, dass in diesem Fall Deutsch, in dem sie sich schriftlich als weniger kompetent einschätzen, bei der Bewertung nur das halbe Gewicht hatte. Somit konnten sie die Deutschnote mit der Romanischnote aufbessern: „d’heja fat il tudas-ch_ d’heja fat bun cun rumauntsch“ [„[so] habe ich Deutsch... habe ich mit Romanisch gutgemacht [d.h. kompensiert]“], (Tra. FB, 63–64), „wenn i in Dütsch eher a schlechteri Nota macha würdi, Grammatik, kann miar Romanisch natürlī hālfā“ [„wenn ich in Deutsch eher eine schlechtere Note machen würde, [wegen der] Grammatik, kann mir Romanisch natürlich helfen“], (Tra. RA, 603–604). Während sich der zuvor präsentierte Teilnehmer (15) als Befürworter der Förderung des Rätoromanischen positioniert, zeigt sich bei den beiden zuletzt zitierten eine instrumentelle Bewertung der Sprachressourcen.

Rätoromanisch ist nicht nur in gewissen Berufsausbildungen verankert, sondern spielt auch im Alltag der Auszubildenden eine Rolle, einerseits im Umgang mit Kolleginnen und Kollegen, andererseits im Kontakt mit der Kundschaft am Arbeitsplatz. In Gruppen von Auszubildenden, die in der Regel mehrsprachig sind, wird die Relevanz der Sprachzugehörigkeit für den Aufbau von Kontakten ersichtlich. Im folgenden Beispiel ist die Betonung der gemeinsamen rätoromanischen Identität der Erzählerin und ihrer Kollegin („las Rumantschas an la classa“ [„die Romaninnen in der Klasse“]), trotz unterschiedlicher regionaler Herkunft und damit verbundener Verständnisschwierigkeiten, bemerkenswert:

(16) [...] cura tgi baitavans ansemen, tots tgi vurdavan blöd e schevan: „Baite doch tudestg!“ Usche: „Na, pertge? Alloura tgapiz nous“. E gl’era schon er dus, treis oters, tgi savevan anc rumantsch. Aber ea, chels vevan jo mai usche baito rumantsch cun l’egn l’oter. Nous dus eran propi chellas, las Rumantschas an la classa. [...] Ella baitava sursilvan, ea, sursilvan, ed all’antschatta ancligiva ella propi schlet. [...] Ea, ed ia va m’accurschia, ainten chels treis onns vaia amprendia bler migler sursilvan. Propi, ella=ella ò er sez detg: „Buoh, ossa tgapeschast me sainza mintga sagond pled dumandar: Tge ègl chegl?“ (Tra. FrB, 269–273, 277–281)

[Wenn wir zusammen sprachen, schauten alle blöd und sagten: „Sprecht doch Deutsch!“ [Ich dann] so: „Nein, warum? Dann versteht ihr’s“. Und es gab schon auch zwei, drei andere, die noch Romanisch konnten. Aber ja, die hatten ja nie so Romanisch miteinander gesprochen. Wir beide waren wirklich diejenigen, die Romaninnen in der Klasse. Sie sprach Sursilvan, ja, Sursilvan, und am Anfang verstand ich sie wirklich schlecht. Ja, und ich merkte, in diesen drei Jahren habe ich viel besser Sursilvan gelernt. Wirklich, sie sagte auch selbst: „Wow, jetzt verstehst du mich, ohne bei jedem zweiten Wort zu fragen: Was ist das?“]

4.3. Sprachabfolgen und sprachliche Priorisierungen

In den Darstellungen der Teilnehmenden sind die Erwähnungen von Sprachen und die Abfolgen, in denen diese genannt werden, von Interesse. Aus den Abfolgen lassen sich Rückschlüsse auf sprachliche Priorisierungen ziehen. Diese reflektieren unterschiedliche Diskurse, wie denjenigen zur Förderung des Rätoromanischen und der Bündner Mehrsprachigkeit oder – im

Gegensatz dazu – die utilitaristische Bewertung von Sprachressourcen, die mit der Bevorzugung prestigeträchtiger Verkehrssprachen einhergeht und auf den Einfluss einer Einsprachigkeitsideologie schließen lässt. Zudem lässt sich ein Mehrsprachigkeitsdiskurs identifizieren, der die Wertschätzung der Lokalsprache(n) und der (davon abweichenden) Familiensprache mit den Ansprüchen von Bildungssystem und Arbeitswelt zu vereinbaren sucht.

Absolventinnen und Absolventen zweisprachiger Schulen sind verschiedentlich darauf bedacht, die beiden Sprachen Rätoromanisch und Deutsch zusammen zu nennen, eine Wahl, die durch die Interviewsituation beeinflusst sein kann. Eine portugiesischsprachige Teilnehmerin, die ihre Landsleute darin kritisiert, dass sie oft in Anwesenheit von Personen, die kein Portugiesisch verstehen, beim Portugiesischen bleiben, grenzt sich von diesem Verhalten mehrmals ab, indem sie bemerkt, dass sie in solchen Situationen immer „rumbauntsch u tudas-ch“ spreche („Romanisch oder Deutsch“) (s. Tra. JC, 86, 91, 96, 179). Ein Portugiesischsprachiger unterstreicht seine Integration in der Schweiz mit dem Hinweis auf sein Aufwachsen „mit Romanisch und mit Dötsch“ (Tra. RA, 4) und seine in der Schule nachgewiesenen guten Kenntnisse beider Sprachen, die er in der Abfolge „Dötsch“ – „Romanisch“ erwähnt (Tra. RA, 73, 87). Während die im Interview Rätoromanisch sprechende Teilnehmerin konsequent die Abfolge „rumbauntsch“ – „tudas-ch“ verwendet, wechselt der Teilnehmer, der für das Interview Deutsch bevorzugt, von der Abfolge „Romanisch“ – „Dötsch“ (wenn er vom Spracherwerb in seinem Lebensverlauf spricht) zur Abfolge „Dötsch“ – „Romanisch“ (in Bezug auf Kompetenzen im Schulkontext).

Die Rätoromanisch sprechende Teilnehmerin markiert mit der Abfolge der Sprachen ein Bekenntnis zur Förderung des Rätoromanischen, insbesondere zur Schulsprachenpolitik, nach der das Rätoromanische eine zeitliche Priorisierung erfährt. Der im Interview Deutsch sprechende Teilnehmer priorisiert dagegen an zwei Stellen Deutsch, schickt aber Rätoromanisch immerhin nach. Allerdings unterlässt er es, auf seinem Sprachenporträt das Rätoromanische darzustellen, was ihm bei der Erläuterung bewusst wird:

(17) [...] jo, do fehlt no s’Romanisch [lacht leicht]. Das hani jetzt nid druf tua, wil das hani eher nur i da Schual brucht, eba spöter eher weniger, au unter Kollega praktisch nur s’Dü_ Schwizerdötsch. (Tra. RA, 377–380)

[Ja, da fehlt noch das Romanische [lacht leicht]. Das habe ich jetzt nicht darauf getan, weil ich das eher nur in der Schule brauchte, eben später eher weniger, auch unter Kollegen praktisch nur Deu... Schweizerdeutsch.]

Der Kommentar reduziert die Funktion des Rätoromanischen auf die Domäne Schule und streicht die Funktion des Schweizerdeutschen für das soziale Leben hervor. Damit wird die oben zitierte Aussage zum Aufwachsen „mit Romanisch und mit Dötsch“ relativiert.

Hinsichtlich der in der Schule gelernten Fremdsprachen fällt bei den Interviewten eine Priorisierung des Englischen gegenüber anderen – romanischen – Sprachen auf. Dies spiegelt eine Verschiebung in den Sprachenrepertoires im Verlauf der letzten Jahrzehnte wider, für die das aktuelle Sprachenkonzept (s. oben Kap. 2.3.) mitverantwortlich ist. Coray (2011, 277) dokumentiert in ihrer sprachbiografischen Studie zu 31 Personen der rätoromanischen Basis¹⁰ mit Jahrgängen zwischen 1941 und 1986 – aufgrund der Selbsteinschätzung dieser Personen – noch deutlich mehr Kenntnisse des Italienischen und Französischen als des Englischen: Während von den 31 Teilnehmenden 28 Italienischkenntnisse angeben (davon 21 sehr gute) und 24 Französischkenntnisse (davon 11 sehr gute), erwähnt nur gerade die Hälfte (15 Personen) Englischkenntnisse, und lediglich vier Personen nennen sehr gute Englischkenntnisse. Die relativ hohe Selbsteinschätzung beim Französischen bringt Coray mit dem für diese Personen noch obligatorischen

¹⁰ Personen, die „über eine Ausbildung im Bereich der Sekundarstufe I oder II verfügen und keinem (sprach)pädagogischen oder sprachpflegerischen Beruf nachgehen“ (Coray 2011a, 9).

schulischen Erwerb in Zusammenhang, denn nur wenige Interviewte hätten „von länger andauernden Kontakten mit Native-Speakern und/oder längeren Aufenthalten in französischen Sprachregionen“ erzählt (Coray 2011a, 279). Der hohe Anteil von Italienisch Sprechenden, der im engadinischen Teilsample alle 15 Personen umfasst (14 von diesen mit sehr guten Kenntnissen), erklärt sich aufgrund der Kontakte im Alltag. In ihren Darstellungen weisen die von Coray Interviewten auf den Vorteil des Rätoromanischen als Schlüssel zu anderen Sprachen hin, bei denen es sich vorwiegend um romanische Sprachen handelt. Mit der Schlüsselmetapher greifen sie einen bereits im 19. Jh. verbreiteten Topos auf (Coray 2008, 324).

Die Idee des erleichterten Zugangs zu anderen Sprachen ist auch in den Daten der vorliegenden Untersuchung präsent. Allerdings fällt auf, dass von diesen anderen Sprachen oft zuerst Englisch genannt wird. Ein Interviewter sieht „in MEga avantatg cugl engles, cul talian e cul franzos“ [„einen riesigen Vorteil für Englisch, Italienisch und Französisch“] (Tra. OC, 45–46), eine Interviewte hatte „tìgl engles e tìgl taliang [...] bler pi pacs problems tgi oters“ [„beim Englisch und beim Italienisch viel weniger Probleme als andere“] (Tra. SS, 42–43), und ein weiterer Teilnehmer hält fest, dass „no sco Rumantschs uossa vaina vaira simpel dad imprender inglais“ [„wir als Romanen haben es jetzt recht einfach, Englisch zu lernen“], worauf er Italienisch als weitere gut zugängliche Sprache erwähnt (Tra. CZ, 319–322). Eine als Sängerin tätige Teilnehmerin, die Liedtexte auf Englisch schreibt, bemerkt, dass sie vom „grond fundus“ [„grossen Fundus“] profitiere, den ihr das Rätoromanische biete; diesem gesteht sie ebenfalls einen Nutzen fürs Italienischlernen zu (Tra. CA, 79–82). In einem Interview richtet sich die Abfolge nach dem Schulcurriculum, in dem das obligatorische Englisch dem optionalen Französisch vorausgeht und letzteres dem erst in Aussicht gestellten Italienisch:

(18) [...] par angles ve jou savieu duvrar tudestg e rumantsch, par franzos ve jou savieu duvrar tut igls tres lungatgs, e scha vean anzacuras forsa ànc talian, egn gi, alura e quegl_ va quegl ear bler ple spert, scha se schon quater lungatgs [...]. (Tra. CM 81–84)

[Für Englisch konnte ich Deutsch und Romanisch brauchen, für Französisch konnte ich alle drei Sprachen brauchen, und wenn einmal vielleicht noch Italienisch dazukommt, eines Tages, dann ist dieses... geht dieses auch viel schneller, wenn ich schon vier Sprachen kann.]

Bei der Beantwortung der Frage, welchen Wunsch in Bezug auf Sprachen er an die Gesellschaft richten würde, plädiert ein Teilnehmer für die Vermittlung von Kompetenzen in mehreren Sprachen durch die Schule. Dabei nennt er wichtige Verkehrssprachen, Englisch und Spanisch, neben der lokalen Sprache. In Bezug auf letztere nimmt er eine Reduktion auf die in der Gesellschaft dominante Sprache vor, was er mit „cò tudas-ch“ [„hier Deutsch“] und „in Italia l’italiaun“ [„in Italien Italienisch“] veranschaulicht:

(19) Dad imprender dapü scu üna lingua, [...] almain duos, trais linguas, cha rivessan da comunicher cun tuots, alura almain l’inglais sgürischem, il spagnöl füss eir bun e zieva quella lingua inua cha est. Cò tudas-ch, in Italia l’italiaun tuot uschè [...]. (Tra. FB, 902–905)

[Mehr als eine Sprache zu lernen, mindestens zwei, drei Sprachen, damit sie mit allen kommunizieren können, also zumindest sicher Englisch, Spanisch wäre auch gut und dann die Sprache [des Landes/der Region], wo du bist. Hier Deutsch, in Italien Italienisch, alles so.]

Der Teilnehmer, der selbst eine zweisprachige rätoromanisch-deutsche Schule absolviert hat und für Mehrsprachigkeit plädiert, scheint in Zusammenhang mit den lokalen Verhältnissen von einer Einsprachigkeitsideologie beeinflusst zu sein: Die von ihm geforderte Mehrsprachigkeit gründet auf Sprachen mit einem höheren instrumentellen Wert und geht mit einer Ausblendung der lokalen Mehrsprachigkeit einher.

4.4. Sprachpflege und Sprachstandardisierung

In den Erzählungen finden sich einerseits zahlreiche Bekenntnisse zum Sprachpurismus, zum Gebrauch eines Rätoromanischen, das möglichst frei von deutschen Insertionen sein soll (s. Cathomas et al. 2015, 62), andererseits auch zahlreiche ‚Verstösse‘ gegen diese generell kaum in Frage gestellte puristische Sprachideologie. Stellungnahmen für ‚gutes Romanisch‘ werden oft in Kontexten abgegeben, in denen man diesem Anspruch nicht zu genügen glaubt. Eine Teilnehmerin, die mit Mutter und Geschwistern Deutsch spricht und meint, nicht so gut Rätoromanisch zu können, unterstreicht, dass sie mit Kolleginnen und Kollegen versucht „da baitar BUNG rumantsch e betg cun mintga sagond pled tudestg“ [„gutes Romanisch zu sprechen und nicht mit jedem zweiten Wort auf Deutsch“] (Tra. FrB, 40–41). Ein Teilnehmer bringt mit seinem häufigen Deutschgebrauch an der Mittelschule und im Militärdienst eine abnehmende Verfügbarkeit rätoromanischen Wortschatzes in Verbindung. Für seine Verwendung deutscher Wörter erhält er negative Rückmeldung vom Grossvater, der als normative Instanz erscheint:

(20) [...] uossa es lura bod chi va inavo meis tant sco rumantsch, (ch’eu) sto stübgjar che plets ch’eu dovr. Bazegner quel es vaira grit minchatant cun mai, sch’eu dovra ün pled tudais-ch o uschè. (Tra. CZ, 47–49)

[Jetzt kommt es fast so weit, dass sozusagen mein Romanisch zurückgeht, dass ich überlegen muss, welche Wörter ich brauche. Grossvater, der ist manchmal ziemlich wütend auf mich, wenn ich ein deutsches Wort brauche oder so.]

Verstösse gegen die puristische Maxime sind bisweilen von ironischem (*per*) *bien romontsch* [„in gutem Romanisch“] begleitet, wie in folgendem Beispiel, in dem eine Teilnehmerin um Nachsicht für ihre Insertion des prägnanten deutschen Begriffs *Mundart* bittet, den sie einem mehrgliedrigen rätoromanischen Ausdruck wie *dialect tudestg (svizzer)* [„schweizerdeutscher Dialekt“] oder *tudestg svizzer* [„Schweizerdeutsch“] vorzuziehen scheint:

(21) [...] mes scolasts [da musica] eran ils biars Schwizerdütsch, ni? Ed en scola vein nus halt gie adina empriu mo tudestg da scartira. E ti emprendas gie ensesez negliu lu_ also mundart, bien romontsch. (Tra. CJ, 30–32)

[Von meinen Musiklehrern waren die meisten Deutschschweizer, nicht? Und in der Schule lernten wir immer nur Schriftdeutsch. Und du lernst ja eigentlich nirgends dann... also Mundart, in gutem Romanisch.]

Die Entschuldigung *bien romontsch*, die diese Teilnehmerin insgesamt sechs Mal verwendet, wird durch das metalinguistische Gespräch mit der Forscherin begünstigt worden sein, eine Situation, in der Code-Switching weniger angebracht scheint als in informeller Alltagskommunikation.

Mut zur ausdrücklichen Kritik am Purismus bringt eine Teilnehmerin auf, die die „hochgestochene“ Sprache im formellen Teil von Versammlungen eines Jugendvereins bemängelt:

(22) [...] lò vign adegna baito_ vor allem tar la GV vign adegna baito fitg bung rumantsch [...] obwohl tg’ins baitava er schiglio tranter igls collegs, tranter chels collegs betg usche bagn rumantsch. Chegl catta usche=usche curious. [...] Tot an eneda ègl usche total usche_ hochgestocha e fallo ensascu er. Sch’ins baita adegna usche cugls madems collegs e collegas normal rumantsch halt, forsa cun dus, treis plets tudestgs, e tot an eneda stattigl davant e baitan d’en protocol tgi è schi hochgestocha tg’ia tgapesch propi betg_ ea, ègl usche en po_ i stimmegia simplamaintg betg. (Tra. FrB, 380–388)

[Dort wird immer... vor allem in der GV [Generalversammlung] wird immer sehr gutes Romanisch gesprochen, obwohl man auch sonst zwischen den Kollegen, zwischen diesen Kollegen nicht so gut Romanisch sprach. Das finde ich so seltsam. Auf einmal ist es so total so... hochgestochen und auch irgendwie falsch. Wenn man immer so mit denselben Kollegen und Kolleginnen normal Romanisch spricht halt, vielleicht mit zwei, drei deutschen Wörtern, und auf einmal stehen sie vorne und sprechen von einem Protokoll, das so hochgestochen ist, dass ich es wirklich nicht verstehe... ja, ist es so ein wenig... es stimmt einfach nicht.]

Es handelt sich hierbei um dieselbe Teilnehmerin, die sich in der weiter oben zitierten Äusserung zur Absicht „da baitar BUNG rumantsch e betg cun mintga sagond pled tudestg“ [„gutes Romanisch

zu sprechen und nicht mit jedem zweiten Wort auf Deutsch“] doch zu einem gewissen Purismus bekennt.

Während die Richtlinie, deutsche Lexik vermeiden zu wollen, allgemein vertreten wird, gibt es unter den Teilnehmenden keine überzeugten Verfechter der mit Rumantsch Grischun umgesetzten Sprachstandardisierung. Die Zustimmung ist, wenn vorhanden, vor allem eine pragmatische, mit Bezug auf die bestehende funktions- und domänenspezifische Verwendung der Standardsprache. Für einen Teilnehmer ist die Adäquatheit der Verwendung durch Radiotelevision Svizra Rumantscha offensichtlich, denn „igl ei clar ch'ins sa buca squitschar enzatgei en quater idioms“ [es ist klar, dass man etwas nicht in vier Idiomen drucken kann] (Tra. OC, 421), wobei er sich mit „drucken“ auf Publikationen auf der Webseite bezieht.

Weiter positioniert sich dieser Teilnehmer, indem er sich über das Verhalten von Mitgliedern der regionalen Sprachorganisation Surselva Romontscha empört: Diese hätten sich, beim Versuch, ihn für den Vorstand der Organisation zu gewinnen, gleich nach seiner Haltung zum Rumantsch Grischun erkundigt. Die Fixierung auf die Frage, ob jemand für oder gegen die Standardsprache ist, irritiert ihn. Er distanziert sich auch von seinem Vater, der in der Befürwortung des Rumantsch Grischun aus seiner Sicht zu emotional ist: „El ei fetg positivs viers il rumantsch grischun. Aber el sch_gie, fetg emoziunal ch'ei va lu tier sch'ins gi inaga /(lachend) o stai inaga luc/“ [„Er ist sehr positiv zum Rumantsch Grischun. Aber er... ja, sehr emotional geht es dann zu, wenn man mal sagt /(lachend) oh, bleib mal locker/“] (Tra. OC, 427–429). Schliesslich ist es für diesen Teilnehmer in Ordnung, dass die Gemeinden, die Rumantsch Grischun in der Schule eingeführt hatten, zu den Idiomen zurückgekehrt sind (Tra. OC, 434–436).

Verschiedene Teilnehmende anerkennen einen Nutzen des Rumantsch Grischun für bestimmte Domänen oder Funktionen, etwa „per aveir EN Lehrmittel“ [„um [für die Schule] ein [gemeinsames] Lehrmittel zu haben“] (Tra. LL 443–44), als zu rezipierende Schriftsprache („cunzun leger, sch'ins legia *La Quotidiana*, capesch'ins era“ [„vor allem [fürs] Lesen, wenn man *La Quotidiana* liest, versteht man es auch“], Tra. DM, 364–365) oder allgemein für die Medien (s. Zitat 23). Die Idee, dass Rumantsch Grischun die Regionen miteinander verbinden und eine zum Standarddeutschen analoge Funktion erbringen soll, findet eher nachsichtiges Verständnis als Unterstützung. Verschiedentlich wird der Zweifel an der Umsetzbarkeit des Projekts mit dem Fehlen der mündlichen Verwendung begründet.

(23) Quei ei gie schon bien ch'ei han fatg leu enzaco sc'in lungatg per ina_per l'unitad romontscha sco il tudestg da scartira. Aber quei ei zaco halt grev da fundar sch'in lungatg, sche negin discuora veramein. E co vul ti dar vinavon quei a tes affons, sche ti sez sas gie gnanc veramein ei? Ed quei zaco_eba quei ei gie stau sco stau in construi lungatg. Aber schia per las medias pervia da mei san ei schon far quei. (Tra. CJ, 512–516)

[Das ist ja schon gut, dass sie da irgendwie wie eine Sprache für eine... für die romanische Einheit gemacht haben, wie Schriftdeutsch. Aber das ist halt irgendwie schwierig, so eine Sprache zu gründen, die niemand wirklich spricht. Und wie willst du das an deine Kinder weitergeben, wenn du es selbst nicht wirklich kannst? Und das ist irgendwie... eben, das war wie eine konstruierte Sprache. Aber so für die Medien können sie das meinetwegen schon machen.]

Keine positive Funktion der gemeinsamen Schriftsprache anerkennt folgender Teilnehmer, der von verschiedenen Berührungen mit Rumantsch Grischun berichtet, zunächst von indirekten, über Familienmitglieder: Seine Mutter unterrichtete als Volksschullehrerin in Rumantsch Grischun, und seine jüngere Schwester gehört einem Jahrgang an, der die Volksschule mit Rumantsch Grischun durchlief, so dass er von ihr Kurznachrichten in dieser Varietät erhielt („quai d'era par mai curiusischem“ [„das war für mich äusserst seltsam“], Tra. AB, 467–468). Er ist froh, dass er in der Volksschule nicht davon betroffen war, und er wollte an der Kantonsschule, wo er die zweisprachige Maturität absolvierte, auch nicht das Zertifikat in Rumantsch Grischun ablegen, was er als gemeinsamen Entscheid von ihm und einem Kameraden darstellt: „Nu vain vis aint cha par

nu nun es quai ossa quai chi decida“ („Wir sahen ein, dass das für uns jetzt nicht das ist, was entscheidet“) (Tra. AB, 160–161). Trotzdem bemerkt er am Schluss des Gesprächs – nachdem er für die Zukunft den Wunsch geäußert hat, dass das Rätoromanische nicht verloren gehe –, dass es ihm gar nicht gleichgültig sei, dass sich Rumantsch Grischun nicht durchgesetzt habe (Tra. AB, 541–542). Diese Aussage, die im Widerspruch zu den vorhergehenden Stellungnahmen steht, ist wohl als Ausdruck eines Gefühls der Mitverantwortung für den Spracherhalt zu werten.

Während der soeben präsentierte Teilnehmer dem Rumantsch Grischun aus dem Weg geht, sich aber im Gespräch doch nicht klar davon distanzieren kann, findet eine Teilnehmerin deutliche Worte für ihre kritische Ansicht, dass der Aufwand für das Erlernen dieser als sprachlich entfernt wahrgenommenen Varietät nicht gerechtfertigt sei:

(24) [...] scha tü stoust ta tour insembel e taveller rumantsch grischun, ta poust eir güsta tour insembel e taveller tudais-ch. (Tra. GM, 254–256)

[Wenn du dich zusammennehmen [d.h. anstrengen] und Rumantsch Grischun sprechen musst, kannst du dich auch gleich zusammennehmen [d.h. anstrengen] und Deutsch sprechen.]

4.5. Territorialität und institutionelle Sprachpraxis

Im Zusammenhang mit institutionellen Sprachverwendungen – im Bildungswesen und in der Verwaltung – ist die territoriale Zuordnung oft relevant. Daher ist es verständlich, dass Teilnehmende sprachliche Unterschiede zu Gebieten in Bezug setzen.

Herkunfts- sowie neue Ausbildungsorte der Teilnehmenden werden verschiedentlich in Bezug auf die Vitalität des Rätoromanischen charakterisiert. Für Teilnehmende aus dem stark rätoromanisch geprägten Vallader-Gebiet (Unterengadin und Münstertal) bedeutet der Wechsel ins Oberengadin für die gymnasiale Ausbildung ein Eintauchen in ein anderes sprachliches Umfeld (s. bereits Kap. 4.2.). Obschon der Oberengadiner Zentrumsort Samedan im traditionellen rätoromanischen Sprachgebiet liegt und die dortige Academia Engiadina die zweisprachige Maturität anbietet, wird das Umfeld als deutsch dominiert wahrgenommen. Eine Teilnehmerin bringt ihr Erstaunen über die geringe Präsenz des Rätoromanischen zum Ausdruck:

(25) [...] in MIA classa d'eira special, jau vea special, vea propi PLÜS chi nu savean rumauntsch [...] e cun quai d'eira vairamaing cler cha nossa lingua da classa es tudais-ch, punct. E quai il prüm ma pareia schon curius, perche cha vess cret: „Hai, a Samedan sarà schon amo sün rumauntsch.“ E il prüm d'eira schon ün pa quist: „Hm, malsagüra.“ Impustüt cha badea cha tschels saun halt, eir schi saun rumauntsch, i saun eir perfect tudais-ch. (Tra. GM, 84–90)

[In meiner Klasse war es besonders, ich hatte es besonders, hatte wirklich mehrere, die nicht Romanisch konnten, und damit war eigentlich klar, dass unsere Klassensprache Deutsch war, Punkt. Und das schien mir zuerst schon seltsam, denn ich hätte geglaubt: „Ja, in Samedan wird es schon noch auf Romanisch sein.“ Und zuerst war es schon ein bisschen das: „Hm, unsicher.“ Vor allem merkte ich, dass die anderen [Deutsch] können, auch wenn sie Romanisch können, sie können auch perfekt Deutsch.]

Diese Situation unterscheidet sich von derjenigen an der Bündner Kantonsschule in Chur, wo die Absolventinnen und Absolventen der zweisprachigen deutsch-rätoromanischen Maturität jeweils in eigenen Klassen zusammengefasst sind (s. weiter oben die Zitate 12 und 14).

Die sprachliche Prägung des Oberengadins wird auch in Zusammenhang mit der Berufsausbildung thematisiert. An der Gewerbeschule in Samedan besteht ein Angebot mit Rätoromanisch, für das sich ein oben erwähnter Teilnehmer entschied (aus dem Beweggrund heraus, dass er die Deutschnote über die Romanischnote aufbessern konnte, s. Kap. 4.2.). Dieser Teilnehmer nimmt das Umfeld an der Berufsschule jedoch als deutschsprachig wahr. Auf die Frage, ob er die Idee, Rätoromanisch an der Berufsschule zu behalten, gut finde, antwortet er mit einem Verweis

auf die rätoromanische Prägung des Engadins insgesamt, der sich dort Arbeitende nicht entziehen sollten:

(26) [...] scha tü lavurast per quella lavur e vain qualchün cun rumauntsch e tü nu sest, quels pensan: „Wow, tü est cò in Engiadina e nu sest il rumauntsch!“ (Tra. FB 639)

[Wenn du hier arbeitest und jemand mit Romanisch kommt [d.h. dich jemand auf Romanisch anspricht] und du es nicht kannst, denken die: „Wow, du bist hier im Engadin und kannst nicht Romanisch!“]

Die suggerierte Ansicht, ‚als im Engadin tätige Person Sorge man für Erstaunen, wenn man nicht Romanisch könne‘, mag bei diesem Teilnehmer überraschen, da er sein soziales Leben seit der Volksschuloberstufe als vorwiegend deutsch geprägt beschreibt und Rätoromanisch als Sprache seiner Primarschulzeit versteht (s. oben Zitat 10). Mit der Aussage in Zitat 26 will er sich jedenfalls als authentischer Engadiner positionieren; selbst wenn seine Identifikation mit dem Rätoromanischen begrenzt ist, hat er sich doch, aus einer portugiesischsprachigen Familie stammend, sukzessive über Rätoromanisch und Deutsch sozialisiert und dabei dem Deutschen immer mehr Raum gegeben. Die hier abgegebene Zustimmung zu einem romanischsprachigen Engadin wird durch die Interviewsituation begünstigt worden sein.

Ein anderer Teilnehmer beantwortet die Frage nach seinem zukünftigen Lebensmittelpunkt mit der Erklärung, dass er nach seiner Ausbildung zum Sekundarlehrer – auch für Rätoromanisch – beabsichtige, „da gnir inavo üna jada i'l territori rumantsch“ [„einmal ins romanische Gebiet zurückzukehren“] (Tra. CZ, 387). Die spezifische Berufsabsicht führt zur Bezugnahme auf das rätoromanische Gebiet, an das die Berufsausübung gebunden ist. Es handelt sich hierbei um die einzige spontane Erwähnung des im sprachenpolitischen Diskurs verwendeten Begriffs *territori rumantsch* durch eine interviewte Person (s. *territori rumantsch*, *territori romontsch* im Online-Archiv von LQ).

In einer Erzählung wird in Bezug auf die Primarschulzeit eine sprachenterritoriale Frage thematisiert. Ein Teilnehmer, der an seinem Wohnort die ersten drei Schuljahre in einer deutschsprachigen Primarschule absolviert hatte, wechselte danach – aufgrund einer neu angebotenen Wahlmöglichkeit in der Region – in die rätoromanische Primarschule einer anderen Ortschaft. Diesem Übergang in ein anderssprachiges schulisches Umfeld schreibt der Teilnehmer eine Wirkung auf seinen Alltagssprachgebrauch zu. Nachdem er bis zu dem Zeitpunkt in der Familie nur Deutsch gesprochen hatte, nicht nur mit seiner deutschsprachigen Mutter und seinen Geschwistern, sondern auch mit seinem rätoromanischsprachigen Vater, änderte sich dies mit seinem Wechsel an die rätoromanische Primarschule: „ad alu sund ieu a suainter egn peer eandas antschie a bagliafar rumàntsch, ear cun igl bab“ [„dann ging ich [dorthin] und begann nach ein paar Wochen auch mit dem Vater Romanisch zu sprechen“] (Tra. CM 19–20).

Einschätzungen mit territorialem Bezug werden auch zum Verwaltungsbereich geäußert. Der zuletzt zitierte Teilnehmer, der sich für eine starke Förderung des Rätoromanischen durch die Schule ausspricht, misst der Verwendung des Rätoromanischen als Amtssprache der Gemeinden geringe Bedeutung bei. Unter Bezugnahme auf das Beispiel des rätoromanischen Webauftritts der Gemeinde Scuol merkt er kritisch an, dass alle Texte ohnehin auf Deutsch verfügbar sein müssten, für diejenigen, die kein Rätoromanisch verstünden. Wenn er beifügt, es mache „betga gest mengia gränd sen da translatar quegl tut“ [„nicht gerade allzu grossen Sinn, das alles zu übersetzen“] (Tra. CM 503–504), setzt er voraus, dass die Ausgangssprache selbst in einer rätoromanischen Gemeinde Deutsch ist und rätoromanische Texte übersetzt sind. Diese Meinung gründet auf der oft erfahrenen Tendenz zur Aussendiglossie, bei der das Standarddeutsche als bevorzugte Schriftsprache dem Rätoromanischen als vor allem gesprochener Sprache gegenübersteht (s. Grünert 2008a, 312). Die zunächst erkennbare instrumentelle Bewertung der Sprachen wird vom Teilnehmer relativiert,

wenn er die Verwendung des Rätoromanischen in Gemeinden wie Ilanz/Glion oder Scuol – d.h. in grösseren Gemeinden mit höherer Vitalität des Rätoromanischen – doch als sinnvoll erachtet, während dies in seiner eigenen mehrheitlich deutschsprachigen Gemeinde „fess anzuma nign sen“ [„überhaupt keinen Sinn machen würde“] (Tra. CM, 506).

Zwei Teilnehmer verlangen die Berücksichtigung des Rätoromanischen bei öffentlichen Aufschriften und Anschlägen: „wegwisers [...] tavlas dad infurmaziuns“ [„Wegweiser, Informationstafeln“] (Tra. LF, 455–456), „mintga tabla sto halt esser bilingue“ [„jede Tafel muss halt zweisprachig sein“] (Tra. OC 398–399). Darin reflektiert sich die kritische Beobachtung, dass zahlreiche Aufschriften im rätoromanischen Sprachgebiet nach wie vor nur auf Deutsch gehalten sind, trotz Bemühungen um das ‚romanische Gesicht‘ der Ortschaften, (s. *fatscha rumantscha*, *fatscha romontscha* im Online-Archiv von LQ). Neben der im öffentlichen Raum sichtbaren Sprache wird auch die in den Zügen der Rhätischen Bahn hörbare Sprache thematisiert:

(27) [...] la zugdurchsage aint igl tren, tg'ins possa eir a beber en café aint igl tren er sen tudestg ed sen engles, tudestg e taliang, ea, e rumantsch vign naturalmaintg betg. (Tra. LF, 477–478)

[...] die Durchsage im Zug, dass man im Zug einen Kaffee trinken gehen kann, auch auf Deutsch und auf Englisch, Deutsch und Italienisch, ja, und Romanisch kommt natürlich nicht.]

Die automatische Durchsage zum Bistrowagen in den Zügen der Rhätischen Bahn erfolgt tatsächlich nur auf Deutsch, Italienisch und Englisch. Berücksichtigt wird Rätoromanisch – seit 2020 sogar an erster Stelle, vor Deutsch und Englisch – bei der Ankündigung der Haltestellen im rätoromanischen Gebiet (s. RhB Ansagen).

Abschliessend sei eine institutionelle Sprachverwendung erwähnt, die nicht territorial gebunden ist. Ein Teilnehmer begrüsst die zum Zeitpunkt der Interviews diskutierte Einführung der Simultanübersetzung im Bündner Grossen Rat, dem Parlament des Kantons Graubünden, als Sprachfördermassnahme (Tra. OC, 461–463). Eingerichtet wurde dieser Übersetzungsdienst knapp vier Jahre später, im August 2023 (s. LQ 01.11.2023, 2). Dabei werden nicht alle Richtungen berücksichtigt: Zwar wird aus dem Rätoromanischen ins Deutsche und Italienische übersetzt (womit der Gebrauch des Rätoromanischen gefördert wird), nicht jedoch aus dem Deutschen und Italienischen ins Rätoromanische. Bei italienischen Wortmeldungen benutzen Rätoromanischsprachige, falls nötig, die deutsche Übersetzung.

4.6. Medienkonsum

Nur für wenige Teilnehmende ist die Nutzung rätoromanischer Medien zentral. Gerade eine Teilnehmerin bezeichnet ihre Wahl eines rätoromanischen Mediums als exklusiv: „sch'jeu teidlel radio, lu atgnamein adina Radio Romontsch“ [„wenn ich Radio höre, dann eigentlich immer Radio Rumantsch“] (StC, 232–233). Einige verbinden Radiohören mit Situationen, etwa dem Autofahren („jeu teidlel Radio Romontsch egl auto“ [„ich höre Radio Rumantsch im Auto“], Tra. DM, 360) oder dem Aufenthalt in Räumen, in denen andere das Medium wählen:

(28) [...] pro no a chasa va adüna il RTR, uossa a Cuoir a nu taidl uossa radio, quia, ma a chasa di e not Radio Rumantsch, e eu guard però eir adüna il Telesguard o il Cuntrasts_ hai, temas da la regiun chi m'interessan. (Tra. SR, 432–434)

[Bei uns zu Hause läuft immer RTR, jetzt in Chur höre ich nicht Radio, hier, aber zu Hause Tag und Nacht Radio Rumantsch, und ich schaue aber auch immer [die Nachrichtensendung] Telesguard und [die Dokumentationssendung] Cuntrasts... ja, Themen aus der Region, die mich interessieren.]

(29) [...] igl radio vo tar me, schi, aint igl auto ed a lò vo'l igl ple schon igl tudestg. Sen l'acla ègl oter. Schi tat e tatta èn chise, alloura vo'l naturalmaintg schon igl rumantsch. (Tra. SS, 454–456)

[Das Radio läuft bei mir, ja, im Auto, und dort läuft meistens schon das deutschsprachige. Auf dem Maiensäss ist es anders. Wenn Grossvater und Grossmutter dort oben sind, dann läuft natürlich schon das romanische.]

Nachrichten werden vorwiegend auf dem Mobiltelefon, jedoch kaum auf Rätoromanisch gelesen. Mit Printmedien kommen die Teilnehmenden höchstens im Elternhaus in Kontakt: „sch’eu sun a chasa, e lura es là gùsta la *Posta*, also la *Engadiner Post*, lura as legia“ [„wenn ich zu Hause bin und da gerade die *Posta* ist, also die *Engadiner Post*, dann liest man sie“] (Tra. CZ, 299–300).

Ein Teilnehmer sticht damit heraus, dass er die Medien als wichtigen Input für sein Rätoromanisch betrachtet. Nachdem er festgehalten hat, dass verschiedene Personen in seinem Umfeld Rätoromanisch können, die meisten aber nur Deutsch, kommt er darauf zu sprechen, dass er Rätoromanisch oft braucht, wenn er Medien benützt oder (für die Schule) lernt. Seine Formulierung ist umgangssprachlich, prozesshaft, herantastend:

(30) Ea, ad rumantsch, ansasez igl lungatg e savens cun las medias, amprender a da quegl. Rumantsch fuss uss par exaimpel cugl RTR, cugl radio igl ple blear ca jou drov rumantsch. (Tra. CM, 119–121)

[Ja, und Romanisch, eigentlich ist die Sprache oft mit den Medien [gebraucht], Lernen und so. Romanisch wäre jetzt zum Beispiel mit RTR, mit dem Radio brauche ich am meisten Romanisch.]

Für fehlendes Interesse am Radiohören wird teils das Musikprogramm verantwortlich gemacht. Dieser Umstand kann gleich den Anlass dafür geben, auf geliebte rätoromanische Musik hinzuweisen:

(31) [...] radio tedla pi pac rumantsch. Ea, a lò ègl betg usche las mias canzungs, en pêr chors ed usche, chegl è betg usche. Aber ia tedl er gugent Mattiu Defuns tgi canta rumantsch. Ea, ansasez rumantschas canzungs catta u belas. (Tra. FrB, 405–408)

[Radio höre ich weniger romanisch. Ja, dort sind nicht so meine Lieder, ein paar Chöre und so, das ist nicht so [das Meine]. Aber ich höre auch gern Mattiu Defuns, der romanisch singt. Ja, eigentlich romanische Lieder finde ich unglaublich schön.]

Zur aktuellen rätoromanischen Musikszene finden sich zahlreiche positive Aussagen, begleitet von der Nennung geschätzter Musikerinnen und Musiker. RTR wird zwar von den meisten Teilnehmenden keine besondere Wertschätzung entgegengebracht, doch hat diese Institution vielen Musikerinnen und Musikern eine Plattform zur Verfügung gestellt und somit zu ihrer Förderung beigetragen (s. Grünert 2018/19, 175, Grünert 2024, 179–180)

4.7. Bereitschaft der Befragten zur Weitergabe der Sprache an die nächste Generation

Allen Teilnehmenden wurde die Frage gestellt, welche Sprache sie, wenn sie in Zukunft Kinder hätten, mit diesen sprechen würden. Bei den Teilnehmenden, die sich mit dem Rätoromanischen identifizieren, reichen die Stellungnahmen zur beabsichtigten künftigen Familiensprachenpolitik (s. Cathomas et al. 2024, 10–11) von der absoluten Überzeugung zur Verwendung der Sprache bis zu Aussagen, welche die Wahl oder zumindest die Umsetzbarkeit des Vorhabens von den Sprachen der Partnerin bzw. des Partners oder vom sprachlichen Umfeld abhängig machen. Einige Teilnehmende bringen das Thema der Weitergabe der Sprache sogar von sich aus ein, als Frage, die sich in Bezug auf die bedrohte Minderheitensprache aufdrängt. Eine Teilnehmerin sieht sich in der Mitverantwortung für den Fortbestand des Rätoromanischen, was sie mit dem Gedanken an die statistisch an Gewicht verlierende Sprachgemeinschaft unterstreicht:

(32) [...] va alloura piglia ena pi gronda abitaziun, ansemen cugl cumarat ossa. Lez raschunga tudestg, aber è ossa er vedlonder d’amprender rumantsch enziel, oder el anlei schon eneda per franc mecta bler. Ed ea, a me ègl impurtant tg’ia sa chegl siva er dar anavant agls mies unfants, perchegl tgi chegl è ensatge, tg’ia less betg, tgi mora or. Chegl ò da neir mantignia venavant, er schi ischans angal ple trentamella tgi raschungan rumantsch. (Tra. SS, 210–217)

([Ich] habe dann eine grössere Wohnung genommen, zusammen mit meinem Freund jetzt. Der spricht Deutsch, aber ist jetzt daran, Romanisch zu lernen ein bisschen, oder er versteht schon einmal sicher ziemlich viel. Und ja, mir ist es wichtig, dass ich das dann meinen Kindern weitergeben kann, denn das ist etwas, das ich nicht möchte, dass es ausstirbt. Das muss weiter erhalten werden. Auch wenn wir nur noch dreissigtausend sind, die Romanisch sprechen.)

Eine andere Teilnehmerin motiviert die Weitergabe des Rätoromanischen an ihre Kinder mit dem Nutzen, den sie der Sprache zuschreibt, womit sie wohl auf den erleichterten Zugang zu weiteren Sprachen anspielt:

(33) [...] eir scha mieus iffaunts imprendan forsa be tres me il rumauntsch, ma simplamaing cha haun imprains el, perche cha que güda propcha in uschè bgers regards e que's po zieva fer uschè bger cun quella lingua. (Tra. ST, 186–189)

[Auch wenn meine Kinder vielleicht nur durch mich Romanisch lernen, aber [wichtig ist] einfach, dass sie es gelernt haben, denn das hilft wirklich in so vielen Hinsichten und man kann danach so viel mit dieser Sprache machen.]

Ein Teilnehmer äussert im Zusammenhang mit der Frage nach der Förderung von Minderheitensprachen seine Bereitschaft, das Rätoromanische („propi alch cool“ [„wirklich etwas Cooles“]) gegen Anfeindungen zu verteidigen. Seine Einstellung verdeutlicht er darauf mit der Absichtserklärung zur Weitergabe der Sprache an seine Kinder auch in einer anderssprachigen Umgebung: „sch'jau n'ha üna ja famiglia, uffaunts, eir sch'jau stun a Turich, jau craj cha tals muoss rumauntsch, also in mincha cas“ [„wenn ich einmal eine Familie habe, Kinder, auch wenn ich in Zürich lebe, glaube ich, dass ich ihnen Romanisch beibringe, also auf jeden Fall“] (Tra. AB, 512–514).

Teilnehmende, die auf die Frage nach der Sprachverwendung mit den Kindern mit Überzeugung das Rätoromanische nennen, motivieren dies auf identitärer Basis, wobei sich zusätzlich die Frage nach der regionalen bzw. kleinräumigeren Verankerung stellen kann (34), und aufgrund ihrer Sprachkompetenz (35):

(34) [...] rumantsch dal sgür. Quai es la mia lingua. Sch'eu discuor uossa jauer culs uffants o nöa, forsa in tschertas situaziuns, ma id es schon il vallader chi'd es. (Tra. SR, 521–523)

[Romanisch sicher. Das ist die... meine Sprache. Ob ich jetzt Münstertaler Dialekt mit den Kindern spreche oder nicht, vielleicht in gewissen Situationen, aber es ist schon [das Idiom] Vallader, das es [dann] ist.]

(35) [...] que es apunto quella lingua cha eau se il meglder e eau vögl insè eir der inavaunt apunto [...] il meglder da mias cumpetenzas, schi. (Tra. NM, 365–366)

[Das ist eben die Sprache, die ich am besten kann, und ich will an sich auch eben das Beste von meinen Kompetenzen weitergeben.]

Auch bei fester Absicht können Zweifel an der Umsetzbarkeit aufkommen, angesichts der Faktoren der Sprache des Partners/der Partnerin und des Umfelds. Die Entschiedenheit muss dann noch stärker sein: „lu stoss ti schon esser HUEra sissu e tiu partenari, ch'els discuoran lu era cun tei“ [„dann musst du schon verdammt darauf beharren, auch dein Partner, dass sie dann auch mit dir [Romanisch] sprechen“] (Tra. CJ, 818–819).

Eine Teilnehmerin, die selbst in der Familie neben Rätoromanisch auch Deutsch spricht, differenziert ihre Absichten in Abhängigkeit von der Sprache des zukünftigen Partners. Wenn dieser deutschsprachig wäre, spräche sie Rätoromanisch. Spräche dieser jedoch nur Rätoromanisch, würde sie neben Rätoromanisch auch Deutsch verwenden, da sie befürchten würde, dass die Kinder in der Schule sonst benachteiligt wären. Wenn dagegen der Partner Englisch, Portugiesisch oder sonst eine Sprache spräche, würde sie Deutsch und Rätoromanisch verwenden. Ihre Stellungnahme beschliesst sie mit folgender Bedingung: „tudestg e rumantsch ston neir aint“ [„Deutsch und Romanisch müssen hineinkommen“] (Tra. FrB, 574).

Teilnehmende, die in der Familie selbst nicht Rätoromanisch sprachen, äussern – mit einer Ausnahme – keine Absicht zur Verwendung des Rätoromanischen mit ihren Kindern. Zwei Teilnehmerinnen mit Schweizerdeutsch bzw. bündneritalienischem Dialekt als Familiensprache würden diese Sprachen auch mit ihren Kindern verwenden (Tra. AC, 447–448; Tra. SC, 428–431). Drei Teilnehmer mit einer Nichtlandessprache würden diese in unterschiedlichem Masse berücksichtigen. Für einen Portugiesischsprachigen wäre die Weitergabe des Portugiesischen wichtig, neben der Verwendung des Deutschen; falls er im Engadin leben würde, würde er es begrüßen, dass sein Kind auch Rätoromanisch lernen würde, sähe sich jedoch nicht in der Lage, etwas dazu beizutragen, sondern überliesse dies der Schule (Tra. RA, 754–761). Ein anderer Portugiesischsprachiger sowie ein Albanischsprachiger räumen ihren Herkunftssprachen keine Priorität ein, sondern nennen Deutsch an erster Stelle (Tra. FB, 882–884; Tra. BI, 921–925). Der Portugiesischsprachige kann sich sogar vorstellen, auf die Weitergabe seiner Erstsprache zu verzichten, wenn seine Partnerin deutschsprachig wäre („sch’ella nu so portugais, perche vess mieu figl da savair portugais?“ [„wenn sie nicht Portugiesisch kann, wieso sollte mein Sohn Portugiesisch können?“], Tra. FB, 875–878).

Eine portugiesischsprachige Teilnehmerin nennt dagegen Portugiesisch und Rätoromanisch zusammen als erwünschte Sprachen für ihre Kinder und räumt danach ein, dass auch Deutsch in der Familie Platz haben müsste, wenn der Vater der Kinder deutschsprachig wäre. In diesem Fall würde sie den Kindern aber auch Rätoromanisch beibringen, „scu cha’l rumauntsch es qualchosa eir important per me“ [„da Romanisch auch etwas Wichtiges für mich ist“], Tra. JC, 507). Der klaren Prioritätensetzung der zuvor besprochenen Teilnehmenden setzt diese Teilnehmerin eine auf Ausgleich bedachte Einstellung gegenüber, bei der instrumentelle und Prestige-Kriterien – die für eine Bevorzugung des Deutschen sprechen würden – zurückgestellt werden.

5. Schlussbetrachtungen: Zum Spektrum der Spracheinstellungsäusserungen

Die befragten jungen Erwachsenen zeigen ein weites Spektrum von Orientierungen im aktuellen sprachenpolitischen Kontext, dies vor dem Hintergrund ihrer Sprachenrepertoires, ihrer durchlaufenen Schul- und Ausbildungslaufbahnen, ihrer Erfahrungen in sprachlich unterschiedlich geprägten Gebieten, ihrer Mediengewohnheiten sowie persönlicher Präferenzen. Das Sprachenmanagement setzt einerseits Rahmenbedingungen, denen die Einzelnen unterworfen sind – Schulmodelle, Entscheide zu den Schulsprachen und den zu unterrichtenden Sprachen, Bildungsangebote –, und sorgt andererseits für Optionen: Ausbildungsmöglichkeiten mit verschiedenen sprachlichen Profilen, Medienangebote, kulturelle Angebote, intendierte künftige Familiensprachenpolitik. Die Möglichkeiten und Angebote, die eine Förderung des Rätoromanischen beinhalten, werden vor allem von Personen genutzt und geschätzt, die sich – aufgrund des Sprachgebrauchs in der Familie, der regionalen Herkunft und/oder des gewählten Bildungswegs – stärker mit dem Rätoromanischen identifizieren.

Jedoch können Angebote auch eine Identifikation bewirken, wie bei den portugiesischsprachigen Teilnehmenden, die sich in der zweisprachigen Primarschule stärker auf Rätoromanisch ausrichteten als auf Deutsch. Bei zwei Teilnehmern erwies sich diese Orientierung jedoch als vorübergehend, da sie sich seit der Volksschuloberstufe klar dem Deutschen zugewandt haben. In der Berufsausbildung nutzten sie zwar Rätoromanisch als Ressource für ihre schulische Leistungen, und sie anerkennen Rätoromanisch als traditionelle Sprache des Engadins, doch wird diese Sprache in ihren Äusserungen auch ausgeblendet: Der eine übergeht sie bei der Nennung der für die Schule erwünschten Sprachen, der andere lässt sie in seinem Sprachenporträt weg. Die portugiesischsprachige Teilnehmerin unterstützt dagegen zum Zeitpunkt ihrer Erzählung die lokale Zweisprachigkeit und die Förderung des Rätoromanischen.

An Teilnehmende mit Rätoromanisch als Familiensprache, die für Fördermassnahmen zugunsten des Rätoromanischen empfänglich sind, richtet sich ein breites Angebot, dessen Nutzung im individuellen Ermessen liegt. Bei der gymnasialen Ausbildung lassen sich verschiedene Entwicklungen unter Berücksichtigung der Herkunft und der gewählten Maturität beobachten. Ein Teilnehmer aus dem vitalen Vallader-Gebiet nutzte das ausgebaute Rätoromanischangebot an der Bündner Kantonsschule, wo er seine Identifikation mit dem Rätoromanischen auf andere Regionen hin öffnete, sich jedoch dem Qualifizierungsangebot zu Rumantsch Grischun verschloss. Drei weitere Teilnehmende aus dem Vallader-Gebiet entschieden sich für das bescheidenere Rätoromanischangebot mit nur einem ‚Immersionsfach‘ an der Academia Engiadina, in relativer Nähe zu ihrer Region, jedoch in einem eher deutsch geprägten Umfeld. Drei aus dem Oberengadin stammende Teilnehmende und eine Teilnehmerin aus der Surselva wählten das in der eigenen Region gelegene Gymnasium (in Samedan bzw. Disentis) und absolvierten dort eine Maturität mit Rätoromanisch als Fach, ohne weiteren Unterricht auf Rätoromanisch.

Ein Teilnehmer aus einem deutsch geprägten Ort in Mittelländen mit Schweizerdeutsch und Rätoromanisch als Familiensprachen nutzte schliesslich das ausgebaute Rätoromanischangebot der Bündner Kantonsschule und erfuhr damit – auch gestützt durch den Konsum rätoromanischer Medien – eine Steigerung seiner Rätoromanischkompetenz. Aus dem Sample geht hervor, dass Förderangebote bei Personen mit höherer Sprachkompetenz verstärkend wirken können, aber verschiedentlich nicht genutzt werden, weil das Argument der Sprachförderung zum Zeitpunkt der Entscheidung nicht prioritär ist. Bei Personen mit weniger rätoromanischem Input in der Familie und im lokalen Umfeld kann dagegen das Förderangebot eine stärker aufbauende Funktion erbringen. Ausserhalb der gymnasialen Ausbildung beschränkt sich die Förderung des Rätoromanischen auf Sprach- oder allgemeinbildenden Unterricht. Diesem wird eher im Ausnahmefall besondere Bedeutung beigemessen, wie beim Teilnehmer, der von seinem Lehrbetrieb, dem Medienunternehmen RTR, dazu animiert wurde, den schulischen Teil der Lehre in seiner rätoromanischen Region zu absolvieren.

Die beiden vieldiskutierten sprachpolitischen Projekte der letzten Jahrzehnte, die Standardisierung mit Rumantsch Grischun und die Verankerung des Sprachgebietsschutzes, haben für die Befragten eine geringe Relevanz. Rumantsch Grischun wird höchstens pragmatisch gutgeheissen. Vom Sprachgebietsschutz profitierte in einem gewissen Sinn der Teilnehmer, der von der Schule seiner mehrheitlich deutschsprachigen Gemeinde in die Schule der rätoromanischen Nachbargemeinde wechseln durfte. Den Anlass dazu gab eine administrative Neuorganisation während seiner Primarschulzeit. Ein anderer Teilnehmer verbindet seine Berufsperspektive als Lehrer mit dem als gesichert geltenden Teil des rätoromanischen Gebiets.

In den Perspektiven auf die Weitergabe der Sprache zeigt sich einerseits eine hohe Motivation, das Mögliche zum Fortbestehen der bedrohten Minderheitensprache beizutragen, andererseits das Bewusstsein der grossen Herausforderungen bei ‚nicht optimalen‘ Umständen, die von etlichen als wahrscheinlich erachtet werden: ein Leben in einer nicht rätoromanischsprachigen Umgebung und eine Partnerschaft mit einer nicht rätoromanischsprachigen Person. Das rätoromanische Medienangebot wird von eher wenigen geschätzt, doch findet die aktuelle rätoromanische Musikszene bei vielen Anklang. Durch ihre Nennung von Sprachen manifestieren die Befragten eine – im Vergleich zu früheren Generationen – stärkere Ausrichtung auf die globale Sprache Englisch sowie zumindest Respekt für die Lokalsprache Rätoromanisch. Dass die neolateinische Lokalsprache insbesondere einen leichteren Zugang zu der mit Wortschatz französischer und lateinischer Herkunft genährten Globalsprache Englisch verschaffen soll, offenbart eine jüngere Entwicklung im rätoromanischen Metadiskurs.

Die befragten jungen Erwachsenen zeigen also mehrheitlich eine pragmatische Distanz zu den Ergebnissen der Sprachenpolitik. Gleichzeitig sind ihnen die Herausforderungen bei den Bemühungen um Sprachgebrauch und Sprachweitergabe bewusst, woraus sich ein Pragmatismus im Umgang mit den bestehenden Instrumenten der Sprachförderung herleitet. Im Unterschied zu früheren Generationen, die mit den abgeschlossenen Sprachförderprojekten teils Erwartungen verbanden, die dann einer Ernüchterung wichen, ist die hier ins Auge gefasste Altersgruppe weit von den Aufbruchsmomenten dieser Projekte entfernt, und hat, aufgrund ihrer Kenntnissnahme unterschiedlicher Positionen gegenüber den Projekten, direkt zu einer praktisch und weniger sprachpolitisch oder -ideologisch orientierten Haltung gefunden. Junge Erwachsene nutzen aber durchaus die vorhandenen Bildungs-, Medien- und kulturelle Angebote, die für die Förderung der Sprachkompetenz und die Identifikation mit Sprache und Gemeinschaft eine wichtige Rolle spielen können. Insofern erhalten die Sprachförderprojekte doch eine gewisse Bestätigung, auch wenn sie von den Teilnehmenden nicht ausdrücklich gewürdigt werden (weil sie bereits als selbstverständlich gelten) und angestrebte Projektziele (etwa für Rumantsch Grischun oder zum Sprachgebietsschutz) nicht oder nur teilweise erreicht wurden. Das Beispiel der Sprachenpolitik im Zusammenhang mit dem Rätoromanischen veranlasst zur vorsichtigen Beurteilung des Potentials von Sprachfördermassnahmen, zur Anerkennung bescheidener Erfolge und zur Einsicht, dass, auch wenn früher gesteckte Ziele nicht erreicht worden sind, das schlussendlich Realisierte genutzt und damit ein Stück weit bestätigt wird. Diese Schlussfolgerung legt eine Planung von Fördermassnahmen nahe, die auf Analysen der Ausgangssituation und des Bedarfs der Sprechenden abstützen, wie dies etwa in den nun laufenden Bemühungen um die Unterstützung des Rätoromanischen in der Diaspora verfolgt wird (s. Cathomas et al. 2024).

Bibliografie

[Alle unten aufgeführten Links waren am 15. August 2026 aktiv.]

- Berthele, Raphael, 2015, „Language Planning and Standardization in a Minority Language Context: a Case Study of Rumantsch Grischun in Switzerland“, in: Wini Davies/Evelyn Ziegler (Hg.), *Language Planning and Microlinguistics: From policy to interaction and vice versa*, New York: Plaggrave Macmillan, 39–61.
- Bickel, Hans/Schläpfer, Robert (Hg.), 1994, *Mehrsprachigkeit – eine Herausforderung*, Aarau: Sauerländer.
- Bisaz, Corsin et al., 2019, *Massnahmen zur Erhaltung und Förderung der rätoromanischen und der italienischen Sprache und Kultur im Kanton Graubünden. Evaluationsbericht im Auftrag des BAK*, Aarau: Zentrum für Demokratie Aarau (ZDA).
[https://www.zdaarau.ch/wp-content/uploads/Studienbericht_ZDA_16_Raetoromanisch.pdf]
- BR = Bündner Rechtsbuch. [<http://www.gr-lex.gr.ch>]
- Botschaften 2002–2003 = *Botschaften der Regierung an den Grossen Rat*, Heft Nr. 6/2002–2003, Chur: Standeskanzlei Graubünden.
[<https://www.gr.ch/DE/institutionen/parlament/botschaften/2001-2010/Seiten/Botschaften2002-2003.aspx>]
- Busch, Brigitta, 2021, *Mehrsprachigkeit* [3. vollst. überarb. u. erw. Aufl.], Wien: Facultas (UTB).
- Cathomas, Annalisa, 2003, *Eine zweisprachige Schule Deutsch-Rätoromanisch in Ilanz und Andeer? – Drei Spracheinstellungstypen im Vergleich*, Lizentiatsarbeit, Freiburg: Universität Freiburg/Fribourg.
- Cathomas, Claudia et al., 2015: „Same same but different: Code-Switching in Schweizer SMS – ein Vergleich zwischen vier Sprachen“, *TRANEL [Travaux neuchâtelois de linguistique]*, 63, 57–75.
[<https://doi.org/10.26034/tranel.2015.2975>]
- Cathomas, Claudia/Flurina Graf/Cordula Seger, 2024, *Die Diaspora rumantscha in der Deutschschweiz. Eine Situations- und Bedarfsanalyse – Fokus Familien. Schlussbericht zum Forschungsbericht*, Freiburg: Wissenschaftliches Kompetenzzentrum für Mehrsprachigkeit. [<https://folia.unifr.ch/unifr/documents/330509>]

- Cathomas, Regula, 2008, „Orte des traditionellen rätoromanischen Sprachgebietes“, in: Matthias Grünert et al., *Das Funktionieren der Dreisprachigkeit im Kanton Graubünden*, Tübingen/Basel: Francke, 57–138 [*Romanica Helvetica* 127].
- Cathomas, Rico, 2005, *Schule und Zweisprachigkeit. Immersiver Unterricht: Internationaler Forschungsstand und eine empirische Untersuchung am Beispiel des rätoromanisch-deutschen Schulmodells*, München/Berlin: Waxmann.
- Caviezel, Giuanna Emilia, 2025, „Sprachstandardisierung und Sprachideologien. Rätoromanisch in der Schweiz“, *Annalas da la Societad Retorumantscha*, 138, 45–70.
- Coray, Renata, 2004, „Minderheitenschutz und Beziehungspflege: die zweite Revision des Sprachenartikels (1985–1996)“, in: Jean Widmer et al. (Hg.), *Die Schweizer Sprachenvielfalt im öffentlichen Diskurs/La diversité des langues en Suisse dans le débat public*, Bern etc.: Peter Lang, 247–427.
- , 2008, *Von der Mumma Romontscha zum Retortenbaby Rumantsch Grischun. Rätoromanische Sprachmythen*, Chur: Bündner Monatsblatt.
- , 2009, *Schlussbericht. Rätoromanische Sprachbiographien: Sprache, Identität und Ideologie in Romanischbünden*, Zürich: Universität Zürich. [https://www.snf.ch/media/de/e00wOUl3XiAtAb7v/nfp56_schlussbericht_coray.pdf]
- , 2011a, „Analyse“, in: Renata Coray/Barbara Strebel, *Sprachwelten: Lebensgeschichten aus Graubünden/Munds da linguas: biografias linguisticas rumantschas*, Baden: hier + jetzt, 251–285.
- , 2011b, „In piunier dil giug auditiv romontsch: Jon Semadeni“, *Annalas da la Societad Retorumantscha*, 124, 193–213.
- , 2025, „Sprachstandardisierung und Sprachideologien. Rätoromanisch in der Schweiz“, *Annalas da la Societad Retorumantscha*, 138, 71–92.
- /Barbara Strebel, 2011, *Sprachwelten: Lebensgeschichten aus Graubünden/Munds da linguas: biografias linguisticas rumantschas*, Baden: hier + jetzt.
- Coupland, Nikolas/Peter Garrett/Angie Williams, 2003, *Investigating Language Attitudes. Social Meanings of Dialect, Ethnicity and Performance*, Cardiff: University of Wales Press.
- Dailey-O’Cain, Jennifer/Grit Liebscher, 2011, „Language attitudes, migrant identities and space“, *International Journal of the Sociology of Language*, 212, 91–133.
- DPV = Dicziunaris. Puter – tudas-ch. Vallader – tudais-ch. Uniun dals Grischs. [<https://www.udg.ch/dicziunaris>]
- Etter, Barbla, 2017, *Regulierung, Rekonstruktion und Management des Sprachgebiets. Eine soziolinguistische Analyse von Gemeindefusionen an der deutsch-romanischen Sprachgrenze*, Freiburg: Universität Freiburg/Fribourg. [<https://folia.unifr.ch/unifr/documents/305588>]
- Furer, Jean-Jacques 2005, *Die aktuelle Lage des Romanischen*, Neuchâtel: Bundesamt für Statistik. [<https://www.bfs.admin.ch/bfs/rm/home/statistic/catalogs-bancas-datas/publicaziuns.assetdetail.342099.html>]
- Glaser, Andreas, 2014, „Der Sprachenstatus von Gemeinden nach einer Fusion – Albula/Alvra und Surses“, *Zeitschrift für Gesetzgebung und Rechtsprechung in Graubünden [ZGRG]*, 4, 246–251.
- GP März 2003 = Grossratsprotokoll Märzsession 2003, Chur: Standeskanzlei Graubünden. [<https://cdws-staka-gr.ch/cdws/files/53dc4833b4e04196bf3874fd40c47c04-332/1/pdf>]
- Gregori, Gian Peder, 2018, „Rätoromanisch im mehrsprachigen schulischen Kontext des Kantons Graubünden“, in: Anja Blechschmidt/Ute Schräpler (Hg.), *Mehrsprachigkeit in Sprachtherapie und Unterricht*, Basel: Schwabe Verlag, 27–41.
- et al., 2011, „Schule und Mehrsprachigkeit im Kanton Graubünden“, *Bündner Monatsblatt*, 1, 3–34.
- Grünert, Matthias, 2008a, „Die Sprachen auf institutioneller Ebene“, in: Matthias Grünert et al., *Das Funktionieren der Dreisprachigkeit im Kanton Graubünden*, Tübingen/Basel: Francke, 263–386 [*Romanica Helvetica*, 127],
- , 2008b, *Bildungsinstitutionen Graubündens: Volksschule, Berufsschulen, Mittelschulen und Fachhochschulen*, Separatum des in Grünert et al. 2008 nicht aufgenommenen Kapitels des Schlussberichts zuhanden des Schweizerischen Nationalfonds, Freiburg: Universität Freiburg/Fribourg. [https://www.unifr.ch/pluriling/de/assets/public/dokumente/dokumente-personen/MG_Dreisprachigkeit_Bildungsinstitutionen.pdf]
- , 2018/19, „Le romanche: situation sociohistorique et sociolinguistique“, in: Bruno Moretti/Philippe Moser (Hg.), *La situation sociolinguistique en Suisse*, Paris: L’Harmattan, 149–181 [*Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 14].

- , 2024, „Rätoromanisch“, in: Johannes Kabatek/Elvira Glaser/Barbara Sonnenhauser (Hg.), *Sprachenräume der Schweiz*, Tübingen: Narr, 156–184. [<https://folia.unifr.ch/unifr/documents/330457>]
- et al., 2008, *Das Funktionieren der Dreisprachigkeit im Kanton Graubünden*, Tübingen/Basel: Francke [*Romanica Helvetica*, 127].
- Gurtner, Jean-Luc/Claudine Brohy/Jutta Schork, 2000, *Schlussbericht der Evaluation des Schulprojekts Samedan*, Fribourg: Université de Fribourg, Département des sciences de l'éducation.
- /Jutta Schork, 2007, *Schlussbericht der Fortsetzung der Evaluation des Schulprojekts Samedan 2001–2007*, Fribourg: Université de Fribourg, Département des sciences de l'éducation.
- Kaufmann-Henkel, Flurina, 2022, „Sprachbiografien aus Romanischbünden – Wie schulische Übergänge in Bezug auf das Spracherleben wahrgenommen und beschrieben werden“, in: Edina Krompák/Vincenzo Todisco (Hg.), *Sprache und Raum – Mehrsprachigkeit in der Bildungsforschung und in der Schule*, Bern: hep, 141–172.
- , 2023, „Sprachbiografien aus Romanischbünden – individuelle Bedeutungszuschreibungen gegenüber dem Rätoromanischen“, *Annalas da la Societad Retoromantscha*, 136, 139–153.
- , 2024, *Sprachbiografien aus Romanischbünden. Identitäre Selbstverortungen junger Erwachsener in Bezug auf ihre (Mehr-)Sprachigkeit*, Freiburg: Universität Freiburg/Fribourg. [<https://folia.unifr.ch/unifr/documents/327912>]
- König, Katharina, 2014, *Spracheinstellungen und Identitätskonstruktion. Eine gesprächsanalytische Untersuchung sprachbiografischer Interviews mit Deutsch-Vietnamesen*, Berlin: de Gruyter.
- Küsters, Ivonne, 2006, *Narrative Interviews. Grundlagen und Anwendungen*, Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Lüdi, Georges, 1996, „Mehrsprachigkeit“, in: Hans Goebl et al. (Hg.), *Kontaktlinguistik. Ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung*, 1. Halbband, Berlin/New York: de Gruyter, 233–245 [*Handbücher zur Sprach- und Kommunikationswissenschaft*, 12/1].
- LQ = *La Quotidiana*, Chur: Somedia, 1997–. [https://reader.somedia.ch/content/search_form.php]
- PG = *Pledari grond*. Cuir: Lia Rumantsch [<https://www.pledarigrond.ch>]
- RhB Ansagen = RhB Ansagen (*Rhätische Bahn, viafier retica, ferrovia retica*). [https://youtube.com/playlist?list=PLGgBZyp3GP_IU8nkzIICas4_kNTSRAIR&si=g00lqew8TIfskRNR]
- Sala, Sabrina, 2022, „Uns gibt es auch noch!“. *Lassen wir die Minderheit in der Minderheit erzählen. Relationale (Nicht-)Zugehörigkeitserfahrungen von mehrsprachigen jungen Erwachsenen aus Italienisch-bünden*. [<https://www.pedocs.de/volltexte/2022/24267>]
- , 2023, „Schweizer Sprachminderheiten revisited! Zum Spracherleben junger mehrsprachiger Erwachsener aus italienischsprachigen Regionen des Kantons Graubünden“, in: „mit.sprache.teil.haben“ – *Publikation zur XVII. Internationalen Tagung der Deutschlehrerinnen und Deutschlehrer*, in: Thomas Fritz et al. (Hg.), *IDT 2022: *mit.sprache.teil.haben*, Band 5: *Sprachenpolitik und Teilhabe*, Berlin: Schmidt. [<https://doi.org/10.37307/b.978-3-503-21110-4.26>]
- , 2025, *Spracherleben und Identität. Selbstverortung, Zugehörigkeit und Handlungsmacht junger mehrsprachiger Erwachsener im Schweizer Kanton Graubünden*, Bielefeld: transcript. [<https://www.transcript-verlag.de/978-3-8376-7537-5/spracherleben-und-identitaet/>]
- Schork, Jutta Christine, 2007, *Die Rolle der Schule im Prozess der Spracherhaltung einer Minderheitssprache. Einfluss einer zweisprachigen Schule auf den Sprachgebrauch in unterschiedlichen Sprechsituationen und die Einstellungen zur Zwei- und Mehrsprachigkeit*, Freiburg: Universität Freiburg/Fribourg.
- SRG, 1995/1997/2010 = Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft (Hg.), „Geschäftsbericht 1995“ / „Geschäftsbericht 1997“ / „Geschäftsbericht 2010“, in: *Chronik der SRG seit 1931*. [<https://www.srgsr.ch/de/wer-wir-sind/die-geschichte-der-srg/chronik-der-srg-seit-1931>]
- Tra. = Transkripte der im Rahmen des Forschungsprojekts *Spartavias* [<https://data.snf.ch/grants/grant/179426>] durchgeführten Interviews. Abkürzungen der zitierten Teilnehmenden gemäss den Pseudonymen in Kaufmann-Henkel (2024, 92): AB = Armon Balestra, AC = Angela Conti, BI = Benedict Idric, CJ = Caterina Jacober, CM = Clau Moser, CZ = Curdin Zanetti, DM = Daniel Marchand, FB = Fabrizio Bardi, FrB = Franca Battaglia, GM = Gloria Manfredi, JC = Jasmin Cartiere, LL = Luca La Fatta, OC = Ottavio Camenisch, RA = Roberto Abato, SC = Simona Caspani, StC = Stefanie Collenberg, SR = Sandra Rizzi, SS = Sonja Sonder, ST = Sidonia Tramèr, VL = Veronica Lenatti.

Costruire un dizionario per il valoc': un progetto di lessicografia partecipativa per un dialetto alpino lombardo in pericolo

Fabio SCETTI, Université de Moncton / Stefano BISELLO, IDEVV / Federica SALAMINO, IDEVV

Riassunto

Questo contributo analizza il lavoro di documentazione e valorizzazione del valoc', dialetto lombardo della Val Masino oggi a rischio di estinzione. Il progetto *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* (VVV), avviato nel 2017, mira a raccogliere e sistematizzare il lessico locale attraverso un dizionario e una pagina Facebook, che ha favorito la partecipazione di parlanti ed emigrati. La redazione del vocabolario si basa sugli scritti di Mario Songini, primo compilatore del dizionario negli anni 1970. Il nostro gruppo di lavoro ha ampliato e riorganizzato il materiale raccolto tramite testimonianze orali, fonti scritte e osservazioni dirette. Ogni lemma è stato verificato, normalizzato nelle forme grafiche, classificato grammaticalmente e corredato di indicazioni fonetiche, esempi d'uso e traduzione in italiano. Parallelamente è stata condotta un'analisi sociolinguistica per descrivere gli attuali usi del valoc', spesso in alternanza con l'italiano, e la percezione identitaria dei parlanti. L'esperienza mostra come la tecnologia, integrata con una solida metodologia scientifica e il coinvolgimento della comunità, possa sostenere la salvaguardia del patrimonio locale e la rivitalizzazione linguistica.

Résumé

Cette contribution analyse le travail de documentation et de valorisation du valoc', dialecte lombard de Val Masino, aujourd'hui menacé. Le projet *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* (VVV), lancé en 2017, vise à recueillir et systématiser le lexique local au moyen d'un dictionnaire et d'une page Facebook, qui a favorisé la participation des locuteurs locaux et émigrés. La rédaction du dictionnaire s'appuie sur les écrits de Mario Songini, premier compilateur du lexique dans les années 1970. Notre équipe de recherche a enrichi et réorganisé cette œuvre grâce à des témoignages oraux, des sources écrites et des observations. Chaque lemme a été vérifié, normalisé dans ses formes graphiques, classé grammaticalement et accompagné d'indications phonétiques, d'exemples d'usage et d'une traduction en italien. Parallèlement, une analyse sociolinguistique a été menée afin de décrire les usages actuels du valoc', souvent en alternance avec l'italien, ainsi que la perception identitaire des locuteurs. L'expérience montre comment la technologie, intégrée à une solide méthodologie scientifique et à la participation de la communauté, peut contribuer et à la sauvegarde du patrimoine local et à la revitalisation linguistique.

Abstract

This contribution presents lexicographic research aimed at documenting and promoting Valoc', a Lombard dialect spoken in Val Masino and currently endangered. The *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* (VVV) project, launched in 2017, aims to collect and systematize the local lexicon through a dictionary and a Facebook page, which has encouraged participation from speakers and emigrants. The compilation of the dictionary is based on the previous work of Mario Songini, the first compiler of the lexicon in the 1970s. Our research team expanded and reorganized this material using oral testimonies, written sources, and observations. Each lemma was checked, standardized in its graphical forms, grammatically classified, and it is enriched by phonetics, examples, and a translation in Italian. At the same time, a sociolinguistic analysis was carried out to describe current uses of Valoc', often alternating with Italian, and to investigate speakers' perceptions of their linguistic identity. The experience demonstrates how technology, combined with solid scientific methodology and active community involvement, can support the preservation of local heritage and the linguistic revitalization.

Zusammenfassung

Dieser Beitrag untersucht die Arbeit zur Dokumentation und Aufwertung des Valoc', eines lombardischen Dialekts aus dem Val Masino, der heute vom Aussterben bedroht ist. Das Projekt *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* (VVV), das 2017 gestartet wurde, hat zum Ziel, den lokalen Wortschatz mithilfe eines Wörterbuchs und einer Facebook-Seite zu sammeln und zu systematisieren. Diese Plattform hat die Beteiligung von Sprecherinnen und Sprechern sowie von ausgewanderten Gemeindemitgliedern gefördert. Die Erstellung des Wörterbuchs stützt sich auf die Schriften von Mario Songini, dem ersten Verfasser eines Lexikons in den 1970er-Jahren. Das Forschungsteam hat dieses Material auf der Grundlage mündlicher Zeugnisse, schriftlicher Quellen und direkter Beobachtungen erweitert und neu organisiert. Jeder Eintrag wurde überprüft, in seiner grafischen Form vereinheitlicht, grammatisch eingeordnet und mit phonetischen Angaben, Gebrauchsbeispielen und einer italienischen Übersetzung versehen. Parallel dazu wurde eine soziolinguistische Analyse durchgeführt, um die aktuellen Gebrauchskontexte des Valoc', oft im Wechsel mit dem Italienischen, sowie die sprachliche Identitätswahrnehmung der Sprecherinnen und Sprecher zu beschreiben. Die Erfahrung zeigt, wie Technologie, verbunden mit einer soliden wissenschaftlichen Methodik und der aktiven Beteiligung der Gemeinschaft, zur Bewahrung des lokalen Erbes und zur sprachlichen Revitalisierung beitragen kann.

1. Introduzione

Il valoc' [val'off] è la variante di lombardo occidentale parlata in Val Masino nel cuore della Valtellina, in provincia di Sondrio, Lombardia. Oggi la valle conta circa 1.000 abitanti addizionando le statistiche del comune di Val Masino a quelle dell'abitato di Cevo, nel vicino comune di Civo. Il valoc' è parlato soprattutto dagli abitanti più anziani, mentre l'italiano si è diffuso rapidamente a partire dagli anni '60 grazie allo sviluppo economico e all'aumento della scolarizzazione, come un po' ovunque in Italia. La valle è stata interessata da intensi flussi migratori dalla fine del XIX secolo fino ai giorni nostri: tra la fine dell'Ottocento e gli anni '50, molti uomini della Val Masino emigrarono soprattutto in Argentina e negli Stati Uniti d'America per periodi di 8-10 anni, mentre alcune famiglie si stabilirono definitivamente, in particolare a Buenos Aires e Campana (Argentina) e negli Stati di New York e del Connecticut (Stati Uniti). Dopo la Seconda guerra mondiale si verificò una nuova ondata migratoria importante verso questi paesi e verso l'Australia. A partire dagli anni '60, invece, i flussi migratori dalla valle si orientarono principalmente verso le grandi città italiane e le aree industriali regionali (Roma, Milano, Monza, Lecco), oltre che verso la vicina Svizzera, soprattutto in Ticino o nelle zone urbane di Zurigo e Basilea, nella Svizzera interna. Flussi minori interessarono anche Germania, Regno Unito, Francia e Spagna.

Questo contributo presenta il progetto *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* (di seguito VVV), nato nel 2017, un'iniziativa volta a studiare e valorizzare il valoc', mettendone in luce le specificità linguistiche e sociolinguistiche. Essendo una lingua prevalentemente orale, è emersa la necessità di svilupparne anche l'uso scritto per conservarla nel tempo. I media e i social network sulla rete rappresentano un'importante opportunità per rafforzarne la diffusione e i legami con i parlanti nella valle e nelle comunità emigrate. È per questo che tra gli obiettivi del progetto si vuole documentare, descrivere e valorizzare il dialetto, ma anche coinvolgere la comunità linguistica (residenti e emigrati). L'obiettivo principale del gruppo di lavoro del VVV è stato quello lessicografico con la creazione di un dizionario accessibile e dinamico sulla base dei lavori di Mario Songini: una vera e propria eredità per tutta la valle e per il patrimonio linguistico provinciale.

L'Istituto di dialettologia e di etnografia valtellinese e valchiavennasca (IDEVV),¹ creato nel 1999, propone infatti una già ricca collana di dizionari dialettali, che conta una decina di pubblicazioni di elevato interesse lessicografico ed etimologico-etnografico: il *Dizionario etimologico grosino* (Antonioli/Bracchi 1995); la sua riedizione, *Dizionario etimologico-etnografico grosino* (DEEG) (Antonioli et al. 2012); il *Dizionario tellino* (Branchi/Berti 2003); il *Dizionario etimologico dei dialetti della Valtartano* (Bianchini/Bracchi 2004); *Nü'n cuštümàva. Vocabolario dialettale di Samolaco* (Scuffi 2005); il *Dizionario Dialettale Etnografico di Premana* (Bellati 2007); il *Vocabolario dialettale di Chiuro e Castionetto* (Della Ferrera 2008); il *Vocabolario del dialetto di Villa di Chiavenna* (Giorgetta/Ghiggi 2010); il *Dizionario etimologico-etnografico dei dialetti di Livigno e Trepalle* (DELT) (Mambretti/Bracchi 2011); il *Dizionario etimologico del dialetto di Verceia* (DEV) (Ghelfi et al. 2012); il *Dizionario etimologico etnografico dei dialetti di Valdisotto* (DEVS) (De Monti/Bracchi 2023). In pubblicazione troviamo, inoltre, il *Dizionario di Sondalo-Frontale* sempre in Alta Valtellina. L'opera che si intitolerà *Dizionario e grammatica applicata del valoc' della Val Masino* (DiGaVV) vuole diventare un nuovo elemento della collezione e un riferimento per altre pubblicazioni del genere sul territorio provinciale e oltre.

¹ Istituto di dialettologia e di etnografia valtellinese e valchiavennasca (IDEVV): [<https://istitutodevv.it/>]. NB : Tutti i link riportati nell'articolo erano validi il 1° settembre 2026.

2. Quadro teorico e metodologico di una lessicografia collaborativa

Negli ultimi decenni, diversi progetti italiani ed europei hanno mostrato come la lessicografia delle varietà minoritarie e locali possa beneficiare di approcci collaborativi e multidisciplinari. In Italia, progetti come l'Atlante Linguistico ed Etnografico del Trentino (ALD) (Videsott/Pellegrini 1997), l'Atlante Italo-Svizzero (AIS) (Jaberg/Jud 1928-1940) e varie iniziative di dizionari dialettali digitali partecipativi (per esempio per il friulano² e il sardo³) hanno combinato rilevazioni sul campo, digitalizzazione di archivi storici e coinvolgimento diretto delle comunità. Sul piano europeo, l'*Atlas Linguarum Europae* (cfr. Alinei et al. 1975, Nocentini 2008) e altri programmi di documentazione partecipata mostrano l'importanza dell'integrazione tra linguisti, parlanti e strumenti tecnici avanzati, secondo principi affini alla *citizen science* applicata allo studio del linguaggio.

2.1. Mario Songini e la genesi di un progetto collettivo sulle varietà dialettali della Val Masino

È in questo quadro che si inserisce il lavoro del gruppo VVV, avviato nel 2017 con l'obiettivo di proseguire e valorizzare le ricerche di Mario Songini, iniziate negli anni '60 e '70. Nato nel 1931 in Val Masino, Songini trascorse l'infanzia in valle per poi diventare insegnante, contribuendo alla diffusione dell'italiano presso le nuove generazioni del paese. Egli stesso riconobbe come questa attività scolastica partecipasse, seppure involontariamente, al processo di progressiva sostituzione del valoc' nella vita quotidiana della popolazione. Dopo un periodo di lavoro nel capoluogo di provincia, Sondrio, Songini decise di rientrare stabilmente nella sua comunità per documentarne il patrimonio linguistico e culturale.

L'esigenza di documentare e conservare il più possibile le fonti e di sistematizzare le strutture grammaticali della sua lingua madre sono nate molto gradualmente nel pensiero di Mario Songini, secondo la figlia Mariagrazia. Le prime registrazioni su apparecchio Lesa a bobine dei primi anni '60 sono una sequenza di dialoghi tra familiari (bambini, adulti e anziani), gradualmente, però, Songini ha iniziato a registrare colloqui con la madre (nata nel 1890) su tematiche diverse: usanze, aneddoti e chiarimenti sulla lingua e la sua evoluzione nel corso degli anni. Ha poi iniziato ad intervistare anziani delle diverse frazioni della vallata per ricevere informazioni storiche e linguistiche, due passioni che lo hanno sempre accompagnato. In occasione di queste interviste e registrazioni audio, a partire dagli anni '80, ha iniziato ad utilizzare un registratore a cassette Sony Walkman, più maneggevole, e in ripetuti colloqui con i suoi testimoni ha indagato approfonditamente su vocaboli, pronunce e costruzioni sintattiche, sottolineando le sfumature caratteristiche delle diverse parlate valligiane e la loro evoluzione negli anni. Prendeva appunti cartacei e li riportava successivamente sul suo computer. Con l'aiuto di esperti della *Società storica valtellinese*,⁴ è riuscito infine a sistematizzare il suo lavoro e stendere una prima versione del vocabolario, con riferimenti a storia e tradizioni, seguendo il modello di altri dizionari precedentemente pubblicati dall'IDEVV.

Durante i suoi studi, Mario Songini pubblicò contributi dedicati alla storia locale (Songini 2006) e ai toponimi della valle per l'inventario della *Società storica valtellinese* (Songini 1997), pur sempre con l'obiettivo ultimo di giungere a un dizionario enciclopedico capace di raccogliere lemmi, definizioni, esempi e spiegazioni relative alla cultura materiale e immateriale, alla vita quotidiana, alla memoria locale e alle strutture sottili della lingua. Il suo intento era quello di fornire alla comunità un primo strumento sistematico in e sul valoc'.

² *SuperDizionari de lenghe furlane* (ARLeF): [<https://arlef.it>].

³ Vocabolario Dinamico della Lingua Sarda: [<https://linguasarda.it>].

⁴ Società storica valtellinese: [<https://www.storicavaltellinese.it/>].

2.2. Approccio integrato e digitalizzazione dei dati

Il nuovo progetto ha ripreso il materiale di Songini adottando un approccio integrato, capace di combinare prospettive lessicografiche, etnografiche, dialettologiche e digitali. La digitalizzazione del manoscritto, rimasto per decenni inedito, ha rappresentato un momento cruciale: il suo trasferimento in un database sviluppato con *FileMakerPro* ha permesso di rivedere, riorganizzare e categorizzare i lemmi, aggiornare definizioni ed esempi, e predisporre strumenti di consultazione e correzione molto più flessibili. Parallelamente, la ricerca si è ampliata grazie a un lavoro esteso sul campo: dal 2017 sono state realizzate 63 interviste semi-strutturate rivolte ai parlanti nati tra gli anni '20 e '40, considerati portatori delle varietà più conservative. Questa attenzione agli anziani, consueta negli studi sulle lingue minoritarie, risponde all'esigenza di individuare tracce di un "codice ancestrale" (Childs et al. 2014). La ricerca ha coinvolto anche i contesti migratori della valle: interviste raccolte in Argentina (2013) e negli Stati Uniti (2014, 2018) offrono un quadro prezioso degli usi del valoc' in diaspora, a contatto con le lingue di integrazione (spagnolo e inglese). Alcune di queste interviste sono state integrate nell'archivio sonoro provinciale *Voci dell'Adda e della Mera. Archivio sonoro dei dialetti di Valtellina e Valchiavenna* (VAM), lanciato nel 2019 (cfr. Martocchi et al. 2025).

A questo corpus più recente di un totale di 78 registrazioni se ne aggiunge un primo formato da 29 audio e che è stato realizzato grazie al recupero e alla digitalizzazione delle registrazioni originali di Songini, nastri magnetici degli anni '70 e cassette degli anni '80 e 2000, effettuati nel 2020 con il supporto di ELAR durante un soggiorno di ricerca a Londra;⁵ tali materiali sono oggi disponibili nella collezione Pangloss del CNRS di Parigi.⁶ I due corpora sono composti da 107 registrazioni parzialmente trascritte, per un totale di 823 ore e 45 minuti (ovvero 49.407,22 minuti). L'integrazione tra questi diversi tipi di dati (manoscritto, registrazioni antiche e interviste contemporanee) consente di osservare in modo dinamico la memoria linguistica, i processi di cambiamento e i discorsi metalinguistici dei parlanti.

2.3. Il ruolo della comunità per una lessicografia collaborativa

La redazione e correzione del dizionario ha richiesto un lavoro accurato di selezione dei lemmi, gestione delle varianti e definizione della forma-base, affrontando il nodo della normalizzazione ortografica alla luce sia della tradizione lombarda sia delle pratiche scritte spontanee della comunità. Le voci sono state strutturate combinando definizioni, esempi d'uso, equivalenti italiani, varianti interne e note etnografiche.

All'interno di questo processo si colloca anche la dimensione partecipativa, poiché la lessicografia collaborativa, intesa come coinvolgimento diretto dei parlanti nella produzione, revisione e interpretazione dei dati, rappresenta uno dei pilastri metodologici del progetto, trasformando la comunità in una componente attiva del processo (cfr. Meyer/Gurevych 2012, Aikawa 2019). I modelli di dizionari digitali collaborativi, sviluppati inizialmente in progetti come *Wiktionary* (cfr. Meyer/Gurevych 2012), mostrano come i contributi di utenti non specialisti possano integrare e arricchire le risorse tradizionali, in linea con i principi della *citizen linguistics* (cfr. Fiumana et al. 2020, Daigneault/Anderson 2025). La cosiddetta *lessicografia digitale*

⁵ *Endangered Language Archive* (ELAR) – *School of Oriental and African Studies* (SOAS), *University of London*: [<https://blogs.soas.ac.uk/elar/2020/04/09/saving-recordings-from-1960s-and-1970s-in-valoc/>].

⁶ Pangloss – *Archive ouverte de langues en danger et sous-documentées*, *Centre national de la recherche scientifique* (CNRS): [[https://pangloss.cnrs.fr/corpus/Valoc'_\(dialecte_lombard\)?lang=fr&mode=pro](https://pangloss.cnrs.fr/corpus/Valoc'_(dialecte_lombard)?lang=fr&mode=pro)].

partecipata consente infatti di integrare competenze linguistiche native, memoria culturale e contributi spontanei degli utenti in ambienti condivisi, favorendo un modello di costruzione del sapere aperto e interattivo.

La riflessione sul coinvolgimento della comunità si è tradotta non solo in consultazioni informali e incontri pubblici, ma anche in attività sistematiche con le scuole. Le collaborazioni con la scuola primaria Pierangelo Marchetti di Val Masino e la scuola secondaria Ezio Vanoni di Ardenno, nel fondovalle, hanno permesso di introdurre la lingua locale nei contesti educativi, con esercizi di ascolto, produzione scritta, riflessione ortografica e grammaticale. La creazione della pagina *Facebook* omonima,⁷ dedicata al progetto, ha inoltre aperto lo spazio a una vera etnografia digitale, particolarmente ricca durante la pandemia di Covid-19. I testi prodotti dagli utenti mostrano un uso scritto ibrido, vicino allo stile *e-chat* (Androutsopoulos 2006), e costituiscono una fonte preziosa per analizzare scelte ortografiche spontanee, oscillazioni, creatività, innovazioni e divergenze rispetto alle proposte standardizzate del gruppo di lavoro. Questi dati confermano come la questione ortografica rappresenti un nodo ancora aperto e come la sua soluzione richieda un processo realmente negoziato con la comunità (cfr. Brasca 2011, i lavori di Iannàccaro, anche sul dato cfr. Iannàccaro 2000).

Il progetto attribuisce, infine, grande importanza alla dimensione etica e relazionale: la legittimità del lavoro linguistico non è data una volta per tutte, ma è costantemente negoziata con i parlanti, che valutano competenze, atteggiamenti e prospettive degli studiosi. La presenza nel gruppo di lavoro di almeno un membro con competenza attiva del valoc' rappresenta un elemento decisivo di credibilità, seppure alcuni dubbi sono emersi durante la fase di catalogazione dei documenti e la raccolta delle deliberatorie (cfr. *Vademecum* 2023) e anche nel momento in cui è stato necessario richiedere il consenso ai familiari delle persone intervistate e ormai decedute, considerando la necessità scientifica da parte del ricercatore di mantenere una certa distanza e oggettività. Il lavoro sul dizionario, la cui pubblicazione è prevista prossimamente (Scetti/Songini in corso), si fonda dunque su un rapporto di collaborazione continua, consapevole del valore che il patrimonio linguistico del valoc' riveste per la memoria e l'identità della comunità.

3. La creazione di una pagina *Facebook* per la raccolta partecipativa in rete e per la visibilità del valoc'

Contestualmente all'inizio dei lavori del gruppo VVV sul dizionario, è stata aperta su *Facebook* la pagina *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen* dedicata al progetto, al fine di realizzare un'etnografia digitale dell'uso scritto della lingua. Una scelta, questa, che ha permesso ai ricercatori di avere un contatto diretto con la popolazione come in *AlpiLink*⁸ (piattaforma digitale che ha favorito l'interazione continua tra parlanti e studiosi, trasformando i membri della comunità da semplici informatori a partecipanti attivi del progetto), oltre a consentire loro di sperimentare un campo di ricerca del tutto nuovo per il dialetto oggetto di studio, il contesto digitale appunto. Il cimentarsi nella scrittura di una lingua fino a quel momento espressa solo in forma orale ha dato modo al gruppo di lavoro di soffermarsi sull'ortografia in quanto convenzione: come si scrive qualcosa che non si è quasi mai scritto? È stato inoltre possibile studiare il modo di comunicare digitale, per esempio attraverso lo studio degli emoji nelle pubblicazioni e nei commenti (cf. Scetti/Panckhurst 2025).

⁷ Pagina Facebook *Vocabolär del Valoc' de la Val Mäsen*: [https://www.facebook.com/VocabolarioValocValmasino/?notif_id=1632162505645969¬if_t=page_invite_accept&ref=notif].

⁸ Alpilink: [<https://alpilink.it/>].

Dal punto di vista degli utenti, poi, la pagina ha rappresentato una grande e apprezzata novità, complice anche la compresenza di *Millennials* e *Boomers*⁹ su *Facebook*, parecchio attivi entrambi sulla piattaforma nel 2019: è stata quindi uno stimolo alla riflessione condivisa, tra generazioni, sul dialetto, e ha avuto la funzione di aumentare la visibilità della comunità linguistica virtuale e del valoc' stesso, per la prima volta finalmente scritto, in un unico posto visibile nello stesso tempo a centinaia di persone.

3.1. La pagina del valoc' come spazio di raccolta e interazione

Per la gestione della pagina del valoc' su *Facebook* è stato ideato un piano editoriale settimanale composto di alcune pubblicazioni ricorrenti e non, pensate per stimolare l'interazione della comunità linguistica. La funzione della pagina è diventata triplice: divulgativa, ludico-educativa e informativa (cf. Scetti/Salamino 2020). La prima funzione è stata quella di divulgare e condividere cultura: due rubriche, quella dei proverbi del lunedì (*provèrbie del lönedé*) e quella dei modi di dire del mercoledì (*el modo de dé del mercolde*), hanno permesso di fare divulgazione sulle espressioni idiomatiche in valoc', attraverso la pubblicazione di antichi detti e attraverso la ricezione, in cambio, di commenti, correzioni e suggerimenti di varianti locali da parte dei parlanti (es. Immagine 1).

Immagine 1 – Il proverbio del lunedì (pagina Facebook).

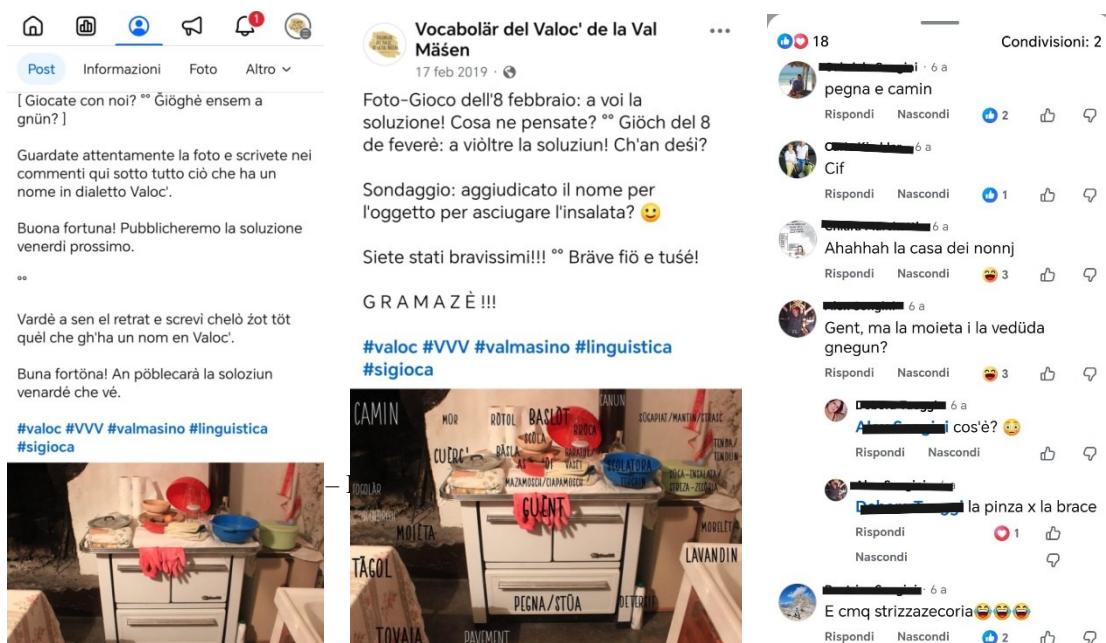


⁹ *Millennials* (o Generazione Y) e *Boomers* (abbreviazione di *Baby Boomers*), si riferiscono a fasce d'età specifiche, i *Boomers* sono nati circa tra la fine della seconda guerra mondiale e la fine degli anni '60 mentre i *Millennials* tra gli anni '80 e la fine degli anni '90.

Come si evince dagli scambi contenuti nell'Immagine 1, la comunità riceve uno spunto culturale, che ha quindi funzione divulgativa, e su quello i parlanti hanno poi possibilità di confrontarsi. Nel caso dell'esempio, la condivisione è servita ai ricercatori anche per mettere la lente d'ingrandimento sulle scelte del Songini.

La seconda funzione ludico-educativa ha permesso di giocare per imparare insieme. La riflessione condivisa sull'ortografia è stata portata avanti principalmente attraverso il cosiddetto "foto-gioco" del venerdì: una volta pubblicata un'immagine di un luogo della Val Masino o di un animale o oggetto tipico, veniva chiesto di menzionare tutti i nomi che si conoscevano, in valoc', di ciò che era ritratto. Passata una settimana, si forniva la soluzione: la stessa foto veniva ripubblicata, ma questa volta con i nomi (es. Immagine 2).

Immagine 2 – Foto-gioco del venerdì e commenti (pagina Facebook).



La maggior parte di quelli era nota ai ricercatori, ma è capitato che la comunità insegnasse al gruppo di lavoro parole a cui non aveva pensato, o varianti meno note. Questo gioco ha fortemente stimolato l'esercizio della scrittura nei membri della comunità linguistica, che con entusiasmo si sono cimentati, dichiarando di volerci provare nonostante le difficoltà (dice V. prima di cominciare la sua lista: « difficile...ci provo: *querc, guent, pegna* [...]»), nella trasposizione scritta delle parole che fino a quel momento avevano sempre e solo pronunciato a voce. Il fermento era evidente: i partecipanti fornivano liste di nomi, si correggevano a vicenda, integravano gli elenchi forniti da altre persone prima di loro e offrivano nuove varianti. Qualcuno chiede: «*Gent, ma la moieta i l'ha vediida gnegun?*» («Gente, ma la pinza per la brace non l'ha vista nessuno?»), nella parte dedicata ai commenti. Nello scambio successivo si passa all'italiano per descrivere l'utensile a chi non ne conosce il nome dialettale.

Infine, accanto alle tre pubblicazioni pianificate e ricorrenti, ce ne sono altre, più casuali e saltuarie, che hanno permesso alla pagina di svolgere anche la sua funzione informativa: sono state condivise notizie a proposito di attività di promozione delle lingue locali, di concorsi a cui partecipare, sono stati pubblicizzati congressi e conferenze internazionali in cui presentare il progetto (es. Immagine 3). Soprattutto, la pagina consente di tenere informata la comunità sullo

stato di avanzamento dei lavori sul dizionario scritto, in particolare adesso che sta per essere stampato, che i lemmi sono quelli definitivi e l'ortografia è decisa: sarà interessante scoprire insieme, sui social, le parole più curiose del valoc' e commentarne insieme origine e significato.

Immagine 3 – Pubblicazioni di eventi e celebrazioni: conferenza a Sondrio (2024) e premio Tullio de Mauro – Dizionari (2025).



Possiamo confermare che la forma maggiore di interazione sulla pagina è stata, nel rispetto dell'ottica collaborativa alla base del progetto VVV, quella dello scambio. I ricercatori hanno dato nuova vita (digitale e scritta) al valoc' e alla comunità dei suoi parlanti stimolandone le interazioni linguistiche, e la comunità ha ricambiato fornendo contributi spontanei e concreti: opinioni sulle localizzazioni ideali, spunti sulle varianti, suggerimenti su proverbi e modi di dire. Il tutto guidato dall'obiettivo ultimo, ovvero dare alla luce un progetto linguistico figlio della sua comunità di riferimento e di chi ne ha stimolato la riflessione accademica: i ricercatori hanno mediato tra il contributo popolare e il loro ruolo di curatori scientifici, fornendo spiegazioni su usi linguistici dimenticati, proponendo un'ortografia coerente quando era il momento di deciderne una, portando il valoc' in giro per il mondo senza mai dimenticare di aggiornare la comunità di riferimento punto di partenza e di arrivo allo stesso tempo.

3.2. La visibilità del valoc' oggi: dinamiche lessicali, contatto e identità

Nel corso dell'analisi lessicografica e sociolinguistica del valoc' e grazie alle attività proposte in rete sono emersi fenomeni lessicali e morfosintattici di grande interesse, che confermano la vitalità e la complessità del dialetto. Il lessico mostra una forte stratificazione, con lemmi legati alla vita agro-pastorale accanto a termini più recenti, spesso adattati a nuove pratiche sociali. Alcune voci risultano particolarmente rappresentative per la ricchezza di varianti fonetiche

e morfologiche, rivelando processi di variazione interna legati all'età, alla provenienza geografica e ai contesti d'uso (per es.: *enfolarmä* per infervorato che appare con rispettivamente le varianti di Cevo e di San Martino – *enfoiarmä*^{CE}, *infularmä*SM; oppure *perseghè* per pesco, pianta da frutto con la variante di San Martino – *pärsigä*SM). Sul piano dei contatti linguistici si osserva la presenza di prestiti dall'italiano, talvolta integrati morfologicamente, accanto a calchi semantici e a innovazioni lessicali nate per denominare realtà contemporanee, ma anche prestiti dallo spagnolo d'Argentina (per es.: *cosècia* per raccolta, *encomenda* per spedizione, *zapatigìa* per pantofola) e dall'inglese, sempre più presente anche attraverso l'italiano (per es.: *biśnes* per affare, *ghènga* per gruppo e *scèch* per indicare un tipo di ballo).

L'uso del valoc' oggi si caratterizza per una costante alternanza con l'italiano, soprattutto nei contesti informali e familiari, mentre negli ambiti pubblici e digitali il valoc' assume spesso una funzione simbolica e identitaria. Le interviste sociolinguistiche che sono state realizzate più recentemente evidenziano una percezione diffusa del dialetto come elemento fondante dell'identità locale, pur accompagnata dalla consapevolezza di una progressiva riduzione degli usi quotidiani e di una paura di perdere questo patrimonio. Il dialetto è ampiamente riconosciuto come patrimonio culturale da preservare, soprattutto dalle generazioni adulte e anziane, mentre i giovani ne valorizzano soprattutto il ruolo espressivo e identitario.

In questo quadro, l'iniziativa di documentazione, la presenza online e la pubblicazione del dizionario contribuiscono in modo significativo ad accrescere la visibilità del valoc', favorendone il riconoscimento pubblico e la legittimazione come risorsa culturale viva, capace di circolare anche al di fuori dei contesti tradizionali e di riattivare nuove forme di interesse e partecipazione.

4. Risultati e prospettive: la prima edizione ufficiale del dizionario del valoc' e della sua grammatica

La pubblicazione della prima edizione ufficiale del dizionario e della relativa grammatica descrittiva, prevista prossimamente (Scetti/Songini in corso), rappresenta il principale risultato del lavoro pluriennale avviato dal gruppo di ricerca e completerà la collana dei dizionari dialettali dell'IDVV. Il *Dizionario e grammatica applicata del valoc' della Val Masino* (DiGaVV), costituisce il primo tentativo sistematico di documentare in modo organico il valoc' nella sua dimensione lessicale, morfologica e sintattica, integrando materiali storici, dati d'archivio e le più recenti ricerche sul campo.

4.1. Struttura del dizionario e criteri redazionali

Il dizionario si articola in due sezioni principali: il *dizionario valoc'-italiano* con più di 10.000 lemmi, basato sul manoscritto del Songini ma sottoposto a un profondo lavoro di revisione e aggiornamento (con più di 2.000 nuovi lemmi) e una sezione *italiano-valoc'* progettata come strumento d'uso per parlanti e futuri insegnanti/apprendenti. Il tutto è preceduto da una *prefazione*, una *presentazione delle particolarità del dialetto* basata sulle osservazioni di Bracchi (1997) e da una *guida alla lettura e alla consultazione* per facilitarne l'uso. L'opera è completata da una *grammatica descrittiva applicata* suddivisa in dieci punti e accompagnata da esempi: fonetica e ortografia, l'articolo, il sostantivo, l'aggettivo, aggettivi e pronomi determinativi, i pronomi nominali, il verbo, l'avverbio, le preposizioni e le congiunzioni. Infine, due liste elaborate da Songini, tra gli *annessi*, precedono la *bibliografia* conclusiva.

La redazione delle entrate (vedi Immagine 4) segue criteri condivisi e formalizzati dal gruppo di lavoro. La normalizzazione grafica, basata su principi di trasparenza fonetica e coerenza interna, mira a bilanciare la fedeltà alla tradizione orale con le esigenze di leggibilità e

possibilmente insegnamento/apprendimento. Le varianti fonetiche e grafiche, frequenti nei dialetti alpini, sono state registrate ma riportate come forme secondarie, privilegiando una *forma base* che rispecchia gli usi più attestati nelle interviste e nei materiali storici. Già Songini aveva messo in evidenza l'esistenza di una varietà specifica nella località di San Martino (SM), situata in fondo alla valle; una varietà a Cevo (CE), che pur appartenendo amministrativamente al comune di Civo è collocata geograficamente in Val Masino; e infine due varietà, quelle di Filorera (FI) e di Cornolo (CO), oggi ormai confluite nella varietà del centro abitato più popoloso della valle, Cataeggio (CA). Ogni varietà conserva le proprie caratteristiche e identità all'interno del volume, sebbene sia Mario Songini che Fabio Scetti hanno privilegiato la varietà centrale di Cataeggio (CA), in quanto locutori nativi, lo si osserva nella scelta degli esempi e anche nell'elaborazione della grammatica.

I lemmi sono organizzati alfabeticamente e messi in evidenza con il **grassetto**; eventuali varianti sono riportate subito dopo, tra parentesi tonde. A ciascuna voce segue la trascrizione fonetica, racchiusa tra parentesi quadre, così da offrire al lettore o alla lettrice un'indicazione precisa della pronuncia. All'interno della trascrizione compare un apostrofo che segnala la sillaba tonica: abbiamo scelto di collocarlo immediatamente prima del nucleo vocalico, e non davanti all'attacco consonantico come previsto dalla convenzione IPA, per rendere più immediata la lettura, soprattutto nei casi di dittongo, soluzione adottata anche nell'ALiR, *Atlas Linguistique Roman* (Contini, 1996). Dopo la parte fonetica, la categoria grammaticale appare in colore rosso e in *italico* e può essere interpretata facilmente grazie alla lista delle abbreviazioni. Se la voce è soggetta a flessione, sono indicate tra parentesi le informazioni morfologiche: le forme di genere e numero (per nomi e aggettivi) oppure la prima persona singolare del presente indicativo (per i verbi). Va infine precisato che la maggior parte dei sostantivi e degli aggettivi è riportata al maschile singolare, forma che coincide con il maschile plurale; solo in alcuni casi compaiono voci in cui il plurale maschile precede le forme femminili, sia singolare che plurale. Per i verbi vengono fornite, quando necessario, due forme coniugate: quella comune a più varianti e quella divergente, contrassegnata da un asterisco (es. **sprofundi* accanto a *sprofunde* per il verbo *sprofundà*, sprofondare). In queste forme è indicato l'accento tonico, che funge da guida alla lettura. Ogni verbo è presentato all'infinito e nella prima persona singolare del presente indicativo; grazie alla grammatica, il lettore può poi ricostruirne l'intera coniugazione secondo la relativa classe verbale. Il participio passato appare a parte solo quando ha uso aggettivale. Dopo le informazioni morfologiche compaiono la traduzione italiana, accompagnata talvolta da una definizione. La descrizione del lemma può includere diverse accezioni, indicate da numeri progressivi e corredate da esempi d'uso (tratti dalle interviste e dagli audio). Sono inoltre riportate eventuali locuzioni di vario tipo, elencate in modo sistematico. La losanga ◇ segnala il passaggio a un'altra categoria grammaticale all'interno della stessa voce. La sezione si chiude con detti, proverbi, indovinelli o canzoni che contengono il lemma, contrassegnati dalla tilde ~. Infine, alcuni lemmi sono accompagnati da rinvii a lemmi ad essi collegati (*ved.*).

Immagine 4 – Esempi di lemmi tratti dal Dizionario.

asen (o **asent**, **asègn**SM) [as'en] *avv.* bene, nel modo migliore, con senno, nel senso giusto. *Al fà ~ töc' i mesté* fa bene tutti i mestieri. *Botunet scià ~ quèla camiśa* abbottonati bene quella camicia. *Dett.* *Vès ~ essere una persona di senno. Sèt piö asen?* non sei più normale?

lavà [lav'a] *v. tr.* (*läve *lävi*) lavare. **Lavà** *gió loc. verb.* lavare i piatti. **Lavà sō loc. verb.** lavare il pavimento. *Dett.* ~ *la fascia a scanasun* picchiare. ◇ **lavàs** *v. rifl.* (*me läve *me lävi*) lavarsi. *Dett.* ~ *el mè rinunciare o rifiutare un incarico o un problema.*

4.2. Impatto del progetto e scenari di rivitalizzazione linguistica

La pubblicazione del dizionario e della grammatica del valoc' rappresenta un passaggio strategico nei processi di documentazione e rivitalizzazione linguistica del territorio della Val Masino e di tutta la provincia di Sondrio, in linea con i parametri di vitalità linguistica individuati dall'UNESCO (2003). La disponibilità di una risorsa strutturata, scientificamente fondata e ad accesso libero, visto che il Comune di Val Masino vuole regalare una copia del manoscritto ad ogni famiglia, può incidere positivamente sulla trasmissione intergenerazionale, offrendo strumenti concreti sia per l'ambito familiare sia per quello educativo e culturale, e favorendo al contempo una maggiore consapevolezza metalinguistica della comunità (cfr. Berruto 2012, Sobrero/Miglietta 2006). Come evidenziato dagli studi di dialettologia e sociolinguistica italiana, la presenza di dizionari e grammatiche contribuisce alla legittimazione simbolica delle varietà locali, rafforzandone lo status e contrastando i processi di marginalizzazione tipici delle situazioni di contatto complesso e di regressione d'uso (cfr. Trumper/Canobbio 2020). In prospettiva, visto il successo della pagina Facebook, l'evoluzione del dizionario verso una piattaforma digitale interattiva o un'applicazione mobile consentirebbe di ampliare significativamente l'impatto del progetto, integrando funzionalità di ricerca avanzata, materiali audio, strumenti didattici e modalità di partecipazione collaborativa, secondo modelli di lessicografia partecipata e *citizen linguistics* (cfr. Himmelmann 1998, Woodbury 2011). L'ambiente digitale ha inoltre mostrato di essere favorevole a nuove pratiche di uso e di visibilità del valoc' negli spazi online, dove le lingue minoritarie possono acquisire nuove forme di vitalità e di convivialità discorsiva (cfr. Androutsopoulos 2014). In tal senso, il progetto si colloca pienamente all'interno delle più recenti riflessioni teoriche sulla documentazione linguistica come processo dinamico e comunitario, capace di sostenere non solo la conservazione, ma anche il rinnovamento funzionale e simbolico delle lingue in pericolo (cfr. Grenoble/Whaley 2006, Austin/Sallabank 2018).

Conclusioni

Il progetto VVV rappresenta un contributo scientifico rilevante allo studio e alla valorizzazione del valoc', lingua storicamente orale, attraverso un approccio integrato che unisce lessicografia, dialettologia, etnografia e strumenti digitali. La digitalizzazione e rielaborazione del manoscritto di Mario Songini ha permesso non solo di recuperare un patrimonio linguistico inedito, ma anche di trasformarlo in un dizionario dinamico, aggiornabile e accessibile.

Sul piano sociale, il progetto ha rafforzato il legame identitario tra lingua e comunità, coinvolgendo attivamente parlanti residenti ed emigrati in un processo di lessicografia collaborativa. L'uso dei social network come spazio di etnografia digitale ha mostrato come tecnologia e ricerca possano sostenere la vitalità linguistica e favorire nuove pratiche di scrittura. Il connubio tra sapere scientifico e partecipazione comunitaria emerge così come elemento chiave per una documentazione linguistica sostenibile, ridefinendo il ruolo del lessicografo con tutte le sue sfide nella società di oggi (cfr. De Villers 2006).

La pubblicazione del dizionario e della grammatica (Scetti/Songini in corso) segna un traguardo fondamentale per il patrimonio linguistico della Val Masino e della provincia di Sondrio, ma anche di tutta un'Italia che si dimentica troppo spesso della sua eredità e varietà linguistica. In prospettiva, il progetto potrà ampliarsi attraverso ulteriori integrazioni lessicali, nuovi strumenti digitali, aggiornamenti collaborativi e ricerche comparative, consolidando il dizionario come risorsa viva e in continua evoluzione.

Bibliografia

- Aikawa, Takako, 2019, « Crowdsourcing and Collaborative Lexicography in the Digital Age », *International Journal of Lexicography*, 32.1, 1–25.
- Alinei, Mario et al., 1975, *Atlas Linguarum Europae: Introduction*, Assen: Van Gorcum.
- Androutsopoulos, Jannis, 2006, « Introduction: Sociolinguistics and Computer-Mediated Communication », *Journal of Sociolinguistics*, 10.4, 419–438.
- , 2014, « Linguaging when contexts collapse: Audience design in social networking », *Discourse, Context & Media*, 4-5, 62–73.
- Antonioli, Gabriele/Remo Bracchi, 1995, *Dizionario etimologico grosino*, Sondrio: Ramponi Arti Grafiche, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- /---/Giacomo Rinaldi, 2012, *Dizionario etimologico-etnografico grosino [DEEG]*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Austin, Peter Kenneth/Julia Sallabank (a cura di), 2018, *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Bellati, Antonio, 2007, *Dizionario Dialettale Etnografico di Premana*, Lecco: Il corno, IDEVV, [coll. Dizionari Dialettali].
- Berruto, Gaetano, 2012, *Sociolinguistica dell'italiano contemporaneo*, 2^a ed., Roma: Carocci.
- Bianchini, Giovanni/Remo Bracchi, 2004, *Dizionario etimologico dei dialetti della Valtartano*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Bracchi, Remo, 1997, « Profilo dei dialetti della Val Masino », in: Mario Songini (a cura di), *Val Masino, Inventario dei toponimi valtellinesi e valchiavennaschi*, Vol. 23, Villa di Tirano: Poletti, Società Storica Valtellinese, 25–46.
- Branchi, Elisa/Luigi Berti, 2003, *Dizionario tellino*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Brasca, Lissander, 2011, *Scrivere in lombardo. Proposte ortografiche e riflessioni linguistiche*. Milano: Centro Studi Dialetto Lombardo.
- Childs, George T./Jeff Good/Alice Mitchell, 2014, « Beyond the Ancestral Code: Towards a Model for Sociolinguistic Language Documentation », *Language Documentation and Conservation*, 8, 168–191.
- Contini, Michel (a cura di), 1996, *L'Atlas Linguistique Roman*, Vol. I, Tome 1 (*Présentation*), Tome 2 (*Commentaires*), Tome 3 (*Atlas*), Roma: Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato.
- Daigneault, Anne-Lucie/Gregory D.S. Anderson, 2025, « Citizen-Linguists and Decolonial Lexicography: Co-creative Dictionary Building in Grassroots Digital Language Documentation », *Proceedings of COMPUTEL 2025*.
- Della Ferrera, Tarcisio, 2008, *Vocabolario dialettale di Chiuro e Castionetto*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- De Monti, Costantino/Remo Bracchi, 2023, *Dizionario etimologico etnografico dei dialetti di Valdisotto [DEVs]*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- De Villers, Marie-Éva, 2006, *Profession lexicographe*, Montréal: PUM.
- Fiumara, James et al. (a cura di), 2020, *Proceedings of the LREC 2020 Workshop on "Citizen Linguistics in Language Resource Development"*, European Language Resources Association.
- Ghelfi, Anna/Ottavio Olivieri/Remo Bracchi, 2012, *Dizionario etimologico del dialetto di Verceia [DEV]*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Giorgetta, Giovanni/Stefano Ghiggi, 2010, *Vocabolario del dialetto di Villa di Chiavenna*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].

- Grenoble, Lenore A./Lindsay J. Whaley, 2006, *Saving Languages: An Introduction to Language Revitalization*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Himmelmann, Nikolaus P., 1998, « Documentary and descriptive linguistics », *Linguistics*, 36.1, 161–195.
- Iannàccaro, Gabriele, 2000, « Per una semantica più puntuale del concetto di “dato linguistico”: un tentativo di sistematizzazione epistemologica », *Quaderni di Semantica*, 41.1, 21–49.
- Jaberg, Karl/Jakob Jud, 1928–1940, *Sprach- und Sachatlas Italiens und der Südschweiz (AIS)*, Zofingen: Ringier.
- Mambretti, Emanuele/Remo Bracchi, 2011, *Dizionario etimologico-etnografico dei dialetti di Livigno e Trepalle [DELT]*, Sondrio: IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Martocchi, Andrea/Vittorio Dell'Aquila/Fabio Scetti, 2025, « Il ruolo dell'intervistatore nella cooperazione tra parlanti e ricercatori: il progetto “Voci dell'Adda e della Mera. Archivio sonoro dei dialetti di Valtellina e Valchiavenna” », *Oral Archives Journal*, 1, 71–87.
- Meyer, Christian M./Iryna Gurevych, 2012, « Wiktionary: A New Collaborator for Lexicography? », in: Sylviane Granger/Magali Paquot (a cura di), *Electronic Lexicography*, Oxford: Oxford University Press, 259–299.
- Nocentini, Alberto, 2008, *Atlas Linguarum Europae: Cartes et Commentaires*, Roma: Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato.
- Scetti, Fabio/Mario Songini, in corso, *Dizionario e Grammatica applicata del Valoc' della Val Masino [DiGaVV]*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali (in pubblicazione)].
- Scetti, Fabio/Rachel Panckhurst, 2025, « La transmission d'une langue en danger à l'ère du numérique : le cas du valoc', dialecte de la Lombardie septentrionale », in: Rahma Barbara/Jean-Philippe Zouogbo (a cura di), *Transmissions des langues et cultures. Enjeux pour le développement durable, Actes du 3^e congrès du réseau international POCLANDE*, Vol. 1 [Collection plurilinguisme], Paris: OEP, 239–252.
- Scetti Fabio/Federica Salamino, 2020, « Il progetto VVV: lessicografia, informatica e social network al servizio della promozione linguistica », *Italianistica Debrececiensis*, 26, 136–149.
- Scuffi, Sergio, 2005, *Nü'n cuštümàva. Vocabolario dialettale di Samolaco*, Sondrio: Bettini, IDEVV [coll. Dizionari Dialettali].
- Sobrero, Alberto A./Anna Miglietta, 2006, *Introduzione alla linguistica italiana, Vol. II: La variazione e gli usi*, Roma/Bari: Laterza.
- Songini, Mario, 1997, *Inventario dei toponimi valtellinesi e valchiavennaschi: Territorio comunale di Valmasino*, Vol. 23, Tirano: Società Storica Valtellinese.
- , 2006, *La Val Masino e la sua gente*, Sondrio: Società Storica Valtellinese.
- Tavolo permanente per le fonti orali, 2023, *Vademecum per il trattamento delle fonti orali*, Roma: Ministero della Cultura, Direzione generale Archivi, Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Quaderni della Rassegna degli Archivi di Stato, 114.
- Trumper, John/Luciana Canobbio, 2020, *Dialettologia e geolinguistica italiana*, Bologna: Il Mulino.
- UNESCO Ad Hoc Expert Group on Endangered Languages, 2023, *Language Vitality and Endangerment*, International Expert Meeting on UNESCO Programme Safeguarding of Endangered Languages.
- Videsott, Paul/Giovan Battista Pellegrini, 1997–, *Atlante Linguistico ed Etnografico del Trentino-Alto Adige/Südtirol [ALD]*, Bolzano: Istitut Ladin “Micurà de Rü”.
- Woodbury, Anthony C., 2011, « Language documentation », in: Peter Kenneth Austin/Julia Salbank (a cura di), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge: Cambridge University Press, 159–186.

Francoprovençal valaisan : qui sont les patoisants d'aujourd'hui ?

Céline RUMPF, Université de Neuchâtel

Résumé

Cet article propose un état des lieux actualisé de la vitalité du francoprovençal dans le canton suisse du Valais à partir de données de terrain inédites recueillies auprès de 101 patoisants entre 2023 et 2025. Après un examen critique des recensements historiques disponibles et de leurs limites méthodologiques, nous analysons les données à la lumière des catégories de locuteurs (natifs, tardifs, néo-locuteurs) proposées par Matthey et Maître (à paraître). Les résultats révèlent une tendance générale préoccupante quant au maintien de la pratique de la langue.

Zusammenfassung

Dieser Artikel bietet einen aktuellen Überblick über die Vitalität des Frankoprovenzalischen im Schweizer Kanton Wallis auf der Grundlage bisher unveröffentlichter Felddaten, die zwischen 2023 und 2025 bei 101 Sprechern erhoben wurden. Nach einer kritischen Prüfung der verfügbaren historischen Erhebungen und ihrer methodischen Grenzen analysieren wir die Daten im Lichte der von Matthey und Maître (im Erscheinen) vorgeschlagenen Sprecherkategorien (Muttersprachler, Spätlerner, Neusprecher). Die Ergebnisse zeigen einen besorgniserregenden allgemeinen Trend hinsichtlich des Fortbestehens der Sprachpraxis.

Riassunto

Questo articolo offre un quadro aggiornato della vitalità del francoprovenzale nel cantone svizzero del Vallese, sulla base di dati sul campo inediti raccolti presso 101 parlanti tra il 2023 e il 2025. Dopo un esame critico dei censimenti storici disponibili e dei loro limiti metodologici, analizziamo i dati alla luce delle categorie di parlanti (nativi, tardivi, neo-parlanti) proposte da Matthey e Maître (di prossima pubblicazione). I risultati rivelano una tendenza generale preoccupante per quanto riguarda il mantenimento della pratica della lingua.

Abstract

This article provides an updated assessment of the vitality of Francoprovençal in the Swiss canton of Valais, based on original fieldwork data collected from 101 speakers between 2023 and 2025. Following a critical examination of the available historical censuses and their methodological limitations, we analyze the data in light of the categories of speakers proposed by Matthey and Maître (forthcoming) – native, late and neo-speakers. The results reveal a concerning general trend regarding the continued use of the language.

Résumé

Ché artikyo propoujè dè bayè oung cò d'ouèl ch'la vitalité dóou francoprovençal d'óou nouthro tēng èn Valek (Suisse), èn pàrtchèn déi donéé noue kè lèj ôteure y'àn rèkuyè pré dè 101 patuéjànch ènntrè 2023 é 2025. Apré avék biēng étudia lè rēssansēman disponigble è lè low lumète, nēng analizé lè donéé èn empliyēng lè dufēinte katégorie dè lokuteur (nàtif, tàrdif, patuéjàn nòou) k'lè fòuran propòjaye pè Matthey é Maître (dàbò chayik). Chēng k' nēng pòchoúk vèrr yèss kè lú tândâss jénérale l'èss ènkietànta pò chēng k'y è dè mantūnyè la pratika dè la lēngwa.

1. Introduction

La Suisse est couramment présentée comme un modèle de coexistence entre quatre langues nationales. Pourtant, comme le suggère le titre de l'article de Glaser et al. (2024), *Von der viersprachigen zur vielsprachigen Schweiz*,¹ cette image officielle masque une réalité bien plus complexe qu'elle ne le laisse paraître. Les situations linguistiques varient considérablement d'une région à l'autre, notamment en ce qui concerne la pratique des dialectes. En Suisse alémanique, la diglossie entre dialecte et allemand standard reste une pratique vivante et quotidienne ; en Suisse italophone, les parlers locaux se maintiennent dans de nombreux contextes (Schmid 2024), mais en Suisse romande, « la tradition vernaculaire a presque disparu » (Knecht 1989, 127). Ainsi, à partir de la première moitié du XIX^e siècle, la situation diglossique de la région romande commence à s'effacer pour deux raisons. D'un côté, le principe de libre établissement sur le territoire helvétique favorise les migrations internes et fait du français la *lingua franca* dans l'espace romand (Kristol 2024, 91). De l'autre, s'est peu à peu imposée l'idée dévastatrice, importée de France, selon laquelle la connaissance du 'patois',² ou de toute autre langue, constituerait un obstacle à la bonne maîtrise du français (*ibid.*).

Ces deux dynamiques conjuguées ont conduit à une rupture linguistique dans laquelle les patois de Suisse romande, et notamment le francoprovençal, sont menacés de disparaître. Il est à noter que ce n'est que récemment que la Confédération suisse, pourtant reconnue pour son ouverture envers la promotion du plurilinguisme traditionnel, s'est résolue à adopter des mesures en faveur du francoprovençal. Cette décision a été prise après la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires et sous la pression des cantons 'patoisants', tels que Fribourg et le Valais, qui ont quant à eux adopté des politiques plus proactives depuis le début du XXI^e siècle (Meune 2026). Dans ce paysage linguistique, le cas du Valais offre un terrain d'observation privilégié, puisque c'est le canton qui, comme nous le verrons, a conservé le plus longtemps un usage vivant ou des traces d'usage du patois, malgré la longue absence de politique linguistique structurée en faveur de cette langue.

Cet article propose un état des lieux actualisé de la vitalité du patois en Valais, à partir de données de terrain inédites recueillies auprès de 101 patoisants entre 2023 et 2025. L'enjeu n'est pas seulement de compter les locuteurs, mais de caractériser les personnes qui le parlent encore et d'interpréter ce que nous dit le profil de ces locuteurs sur l'avenir du francoprovençal valaisan. Avant de présenter et d'analyser nos données de terrain, nous passerons en revue les recensements historiques sur le patois, puis le cadre théorique retenu pour notre analyse.

2. Historique des recensements de patoisants en Suisse romande

Dans cette section, nous allons faire un tour d'horizon des recensements réalisés pour dénombrer les locuteurs de dialectes gallo-romans de la partie francophone de la Suisse, que l'on appelle plus communément 'Suisse romande', pour dresser un état des lieux de la vitalité de ces patois jusqu'à nos jours. Afin de faciliter la compréhension, nous avons représenté les données sous forme de cartes, réalisées dans le projet R pour le calcul statistique (*R Project for Statistical Computing*, R Core Team 2023), avec le paquet (*package*) *ggplot 2* (Wickham 2016). Un même code couleur est appliqué à l'ensemble des cartes de cette section, suivant une échelle continue

¹ « D'une Suisse quadrilingue à une Suisse multilingue » (notre traduction).

² Nous connaissons des connotations négatives que peut avoir, dans certains contextes, le terme 'patois', mais nous utilisons le glottonyme sans guillemets, puisqu'en Suisse, il est souvent employé de façon neutre, en particulier par les locuteurs eux-mêmes, dans le sens de 'parler local' – ou, plus précisément, de 'parler local de Suisse romande'.

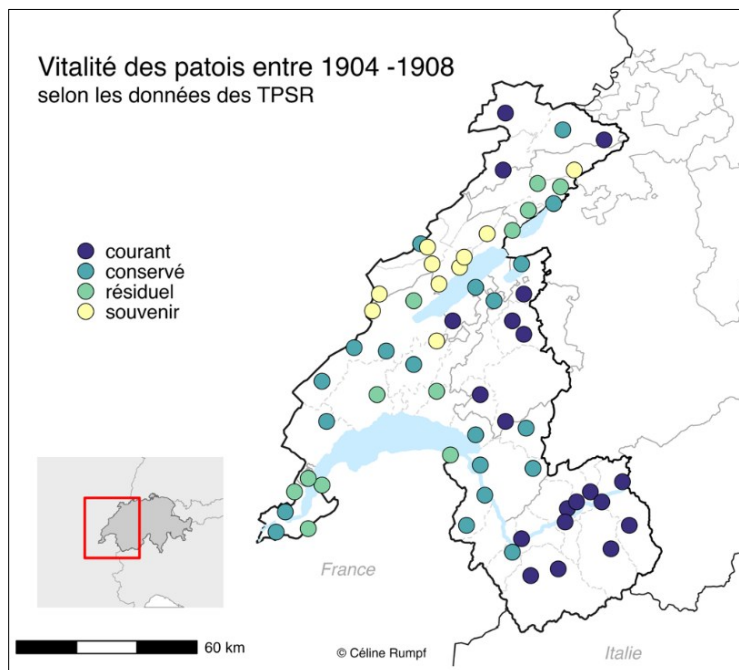
fondée sur la palette *mako* du paquet *viridis* (Garnier et al. 2023), qui contraste les données entre couleurs plus claires et plus foncées pour illustrer la vitalité des patois sur le territoire.

2.1. Le recensement du Glossaire

Le premier recensement à considérer est celui réalisé dans le cadre du Glossaire des Patois de la Suisse romande (GPSR) entre 1904 et 1907. Les enquêteurs ont couvert « l'ensemble des divisions dialectales du pays » (Gauchat et al. 1925, V) en faisant réaliser à au moins un témoin par localité, une tâche de traduction de phrases. À l'issue de ces enquêtes, les dialectologues ont évalué la vitalité du patois sur trois niveaux : celui du témoin, celui de la localité et celui du canton.

Les analyses des locuteurs reflètent une grande hétérogénéité de compétences, allant du sujet « médiocre » (*ibid.*, 160) à celui qui « parle très couramment le patois » (*ibid.*, 168), en passant par les intermédiaires tels que « ne possède pas à fond le patois » (*ibid.*, 167) ou « Patois assez bien conservé » (*ibid.*, 166). Concernant les localités, on peut retrouver des commentaires qui indiquent que dans certaines localités, comme Prahins (Vaud), on ne compte plus que quelques vieillards locuteurs de patois, tandis que, dans d'autres, le patois reste la langue employée de l'ensemble de la population, comme à Grimentz (Valais). À partir de ces données, nous avons pu créer la carte 1, qui représente la vitalité du patois entre 1904 et 1908.³

Carte 1



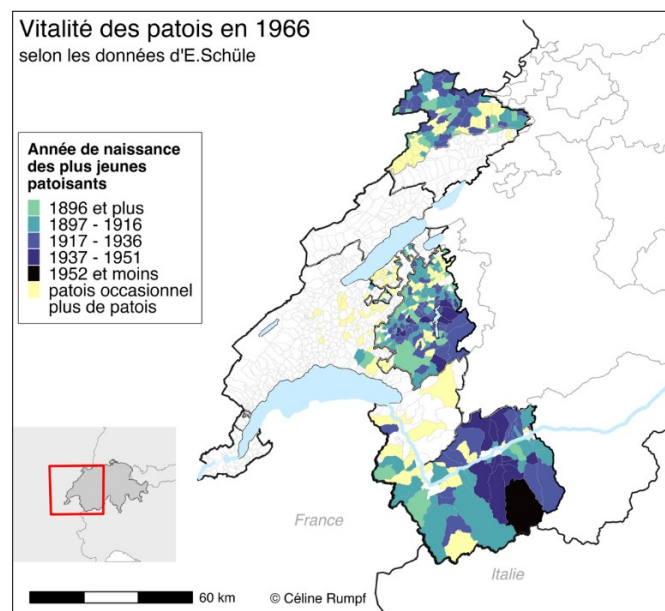
³ Pour plusieurs localités, les auteurs n'ont pas explicitement exprimé le degré de vitalité du patois ; nous avons donc déduit la situation dialectale à partir des commentaires généraux disponibles. Nous pensons par exemple aux localités vaudoises de Vullierens, Montpreveyres, Charney, Roche, Ormont-Dessus, dont nous avons déduit le statut grâce au commentaire fourni sur le canton : « Le patois n'est généralement plus parlé que dans des localités situées en dehors des grandes voies de communication et par un petit nombre de personnes âgées. Dans certaines régions, surtout au nord et au sud-ouest du canton, il a presque complètement disparu » (Gauchat et al. 1925, 160).

Les points fonnés, qui correspondent aux localités où le patois est encore vivant, se concentrent massivement en Valais, dans le Jura⁴ et dans le canton de Fribourg. À l'inverse, les points plus clairs dominent dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Berne et Genève, où le patois est alors éteint ou en voie d'extinction rapide. En fait, à Neuchâtel, la rupture avec les patois est totale. On estime que, déjà en 1904, les derniers locuteurs s'éteignent, et ces témoins eux-mêmes « n'ont généralement connu qu'un idiome déjà en décadence » (*ibid.*, 166). À Genève, la situation est comparable, car, malgré la proximité avec les locuteurs savoyards encore actifs, « les jeunes générations l'ont abandonné [le patois] et il n'est plus pratiqué que par quelques personnes âgées » (*ibid.*, 164). Dans les cantons de Vaud et de Berne, les enquêteurs estiment que les grandes voies de communication ont accéléré la disparition des patois et qu'on ne retrouve donc des patoisants que dans les localités plus rurales (*ibid.*, 160).

2.2. L'enquête de vitalité de 1966

Quelques décennies plus tard, le dialectologue Ernest Schüle publie, dans le cadre de l'*Atlas de la Suisse*, une carte intitulée *Vitalité du patois en 1966*. Celle-ci actualise les données récoltées 60 ans plus tôt (v. 2.1) en élargissant l'approche. On connaît peu de choses sur la méthodologie, si ce n'est que c'était une enquête par correspondance (Knecht 1989), « systématique, commune par commune, sur l'âge des personnes indigènes qui utilisent encore le patois comme langue de tous les jours » (Rapport du GPSR 1969, 69-70 ; 1967/1968, 12). Ces données ajoutent ainsi une dimension nouvelle à ce recensement, puisqu'elles intègrent des informations sur l'âge des locuteurs qui pratiquent encore le patois dans chacune des communes concernées. Par ailleurs, seules les réponses des témoins masculins ont été prises en compte pour l'analyse, puisque, selon Schüle (1976), les femmes ont déjà largement abandonné la pratique du patois à cette époque.

Carte 2



⁴ Dans les données originales, l'actuel canton du Jura, devenu canton indépendant en 1979, faisait partie du canton de Berne, mais par souci d'intelligibilité, nous appellerons le territoire concerné 'Jura' dans l'ensemble de cet article.

La carte de Schüle (carte 2)⁵ s'inscrit dans la continuité d'un constat formulé déjà par les enquêteurs du Glossaire : on ne trouve plus de jeunes locuteurs de patois que dans les localités plus rurales. La comparaison des deux sources permet de mesurer, sur un demi-siècle, le niveau de dégradation du patois. Sans surprise, là où le patois avait déjà disparu, comme à Neuchâtel, aucune nouvelle cohorte de dialectophones n'a émergé. Là où il était en grand danger, il a soit complètement disparu, comme à Genève et à Berne, soit atteint un stade de quasi-extinction, comme dans le canton de Vaud.

La situation est tout autre dans les cantons où le patois résiste mieux. À Fribourg et dans le canton du Jura, les données de Schüle confirment ce que le Glossaire signalait déjà, c'est-à-dire que le patois est utilisé encore quotidiennement par les personnes d'âge mûr. De plus, le maillage plus fin de cette deuxième enquête révèle que le patois est quand même la langue courante des hommes entre 15 et 30 ans dans plusieurs communes de ces deux cantons. Finalement, fait remarquable, en Valais, sur les 73 communes recensées, seules dix déclarent ne plus avoir de patoisants (Bramois, Collombey-Muraz, Dorénaz, Martigny, Monthey, Port-Valais, Saint-Gingolph, Saint-Maurice, Sierre et Sion). On notera ici qu'Évolène se distingue (en bleu très foncé), puisque c'est la seule commune romande où se trouvent des locuteurs de patois âgés de 15 ans et moins.

Si le recul est indéniable depuis le début du XX^e siècle, la carte de Schüle en 1966 fait état d'une pratique du patois quotidienne dans 337 communes romandes sur les 939 de l'époque, soit près de 28 %.

2.3. Les derniers chiffres connus

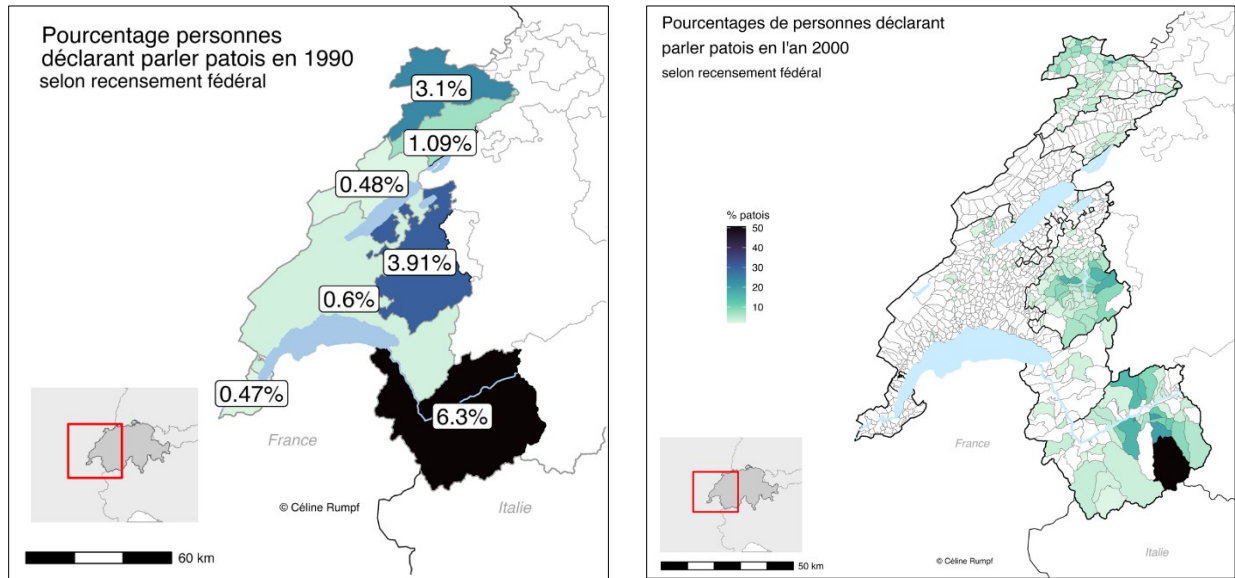
Les dernières données à grande échelle sur la pratique du patois proviennent des recensements fédéraux (Office Fédéral de la Statistique), qui intègrent, à deux reprises, une question sur les pratiques dialectales (Kristol 1998), en 1990 puis en 2000. Par la suite, la question sur la pratique du patois a été abandonnée et aucun recensement comparable n'a pris le relais. Les résultats du recensement fédéral de 1990 (carte 3) confirment que le Jura (3,1 %), Fribourg (3,91 %) et surtout le Valais (6,3 %) sont les trois régions où le patois est encore le plus pratiqué. Néanmoins, ces données restent difficiles à interpréter, car des cantons comme Vaud, (0,6 %), Neuchâtel (0,48 %), Genève (0,47 %) et Berne (1,09 %) affichent des taux de pratique surprenants, alors que les derniers locuteurs de ces cantons étaient déjà très âgés ou avaient même disparu avant 1990, comme en témoignait déjà l'enquête de 1966 (carte 2). Ces incohérences seront discutées au point 2.4.

Les données du recensement de 2000 (carte 4) semblent, elles, plus cohérentes avec ce que l'on sait de la situation dialectale. Les anomalies observées en 1990 s'estompent, car la majeure partie de la Suisse romande apparaît avec des taux très faibles, ce qui signifie que la pratique régulière du patois y est devenue statistiquement marginale, voire inexistante. Les cantons de Neuchâtel, Vaud, Berne et Genève ne présentent plus aucune concentration notable de patoisants, ce qui est bien plus conforme à la réalité documentée depuis le début du XX^e siècle (v. 2.1). Les taux les plus élevés se concentrent dans le Jura, dans le canton de Fribourg et surtout en Valais. Evolène se distingue, cette fois, de façon particulièrement spectaculaire, avec un taux de 44,7 %, ce qui en fait

⁵ La reconstitution de cette carte a soulevé un problème méthodologique important, puisque, sur la carte originale, les zones où le patois est pratiqué par des locuteurs de plus de 70 ans et celles où il est d'usage occasionnel chez les moins de 50 ans sont représentées par des couleurs très proches, ce qui rend les deux catégories quasiment indistinguables. Nous avons fait le choix de fusionner les deux catégories et de considérer les zones concernées comme représentatives des locuteurs de plus de 70 ans, car nous estimons que si les moins de 50 ans peuvent occasionnellement parler patois, leurs aînés de vingt ans sont aussi capables de le parler.

un cas absolument unique en Suisse romande et confirme ce que toutes les enquêtes précédentes signalaient déjà, avec une pratique du francoprovençal encore très ancrée.

Cartes 3 et 4



2.4. Les limites de ces recensements

Avant d'examiner leurs limites méthodologiques respectives, il convient de rappeler que ces recensements ne sont pas de simples relevés neutres de la réalité linguistique, mais des instruments à part entière de 'gouvernementalité', engagés dans des projets politiques qui dépassent la seule description scientifique (Duchêne/Humbert 2018). Cette dimension n'est pas propre au contexte suisse, car elle s'inscrit dans une longue tradition européenne de recensements linguistiques, dont l'histoire remonte au XIX^e siècle et dont les motivations ont toujours été mêlées à des enjeux d'administration et de politique nationale. Les recensements historiques des patois participent à cette histoire. Nous pensons notamment à la fameuse enquête-questionnaire dirigée par l'abbé Grégoire (1794), qui, en cherchant à recenser les langues – autre que le français – parlées en France, a servi de socle politique pour lancer le processus d'éradication des patois. Aujourd'hui, c'est un organisme étatique, l'Office Fédéral de la Statistique, qui a limité la collecte de données linguistiques à des recensements par échantillonnage (*ibid.*, 13-14) et c'est la raison pour laquelle nous ne connaissons plus la situation actuelle des patois gallo-romans à grande échelle en Suisse.

Les quatre recensements évoqués pour la Suisse partagent cependant une limite fondamentale, plus directement méthodologique, à des degrés divers. C'est surtout la fiabilité des données qui est à remettre en cause, notamment à cause du biais qu'introduit la méthodologie basée sur l'autoreprésentation des locuteurs de leur compétence en patois, l'approche consistant à demander aux locuteurs d'évaluer eux-mêmes leur pratique linguistique, sans validation externe (Avanzi/Thibault 2018). Comme le montre Kristol (1998), cette approche est source de biais importants, car elle ne permet pas de distinguer la connaissance passive de la pratique active, ce qui peut amener les répondants à surestimer leur usage du patois ou au contraire à le minimiser. De fait, l'enquête du GPSR se distingue par la qualité de ses données, puisque la compétence des témoins est évaluée

directement par des dialectologues, ce qui évite le biais d'autoreprésentation des témoins concernant leur propre compétence. Cette méthode n'élimine néanmoins pas tout risque de biais ; elle peut en introduire de nouveaux, du côté des dialectologues eux-mêmes. Par exemple, la description des locuteurs et de leur patois repose principalement sur leur prononciation, leur accent, la conservation ou non de certaines caractéristiques phonétiques du patois local, plutôt que sur leur capacité à construire des phrases complexes et grammaticalement correctes en patois. De surcroît, la limite principale de cette enquête est son faible volume de données : 75 locuteurs ont été interrogés sur les 62 points d'enquête couverts, soit un à deux témoins par point, ce qui ne permet pas de produire des statistiques représentatives.

Et si l'enquête de Schüle, en 1966, résout ce problème de volume en couvrant l'ensemble des communes romandes, elle soulève en contrepartie des questions méthodologiques sérieuses. On ignore quel était le questionnaire, qui y a répondu, combien de personnes par commune ont été consultées et dans quelle mesure les données reflètent une autoreprésentation des locuteurs plutôt qu'une observation externe. Les récentes études de terrain permettent précisément de mesurer les conséquences de cette opacité méthodologique et renforcent l'hypothèse d'une autoreprésentation. En effet, les enquêtes réalisées dans le cadre du projet ASPAJU (Avanzi et al. 2025) ont permis de mettre en évidence plusieurs incohérences entre les résultats de Schüle et ce que l'on retrouve effectivement aujourd'hui dans le canton du Jura. Dans les communes de Miécourt et de Montsevelier, il a été impossible de trouver des locuteurs de patois, alors que la carte de 1966 attestait que le patois était la langue usuelle de la plupart des hommes qui devraient aujourd'hui avoir entre 75 et 88 ans.

Les recensements de l'OFS de 1990 (carte 3) et 2000 (carte 4) présentent le volume de données le plus important, mais leur qualité souffre aussi de cette limite fondamentale liée à l'autoreprésentation. D'ailleurs, Kristol (1998) pointe ces faiblesses en remarquant que, selon les résultats de 1990, dans le canton de Neuchâtel, 572 personnes ont déclaré parler habituellement le patois, alors que les derniers locuteurs avaient disparu depuis près d'un siècle. Le recensement de 2000 (carte 4) semble corriger partiellement ces anomalies, et ses résultats paraissent plus conformes à la réalité dialectale connue, même si un écart demeure. Une hypothèse pour expliquer ce dernier est que certaines personnes ont compris le terme 'patois' dans le sens de 'variété de français parlée en Suisse' (Lüdi/Werlen 2005, 39, 82). Deux recensements successifs (Schüle 1966, carte 2 ; OFS 1990, carte 3) ayant produit des données particulièrement discutables, il serait en tout cas hasardeux d'accorder une confiance aveugle à ces chiffres, même lorsqu'ils ont l'air d'être cohérents.

Ces limites méthodologiques éclairent aussi, plus largement, une évolution de la linguistique comme discipline, dont les préoccupations ont sensiblement changé entre la fin du XIX^e et la fin du XX^e siècle (Austin/Sallabank 2023). Le premier de ces quatre recensements (GPSR) relève d'une tradition de dialectologie descriptive et philologique typique de son époque, comparable par son esprit aux grandes enquêtes de terrain nord-américaines associées à Franz Boas et à ses élèves (Rosenblum/Berez 2010), qui privilégiaient l'observation directe et l'enregistrement minutieux des langues sur le terrain, dans un souci avant tout documentaire. Cette tradition descriptive perd cependant du terrain au cours du XX^e siècle, la linguistique se tournant davantage vers une approche théorique et formaliste, au détriment du travail de terrain. Ce n'est qu'au tournant des années 1990, avec l'alerte lancée par un numéro spécial de la revue *Language* consacré aux langues en danger (Hale 1992) et avec la publication, la même année, de l'ouvrage fondateur de Fishman (1991) sur l'inversion du changement linguistique (« reversing language shift »), que la documentation de terrain retrouve une légitimité scientifique. Ce tournant s'est rapidement institutionnalisé, puisque,

dans la décennie qui suit, plusieurs fondations et programmes de financement dédiés à la documentation des langues en danger voient le jour, ainsi que des formations spécialisées dans plusieurs universités (Sallabank/Austin 2023).

Or, contrairement à cette évolution en cours, les recensements de l'OFS de 1990 et 2000 continuent de reposer sur une simple question sur autoreprésentation, sans jamais intégrer les critères multiples que la discipline développe alors. Ce décalage entre les avancées théoriques du champ et la méthode encore sommaire des recensements officiels peut expliquer pourquoi les chercheurs se sont progressivement tournés vers des enquêtes qualitatives de terrain, mieux à même d'intégrer ces critères plus fins (Kristol 1998). D'ailleurs, ces enquêtes ont précisément permis de mieux cerner ce que les recensements ne pouvaient pas capturer : non seulement l'état de la transmission intergénérationnelle, mais aussi la diversité des profils de locuteurs qui composent aujourd'hui la communauté de patoisants.

3. Évaluer la vitalité d'un dialecte en danger

Malgré leurs limites respectives, ces quatre recensements dessinent tous une même tendance, qui est celle de l'absence de renouvellement des locuteurs. On parle ainsi d'interruption de transmission intergénérationnelle, c'est-à-dire de la transmission qui se fait « sur les genoux » (Matthey 2022, 351) des parents et/ou grands-parents de la famille. Au vu des derniers résultats présentés ci-dessus, il semble que la transmission se soit interrompue dans l'ensemble de la Suisse romande, à l'exception notable d'Évolène. C'est précisément ce constat qui rend d'autant plus nécessaire une quantification rigoureuse de la vitalité du patois et de son corollaire, la menace de disparition du patois. Si la démarche n'est pas radicalement nouvelle, puisque les dialectologues du siècle passé cherchaient, eux aussi, à identifier les locuteurs de patois, les objectifs sont différents. Ce qui a changé, c'est la volonté de systématiser cette méthodologie et d'en affiner les critères pour comprendre comment caractériser le degré de danger, en développant des méthodes plus fiables que les recensements.

Parmi les critères reconnus comme fondamentaux, il y a donc celui de la transmission intergénérationnelle, dont l'importance a été établie par les travaux fondateurs de Fishman (1991), qui voit dans l'interruption de la transmission le premier indicateur de la menace pesant sur une langue. Ce critère a ensuite été repris – aux côtés, notamment, des domaines d'usage de la langue, des politiques institutionnelles et de l'attitude des locuteurs envers elle – dans l'échelle à neuf facteurs élaborée par l'UNESCO (2003), qui servira par la suite de base à *l'Atlas of the world's languages in danger* (Moseley 2010). Reprenant cette échelle, Grenoble et Whaley (2006) rappellent qu'aucun facteur pris isolément ne suffit à rendre compte de la vitalité d'une langue, tout en concluant que la transmission intergénérationnelle demeure malgré tout le facteur le plus déterminant (*ibid.*, 13). C'est précisément l'incapacité de l'échelle de l'UNESCO à combiner ses neuf facteurs en un résultat (*score*) global cohérent que critiquent Lee et van Way (2016), qui proposent alors l'indice LEI (*Language Endangerment Index*) – concept qu'on pourrait traduire par 'indice de mise en danger linguistique' –, un outil conçu pour évaluer le niveau de menace auquel fait face n'importe quelle langue, quelle que soit la quantité d'informations disponibles sur celle-ci. L'exemple du wutun, en Chine, est éclairant : cette langue est en danger non pas parce que sa transmission est interrompue, mais parce que son usage est cantonné aux foyers et à la vie au village (Dwyer 2012). Le LEI intègre donc, dans son calcul, des critères complémentaires tels que les domaines d'usage, la tendance de l'évolution du nombre de locuteurs et leur nombre absolu, en plus de la transmission intergénérationnelle. On atteint ainsi un affinage des résultats qui permet par exemple à Regis (2017) de statuer que le francoprovençal est peu, voire pas du tout en danger

dans la Vallée d'Aoste, alors qu'il l'est beaucoup plus dans le Piémont. L'*Atlas* de l'UNESCO, quant à lui, qualifie simplement le francoprovençal comme étant « en danger », tout en indiquant que le degré de fiabilité de ses résultats est de 60 %. Zulato, Kasstan et Nagy (2018) ont pourtant fait le choix, dans leur synthèse sur la vitalité du francoprovençal à l'échelle internationale, de retenir le cadre de l'UNESCO plutôt que le LEI. Ce choix traduit une préférence pour un outil qui laisse place à la description qualitative de chaque variété, plutôt que de viser un indice synthétique unique, jugé trop réducteur pour rendre compte de situations sociolinguistiques aussi hétérogènes que celles du domaine francoprovençal. C'est cette même tension entre quantification et prise en compte de la singularité des situations locales qui va nous occuper dans la section suivante, à propos des critères mobilisés pour analyser le francoprovençal valaisan.

3.1. Des profils de locuteurs comme outils d'analyse

Les critères retenus dans les études sociolinguistiques récentes sur le francoprovençal présentent plusieurs points communs avec ceux de l'indice LEI. La transmission intergénérationnelle y occupe une place centrale et constitue un critère régulièrement cité dans les analyses sociolinguistiques du francoprovençal (Matthey 2012 ; Matthey/Maître/Greub 2025 ; Matthey/Maître 2026, 2007 ; Maître/Matthey, 2004, 2003). Les critères comme les domaines d'usage ou la tendance de l'évolution du nombre de locuteurs sont également documentés, bien qu'ils n'apparaissent pas sous ces termes. La différence avec le LEI est cependant d'ordre méthodologique. Les études sur les patois suisses romands ne visent pas à comparer les régions entre elles sur une échelle graduée et n'attribuent pas de score de vitalité. Il s'agit plutôt de rendre compte de la situation de chaque communauté dans sa singularité, comme le fait par exemple Meune (2012) en comparant locuteurs gruériens et locuteurs vaudois. Par ailleurs, là où Lee et van Way (2016) ne différencient pas les locuteurs natifs (*native speakers*), les semi-locuteurs (*semi-speakers*) et les locuteurs de langue d'héritage (*heritage speakers*) (*ibid.*, 279), c'est-à-dire qu'ils ne prennent pas en compte le type de socialisation de leurs témoins, les études sur la vitalité des patois de l'espace gallo-roman ont quant à elles largement intégré cette dimension. C'est que, comme le soulignent Bert et Costa (2009) :

[...] au-delà des chiffres [produits par les recensements], la gamme des différents profils de locuteurs, aux parcours et aux compétences variés, et la proportion de ces différents profils sont des paramètres essentiels pour évaluer la vitalité d'une langue. (33)

Matthey (2012) illustre cette dimension en comparant et analysant la transmission intergénérationnelle au sein de deux familles d'Évolène. Matthey et Maître (2007), eux aussi, croisent les variables d'âge, de socialisation en patois et de choix de langue dans la communauté évolénarde pour rendre compte de la situation linguistique du lieu. Ces études illustrent l'importance accordée au profil des locuteurs dans l'analyse de la vitalité du francoprovençal.

3.2. Typologie des locuteurs et démarche méthodologique

Cette approche descriptive a permis une avancée importante pour l'étude de la situation valaisanne, puisqu'elle a décomposé la population de patoisants en fonction de leur type de « socialisation langagière » (Lambert 2021, citée dans Matthey/Maître à paraître). Pour notre recherche, nous considérerons les trois catégories de socialisation proposées par Matthey et Maître (à par.) : les locuteurs natifs, les locuteurs tardifs et les néolocuteurs.⁶ Précisons d'emblée que le

⁶ Nous utilisons ces notions tout en gardant à l'esprit qu'elles peuvent être améliorées (Baxter 2021).

patois valaisan reste une langue traditionnellement orale et qu'il ne dispose d'une graphie commune que depuis peu (Maître/Pannatier 2009). Ceci explique en partie pourquoi il est très peu pratiqué à l'écrit. De ce fait, les catégories de locuteurs que nous utilisons pour cette recherche, ainsi que la distinction entre compétence active et passive, s'entendent donc exclusivement à l'oral.

Les locuteurs *natifs* sont les locuteurs qui ont eu une socialisation en patois depuis l'enfance et à qui le patois a été transmis par les parents et grands-parents. Ils parlent quotidiennement le patois. Les locuteurs *tardifs* sont ceux qui ont eu une socialisation en patois ou du moins une exposition au patois dans leur enfance – comme dans les cas répertoriés par Kasstan (2019, 155 note 3), Bert (2009) et (Dorian 1981) –, et qui, par la suite, ont (ré)activé leur compétence de communication dans cette langue. Ces locuteurs sont nommés *tardifs* puisqu'ils ont été plus ou moins longtemps des locuteurs *passifs*, et que le patois est la langue qu'ils n'ont « [j]amais utilisée au cours de leurs conversations » (Bichurina/Dunoyer 2021, 42), bien qu'ils puissent l'entendre régulièrement. La distinction entre *tardif* et *néolocuteur* repose uniquement sur la présence ou l'absence d'une exposition précoce. Ainsi, nous classons comme *néolocuteur* tout témoin qui n'a pas eu d'exposition au patois « à la maison ou au sein de [sa] communauté, mais qui l'[acquiert] plutôt par le biais de l'immersion ou de programmes éducatifs bilingues, de projets de revitalisation ou en tant qu'[apprenant] » (O'Rourke et al. 2015, 1 ; notre traduction). Il faut noter que la définition des *néolocuteurs* (*new speakers* dans la littérature en anglais) varie sensiblement d'un contexte linguistique à l'autre. Que l'on parle de « new Catalans » (Woolard 1989), d'« euskaldun berriak » (Urla 1993) ou de « néo-Bretonnants » (Jones 1998), chacun de ces profils de locuteurs a ses caractéristiques propres, façonnées par la situation linguistique (Kasstan 2017, 3-4).

La question qui guide la présente étude est simple : qui parle encore patois en Valais aujourd'hui ? Y répondre suppose de ne pas se contenter d'un chiffre global de locuteurs, car, comme le soulignent Grinevald et Bert (2011, 47), c'est précisément lorsque la vitalité d'une langue décroît que la description de la population de ses locuteurs se complexifie, lorsqu'émerge la singularité de chaque localité – une réalité qu'un indice de vitalité global, aussi affiné soit-il, ne peut rendre visible. Or, qu'il s'agisse de l'indice composite du LEI ou des catégories de l'échelle à neuf facteurs de l'UNESCO, ces deux outils poursuivent le même objectif final : statuer sur le degré de danger d'extinction auquel est exposée une langue ou une variété. Notre objectif est différent et se situe en amont d'une telle évaluation, puisqu'il s'agit avant tout de dresser un état des lieux et de préciser qui parle encore patois en Valais aujourd'hui, dans une perspective avant tout descriptive plutôt que dans le but d'aboutir à un score global ou à une 'catégorie de danger'. C'est pourquoi l'approche de Matthey et Maître (à par.), qui rend compte de chaque communauté dans sa singularité sans chercher à apporter une conclusion définitive quant au 'degré de danger', nous semble mieux adaptée à nos données. Nous retenons cependant de l'indice LEI les critères de la transmission intergénérationnelle et du nombre absolu de locuteurs, dans la mesure où ils présentent l'avantage, comme le soulignent les auteurs, d'être évaluables indépendamment de la quantité d'informations disponibles sur une langue donnée (Lee/van Way 2016). Nous les mobilisons ici non pas pour produire un *indice* de danger, mais comme grille de lecture complémentaire, permettant d'enrichir notre état des lieux descriptif, en les mettant en regard des travaux de Matthey et Maître. C'est grâce à cette mise en correspondance qu'il a été possible de dégager une tendance imperceptible dans les recensements traditionnels. En effet, sur l'ensemble du territoire romand, si le nombre de locuteurs natifs diminue inexorablement, celui des locuteurs tardifs et des néolocuteurs croît, ce que Matthey et Maître (à par.) interprètent comme un « signe de résilience » des dialectes gallo-romans.

Il se dégage une hypothèse commune, sous-jacente dans l'ensemble des recensements et études présentés jusqu'ici : celle d'un déclin continu du nombre de patoisants à travers le temps, affectant

l'ensemble du territoire romand et, désormais, jusqu'au Valais lui-même. C'est cette hypothèse que la présente étude se propose d'explicitier et de vérifier à l'échelle du Valais. Notre démarche répond par ailleurs à un besoin resté jusqu'ici sans réponse qui est que, depuis les derniers recensements sociolinguistiques menés au tournant des années 2000 (v. 2), aucune enquête d'ampleur n'a permis d'actualiser l'état des lieux du francoprovençal valaisan, les données disponibles reposant le plus souvent sur un nombre restreint de témoins par localité. La présente étude entend contribuer à combler cette lacune, puisqu'elle est fondée sur des données quantitatives fournies par plusieurs dizaines de témoins par secteur géographique, tout en conservant la finesse de l'analyse qualitative que permet l'entretien en face-à-face. C'est cette double ambition qui constitue l'apport principal de cet article à l'étude de la vitalité du francoprovençal valaisan.

4. Portrait sociolinguistique des patoisants valaisans d'aujourd'hui

Les sections précédentes ont posé le cadre théorique et méthodologique nécessaire à l'analyse des données recueillies auprès des patoisants valaisans. Nous examinerons à présent dans quelle mesure les critères et catégories de locuteurs présentés précédemment se retrouvent dans nos données et comment il est possible, à partir de ces résultats, de dresser un état de la vitalité du patois en Valais aujourd'hui.

4.1. Description des données

Les données ont été récoltées entre juin 2023 et septembre 2025, au cours de trois voyages d'enquête entrepris avec des étudiants de bachelor en dialectologie de l'Université de Neuchâtel. Le premier voyage, en juin 2023, a porté sur les localités d'Évolène et de Savièse, où 28 locuteurs ont été interrogés. Le deuxième, en 2024, a couvert Bagnes, Isérables, Hérémence et Nendaz, portant le total à 74 locuteurs. En septembre 2025, le troisième et dernier voyage, entre Anniviers, Mont-Noble et l'Ancien Lens⁷ a permis d'avoir rencontré au total 101 patoisants.

Notre enquête consistait en un questionnaire sociolinguistique, qui précédait une activité de traduction. Le seul critère retenu pour sélectionner les témoins concernait la capacité du locuteur à réaliser la tâche de traduction, indépendamment de la qualité de cette traduction. Nous ne cherchions pas à évaluer une compétence conversationnelle en tant que telle, mais seulement l'aptitude à formuler en patois les phrases proposées. Le questionnaire était structuré autour de deux volets. Le premier, formel, portait sur l'âge, le genre, le domicile, la profession et les langues parlées du témoin. Le second volet, plus libre,⁸ s'intéressait à l'acquisition du patois, sa transmission, ses contextes de pratique, l'intercompréhension dialectale et le regard porté sur le patois. Notre analyse se concentre ici sur trois variables : le genre, l'âge et le profil de locuteur. Elles ont été retenues pour leur pertinence directe par rapport à notre objectif, qui est d'établir un état des lieux actualisé de la vitalité du patois valaisan, dans le même esprit que ceux présentés plus haut (v. 2). Les données relatives aux contextes de pratique, à l'intercompréhension et aux attitudes ne font pas l'objet d'une analyse systématique dans le cadre de cet article, mais elles sont ponctuellement mobilisées

⁷ Commune historique aujourd'hui constituée de 4 communes distinctes : Lens, Icoigne, Chermignon et Montana. Nous avons retenu cette appellation par souci de cohérence avec le dictionnaire *Patois de l'Ancien Lens* (Lagger 2010), bien que la majorité des locuteurs interrogés soient originaires de Lens et de Chermignon.

⁸ Cette seconde partie prenait la forme d'une discussion plutôt que d'une succession de questions fermées. L'enquêteur laissait une large place au témoin, qui pouvait s'exprimer librement sur son rapport au patois, en réagissant aux propos de l'enquêteur au fil de l'échange. La discussion se déroulait en français, afin de minimiser les effets de l'insécurité linguistique.

à titre d'éclairage qualitatif, lorsqu'elles permettent de contextualiser un résultat obtenu sur l'un des trois axes retenus. Une analyse systématique de ces données pourra faire l'objet de travaux ultérieurs.

Les témoins ont été recrutés principalement par le bouche-à-oreille : un premier contact sur place, le plus souvent un enseignant de patois ou une personnalité locale connue pour son engagement en faveur du patrimoine, permettait d'obtenir le nom de témoins probables, qui, à leur tour, en indiquaient d'autres. Pour les quatre communes de Bagnes, Évolène, Hérémence et Savièse,⁹ un interlocuteur local a pris en charge l'organisation des rendez-vous. Pour les localités où le recrutement ne s'est pas appuyé sur un interlocuteur local ou lorsque l'interlocuteur local n'avait plus de locuteurs potentiels à proposer, nous allions frapper directement aux portes des habitations du village. Cette méthode a permis d'atteindre, dans plusieurs localités (Lens, Chermignon, Isérables, Bagnes), la presque totalité des locuteurs de patois, en plus de pouvoir tendre à un équilibre des genres. Le recrutement par bouche-à-oreille comporte certes un biais, puisque les témoins orientent spontanément les enquêteurs vers des profils proches du leur. Néanmoins, il permettait de gagner la confiance de témoins réticents et, ainsi, de pouvoir les interroger. Plusieurs refus ont en effet été essuyés, faute d'un répondant local en mesure de nous *recommander* auprès de la population, mais aussi en raison d'une insécurité linguistique particulièrement marquée dans certaines localités.

Nous avons cherché, autant que possible, à équilibrer le recrutement entre hommes et femmes. Toutefois, dans les localités où les patoisants se faisaient rares, cet objectif a dû céder le pas à une logique plus pragmatique consistant à interroger tout locuteur disponible et assez sûr de sa langue, indépendamment de son genre. Finalement, l'identification des néo-locuteurs a été très difficile, dans la mesure où ces derniers ne se reconnaissent pas nécessairement eux-mêmes comme patoisants, parce qu'ils ne se sentent pas assez confiants et/ou échappent au réseau de recommandation. Il est ainsi malaisé de déterminer si leur nombre restreint dans notre corpus reflète l'insécurité linguistique ou une réelle rareté de ce type de profil sur le terrain. C'est une question qui mériterait d'être approfondie dans une étude ultérieure ciblant spécifiquement cette catégorie de locuteurs.

4.2. *Distribution des patoisants par genre*

Au-delà des critères de transmission intergénérationnelle, de profil de locuteur et de nombre absolu mobilisés à partir des cadres de Matthey/Maître et de l'indice LEI (v. 3.1.), le genre constitue une quatrième variable d'analyse, retenue en écho aux travaux dialectologiques historiques qui documentaient déjà des dynamiques différenciées d'abandon du patois selon le genre des locuteurs (Schüle 1976). Le tableau 1 révèle un déséquilibre de genre marqué : sur 101 locuteurs rencontrés, 64 sont des hommes et 37 des femmes.

Les disparités de genre entre communes sont importantes et varient considérablement d'une commune à l'autre. Dans les communes où le recrutement de patoisants s'est révélé particulièrement difficile – Anniviers, Hérémence et Bagnes –, la représentation des femmes demeure faible. Il en va différemment dans l'Ancien Lens et à Isérables, où la proportion de femmes est nettement plus élevée. Dans l'Ancien Lens, un groupe de femmes se réunit régulièrement pour pratiquer et entretenir le patois. À Isérables, la proportion de femmes rencontrées est presque équivalente à celle des hommes : une quinzaine de locuteurs y ont été recensés, hommes et femmes confondus, alors que la carte de vitalité établie par Schüle (1966) indiquait que ce sont majoritairement des

⁹ Nous remercions chaleureusement Jean-Michel Robyr, Anne-Gabrielle Bretz-Héritier et Jean-Pierre Deslarzes pour leur aide précieuse pour recruter des témoins dans leurs communes respectives d'Hérémence, de Savièse et de Bagnes. Originaires d'Évolène, l'autrice de cet article y a elle-même servi de pont entre les chercheurs et les témoins.

hommes âgés de 50 à 70 ans qui y parlaient quotidiennement le patois – des locuteurs qui auraient aujourd'hui entre 107 et 127 ans. À Nendaz, les hommes sont majoritaires au sein de notre corpus, bien que d'autres patoisants, non rencontrés au cours de l'enquête, soient connus sur le terrain. À Mont-Noble, cinq locuteurs au total ont été recensés. Évolène et Savièse constituent, quant à elles, les deux communes où le recrutement de témoins s'est révélé le moins ardu.

Tableau 1 : Distribution des témoins par genre

Localité	Genre		Total de locuteurs
	Masculin	Féminin	
Ancien Lens	7	5	12
Anniviers	8	2	10
Bagnes	9	1	10
Évolène	5	10	15
Héremence	8	2	10
Isérables	9	7	16
Mont-Noble	3	2	5
Nendaz	7	3	10
Savièse	8	5	13
Total	64	37	101

Notons que le quota maximal de patoisants disponibles semble avoir été atteint ou approché en Anniviers, à Isérables, à Mont-Noble, dans l'Ancien Lens, à Bagnes et à Héremence. Au contraire, à Évolène, à Nendaz et à Savièse, les témoins constituant notre corpus ne représentent qu'une partie des locuteurs existants.

4.3. Distribution par profils de locuteurs

Le tableau des profils de locuteurs (tableau 2) permet d'observer directement la tendance démographique dans les diverses communautés de patoisants valaisans.

Tableau 2 – Distribution des profils de locuteurs

Localité	Néolocuteurs	Locuteurs tardifs	Locuteurs natifs	Total
Ancien Lens	0	10	2	12
Anniviers	0	4	6	10
Bagnes	1	2	7	10
Évolène	0	2	13	15
Héremence	0	0	10	10
Isérables	0	3	13	16
Mont-Noble	0	5	0	5
Nendaz	0	2	8	10
Savièse	0	7	6	13
Total	1	35	65	101

Sur les 101 témoins interrogés, un seul se distingue comme néolocuteur et il vient de Bagnes. Dans l'Ancien Lens, à Mont-Noble et à Savièse, ce sont les locuteurs tardifs qui constituent la majorité des témoins rencontrés. Dans les communes où les tardifs se font plus rares, à savoir Anniviers, Bagnes, Isérables, Héremence et Nendaz, ce sont au contraire les natifs qui dominent. Les données sur l'âge présentées dans la section suivante permettront de préciser ce portrait.

4.4. Distribution par âge

Les données sur l'âge recueillies précisent le portrait esquissé par les recensements historiques. La moyenne générale d'âge s'établit à 75 ans, avec des moyennes communales comprises entre 53,2 ans à Évolène et 83,6 ans à Hérémence.

Tableau 3 : Distribution par âge

Localité	Âge moyen	Âge max.	Âge min.	Écart-type
Ancien Lens	78	83	69	4,0
Anniviers	83	99	68	11,7
Bagnes	78,1	91	63	9,1
Évolène	53,2	85	26	21,6
Hérémence	83,6	91	69	7,4
Isérables	81,2	93	66	8,5
Mont-Noble	78,2	85	62	9,3
Nendaz	72,6	83	27	16,8
Savièse	75,1	90	63	7,3
Moyennes	75	99	26	15,2

Les communes présentant les écarts-types les plus faibles, à savoir l'Ancien Lens (4,0), Savièse (7,3) et Hérémence (7,4), forment un premier groupe, caractérisé par une grande homogénéité en termes d'âge, centrée autour d'une moyenne élevée. Un second groupe, composé de Bagnes (9,1), Isérables (8,5) et Mont-Noble (9,3), présente des écarts-types légèrement plus élevés que ceux du premier groupe. Cette dispersion accrue ne traduit toutefois pas l'émergence de locuteurs sensiblement plus jeunes, les âges minimaux demeurant compris entre 62 et 66 ans. Nendaz et Évolène se distinguent nettement du reste des communes par des écarts-types plus élevés, respectivement 16,8 et 21,7, ainsi que par la présence de locuteurs plus jeunes : 27 ans à Nendaz et 26 ans à Évolène. À Nendaz, la moyenne d'âge reste néanmoins de 72,6 ans, alors qu'Évolène, avec une moyenne d'âge de 53,2 ans, se distingue par une distribution des âges nettement plus étendue que dans le reste du corpus.

5. Discussion

Avant de croiser les critères retenus dans la littérature scientifique avec nos données, il convient de rappeler un point méthodologique essentiel, qui est que notre échantillon rassemble des témoins dont le seul dénominateur commun est la capacité à réaliser la tâche de traduction proposée. Il ne s'agit donc pas d'un recensement exhaustif des locuteurs de patois de chaque commune, mais de rencontres avec un ensemble de témoins dont l'homogénéité tient à une compétence en production, et dans lequel la diversité interne, en matière d'âge, de profil de socialisation ou de fréquence d'usage reste par ailleurs considérable.

Si nous croisons à présent les critères retenus, nous pouvons aller au-delà du seul dénombrement des patoisants et évaluer la vitalité actuelle du francoprovençal valaisan ainsi que ses perspectives d'avenir. Un chiffre s'impose d'emblée : sur 101 témoins interrogés, un seul est néolocuteur. Ce résultat, en apparence, entre en tension avec le mouvement de résilience (Matthey/ Maître, à par.), et notamment celui qui concerne la réactivation des locuteurs tardifs (Dalley/Suther-

land 2024). Si les néolocuteurs sont un signe de vitalité retrouvée, leur quasi-absence devrait logiquement rendre difficile toute lecture positive de la situation. Cependant, cette tension peut s'expliquer en grande partie par le critère de sélection de nos témoins, rappelé plus haut. La tâche de traduction proposée exige une compétence de production relativement avancée en patois, à laquelle de nombreux néolocuteurs, encore en cours d'acquisition, n'ont pas nécessairement accès. Notre échantillon exclut ainsi vraisemblablement une partie des néolocuteurs les moins avancés, alors que la littérature sur la résilience du francoprovençal (Matthey/Maitre, à par.) prend en compte l'ensemble des niveaux de compétence. La rareté des néolocuteurs dans notre corpus ne doit donc pas être interprétée comme le signe d'une absence de dynamique de revitalisation en Valais, mais plutôt comme un effet de notre critère de recrutement, qui tend à sous-représenter cette catégorie de locuteurs. Nous reviendrons plus en détail sur ce point ci-dessous (v. 5.5).

Nous examinons ci-dessous nos résultats à la lumière des deux critères ainsi retenus parmi ceux de l'indice LEI, à savoir le nombre absolu de locuteurs (v. 5.1) et la transmission intergénérationnelle (v. 5.2), avant de les mettre en regard du genre des témoins (v. 5.3), du cas particulier que constitue Évolène (v. 5.4) et du cas des néolocuteurs (v. 5.5).

5.1. Une vitalité à effectif compromis

Observer les données par le prisme du nombre absolu de locuteurs, l'un des critères du LEI, offre une première indication de la vitalité relative de chaque commune. Pour Anniviers, Isérables, Mont-Noble, l'Ancien Lens, Bagnes et Hérémence, le quota maximal de patoisants disponibles semble avoir été atteint ou approché, ce qui constitue un signe que la communauté patoisante y est numériquement restreinte. Pour Évolène, Nendaz et Savièse, en revanche, notre corpus ne représente qu'une partie des locuteurs existants, ce qui laisse supposer une vitalité plus importante que les seuls chiffres ne permettent de l'établir. Ce critère seul ne suffit cependant pas à rendre compte de la vitalité de chaque commune, comme le montre la mise en regard, dans les sections suivantes, avec la transmission intergénérationnelle et le genre des témoins.

5.2. Transmission intergénérationnelle : un maillon manquant

Le second critère, la transmission intergénérationnelle, identifié par Fishman (1991) comme le premier indicateur de la menace pesant sur une langue, se laisse appréhender à travers le croisement du profil des locuteurs (natifs, tardifs, néolocuteurs) et de leur âge.

Dans les six communes d'Anniviers, Bagnes, Isérables, Hérémence, Évolène et Nendaz, les natifs sont majoritaires et les tardifs peu nombreux, ce qui a priori indique une absence de relève. La distribution des âges confirme cette interruption, puisqu'à Hérémence, Bagnes et Isérables, les écarts-types restent modérés (respectivement 7,4 ; 9,1 ; 8,5) et les âges minimaux ne descendent pas sous 63 ans, signe d'une population de locuteurs homogène, mais vieillissante. Anniviers se distingue par un écart-type plus élevé (11,7), sans que cela ne se traduise pour autant par la présence de locuteurs significativement plus jeunes. Nendaz, enfin, présente l'écart-type le plus élevé de ce groupe (16,8), en raison de la présence isolée d'un locuteur de 27 ans. Malgré tout, ce cas reste marginal, car la moyenne d'âge des locuteurs de cette commune reste élevée (72,6 ans).

Dans trois autres communes, l'Ancien Lens, Savièse et Mont-Noble, ce sont au contraire les locuteurs tardifs qui sont majoritaires, ce qui témoigne d'une dynamique de réactivation de compétences passives et constitue un signe encourageant de résilience (Dalley/Sutherland 2024). Toutefois, cette réactivation ne s'accompagne pas d'un rajeunissement de la population de locuteurs. Au contraire, l'Ancien Lens et Savièse affichent les écarts-types les plus faibles de tout notre

corpus (respectivement 4,0 et 7,3), ce qui est un signe que la réactivation des compétences de production y a concerné une population déjà âgée plutôt qu'une nouvelle génération. Le signe de résilience qu'offrent ces communes semble donc lui aussi révolu. En d'autres termes, il semblerait que les locuteurs qui n'ont jamais parlé patois et qui pouvaient encore activer leur compétence l'ont fait, et que, d'autre part, l'absence de néolocuteurs prive la langue d'une voie de renouvellement pourtant déterminante pour sa survie. Mont-Noble concentre les indicateurs les plus alarmants de ce second groupe : aucun des cinq locuteurs rencontrés n'est natif, ce qui prive cette réactivation de toute base de transmission intergénérationnelle et fait de cette commune, parmi celles que nous avons visitées, celle où l'extinction de la langue locale est la plus imminente,

5.3. Le genre comme facteur transversal

Le déséquilibre entre les genres observé à l'échelle de notre corpus (64 hommes pour 37 femmes) tend à confirmer l'observation de Schüle (1976), selon laquelle les femmes ont abandonné la pratique du patois plus rapidement que les hommes. Ce déséquilibre global recouvre toutefois des réalités très différentes une fois mis en regard les deux critères précédents, et il constitue une complexification des profils de locuteurs que Grinevald et Bert (2011, 47) associent précisément aux stades avancés du déclin d'une langue.

Dans les communes où le quota de locuteurs potentiels semble atteint et où la transmission intergénérationnelle est interrompue, à savoir Anniviers, Bagnes et Hérémence, la faible représentation des femmes reflète vraisemblablement cette même rareté générale des locuteurs, plutôt qu'un abandon féminin spécifique. Dans l'Ancien Lens, en revanche, où la majorité de locuteurs tardifs témoignait d'une dynamique de réactivation (v. 5.2), la représentation féminine plus élevée s'explique par l'existence d'un groupe de femmes qui se réunit régulièrement pour pratiquer et entretenir le patois. C'est une dynamique communautaire spécifique, distincte d'une simple absence de rareté.

Isérables présente le résultat le plus surprenant de notre corpus. Alors que le quota de locuteurs y semble atteint et que les tardifs y sont peu nombreux (v. 5.1, 5.2), la proportion de femmes dans notre corpus est presque équivalente à celle des hommes, ce qui suggère non seulement que les femmes n'y ont pas abandonné le patois plus tôt qu'ailleurs, mais que la commune avait encore bel et bien un patois vivant il y a peu, contrairement à ce qui était représenté sur la carte de vitalité de 1966. Ce constat rejoint une incohérence déjà relevée plus haut (v. 2.4) : d'après la carte de Schüle, ce sont majoritairement des hommes entre 50 et 70 ans qui parlaient quotidiennement le patois à Isérables en 1966. Ces locuteurs devraient donc avoir aujourd'hui entre 107 et 127 ans, ce qui laisse supposer qu'il ne devrait plus rester aucun patoisant dans cette commune. Or, nous en avons trouvé une quinzaine, autant des hommes que des femmes. Ce cas illustre avec une netteté particulière l'argument de Grenoble et Whaley (2006, 13), selon lequel aucun facteur pris isolément ne suffit à rendre compte de la vitalité d'une langue : c'est uniquement la mise en regard du genre avec le nombre absolu et le profil des locuteurs qui permet ici de révéler une dynamique invisible dans les recensements historiques.

À Nendaz, le déséquilibre de genres observé, où les hommes sont également majoritaires dans notre corpus, reflète moins la rareté des locuteurs que les conditions de recrutement sur le terrain, puisque nous savons que d'autres patoisants auraient pu être rencontrés. À Savièse comme à Évolène, de même, le déséquilibre ne s'explique pas par une rareté des locuteurs de patois, mais par le niveau d'insécurité des patoisants à la perspective de répondre à notre enquête.

5.4. Évolène : toujours le dernier bastion de vitalité

Le croisement de ces trois critères dessine ainsi trois profils de communes. Anniviers, Bagnes, Hérémence, Isérables et Mont-Noble cumulent les indicateurs les plus préoccupants, avec une communauté numériquement restreinte, une transmission interrompue de longue date, ainsi que, pour les trois premières, un déséquilibre de genre qui n'en est que le symptôme. L'Ancien Lens, Nendaz et Savièse se situent dans une position intermédiaire, car un corpus partiel ou une dynamique de réactivation par les locuteurs tardifs y laissent entrevoir une vitalité plus importante que ne le suggèrent les seuls chiffres. Néanmoins, celle-ci demeure fragile, faute de relève assurée par une nouvelle génération de locuteurs. Isérables, enfin, illustre à elle seule la limite de toute lecture fondée sur un facteur unique. Son rééquilibrage de genre inattendu ne suffit pas à la sortir du premier groupe, mais il révèle une dynamique de transmission plus tardive que ce que l'histoire officielle de la commune laissait supposer.

Finalement, Évolène se distingue de toutes les autres communes analysées en ce qu'elle se trouve au stade le moins avancé du déclin, et ce, sur l'ensemble des critères retenus. Comme à Savièse, le déséquilibre de genre qui y est observé ne s'explique pas par une rareté des locuteurs de patois, mais par la disponibilité des patoisants et l'insécurité qu'ils éprouvent à l'idée à répondre à une enquête. De nombreuses personnes ne se sentaient pas 'à la hauteur'. Notre corpus n'y représente donc qu'une partie des locuteurs existants, ce qui laisse supposer une vitalité plus importante que les seuls chiffres ne permettent de l'établir.

Si l'analyse de la vitalité ne s'arrêtait qu'au seul critère du profil des locuteurs, le patois à Évolène pourrait lui aussi sembler en danger d'extinction, les tardifs y étant peu nombreux par rapport aux natifs, comme nous l'avons mentionné. Ce n'est cependant pas tout à fait le cas dès lors que l'on prend en compte la variable de l'âge. Avec une moyenne d'âge de 53,2 ans, un écart-type de 21,7 et un locuteur de 26 ans qui, à l'instar de tous les autres locuteurs évolénards de notre corpus, est natif ou tardif (tableau 2), Évolène se distingue nettement du reste des communes et constitue, une fois de plus, un cas radicalement différent, puisque c'est la seule commune où la distribution des âges et des profils de locuteurs témoigne d'une transmission intergénérationnelle encore partiellement active. Ce cas illustre, comme celui d'Isérables, l'argument encourageant la prise en compte de plusieurs facteurs pour nuancer un diagnostic. Évolène confirme ce que les recensements, dès 1966, et les études sociolinguistiques plus récentes (v. 3.1) signalaient déjà : elle demeure le dernier foyer de vitalité réelle du francoprovençal en Suisse romande.

5.5. Le cas des néolocuteurs

Un seul néolocuteur a été identifié sur l'ensemble de notre corpus, ce qui contraste avec la dynamique de résilience évoquée pour l'ensemble de la Suisse romande. Cette quasi-absence de néolocuteurs dans notre corpus doit toutefois être interprétée avec prudence. Notre méthode de recrutement, fondée sur le bouche-à-oreille, comporte un biais que nous avons déjà évoqué, qui est que les témoins orientent spontanément les enquêteurs vers des profils proches du leur, ce qui limite structurellement l'accès à des locuteurs qui, à la différence des tardifs ou des natifs, ne se reconnaissent pas nécessairement eux-mêmes comme patoisants et échappent de ce fait au réseau de recommandation (v. 4.1). Il est donc malaisé de déterminer si la rareté des néolocuteurs dans notre corpus reflète une rareté réelle sur le terrain ou un artefact de notre méthode de recrutement.

Cette limite illustre plus largement l'intérêt d'une diversification des techniques de collecte prônée par Austin (Sallabank/Austin 2011), qui invite à réduire la dépendance aux protocoles standardisés au profit d'une véritable collaboration avec les communautés, seule à même de rendre visibles des profils de locuteurs qui échappent aux réseaux de recrutement les plus courants.

6. Conclusion

Cet article a cherché à dépasser les enquêtes de vitalité qui reposaient sur le comptage des patoisants, en analysant les données recueillies à la lumière des critères de vitalité retenus parmi ceux qui constituent le 'LEI', l'indice de mise en danger linguistique. Le constat qui se dégage de cette analyse est préoccupant. Le nombre absolu de locuteurs semble avoir atteint son plafond dans la majorité des communes visitées, signe de communautés patoisantes numériquement restreintes ; la transmission intergénérationnelle y est interrompue, et la dynamique de renouvellement par les locuteurs tardifs, là où elle existe, semble avoir atteint ses limites, ces derniers étant eux-mêmes majoritairement âgés – les néolocuteurs étant pour leur part presque absents. Le déséquilibre de genre observé à l'échelle du corpus s'est révélé, une fois croisé avec d'autres critères, moins univoque qu'il n'y paraissait d'abord, recouvrant tantôt une rareté réelle des locuteurs, tantôt des dynamiques communautaires spécifiques, tantôt de simples effets de recrutement. Le Valais, qui avait jusqu'ici mieux résisté à la francisation et à la stigmatisation de la diglossie que le reste de la Suisse romande, suit désormais la même trajectoire de déclin du francoprovençal que celle documentée par les recensements successifs depuis 1904.

Ces constats ouvrent des perspectives de recherche qui dépassent le cadre de cet article. Sur le plan méthodologique, un recrutement moins tributaire du seul bouche-à-oreille, notamment via une diversification des techniques de collecte et une collaboration plus étroite avec les communautés (Sallabank/Austin 2011), permettrait sans doute de mieux documenter des profils de locuteurs, en particulier les néolocuteurs, qui échappent structurellement aux réseaux de recommandation actuels. Il serait par ailleurs utile d'explorer le rôle des amicales de patoisants comme espaces d'apprentissage et de légitimation pour les locuteurs tardifs. De même, on pourrait analyser les politiques linguistiques cantonales (Fondation du patois en Valais) ou intercantionales (Plateforme 'patoisromands.ch/') en matière de soutien aux langues minoritaires, et examiner dans quelle mesure les pratiques de transmission au sein des familles mixtes peuvent contribuer à maintenir une vitalité minimale du francoprovençal dans les décennies à venir.

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Austin, Peter K./Julia Sallabank, 2011, « Introduction », dans : Peter K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge : Cambridge University Press, 1–25.
- Avanzi, Mathieu/André Thibault, 2018, « Réflexions épistémologiques sur de nouveaux apports méthodologiques et empiriques à l'étude géolinguistique des français d'Amérique », *SHS Web of Conferences*, 46, 22 p. [<https://doi.org/10.1051/shsconf/20184602001>]
- Avanzi, Mathieu et al., 2025, *Atlas sonore des patois du Jura [ASPaju]*. [<https://aspaju.unine.ch/>]
- Baxter, Robert N., 2021, « Réflexions sur la dichotomie entre néolocuteurs et locuteurs natifs/traditionnels dans le cadre de la revitalisation des langues minoritaires : vers un nouveau discours inclusif », *Lengas*, 89, 19 p. [<https://doi.org/10.4000/lengas.5140>]
- Bert, Michel, 2009, « Typologie des locuteurs de langues menacées d'extinction : le cas du francoprovençal et de l'occitan dans la région du Pilat (France) », dans : Claudine Fréchet/Michel Bert (dir.), *Langues et cultures de France et d'ailleurs. Hommages à Jean-Baptiste Martin*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 25–38.
- /James Costa, 2009, *Étude Fora : francoprovençal et occitan en Rhône-Alpes*, Lyon : Institut Pierre Gaudet.

- Bichurina, Natalia/Christian Dunoyer, 2021, « Le francoprovençal en Savoie. Histoire et pratiques contemporaines », *Dossiers du Musée savoisien*, 7, 1–81.
- Dalley, Phyllis/Hannah Sutherland, 2024, « Résilience langagière et émancipation », *OLBI Journal*, 13, 105–121.
- Dorian, Nancy C., 1981, *Language Death: The Life Cycle of a Scottish Gaelic Dialect*, Philadelphie : University of Pennsylvania Press.
- Duchêne, Alexandre/Philippe N. Humbert, 2018, « Surveying languages : the art of governing speakers with numbers », *International Journal of the Sociology of Language*, 1–20. [<https://doi.org/10.1515/ijsl-2018-0012>]
- Dwyer, Arienne M., 2012, *Minority Language in Today's Global Society*, [s. l.] : Lulu.com.
- Fishman, Joshua A., 1991, *Reversing Language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Clevedon : Multilingual Matters.
- Garnier, Simon et al., 2023, *viridis(Lite) : Colorblind-Friendly Color Maps for R*, version 0.6.4. [<https://cran.r-project.org/package=viridis>]
- Gauchat, Louis/Jules Jeanjaquet/Ernest Tappolet, 1925, *Tableaux phonétiques des patois suisses romands : relevés comparatifs d'environ 500 mots dans 62 patois-types* [coll. Glossaire des patois de la Suisse romande, Neuchâtel : Attinger.
- Glaser, Elvira/Johannes Kabatek/Barbara Sonnenhauser, 2024, « Von der viersprachigen zur vielsprachigen Schweiz : Einleitung zu diesem Band », dans : Elvira Glaser/Johannes Kabatek/Barbara Sonnenhauser (dir.), *Sprachenräume der Schweiz, Band 1 : Sprachen*, Tübingen : Narr Francke Attempto, 7–35.
- Glossaire des patois de la Suisse romande* [GPSR], 1969, *Rapport annuel*.
- Grégoire, Henri [Abbé], 1794, *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* [Rapport Grégoire], Paris : Imprimerie nationale.
- Grenoble, Lenore A./Lindsay J. Whaley, 2006, *Saving Languages: An Introduction to Language Revitalization*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Grinevald, Colette/Michel Bert, 2011, « Speakers and communities », dans : Peter K. Austin/Julia Sallabank (dir.), *The Cambridge Handbook of Endangered Languages*, Cambridge : Cambridge University Press, 45–65. [<https://doi.org/10.1017/CBO9780511975981.003>]
- Hale, Ken, 1992, « Language endangerment and the human value of linguistic diversity », *Language*, 68, 35–42. [<https://doi.org/10.1353/lan.1992.0074>]
- Jones, Marie C., 1998, « Death of Language, Birth of an Identity: Brittany and the Bretons », *Language Problems and Language Planning*, 22, 129–142.
- Kasstan, Jonathan, 2017, « New speakers: Challenges and opportunities for variationist sociolinguistics », *Language and Linguistics Compass*, 11. [<https://doi.org/10.1111/lnc3.12249>]
- , 2019, « New speakers and language revitalisation: Arpitan and community (re)formation », dans : Michelle A. Harrison/Aurélien Joubert (dir.), *French Language Policies and the Revitalisation of Regional Languages in the 21st Century*, Cham : Palgrave Macmillan, 149–170.
- Knecht, Pierre, 1989, « La Suisse romande », dans : Robert Schläpfer (dir.), *La Suisse aux quatre langues*, Genève : Zoé, 125–169.
- Kristol, Andres, 1998, « Que reste-t-il des dialectes gallo-romans de Suisse romande ? », dans : Jean-Michel Eloy (dir.), *Evaluer la vitalité. Variétés d'oïl et autres langues*, Amiens : Université de Picardie / Centre d'études picardes, 101–114.
- , 2024, « Les traditions dialectales de la Suisse romande : francoprovençal et franc-comtois », dans : Elvira Glaser/Johannes Kabatek/Barbara Sonnenhauser (dir.), *Sprachenräume der Schweiz, Band 1 : Sprachen*, Tübingen : Narr Francke Attempto, 68–95.
- Lambert, Patricia, 2021, « Socialisation langagière », *Langage et société*, Hors-série, 311–314. [<https://doi.org/10.3917/ls.hs01.0312>]
- Lee, Nala H./John van Way, 2016, « Assessing levels of endangerment in the Catalogue of Endangered Languages (ELCat) using the Language Endangerment Index (LEI) », *Language in Society*, 45, 271–292.
- Lüdi, Georges/Iwar Werlen, 2005, *Le paysage linguistique de la Suisse*, Neuchâtel : Office fédéral de la statistique.

- Maître, Raphaël/Marinette Matthey, 2003, « Le patois d'Évolène aujourd'hui... et demain ? », dans : Annette Boudreau et al., *Colloque international sur l'écologie des langues*, Paris : L'Harmattan, 45–65.
- /---, 2004, « Le patois d'Évolène, dernier dialecte francoprovençal parlé et transmis en Suisse », dans : Jean-Michel Éloy (dir.), *Des langues collatérales*, Paris : L'Harmattan, 375–390.
- Maître, Raphaël/Gisèle Pannatier, 2009, « Graphie commune pour les patois valaisans », *L'Ami du patois*, 93–103.
- Matthey, Marinette, 2012, « “Quand ça a besoin de place, ça pousse.” Discours familial intergénérationnel sur la (non-)transmission du patois d'Évolène », *Revue transatlantique d'études suisses*, 77–88.
- , 2022, « Le patois d'Évolène aujourd'hui : une brève enquête de terrain dans le prolongement d'une recherche du début du siècle », dans : *La Suisse romande et ses patois*, 349.
- , 2026, « Évolution récente des patois en Suisse romande : postvernacularisation et résilience », dans : *Actes du colloque des 50 ans du Centre de dialectologie et d'étude du français régional*, Neuchâtel.
- /Raphaël Maître, 2007, « Poids relatif du dialecte local et du français dans un répertoire bilingue - Évolène », dans : *Actes du 24^e Congrès international de linguistique et de philologie romanes (CILPR)* [Aberystwyth, 2-5 août 2004], 49–61.
- /---/Yan Greub, 2025, *Les patois romands aujourd'hui : entre décroissance, résilience et attentes. Une synthèse*, Fribourg : Institut de plurilinguisme.
- Meune, Manuel, 2012, « Parler patois ou de patois ? Locuteurs gruériens et néolocuteurs vaudois : le discours sur le francoprovençal dans les associations de patoisants », *Revue transatlantique d'études suisses*, 2, 57–75.
- , 2026, « ‘Perdant’ ou ‘gagnant’ du contact avec le français ? Le francoprovençal en France, Suisse et Italie », *Minorités linguistiques et société*, 27, 19 p. [<https://doi.org/10.7202/1122482ar>]
- Moseley, Christopher (dir.), 2010, *Atlas des langues en danger dans le monde*, 3^e éd., Paris : UNESCO.
- O'Rourke, Bernadette/Joan Pujolar/Fernando Ramallo, 2015, « New speakers of minority languages: the challenging opportunity – Foreword », *International Journal of the Sociology of Language*, 2015, 1–20. [<https://doi.org/10.1515/ijsl-2014-0029>]
- R Core Team 2023, « A Language and Environment for Statistical Computing », *R Foundation for Statistical Computing*, Vienne (Autriche). [<https://www.R-project.org/>]
- Regis, Riccardo, 2017, « Intorno alla vitalità del francoprovenzale nell'Italia di nord-ovest », dans : Centre d'études francoprovençales René Willien (dir.), *Regards croisés sur la standardisation du francoprovençal*, Aoste : Région autonome Vallée d'Aoste, 47–62.
- Rosenblum, Daisy/Andrea L. Berez, 2010, « Introduction : The Boasian tradition and contemporary practice in linguistic fieldwork in the Americas », dans : Andrea L. Berez/Jean Mulder/Daisy Rosenblum (dir.), *Fieldwork and Linguistic Analysis in Indigenous Languages of the Americas* [coll. Language Documentation & Conservation, Special Publication 2], Honolulu : University of Hawai'i Press, 1–8.
- Sallabank, Julia/Peter K. Austin, 2023, « Endangered languages », dans : Li Wei/Zhu Hua/James Simpson (dir.), *The Routledge Handbook of Applied Linguistics*, Londres : Routledge, 362–373.
- Schüle, Ernest, 1976, « M. Ernest Schüle », *L'Ami du patois*, 4, 26. [<https://doi.org/10.5169/seals-237187>]
- UNESCO, 2003, *The Endangered Languages Projects*. [<https://endangeredlanguages.com/elp-language/3395>]
- Urla, Jacqueline, 1993, « Cultural politics in an age of statistics: Numbers, nations, and the making of Basque identity », *American Ethnologist*, 20, 818–843.
- Wickham, Hadley, 2016, *ggplot 2 : Elegant Graphics for Data Analysis*, New York : Springer.
- Woolard, Kathryn A., 1989, *Double Talk: Bilingualism and the Politics of Ethnicity in Catalonia*, Stanford : Stanford University Press.
- Zulato, Alessia/Jonathan Kasstan/Naomi Nagy, 2018, « An overview of Francoprovençal vitality in Europe and North America », *International Journal of the Sociology of Language*, 2018, 11–29. [<https://doi.org/10.1515/ijsl-2017-0038>]

Les parlers liguriens à la frontière franco-italienne.

Enjeux de classification et de transmission des langues en vallée de la Roya

Charlène CHAUPRÉ-BERKI, Université de Reims Champagne-Ardenne

Résumé

Cet article examine l'impact des politiques linguistiques sur les langues minoritaires dans la haute et la basse vallée de la Roya, une région transfrontalière entre France et Italie. La classification des parlers royasques de la haute vallée (tendasque, brigasque et breillois) sur le continuum roman fait l'objet de débats parmi les linguistes, mais la plupart les rattachent au ligurien occidental, malgré la présence de traits phonétiques, morphosyntaxiques ou lexicaux occitans. Depuis l'annexion de certains territoires par la France en 1947, les langues locales ont subi une marginalisation progressive liée à la politique d'unification linguistique. Cette contribution aborde les effets de cette dernière sur la transmission intergénérationnelle, l'insécurité linguistique et les pratiques communautaires, et la compare avec ceux des politiques menées en Italie sur des variétés liguriennes apparentées (sanrémasque, triorasque). Cette approche comparative transfrontalière met en lumière certains enjeux liés à la classification des langues – selon qu'on adopte une perspective linguistique ou politique – ainsi que les diverses possibilités de revitalisation des parlers liguriens de part et d'autre de la frontière.

Zusammenfassung

Dieser Artikel untersucht die Auswirkungen der Sprachpolitiken auf Minderheitensprachen im oberen und unteren Teil des Roya-Tals, einer grenzüberschreitenden Region zwischen Frankreich und Italien. Die Klassifizierung der royaskischen Dialekte des Ober- und Untertals (Tendaskisch, Brigaskisch und *Breillois*) im romanischen Kontinuum wird unter Linguisten diskutiert, doch die meisten ordnen sie trotz des Vorhandenseins okzitanischer Merkmale in ihrer Phonetik, Morphosyntax und Lexik dem westlichen Ligurischen zu. Seit der Annexion bestimmter Gebiete durch Frankreich 1947 haben die lokalen Sprachen aufgrund der Politik der Sprachvereinheitlichung eine fortschreitende Marginalisierung erfahren. Dieser Beitrag beschäftigt sich mit deren Auswirkungen auf die intergenerationale Weitergabe, die sprachliche Unsicherheit und die Gemeinschaftspraktiken, und vergleicht sie mit denen der in Italien geführten Politiken für verwandte Sprachvarietäten (Sanremaskisch, Trioraskisch). Dieser vergleichende grenzüberschreitende Ansatz beleuchtet einige Herausforderungen im Zusammenhang mit der Einstufung von Sprachen – je nachdem, ob man eine sprachwissenschaftliche oder eine politische Perspektive einnimmt – sowie die unterschiedlichen Möglichkeiten zur Revitalisierung der ligurischen Dialekte auf beiden Seiten der Grenze.

Riassunto

Questo articolo esamina l'impatto delle politiche linguistiche sulle lingue minoritarie nella valle della Roia, una regione transfrontaliera tra la Francia e l'Italia. La classificazione dei dialetti royaschi dell'alta e della bassa valle (tendasco, brigasco, *breillois*) nel continuum romanzo è oggetto di dibattito tra i linguisti: la maggior parte di loro li associa al ligure occidentale, nonostante la presenza di tratti occitani nella loro fonetica, morfosintassi e lessico. Dall'annessione di alcuni territori da parte della Francia nel 1947, le lingue locali hanno subito una progressiva marginalizzazione a causa della politica di unificazione linguistica. Questo articolo esamina gli effetti di quest'ultima sulla trasmissione intergenerazionale, l'insicurezza linguistica e le pratiche comunitarie, e li confronta con quelli delle politiche attuate in Italia su varietà linguistiche affini (sanremasco, triorasco). Questo approccio comparativo transfrontaliero mette in luce alcune questioni relative alla classificazione delle lingue – a seconda che si adotti una prospettiva linguistica o politica – nonché le possibili opportunità di rivitalizzazione dei dialetti liguri su entrambi i lati del confine.

Abstract

This article examines the impact of language policies on minority languages in the upper and lower Roya Valley, a cross-border region between France and Italy. The classification of Royasque dialects of the upper Valley (Tendasque, Brigasque, Breillois) on the Romance continuum is debated among linguists: most of them associate them with Western Ligurian, despite the presence of Occitan features in their phonetics, morphosyntax, and lexicon. Since the annexation of some territories by France in 1947, local languages have experienced progressive marginalization due to unification language policies. This paper addresses their effects on intergenerational transmission, linguistic insecurity, and community practices, and compares them with those of policies implemented in Italy on related linguistic varieties (Sanremasque, Triorasque). This cross-border comparative approach highlights certain issues related to the classification of languages—depending on whether one adopts a linguistic or political perspective—as well as the contrasting prospects for the revitalization of Ligurian dialects on both sides of the border.

1. Introduction

La vallée de la Roya constitue un espace transfrontalier où se rencontrent plusieurs variétés linguistiques romanes issues du continuum occitano-ligurien. Jadis uniquement située en Italie (Royaume de [Piémont-]Sardaigne), elle a vu sa partie septentrionale (Tende it. *Tenda*, La Brigue it. *Briga*) annexée par la France en 1947 à la suite du traité de Paris, tandis que la vallée intermédiaire était devenue française dès 1860 (Breil-sur-Roya it. *Breglio*, Sospel it. *Sospella*,) et que le sud de la vallée (*Olivetta San Michele*, *Airole*, Ventimille it. *Ventimiglia*) est resté italienne. Ce territoire, constitué d'une haute et d'une basse vallée, offre un terrain d'étude propice à l'analyse des effets des politiques et linguistiques institutionnelles sur des pratiques langagières locales. Du côté français, dans la haute vallée de la Roya, le tendasque, le brigasque et le breillois connaissent aujourd'hui un recul marqué. Du côté italien, dans la basse vallée et les communes environnantes, on trouve les variétés comme le sanremasque et le triorasque, qui semblent connaître une érosion moins marquée.

Ces parlers situés à l'interface des domaines occitan et ligurien (v. section 2) sont caractérisés par une diversité de traits linguistiques qui va de l'usage de lexique typiquement ligurien à des structures morphosyntaxiques rappelant l'occitan alpin. Il existe toutefois un consensus scientifique pour les classer parmi les dialectes liguriens, même si, comme nous le verrons, certaines décisions politiques semblent contredire cette classification. L'hétérogénéité linguistique reflète une longue histoire de migrations, d'échanges commerciaux et de pratiques communautaires transfrontalières (Chaupré-Berki 2021, 91-94). La situation sociolinguistique est caractérisée par la superposition de référents identitaires, de normes concurrentes et de politiques linguistiques successives. C'est cette configuration historique contrastée que nous proposons d'examiner, par le biais d'une évocation comparative des dynamiques de transmission linguistique dans un espace dont les appartenances politiques ont été reconfigurées au XX^e siècle, depuis que les communes des Alpes-Maritimes (France) annexées ont quelque peu tourné le dos aux localités liguriennes voisines, demeurées dans la province d'Imperia (Italie).

L'examen de ces cadres politiques, juridiques, éducatifs et symboliques distincts en France et en Italie soulève la question des effets différenciés des régimes linguistiques nationaux ou régionaux sur la vitalité des parlers locaux, leur légitimité sociale et les conditions concrètes de leur transmission. Le recul de la pratique d'une langue ne peut être interprété uniquement en termes de 'déclin' spontané, car il s'inscrit dans des processus de hiérarchisation des langues, de (re)définition des normes légitimes et des appartenances pouvant varier selon le cadrage institutionnel de référence. Nous chercherons à illustrer dans quelle mesure le contexte français, marqué par une tradition centralisatrice et une reconnaissance institutionnelle limitée des langues dites 'régionales', se distingue du 'modèle italien', où les dispositifs de valorisation du patrimoine linguistique offrent apparemment d'autres formes de visibilité pour la langue locale.

Nous nous appuyons sur un corpus utilisé dans notre thèse de doctorat (Chaupré-Berki 2021), qui repose sur une double enquête ethnographique (v. section 3.1) : la première phase a été menée en 2018, côté français (Tende, La Brigue et Breil-sur-Roya), la seconde en 2020, côté italien, dans la basse vallée de la Roya (Ventimille) et dans quelques communes techniquement extérieures à la vallée (Triora, Sanremo), mais que nous intégrons, dans notre réflexion, à la vallée transfrontalière de la Roya.

Ce dispositif, qui conjugue l'analyse d'entretiens, d'initiatives d'acteurs associatifs et de trajectoires biographiques, peut rendre compte de tensions intergénérationnelles, de stratégies de valorisation ou de mise à distance des pratiques locales, mais aussi des processus de patrimonialisation qui structurent les conditions de transmission des parlers liguriens en présence. Certains

parcours sont marqués par des ruptures intergénérationnelles, des déplacements d'allégeance ou des stratégies de réappropriation (*ibid.*, 345-360), par des formes de doute quant à la légitimité d'une parole. Nous ne pourrions dans cet article évoquer que quelques aspects sociolinguistiques (v. section 3) – et renvoyons à notre thèse pour davantage de détails –, et nous insisterons tout d'abord sur les questions concernant la classification des langues, les enjeux de dénomination étant souvent centraux dans la construction identitaire, qu'elle soit opérée par les linguistes ou par les 'profanes'.

2. Spécificités des parlers liguriens au sud de l'espace frontalier franco-italien

2.1. Entre langue et histoire : le statut du royasque

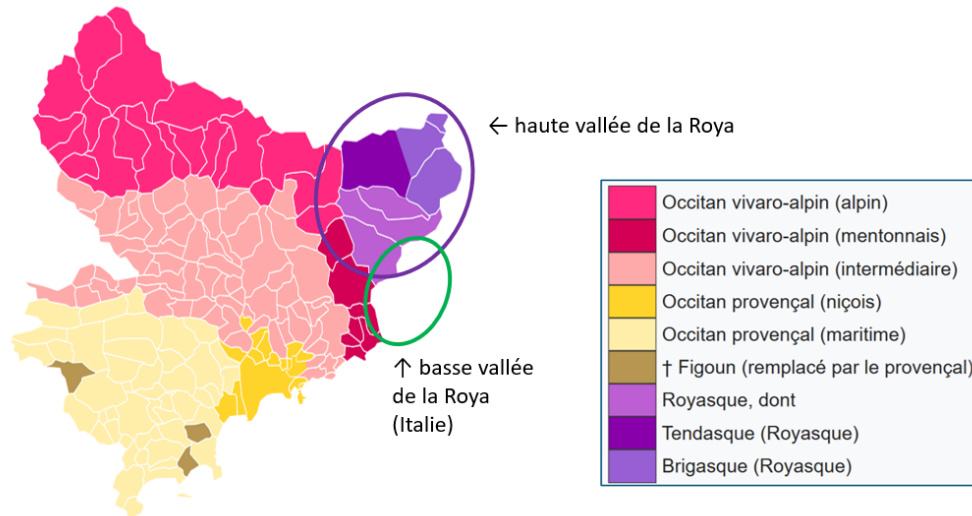
Dans le cadre de cet article, nous utilisons le terme générique 'royasque' pour désigner les variétés de la haute vallée de la Roya. Comme elles occupent une position intermédiaire à la croisée de l'occitan et du ligurien, leur statut a suscité de nombreux débats parmi les (socio)linguistes, mobilisant des approches historiques et socio-identitaires. Sur le plan typologique, Sibille (2010) considère les parlers royasques comme un « *mundartbund* », un ensemble de variétés dialectales très apparentées, interdépendantes et intercompréhensibles, ce qui légitime le statut de groupe dialectal cohérent. Tout comme Dalbera (1984), Forner (1986) met en avant l'autonomie relative du royasque, mais le présente comme une langue distincte plus proche du ligurien que de l'occitan, malgré la présence d'éléments occitans dans la phonétique, le lexique et la morphosyntaxe, notamment dans la formation des pluriels et de certaines constructions verbales.

La variété de royasque la plus septentrionale qu'est le tendasque, parlé à Tende, se caractérise par des traits typiques des parlers liguriens alpins, notamment la palatalisation de type /k/→/tʃ/ devant /i/ ou /g/→/dʒ/ devant /i/, tout en conservant certaines voyelles nasales ou des pluriels sans /s/ final rappelant l'occitan. Les données de l'atlas ALEPO (2004), reposant sur des enquêtes de terrain, confirment l'appartenance du tendasque au domaine ligurien, contredisant certaines classifications dialectologiques anciennes qui le rattachaient à l'aire occitane (v. Walter 2012, 14-15). Quant au brigasque, parlé à La Brigue, il combine des structures morphosyntaxiques liguriennes, telles que la construction des verbes pronominaux, avec des emprunts lexicaux occitans. Toso (2009b) affirme toutefois qu'« aucun spécialiste sérieux n'a jamais mis en doute l'appartenance de cette variété au groupe ligure », que « l'unanimité est totale entre tous les chercheurs italiens, allemands et français les plus reconnus », et que « l'hypothèse occitane est scientifiquement morte depuis 25 ans ». Quant au breillois, variété parlée à Breil-sur-Roya et rattachée à l'ensemble royasque, il occupe une position intermédiaire et peut être considéré comme une variété de transition (Dalbera 1984, Forner (2012). De façon générale, les parlers royasques, qui relèvent du groupe ligurien alpin, conservent certaines dentales finales (*amant* /amant/, *patient* /pa'tʃent/) là où elles s'amuïssent dans les variétés occitanes et liguriennes de la côte.

En France, le ministère de la Culture a fait récemment apparaître (sans le nommer) le royasque sur la carte des langues régionales (DGLFLF 2022), puisque les « parlers liguriens » figurent désormais sur la liste de « langues régionales » établie en 1999 par Bernard Cerquiglini, et qui, actualisée au fil des ans, comporte aujourd'hui, pour la France métropolitaine, 21 langues – dont certaines déclinées en plusieurs variétés. Même si le ligurien n'est pas (encore) reconnu comme une possible matière d'enseignement par le ministère de l'Éducation nationale (contrairement à l'occitan ou au francoprovençal), cela constitue une avancée minime, mais notable. Quant à l'*Atlas sonore des langues régionales de France* (2024), qui permet d'écouter de multiples enregistrements (avec transcription) de la fable d'Ésope *Le vent et le soleil*, il inclut également les

variétés royasques parmi les parlers liguriens, illustrant la continuité dialectale transnationale et contribuant à rendre visibles et audibles des variétés souvent absentes des inventaires officiels.

Carte 1 – Langues dans le département des Alpes-Maritimes (France)



D'après Joan Francés Blanc [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Languages_of_Alpes-Maritimes_Department_France.svg] Jfblanc, CC BY-SA 4.0 <<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>>, via Wikimedia Commons

Au-delà des questions linguistiques, la réflexion sur les affiliations liguriennes ou occitanes reflète certaines tensions identitaires ancrées dans l'histoire. Bien avant sa séparation entre ses parties française et italienne, la vallée de la Roya et les territoires voisins ont constitué un espace de contact entre domaines linguistiques et politiques distincts, soumis à des influences successives. Jusqu'au XII^e siècle, la région dépendait de seigneuries locales, notamment celle des comtes de Vintimille, en lien avec des réseaux liguriens alpins et méditerranéens. Au XIII^e siècle, certaines communes furent soumises à l'autorité du comté de Provence, avant que la Maison de Savoie n'étende son contrôle sur le comté de Nice en 1388. La vallée demeura sous l'autorité piémontaise jusqu'à la cession du comté de Nice à la France en 1860, tandis que Tende et La Brigue, à partir de 1947, virent leurs parlers locaux soudain exposés au français standard. Ces évolutions ont conduit à des imbrications entre usages linguistiques et affiliations culturelles : certaines communautés se sont historiquement identifiées à la sphère ligurienne, administrativement et économiquement, tandis que d'autres ont conservé des liens avec la culture occitane (Jordan/Orr 1970). Mais si la non-occitanité des parlers locaux ne fait plus débat dans les communes françaises de l'espace frontalier, ça n'est pas tout à fait le cas en Italie.

2.2. La non-occitanité des parlers liguriens occidentaux face à la loi italienne n° 482/1999

Les parlers royasques partagent des similitudes avec des variétés liguriennes voisines, comme le sanrémasque (Sanremo), le pignasque (Pigna) et le triorasque (Triora), ce qui témoigne d'échanges culturels anciens entre la vallée de la Roya et la Ligurie occidentale. Au sein de cet ensemble que forme le « ligure alpin » (Forner 1988, 2010), les traits communs résultent d'influences historiques venues de la côte. Si Massajoli (2008) propose d'autres classifications pour le « ligurien alpin », il ne remet pas en cause sa 'non-occitanité'. Azaretti (1982, 24-27) et Forner (1988, 455) classent les dialectes de Vintimille et de Sanremo comme des variétés 'intéméliennes',

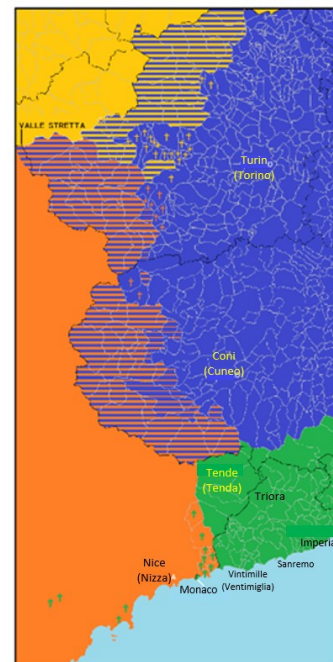
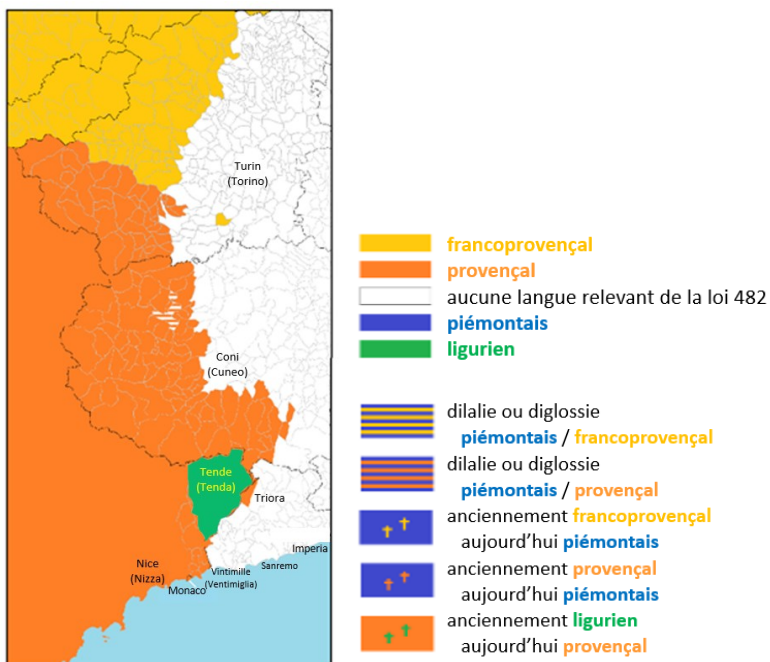
terme désignant les parlers entre Monaco et Taggia, en référence aux *Ligures intemelii* installés depuis l'époque préromaine sur la Nervia, fleuve côtier qui se jette dans la mer de Ligurie à Vintimille. Toso (1996) a lui aussi réfuté l'occitanité du royasque et du brigasque, et sa position fait consensus dans la littérature scientifique depuis la fin du XX^e siècle.

Toutefois, à la suite de l'adoption de la loi italienne n° 482 du 15 décembre 1999 (dite 482/1999) sur la « protection des minorités linguistiques historiques » (*Norme in materia di tutela delle minoranze linguistiche storiche*), qui reconnaît et protège douze minorités linguistiques historiques présentes sur le territoire italien (albanais, catalan, croate, français, francoprovençal, frioulan, germanique, grec, ladin, occitan, sarde et slovène), la municipalité de Triora a rattaché le brigasque qui y est parlé à l'aire occitane (v. Christoph 2025). La loi permet en effet à toute commune qui se réclame de l'une des minorités énumérées d'accéder à des subventions et à du soutien institutionnel de l'État italien pour promouvoir des activités culturelles et éducatives – même si cela ne correspond pas à la réalité dialectologique 'objective'. Comme l'illustre les cartes 2a et 2b, la définition des frontières linguistiques n'est pas qu'une affaire de linguistes, mais aussi de politique. Et pour Toso (2009b, 10-13), « l'attribution du brigasque au système des dialectes 'occitans' reste, du point de vue du linguiste, une déduction totalement contraire à la réalité scientifique, à la perception commune et à la logique (même si elle est discutable) qui sous-tend la L.N. 482/1999 ». En effet, cette dernière ne concerne pas les parlers considérés comme des dialectes de l'italien – en tant que langue majoritaire dans le pays –, selon la même logique que celle qui est appliquée à la définition des langues relevant de la protection par la Charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Cartes 2a/b – Approche linguistique vs juridique : la non-coïncidence des domaines linguistiques
Carte réalisée d'après celle de Toislex [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Occitan_and_Arpitan_482_vs_linguists-fr.png]

2a – Langues reconnues comme
- faisant partie du patrimoine (France)
- relevant de la loi 482/1999 (Italie)

2b – Langues telles que
définies par les linguistes



De plus, en 2000, le Conseil de la province d'Imperia (Ligurie) a validé la classification administrative du brigasque (qui 'déborde' du côté italien) comme parler occitan sur la base d'enquêtes non publiées (relevés lexicaux, entretiens semi-directifs, observations sur les usages quotidiens). Cette décision a suscité une controverse médiatique, car elle contredit à la fois les données scientifiques et, plus récemment, la position d'instances gouvernementales françaises, qui, comme le ministère de la Culture (DGLFLF 2022), considèrent désormais les parlers de la haute vallée de la Roya comme appartenant au domaine ligurien (v. section 2.1).

On le voit, certaines représentations sociales et perceptions communautaires peuvent mobiliser d'autres catégories identitaires que celles que suggèrent les analyses dialectologiques. Regis (2019) observe néanmoins que, dans le cas du brigasque du côté italien, 'l'hypothèse occitane' qu'ont choisie certaines communes, les locuteurs n'en associent pas moins majoritairement leur parler aux variétés liguriennes d'Italie, sans référence explicite à l'occitan ou au provençal. La classification des langues en général, et des langues minoritaires en particulier, reste tributaire des cadres juridiques et politiques propres à chaque État. En France, la distinction opérée entre *langues* régionales et *dialectes* régionaux tend à réduire la visibilité des nombreux parlers locaux qui – telles que les variétés royasques – ne bénéficient pas de la notoriété des 'grandes langues régionales', limitant ainsi leur reconnaissance. En Italie, la loi 482/1999 semble plus progressiste, mais ne met pourtant pas fin à toutes les ambiguïtés. Elle promeut en effet d'abord les langues considérées comme ne relevant pas de l'italien, excluant a priori les variétés de régions où les dynamiques linguistiques et identitaires en vigueur ne sont pas fondamentalement différentes de celles des langues 'protégées' par la loi – ce qui peut conduire aux distorsions linguistico-administratives constatées dans la province d'Imperia.

3. Quelles différences entre les versants italien et français du territoire étudié ?

3.1. Prémisses et principales caractéristiques de notre enquête

Avant d'en venir à la comparaison entre les deux versants de la région étudiée, rappelons quelques concepts centraux, valables pour les deux contextes. Les 'langues minoritaires' peuvent être définies comme des variétés parlées par des communautés restreintes et subordonnées à une langue officielle dominante dans les domaines institutionnels, éducatifs et médiatiques (Fishman 1991). De ce point de vue, les parlers liguriens de la haute vallée de la Roya et des régions voisines de Ligurie constituent un cas d'espèce, ayant été marginalisés et cantonnés plus ou moins exclusivement à la sphère privée au fil des décennies, selon une combinaison des facteurs suivants : (1) politiques (centralisation du système éducatif – surtout en France –, promotion respective du français ou de l'italien standard) ; (2) économiques (exode rural vers des centres urbains comme Nice ou Gênes) ; (3) sociaux (stigmatisation des pratiques locales, dévalorisation symbolique des parlers vernaculaires). Ces dynamiques convergentes ont entraîné une érosion des anciennes pratiques langagières et fragilisé la transmission intergénérationnelle (v. Chaupré-Berki 2021).

Par ailleurs, le concept d'insécurité linguistique (Labov 1966, Francard 1997), permet d'aborder les effets subjectifs de cette marginalisation. Il met en lumière la manière dont les locuteurs perçoivent leurs propres pratiques, en révélant les tensions entre les normes valorisées par la société dominante et les usages dépréciés. Il apparaît comme un outil analytique essentiel pour comprendre la perte de prestige et le déclin d'une langue, mais également les stratégies individuelles de valorisation ou, au contraire, de mise à distance des parlers locaux, de négociation identitaire dans un espace frontalier complexe. Cette insécurité se manifeste par des attitudes d'auto-

censure, des sentiments de honte ou de culpabilité, ainsi que par une tendance à adopter la langue dominante dans les interactions publiques.

Notre enquête, de type plutôt ethnographique que sociolinguistique, combine 13 entretiens semi-directifs (d'une durée de 15 à 30 minutes), qui ont été complétés par des observations participantes et par l'analyse d'archives associatives ou de productions locales liées à la valorisation du patrimoine immatériel, ou encore des témoignages d'acteurs engagés dans la préservation des parlers locaux (associations *A Vastera*, La Brigue, et *Cumpagnia d'i Ventemigliusi*, Vintimille). Après une première partie d'enquête de terrain menée en 2018 dans la haute vallée de la Roya, en France, un deuxième volet a été mis en œuvre en 2020 en Ligurie occidentale. Il convient toutefois de préciser que la collecte de données du côté italien a été fortement affectée par le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID-19 en 2020. Les restrictions de déplacement, les limitations d'accès aux institutions locales et la difficulté d'entrer en contact avec des locuteurs – en particulier dans des contextes ruraux et auprès de populations âgées – ont grandement réduit les possibilités d'enquête de terrain. Ce contexte explique le nombre plus restreint d'entretiens réalisés en Italie (trois au total), malgré plusieurs tentatives de prise de contact. Ce déséquilibre ne relève donc pas d'un choix méthodologique initial, mais des conditions exceptionnelles de l'enquête, menée auprès d'une locutrice de Triora, une locutrice de Sanremo et un locuteur de Vintimille, âgés de 40 à 92 ans et engagés dans la transmission des dialectes. La comparaison proposée doit ainsi être comprise comme une mise en regard contextualisée de dynamiques sociolinguistiques, plutôt que comme une analyse strictement symétrique.

Tant en France qu'en Italie, les entretiens ont permis de recueillir des récits sur la vie quotidienne, la transmission familiale et l'attachement au dialecte. Ils témoignent d'une conscience partagée de la dévalorisation sociale des parlers locaux, qui contribue à la raréfaction de leur transmission intergénérationnelle. La légitimité linguistique (Bourdieu 1982) restant très liée aux politiques étatiques qui hiérarchisent les pratiques langagières, la construction sociale des langues minoritaires comme idiomes de faible prestige participe directement à la marginalisation des locuteurs. Toutefois, comme nous allons le voir, les usages et stratégies diffèrent selon le contexte national.

3.2. Les effets de la politique linguistique française sur les locuteurs de royasque

La politique linguistique française, historiquement orientée vers le monolinguisme et marquée par une logique centralisatrice, s'inscrit dans une histoire de normalisation qui remonte à la monarchie et qui a été consolidée à la Révolution française, puis par la mise en place de l'école obligatoire sous la III^e République au XIX^e siècle. Elle a été progressivement tempérée par quelques dispositifs législatifs. La loi Deixonne (1951) a ouvert la possibilité d'un enseignement limité des langues dites régionales, tout en maintenant leur marginalisation dans l'espace public et éducatif. Quant à la loi Toubon (1994), adoptée pour renforcer l'usage du français dans les institutions publiques et professionnelles et limiter l'usage de l'anglais, elle a eu pour effet collatéral de limiter l'influence des langues régionales (Cerquiglini 1999), dont l'éventuelle présence dans les institutions publiques trouvait un obstacle supplémentaire.

Pour la haute vallée de la Roya, l'annexion par la France en 1947, après celle de 1860, a signifié une adaptation rapide à la logique unificatrice française. À partir des années 1950, l'école française a imposé le français au détriment de l'italien standard, encore largement utilisé. Cette politique de substitution linguistique a perturbé la transmission intergénérationnelle des parlers royasques comme de l'italien, restreignant leur usage dans l'espace public. Ceci a généré une insécurité linguistique qui, comme ailleurs en France, a conduit certains parents à ne pas enseigner

la langue locale à leurs enfants, souvent au prétexte d'éviter que cela puisse nuire à leur scolarité – comme le disent explicitement certains de nos informateurs à propos du breillois (Chaupré-Berki 2021, 56) : « [I]l y avait des familles qui ne voulaient pas parler à leur enfant en breillois, parce que ils disaient que ça leur portait un tort, à l'école. [...] C'est peut-être à cause de ça que ça [...] que du coup ça se perd actuellement... »

Cette mise à distance ne s'explique pas uniquement par des facteurs institutionnels : elle s'appuie aussi sur des normes internes à la communauté. Les écarts par rapport à une variété dialectale jugée plus légitime peuvent faire l'objet de jugements négatifs, ce qui contribue à dissuader les locuteurs de s'exprimer, en particulier lorsqu'ils estiment ne pas maîtriser suffisamment la langue. Par ailleurs, les membres des dernières générations capables de maîtriser la langue locale ont eu souvent tendance à stigmatiser les déviations face à la norme communautaire locale, ce qui a pu décourager davantage encore les jeunes générations (*Ibid.*, annexes, 45-52). Ces mécanismes participent d'un processus cumulatif : la diminution des usages entraîne une perte de légitimité, qui renforce à son tour le recul des pratiques, dans une forme de cercle vicieux.

Ce phénomène, amplifié par le discours institutionnel français qui présentait les parlers locaux comme superflus ou archaïques, a compromis de plus en plus la préservation des parlers royasques, qui se maintiennent principalement au sein des cadres familiaux et associatifs. Dans le contexte actuel, les actions de valorisation ont une portée limitée, restent ponctuelles et peu structurées, et peinent à s'inscrire dans des dispositifs durables de transmission. Face à la menace d'extinction, des initiatives de revitalisation existent bel et bien. Ces activités de promotion de la langue-culture locale peuvent prendre des formes variées, y compris en matière d'enseignement (facultatif) : publications en dialecte, création de supports audio et textuels, dont certains à vocation pédagogique plus clairement affichée : recueils de poésies bilingues accompagnés d'enregistrements ; recueils de lieux-dits pour la valorisation toponymique ; CD d'apprentissage du breillois. À cela s'ajoute l'organisation d'activités culturelles diverses (fêtes locales, événements associatifs), parfois axées sur la diffusion de publications locales (revues, textes en langue vernaculaire). On relève aussi des actions plus sporadiques – interventions scolaires ou collaborations avec des acteurs institutionnels et médiatiques, par exemple lors de reportages télévisés en langue locale. Cependant, ces initiatives, souvent portées par des locuteurs âgés, ne suffisent pas à abolir une certaine distance intergénérationnelle. Bien que les jeunes générations conservent fréquemment une compétence réceptive, elles n'intègrent plus la langue comme vecteur ordinaire de socialisation.

3.3. Une politique régionale plus souple en Italie

Du côté italien, bien que les dialectes liguriens ne bénéficient pas d'une reconnaissance directe dans le cadre de la loi 482/1999, les données recueillies témoignent d'une configuration sociolinguistique sensiblement différente, car l'unification nationale plus tardive (1860) a ici laissé la langue standard coexister avec des dialectes historiquement moins stigmatisés qu'en France, les dispositifs de valorisation du patrimoine linguistique ont eu plus de succès pour accorder une visibilité accrue aux parlers liguriens : sous l'effet (direct ou indirect) de la loi 482/1999, qui, outre l'auto-assignation à l'occitanité dans quelques communes 'occitanes', a favorisé un 'climat de reconnaissance' des langues vernaculaires. De plus, la province d'Imperia a cherché à soutenir la transmission des parlers locaux en encourageant des initiatives éducatives locales, comme les cours de triorasque à Triora et les ateliers de sanrémasque à Sanremo, organisés par des associations et des institutions publiques. Au-delà de la transmission linguistique comme telle, ces efforts

s'inscrivent dans un effort de reconnaissance des dialectes comme symboles d'identité culturelle et régionale.

Les entretiens font apparaître une adhésion à la revalorisation du dialecte, qui tend à être associé à une ressource culturelle et identitaire précieuse, et les réponses des informateurs italiens illustrent le fait qu'ils considèrent de plus en plus les dialectes comme des éléments précieux de leur patrimoine. Ainsi, à Sanremo, une enseignante d'italien et de dialecte, présidente de la compagnie de théâtre dialectal, souligne l'importance du sanrémasque comme « dialecte des ancêtres », tandis qu'une institutrice de Triora présente la promotion du dialecte comme « une culture, comme une tradition [...] qui ne devrait pas être perdue » (*ibid.*, 303, notre traduction). Si certains locuteurs continuent d'employer le sanrémasque ou le triorasque dans la vie quotidienne, d'autres le font lors de fêtes locales ou de spectacles théâtraux, dans une perspective plus 'performative', qui n'en atteste pas moins l'attachement à la langue. Ces formulations témoignent d'une reconnaissance explicite du dialecte et d'une valorisation qui s'accompagne de pratiques concrètes, en contraste avec les formes de dépréciation observées du côté français, où les jeunes sont peu impliqués.

À Triora et à Sanremo, un nombre croissant de jeunes participent à des activités dialectales : cours de triorasque et de sanrémasque, théâtre scolaire, projets audiovisuels, ateliers mobilisant entre 10 et 30 élèves ou encore activités d'échanges intergénérationnels, qui s'inscrivent dans des cadres éducatifs et culturels relativement stabilisés. La participation à des projets collectifs favorise ainsi une appropriation active du dialecte par les jeunes générations, au-delà du simple espoir d'une transmission passive, dont on sait qu'elle ne va pas de soi. Une répondante de Triora explique par exemple que l'« école d'été », où les enfants jouent une pièce de théâtre en dialecte, les amène à vouloir maintenir cette culture locale « afin qu'elle ne disparaisse pas » (*ibid.*, notre traduction). Le théâtre – mais aussi les concours de courts-métrages ou la production de contenus audiovisuels en dialecte –, devient le vecteur concret d'une socialisation linguistique et d'une appropriation de la langue qui se prolonge en dehors de l'école, ce qui renforce sa vitalité. Et lorsqu'un court-métrage tourné à Triora évoque une histoire liée à la Shoah, il apparaît que la valorisation du dialecte peut devenir un outil de médiation historique qui va bien au-delà de la dimension locale. Par ailleurs, des activités comme des conférences ou des promenades pédagogiques en ville de Sanremo créent une forme de convivialité axée sur la mémoire collective, en insérant la transmission du dialecte dans une démarche identitaire plus vaste.

Les modalités de transmission, plus diversifiées que du côté français, favorisent le maintien d'un lien social intergénérationnel, et fournissent aux jeunes générations de nouvelles perspectives en matière de revitalisation. Les dialectes locaux bénéficient donc d'un soutien institutionnel loin d'être anecdotique, qui renforce leur rôle dans la vie quotidienne, et d'un ensemble de pratiques qui rendent davantage possibles un certain maintien et la transmission. Ces pratiques ne relèvent pas uniquement d'une logique patrimoniale : elles contribuent à maintenir des formes de socialisation linguistique, en réinscrivant le dialecte dans des usages collectifs, même lorsqu'ils sont partiellement ritualisés. Le dialecte peut ainsi apparaître comme un vecteur de transmission culturelle et de lien intergénérationnel, soutenu par des initiatives locales et par un environnement institutionnel plus ouvert.

4. Conclusion / mise en regard : cadre juridique, insécurité et réappropriation

Comme nous l'avons vu au début de cette contribution, l'approche linguistique, centrée sur l'examen de corpus, conduit à qualifier les variétés royasques de dialectes liguriens, bien qu'en Italie, l'émergence de nouvelles représentations amène quelques locuteurs de ligurien royasque, notamment à Triora, à intégrer à leur discours une dimension occitane. En tout état de cause, même en l'absence de reconnaissance officielle, le royasque peut, comme groupe dialectal cohérent, être considéré comme une langue minoritaire susceptible de faire l'objet de revendications identitaires. La mise en regard des politiques linguistiques française et italienne met en évidence le rôle du cadre législatif. En Italie, si la loi 482/1999, théoriquement, ne protège pas les dialectes liguriens, qui relèvent de l'italien, l'association de certains parlers liguriens à l'occitan – langue protégée – constitue une stratégie d'autant plus efficace que l'État n'impose aucune affiliation linguistique aux communes, qui restent libres de leur choix en la matière. Inversement, au-delà des écarts entre catégorisations scientifiques et représentations profanes, rien n'empêche la province d'Imperia de s'inspirer de la loi 482/1999 pour produire un discours autonome sur sa langue locale, même si aucune protection officielle n'est prévue.

La comparaison entre les deux versants du territoire étudié fait apparaître des trajectoires politiques différenciées. Dans les deux cas, les parlers locaux ont été marginalisés sous l'effet de la domination des langues nationales, mais le processus ne se déploie pas de manière identique. Dans le contexte français, l'insécurité linguistique apparaît fortement intériorisée et associée à des stratégies d'évitement qui fragilisent la transmission. Du côté italien, elle coexiste plus souvent avec des formes de réappropriation collective, portées par des initiatives éducatives et culturelles qui redonnent visibilité au dialecte. Ces divergences ne doivent pas être interprétées de façon trop schématique, mais elles renvoient bien à des configurations sociolinguistiques spécifiques, où des dynamiques comparables de minorisation produisent des effets contrastés selon le cadre politique, éducatif ou social. Appliquée à cet espace transfrontalier, l'approche comparative permet de mieux saisir l'articulation entre conditions institutionnelles et expériences vécues, mais aussi les modalités changeantes de transmission des parlers liguriens.

L'expérience italienne suggère qu'une politique linguistique associant reconnaissance légale et implication des communautés locales peut produire des résultats tangibles. Les activités de revitalisation observées en Ligurie depuis les années 2000 reposent principalement sur l'engagement d'acteurs locaux, dont le rôle demeure déterminant, mais les initiatives (enseignement local, ateliers culturels, activités théâtrales) y sont plus nombreuses qu'en France. Elles favorisent à la fois la transmission active des parlers liguriens et le renforcement de la fierté identitaire des néo-locuteurs, contribuant ainsi au maintien à long terme de la langue locale (Hornsby 2015).

À l'inverse, en France, les langues régionales restent davantage marginalisées dans l'espace public et scolaire. Dans la vallée de la Roya comme ailleurs, les initiatives de valorisation apparaissent souvent peu coordonnées. L'absence d'une reconnaissance officielle minimale et de mesures systématiques rend le recul des langues locales difficile à enrayer. L'insécurité linguistique y favorise une autocensure des pratiques vernaculaires, ce qui souligne la nécessité de renforcer l'implication des locuteurs pour conserver une certaine vitalité linguistique. L'observation comparée de cet espace frontalier franco-italien semble indiquer que les langues 'mises en danger' à la suite de décisions politiques (ou du refus de repolitiser la question des langues) sont plus difficiles à pérenniser lorsqu'il n'existe pas d'articulation étroite entre reconnaissance juridique, mobilisation des communautés locutrices et valorisation symbolique des parlers dans l'espace social.

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- ALEPO [*Atlante Lessicale Etnografico del Piemonte Occidentale* ; dir. Canobbio, Sabina/Tullio Telmon], Turin : Edizioni dell'Orso.
- Atlas sonore des langues régionales de France* [dir. Boula de Mareüil, Philippe/Albert Rilliard], 2024, Université de Paris-Saclay. [<https://atlas.lisn.upsaclay.fr/>]
- Azaretti, Emilio, 1982, *L'evoluzione dei dialetti liguri*, 2^e éd., Sanremo : Casabianca.
- Bourdieu, Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris : Fayard.
- Cerquiglini, Bernard, 1999, *Les langues de la France. Rapport au ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, et à la ministre de la Culture et de la Communication*, en ligne. [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/994000719.pdf>]
- Chaupré Berki, Charlène, 2021, *Le royasque en France : un dialecte ligurien alpin ? Origines, classification, représentations et réalité sociolinguistique à la frontière franco-italienne*, thèse de doctorat, Université de Lorraine.
- Christoph, Ralf, 2025, « Mehr Schein als Sein? Eine Studie zur Sprachenlandschaft in Liguriens ,okzitanischen' Ortschaften Olivetta, Realdo, Borniga und Verdeggia », *Revue transatlantique d'études suisses*, 14, 59–83. [<https://doi.org/10.7202/1123080ar>]
- Dalbera, Jean-Philippe, 1984, *Les parlers des Alpes-Maritimes. Étude comparative. Essai de reconstruction*, thèse de doctorat d'État, Université de Toulouse.
- , 2002, « Les îlots liguriens de France », dans : Bernard Cerquiglini (dir.), *Les langues de France*, Paris : DGLFLF, 125–136.
- DGLFLF [Délégation générale à la langue française et aux langues de France, ministère de la Culture], 2022, « Langue française et langues de France », en ligne. [<https://www.culture.gouv.fr/thematiques/langue-francaise-et-langues-de-france/agir-pour-les-langues/promouvoir-les-langues-de-france/langues-regionales>]
- Fishman, Joshua A., 1991, *Reversing Language Shift: Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Clevedon/Philadelphia/Adelaide : Multilingual Matters.
- Forner, Werner, 1986, « Brigasco roiasco », *R nì d'aigüra*, 6, 4–6.
- , 1988, « Areallinguistik I. Ligurien / Aree linguistiche I. Liguria », dans : Günter Holtus/Michael Metzeltin/Christian Schmitt (dir.), *Italienisch, Korsisch, Sardisch*, Berlin/New York : De Gruyter, 453–469. [<https://doi.org/10.1515/9783110966107.453>]
- , 2010, « Parlate liguri alpine e varietà di transizione », dans : ouvrage collectif, *Studi sui dialetti della Liguria occidentale*, Genova : Centro Internazionale di Studi Liguri, 45–68.
- , 2012, « Layron, vay en mala hora Le più antiche attestazioni del Pignasco », *Intemelion*, en ligne. [<https://www.intemelion.it/pdf/18/06-forner.pdf>].
- Francard, Michel, 1997, « Insécurité linguistique », dans : Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique. Concepts de bases*, Sprimont : Mardaga, 170–176.
- Hornsby, Michael. 2015. *Revitalizing Minority Languages: New Speakers of Breton, Yiddish and Lemko*. Palgrave Studies in Minority Languages and Communities. London: Palgrave Macmillan.
- Iordan, Iorgu/John Orr, 1970, *An Introduction to Romance Linguistics. Its School and Scholars*, 2^e éd., Oxford : Blackwell.
- Labov, William, 1966, *The Social Stratification of English in New York City*, Washington, DC : Center for Applied Linguistics.
- Massajoli, Maria, 2008, « Le varietà liguri subalpine », dans : Fiorenzo Toso (dir.), *Lingue e dialetti dell'Italia settentrionale*, Alessandria : Edizioni dell'Orso, 215–232.
- Regis, Riccardo, 2019, *Atlante Linguistico ed Etnografico del Piemonte Occidentale* [version 3], dans : Roland Bauer/Thomas Krefeld (dir.), *Lo spazio comunicativo dell'Italia e delle varietà italiane*, Munich : Universität Ludwig-Maximilian [*Korpus im Text*, 7.91] [<http://www.kit.gwi.uni-muenchen.de/?p=12785&v=3>]

- Sibille, Jean, 2010, « Langues de France et territoires : raison des choix et des dénominations », dans : Alain Viaut/Joël Pailhé (dir.), *Langue et espace*, Pessac : MSHA.
- Toso, Fiorenzo, 1996, *Frammenti d'Europa. Guida alle minoranze etnico-linguistiche e ai fermenti autonomisti*, Milano : Baldini & Castoldi.
- , 2009a, *Le minoranze linguistiche in Italia*, Milan : FrancoAngeli.
- , 2009b, « L'occitanizzazione delle Alpi liguri e il caso del brigasco », dans : Albina Malerba (dir.), *Quem tu probe meministi. Studi e interventi in memoria di Gianrenzo P. Clivio*, Turin : Centro Studi Piemontesi, 177–248.
- Walter, Henriette, 2012, « Les langues régionales face au français », *Modèles linguistiques*, 66, 13–15.
[<https://doi.org/10.4000/ml.280>]

L'occitan dans l'Occitanie des années 2020 : approche statistique d'une transmission familiale en déclin

Jean-Pierre JEANTHEAU, Société Dédaléo conseil (Lyon)

Résumé

Le texte dresse un portrait statistique de l'occitan en région Occitanie dans les années 2020, à partir de trois grandes enquêtes récentes à caractère sociolinguistique. Il montre que, si l'occitan a longtemps été une langue largement transmise dans les familles, cette transmission s'est effondrée au profit du français depuis le début du 20^e siècle. Aujourd'hui, près de 92 % des habitants de la région utilisent uniquement le français dans leur foyer, et seuls environ 1 % continuent à y parler l'occitan. Bien que 4 % des personnes aient été exposées à l'occitan dans leur enfance, plus de 80 % d'entre elles ont abandonné cette langue dans la vie familiale adulte. L'occitan est surtout parlé par des personnes âgées et les politiques de revitalisation (école, culture, médias) produisent des néo-locuteurs et néo-locutrices, mais pas des usages familiaux durables. La scolarisation en français, la mobilité géographique et la mixité des couples favorisent l'abandon des langues régionales – comme du reste celui de la plupart des langues issues de l'immigration. Comme d'autres langues minoritaires, l'occitan devient une langue apprise, mais peu vécue. De ce point de vue, malgré quelques soutiens institutionnels, il reste une langue gravement menacée.

Zusammenfassung

Der Text zeichnet anhand dreier grosser jüngerer soziolinguistischer Erhebungen ein statistisches Porträt des Okzitanischen in der Region Okzitanien in den 2020er Jahren. Er zeigt, dass das Okzitanische zwar lange Zeit in den Familien weitgehend weitergegeben wurde, diese Weitergabe jedoch seit Beginn des 20. Jahrhunderts zugunsten des Französischen stark zurückgegangen ist. Heute verwenden fast 92 % der Einwohner der Region in ihrem Haushalt ausschliesslich Französisch, und nur etwa 1 % spricht dort noch Okzitanisch. Obwohl 4 % der Menschen in ihrer Kindheit mit Okzitanisch in Kontakt kamen, haben mehr als 80 % von ihnen diese Sprache im Erwachsenenalter im Familienleben aufgegeben. Okzitanisch wird vor allem von älteren Menschen gesprochen. Die Revitalisierungsmassnahmen (Schule, Kultur, Medien) bringen zwar Neusprecher:innen hervor, führen jedoch nicht zu einem nachhaltigen Gebrauch in der Familie. Die Schulbildung auf Französisch, die geographische Mobilität und die sprachlich gemischten Paare begünstigen den Rückgang der Regionalsprachen – wie übrigens auch der meisten Sprachen aus der Migration. Wie andere Minderheitensprachen wird auch das Okzitanische zunehmend zu einer Sprache, die zwar gelernt, aber kaum gelebt wird. In dieser Hinsicht bleibt es trotz einiger institutioneller Unterstützungsmassnahmen eine ernsthaft bedrohte Sprache.

Riassunto

Il testo offre un ritratto statistico dell'occitano nella regione dell'Occitania negli anni 2020, basato su tre grandi indagini sociolinguistiche recenti. Mostra che, sebbene l'occitano sia stato a lungo trasmesso ampiamente all'interno delle famiglie, questa trasmissione si è fortemente ridotta a favore del francese a partire dall'inizio del XX secolo. Oggi quasi il 92% degli abitanti della regione usa esclusivamente il francese in famiglia e solo circa l'1% continua a parlare occitano in casa. Benché il 4% delle persone sia stato esposto all'occitano nell'infanzia, oltre l'80% di esse ha abbandonato questa lingua nella vita familiare adulta. L'occitano è parlato soprattutto da persone anziane e le politiche di rivitalizzazione (scuola, cultura, media) producono neoparlanti, ma non usi familiari duraturi. La scolarizzazione in francese, la mobilità geografica e la mescolanza linguistica delle coppie favoriscono l'abbandono delle lingue regionali – così come quello della maggior parte delle lingue legate all'immigrazione. Come altre lingue minoritarie, l'occitano sta diventando una lingua appresa ma poco vissuta. Da questo punto di vista, nonostante alcuni sostegni istituzionali, rimane una lingua seriamente minacciata.

Abstract

The text provides a statistical portrait of Occitan in the Occitanie region in the 2020s, based on three major recent sociolinguistic surveys. It shows that although Occitan was long widely transmitted within families, this transmission has collapsed in favour of French from the early 20th century onward. Today, nearly 92% of the region's inhabitants use only French in their households, and only about 1% still speak Occitan there. Although 4% of people were exposed to Occitan in childhood, more than 80% of them have abandoned the language in their adult family life. Occitan is spoken mainly by older people, and revitalization policies (in schools, culture, and the media) produce new speakers but not lasting family use. Schooling in French, geographic mobility, and mixed-language couples all promote the abandonment of regional languages—as well as of most of languages brought by immigration. Like other minority languages, Occitan is becoming a language that is learned but little lived. From this point of view, despite some institutional support, it remains a seriously endangered language.

1. Introduction

Lorsque Jules César décrit la partition de la Gaule au premier siècle avant notre ère, il prend en considération des organisations 'tribales' locales, mais aussi la langue parlée par les habitants de chaque région géographique. En 1305, dans une approche à peine plus linguistique, Dante Alighieri, dans *De vulgari eloquencia*, distribue les espaces géographiques du Sud-Ouest de l'Europe entre des langues romanes, les distinguant symboliquement par la façon dont les locuteurs marquent verbalement leur acquiescement : oïl, oc ou si. En 1291, le concept de langue d'oc apparaît dans un document notarial (Lafitte 2014), désignant peu à peu un groupe de parlers¹ présents dans le Sud de la France, ayant une assez forte proximité entre eux et se distinguant des parlers du Nord de la France – mais aussi du basque, du catalan et du francoprovençal, ce dernier groupe ayant été identifié seulement à la fin du 19^e siècle. La langue d'oc déterminait également une aire géographique² dans laquelle les habitants utilisaient majoritairement, voire exclusivement, celle-ci dans leur vie sociale et familiale. Pour la quasi-totalité des personnes y résidant, la transmission des langues était l'affaire de la famille et des proches.

Les langues occitanes ont connu des heures de gloire, elles ont été des langues de gouvernement (jusqu'au 16^e siècle), elles ont rayonné parfois même au-delà des frontières qu'on leur attribuait (troubadours, entre autres, au Moyen Âge). Mais la plupart des habitants de ces régions ont progressivement cessé de les utiliser dans la vie sociale, essentiellement sous la pression des dispositions administratives mises en place par le pouvoir central (francophone) de la France, tout particulièrement après la Révolution de 1789. Le mouvement s'est accéléré tout au long du 19^e siècle par le développement de la scolarisation en français, mais aussi sous l'effet de l'exode rural. Au début du 20^e siècle, malgré la généralisation de la scolarisation en français, la transmission familiale a continué à maintenir un nombre important de locuteurs. Toutefois, petit à petit, les migrations régionales et les métissages linguistiques au sein des familles ont réduit le nombre de locuteurs familiaux. Aujourd'hui, les pouvoirs publics et des associations, s'appuyant sur les efforts de grammatisation (Auroux 1994) de la langue, œuvrent avec plus ou moins de succès à la réintroduction ou l'introduction de la langue occitane dans l'espace culturel, scolaire ou public. Mais qu'en est-il de sa transmission familiale aujourd'hui ?

La question de l'estimation du nombre de locuteurs de la langue occitane, comme d'autres langues, n'est pas récente. L'abbé Grégoire, lors de son rapport à la Convention nationale le 16 prairial de l'an II de la République (4 juin 1794), estime que six millions de français ne parlent pas français et « qu'un nombre égal est à peu près incapable de soutenir une conversation suivie », alors que la France compte quelque 28 millions d'habitants (Dupaquier 1988). Depuis, peu d'enquêtes se sont attachées à évaluer le nombre des locuteurs (adultes) de certaines langues régionales. Aux débuts de la statistique, l'enquête de Coquebert de Montbret (1807-1812) a surtout tenté de cartographier les dialectes – ne fournissant d'estimation du nombre de locuteurs que pour la langue bretonne. Quant au questionnaire 'statistique' joint à la note du ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, datée du 28 mai 1864, il cherchait à estimer l'importance des « idiomes et patois » en usage pour l'instruction dans les écoles primaires et le nombre d'élèves qui ne parlaient pas la langue française.

¹ Faute de pouvoir développer ici des distinctions entre *langue* et *parler*, les deux termes seront employés indistinctement.

² Selon la vision de Dante, le Nord de l'Espagne faisait partie intégrante de l'aire occitane. La frontière géographique entre les deux groupes de langues est difficile à établir, comme l'ont montré les enquêtes du 19^e siècle.

Il faut attendre la fin du 20^e siècle pour que la statistique publique, avec des méthodes contemporaines, s’intéresse à nouveau au sujet, collectant des données sur les langues utilisées par les adultes. L’enquête « Famille » (INSEE/INED³ 1999), qui succéda à l’enquête « Éducation » (v. Héran 1993), reste la plus importante. Depuis, certaines enquêtes publiques ont introduit dans leurs protocoles d’interrogation des questions sur les langues parlées par les répondants. C’est le cas, depuis 2004, des enquêtes de type IVQ (‘Information et Vie Quotidienne’). D’autre part, des institutions régionales ou des offices à caractère régional se sont intéressés à la pratique d’une langue spécifique sur leur territoire. L’enquête de l’Office public de la langue occitane (OPLO) conduite en 2010 en est l’illustration. Dernièrement, de 2019 à 2023, la région Occitanie a été particulièrement scrutée sous l’angle linguistique par les trois enquêtes suivantes – que nous numérotions pour faciliter la lecture de l’article :

- (E1) la nouvelle grande étude commanditée par l’OPLO en 2019-2020 ;
- (E2) l’enquête d’IVQ Occitanie (2021-2022), diligentée par des institutions publiques régionales ;
- (E3) l’enquête nationale FLV (‘Formation tout au Long de la Vie’) conduite en 2022-2023 par l’INSEE et la DARES⁴, qui associe une enquête européenne et un questionnement de type IVQ.

Chacune observe la situation avec un point de vue différent et toutes ne se focalisent pas uniquement sur l’occitan ; elles ont néanmoins un constat partagé : l’occitan est en danger. Dans ce texte, nous allons nous appuyer sur les trois enquêtes pour étudier les pratiques linguistiques familiales en Occitanie, et plus particulièrement la transmission familiale de l’occitan – en nous fondant surtout sur les enquêtes E2 et E3, auxquelles nous avons directement participé, tout en les comparant régulièrement à certains aspects de l’enquête E1. Nous visons ainsi à faire le portrait d’une langue qui, comme nous le verrons, est de moins en moins transmise au sein de la famille. Après avoir présenté quelques aspects méthodologiques, nous analyserons diverses données sur la pratique familiale des langues en Occitanie, en les comparant parfois avec le cadre hexagonal. Il s’agira en particulier de comparer le répertoire des langues auxquelles les répondants ont été exposés pendant l’enfance – qu’il s’agisse du français, de langues régionales locales (l’occitan) ou relevant d’autres régions, ou encore de langues liées à des migrations récentes –, et les langues qu’ils pratiquent encore à la maison aujourd’hui. Les résultats documenteront un passage progressif de pratiques plurilingues vers un usage familial exclusif du français. Enfin, après quelques analyses fondées sur le croisement de données linguistiques et de diverses variables sociologiques (âge, genre, taille du lieu de résidence), nous en viendrons aux principales conclusions – en évoquant entre autres les conditions actuelles de la transmission de la langue hors du cadre familial, dans le cadre scolaire, et en comparant les phénomènes à l’œuvre, en matière de (non-)transmission, entre les langues historiques et les langues liées à l’immigration récente.

³ Institut national de la statistique et des études économiques/Institut national d’études démographiques ; 380 000 répondants (questionnaire autoadministré) ; v. INSEE, 2000, *Courrier des statistiques*, 93, mars 2000.

⁴ Direction de l’Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques (ministère du Travail, France).

2. Les enquêtes : quelques données méthodologiques

2.1. L'échantillonnage

Les échantillons des trois enquêtes de référence présentent des différences dont il faudra tenir compte lorsque nous aurons à interpréter des comparaisons, et qu'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau 1 – Caractéristiques succinctes des enquêtes récentes mentionnées dans l'article

ENQUETE CARACTERISTIQUE	OPLO (E1)	IVQ OCCITANIE (E2)	FLV HEXAGONE (E3) (dont questions IVQ)
Cible géographique	Région Occitanie	Région Occitanie	France hexagonale
Méthode de tirage	Quotas	Quotas	Aléatoire
Interrogation	Par téléphone	Face à face	Face à face
Âge	15 ans et plus	18-65 ans	15-65 ans
Nombre de répondants	4700	2935	12 201
Dates de collecte	2019-2020	2021-2022	2022-2023

Géographiquement, l'enquête OPLO (E1) se déploie à l'intérieur des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, en excluant les zones qui ne sont pas considérées traditionnellement comme faisant partie du domaine de l'occitan. Nous ne prendrons en compte pour les comparaisons que la partie Occitanie (sans la zone catalane). Mais la plus grande différence se situe au niveau de l'approche générale du questionnaire. L'enquête OPLO se concentre sur la langue occitane, les enquêtes E2 (IVQ) et E3 (FLV) recensent toutes les langues parlées au domicile ou en dehors. Si l'enquête E1 permet une étude plus fine des profils des locuteurs de la langue occitane, les enquêtes E2 et E3, embrassant l'ensemble des langues connues par les répondants, permettent de replacer l'évolution de l'usage des langues locales dans le cadre plus général des choix linguistiques des populations résidant dans l'espace dénommé 'Région Occitanie'.

L'étude présentée ici repose essentiellement sur les deux questions intégrées au protocole des enquêtes E2 et E3, qui demandaient aux personnes interrogées de déclarer les pratiques linguistiques en usage dans leur foyer lorsqu'elles étaient enfants, puis au moment de l'enquête. Des questionnaires biographiques associés ont permis de collecter des informations nécessaires à une interprétation sociologique des pratiques familiales. Nous nous sommes particulièrement attachés aux cas des langues régionales occitanes, hexagonales et d'Outre-mer présentes en Occitanie.

2.2. Les questions posées (enquêtes E2 et E3)

Le texte des deux questions portant sur les langues de communication des personnes interrogées (E2 et E3) était : « Quand vous étiez enfant, vers l'âge de 5 ans, en quelle(s) langue(s), quel(s) dialecte(s) ou patois vous parlait-on d'habitude à la maison ? ». La deuxième cherchait à recenser les langues de communication en usage au domicile au moment de l'enquête : « Aujourd'hui, à la maison, avec vos proches, quelle(s) langue(s), patois, ... parlez-vous habituellement ? ». Les questions étaient ouvertes, le nombre de langues pouvant être mentionnées était au maximum de quatre. Les langues ou idiomes étaient notés par ordre de fréquence d'utilisation. D'autres enquêtes ayant un volet linguistique ont également utilisé ces mêmes questions ou des questionnements proches, comme les enquêtes 'Éducation' (INED 1992) et 'Famille' (INSEE/INED 1999) évoquées plus haut.

Dans le texte des questions, on voit apparaître des termes comme 'dialecte' ou 'patois', contestés par un grand nombre de linguistes en raison de leur charge péjorative. Cependant, depuis

2004, l'expérience des enquêtes IVQ a montré qu'ils sont parlants pour le plus grand nombre des répondants dans ce type d'enquête. François Héran (2002, 69), pour les enquêtes 'Éducation' (1992) et 'Famille' (1999), ainsi que Marie Sarraute-Armentia (2024, 105), pour l'enquête OPLO de 2019-2020 (E1), l'ont aussi constaté. La plupart du temps, les personnes enquêtées utilisent d'elles-mêmes le mot de 'dialecte' (ou 'patois') pour signifier qu'elles pensent que le langage qu'elles utilisent dans certaines circonstances ne fait pas directement référence à une langue nationale ou régionale qui pourrait être enseignée par une institution, mais à des pratiques langagières locales.

2.3. Précisions sur l'interprétation des réponses

Blanche-Benveniste et Chervel (1978, 2) remarquent qu'« on ne sait pas le chinois, on sait du chinois » – ce qui correspond assez bien à la vision de la langue que nous avons exposée ailleurs (Jeantheau 2015, 18). Vraisemblablement, aucune des personnes interrogées dans les enquêtes mentionnées ne maîtrisait complètement la langue française. Cependant, lorsqu'une d'elles déclare parler français, elle s'affirme comme étant en mesure de négocier avec quelqu'un qui se réfère à cette même langue, un langage de communication qui leur permettra de s'exprimer et de se comprendre. Dans la pratique, la langue de référence est celle de l'école française et des médias institutionnels. Par ailleurs, les personnes qui déclarent parler une langue régionale peuvent avoir rencontré sa variété formelle lors d'un enseignement de type scolaire – ou au moins connaissent-elles l'existence d'une langue écrite qu'elles estiment plus ou moins proche de la variété qu'elles déclarent pratiquer.

Les données traitées plus bas sont déclaratives et peuvent faire l'objet de biais de représentation (Héran 2002, 71). Nous verrons également, grâce à l'enquête FLV (E3), que les personnes interrogées peuvent maîtriser plus ou moins bien d'autres langues (régionales ou non) que celles utilisées dans leur communication domestique et recensées par le questionnaire. Quoi qu'il en soit, les informations recueillies par ces enquêtes peuvent fournir des indications précieuses sur les pratiques langagières, comme nous allons essayer de le montrer.

3. Données sur la pratique familiale des langues (Occitanie/Hexagone)

3.1. Langues fréquentées⁵ dans l'enfance au domicile

Dans l'enquête IVQ Occitanie (E2), on relève que les répondants sont 84 % à déclarer qu'on ne leur parlait qu'une seule langue dans leur enfance, 15 % évoquent deux langues et 1 % trois langues. Pas moins de 98 % ont déclaré que, dans leur enfance, on leur parlait français à la maison ; pour 83 % d'entre eux, le français était la seule variété parlée à la maison, et, pour 16 %, il cohabitait avec une autre langue.

Pour l'enquête FLV (E3), portant sur l'ensemble de l'Hexagone, les chiffres globaux sont assez similaires : 79 % des répondants déclarent n'avoir entendu que du français au domicile, et 17 % du français et une autre langue. Au total, 97 % d'entre eux, ayant commencé leur scolarité en France, ont été en contact avec le français à leur domicile dans l'enfance (à cinq ans). Dans le détail on remarque un pourcentage de déclaration de « langues autres » moindre dans l'enquête sur l'Occitanie (2 %) comparativement à l'ensemble de l'Hexagone (5 %). Cependant, plus de personnes ont été en contact avec l'arabe ou l'espagnol, conformément à la position géographique de la région. Le tableau 2 donne les effectifs de locuteurs recensés pour chaque langue figurant dans le

⁵ Le terme permet, en sociolinguistique, d'évoquer l'ensemble des langues faisant partie de l'environnement d'une personne ou d'un groupe, sans devoir préciser si elles sont comprises ou parlées – ni à quel degré.

premier tri de la collecte en ‘grandes catégories’. On notera que le total des locuteurs déclarés est supérieur au nombre de répondants, en raison de la possibilité de déclarer plusieurs langues pratiquées au domicile familial. Par ailleurs, il n’est pas possible de comparer les résultats de ce tableau avec ceux de l’enquête OPLO (E1), qui était centrée sur l’occitan et n’étudiait pas les situations de plurilinguisme.

Tableau 2 – Langues fréquentées dans l’enfance au domicile, Occitanie/Hexagone, en nombre et en %⁶

[Répondants de 18 à 65 ans ayant eu leur première scolarisation en France]

Source : IVQ Occitanie, CSA [Comité social d’administration de l’INSEE Occitanie] (E1)/FLV, INSEE/DARES (E2)

ENQUETE LANGUES	IVQ OCCITANIE (E2)					FLV HEXAGONE (E3)			
	POSITIONS			Total		POSITIONS			
	1	2	3			1	2	Total	
Français	2784	99	3	2886	98 %	10 107	413	10 520	97 %
Arabe	52	55	1	108	4 %	110	175	285	3 %
Espagnol	23	63	2	88	3 %	41	94	135	1 %
Italien	6	26	4	36	1 %	40	88	128	1 %
Anglais	3	19	5	27	1 %	8	102	110	1 %
Portugais	6	15	0	21	1 %	70	71	141	1 %
Allemand	1	5	1	7	0,2 %	11	45	56	0,5 %
Langues régionales	38	163	5	206	7 %	281	559	840	8 %
Dont créoles	10	11	1	22	1 %	54	66	120	1 %
Autres langues	22	26	2	50	2 %	196	367	563	5 %
Total	2935	472	23	3430	118,2 %	10 864	1914	12 778	118,5 %

Le dépouillement des réponses ouvertes recueillies lorsque l’enquêteur demandait aux personnes interrogées de préciser leur première réponse montre qu’en Occitanie, parmi les langues régionales fréquentées dans l’enfance (206 occurrences au total sur les trois positions) l’occitan arrive sans surprise en premier avec 102 citations. Il est suivi du catalan (33 locuteurs), du picard (22) et de l’ensemble des créoles ultramarins (17) – v. tableau 3. L’occitan ne représente qu’un peu moins de la moitié des langues régionales déclarées. Les scores du picard et des créoles sont à rapprocher du phénomène de migrations interrégionales liées, entre autres, à l’attrait de la région Occitanie, tout spécialement pour les retraités du Nord de la France. L’enquête OPLO (E1), si elle ne fait pas état des langues régionales autres que l’occitan, révèle que 43 % de ses répondants ont déclaré avoir passé la plus grande partie de leur enfance hors de leur département de résidence ou des départements limitrophes au moment de l’enquête. Les migrations franco-françaises sont fréquentes et concernent particulièrement l’Occitanie⁷. Ces migrations ne favorisent pas le maintien de l’utilisation des langues régionales dans le domaine social. Loin de leurs berceaux géographiques respectifs, les langues régionales ne bénéficient d’aucun soutien institutionnel. Il est peu probable que les institutions occitanes en viennent prochainement à proposer des programmes culturels à l’extérieur de leur territoire de référence, par exemple pour les locuteurs occitans émigrés en Bretagne, pas plus qu’on s’attend à ce que les régions Bretagne ou Occitanie soutiennent d’autres langues régionales (flamand, créole, etc.) que la leur.

⁶ Certains pourcentages sont donnés avec une décimale après 0, pour ne pas faire disparaître certaines langues en arrondissant. Ainsi, dans l’enquête FLV (E2), 0,1 % correspond tout de même à une population ‘réelle’ de 41 000 personnes et dans l’échantillon Occitanie, 0,4 % à 12 personnes ou 12 000 adultes dans la population occitane. Dans ce tableau comme dans les suivants, tous les calculs ont été effectués par l’auteur.

⁷ En moyenne, entre 2019 et 2022, un million de personnes résidant en France ont changé de région (INSEE 2023a), et plus de 50 % ne résidaient pas dans leur département d’origine (INSEE, 2023b) ; v. aussi INSEE 2022.

Tableau 3 – Langues régionales fréquentées dans l'enfance au domicile, Occitanie (E2), en nombre

Source : IVQ Occitanie, CSA

LANGUE		LANGUE		LANGUE	
Alsacien	5	Corse	2	Normand	2
Berrichon	2	Créole	17	Occitan	102
Basque	1	Gascon	6	Poitevin	3
Breton	2	Gitan	1	Tahitien	1
Catalan	33	Lorrain	2	Wallon	1
Picard/Ch'ti	22	Mahorais	4	Total général	206

On a souvent tendance à penser que les seules langues régionales présentes sur le territoire français sont celles qui y étaient utilisées historiquement. Dans des périodes où les personnes étaient peu mobiles géographiquement, on a même pu penser qu'il existait une symbiose entre les langues ou parlers et les territoires, au point de nommer parfois des territoires en s'inspirant du nom des langues parlées par leurs habitants – à commencer par le Languedoc. Si l'État-nation post-révolutionnaire a redistribué les cartes en associant une langue – le français – à la législation et à l'administration, et l'a imposée, par la scolarisation, dans un souci affiché d'accès égalitaire aux droits et d'efficacité administrative, l'espace privé a longtemps été le refuge des langues 'historiques' des territoires. Le tableau 2 montre que la langue française a fini par s'imposer pour la communication intrafamiliale. Le tableau 3 révèle toutefois que du fait de la mobilité grandissante des populations, un territoire donné peut abriter des groupes de personnes parlant ou ayant parlé des langues régionales différentes de celle(s) qu'on revendique comme identitaire(s).

3.2. Langues pratiquées au moment de l'enquête au domicile

Le tableau suivant (4) est conçu sur le même modèle que le tableau 2 (langues au domicile dans l'enfance), mais fait référence à la langue parlée en 2022/2023. Il nous montre que pratiquement tous les répondants, au moment de l'enquête, parlaient habituellement le français chez eux – avec une baisse marquée des personnes mentionnant une langue régionale.

Tableau 4 – Langues parlées au domicile en 2022-2023, Occitanie/Hexagone, en nombre et en %

Sources : v. tableau 2

ENQUETE LANGUES	IVQ OCCITANIE (E2)					FLV HEXAGONE (E3)			
	POSITIONS			Total		POSITIONS			
	1	2	3			1	2	Total	
Français	2899	27	0	2926	99,7 %	10 654	126	10 780	99,2 %
Arabe	14	59	1	74	2,5 %	24	135	159	1,5 %
Espagnol	3	29	2	34	1,2 %	5	83	88	0,8 %
Italien	1	12	0	13	0,4 %	4	50	54	0,5 %
Anglais	5	34	3	42	1,4 %	31	562	593	5,5 %
Portugais	3	13	1	17	0,6 %	8	72	80	0,7 %
Allemand	2	3	1	6	0,2 %	2	38	40	0,4 %
Langues régionales	4	35	0	39	1,3 %	71	204	275	2,5 %
Dont créoles	1	8	0	9	0,3 %	21	62	83	0,7 %
Autres langues	4	21	4	29	1,0 %	65	182	247	2,3 %
Total	2935	233	12	3180	108,3 %	10 864	1452	12 316	113,4 %

La comparaison entre la France hexagonale et l'Occitanie, présentée dans les tableaux 2 et 4, montre que les écarts sont plutôt minces, surtout en raison de l'écrasement statistique causé par le recours presque exclusif au français chez les deux populations. Les effectifs de la plupart des groupes autres que celui du français seul ont fondu. Une exception notable est l'anglais, qui progresse nettement, tout en ne regroupant pas plus de 1,4 % des répondants en Occitanie et 5,5 % dans l'ensemble de l'Hexagone. Une autre particularité de la région Occitanie est la plus faible proportion de locuteurs déclarant parler des langues régionales, en raison, entre autres, du plus petit nombre de locuteurs des langues et créoles d'Outre-mer.

Par ailleurs, les effectifs des personnes déclarant parler une langue régionale à leur domicile ont été divisés par cinq en Occitanie (de 7 % à 1,3 %) et par trois dans l'Hexagone (de 8 % à 2,5 %). Dans la région du Sud, on ne relève plus que 39 occurrences de l'une des neuf langues régionales françaises citées. L'occitan (en incluant aussi le gascon) reste la première langue utilisée, mais passe de 108 citations à 17. Le catalan conserve aussi sa deuxième place, tout en divisant par trois ses effectifs (dix mentions). Le picard/ch'ti disparaît, tout comme presque toutes les autres langues de France hexagonale citées comme ayant été fréquentées dans l'enfance. On peut faire l'hypothèse que la pratique d'une langue régionale a besoin au minimum, pour se maintenir, d'un environnement favorable ou de liens linguistiques familiaux très forts. La différence d'évolution entre l'occitan et les autres langues régionales hexagonales est très certainement due aux efforts déployés par les organisations et institutions locales en faveur de l'occitan à l'école, dans les manifestations culturelles et dans les médias.

3.3. Les pratiques plurilingues

Les tableaux précédents, bien que très informatifs, ne rendent pas entièrement compte des situations linguistiques réelles, car ils occultent la dimension monolingue ou multilingue (bilingue, essentiellement) des pratiques familiales. Dans le tableau 5, nous avons donc procédé à de nouveaux regroupements, en donnant une visibilité particulière à l'arabe – la langue la plus souvent déclarée, après le français, à la fois dans l'Hexagone (E3) et en Occitanie (E2).

Tableau 5 – Situation linguistique unilingue ou plurilingue, Occitanie/Hexagone (E2 et E3), en nombre et en % (pondéré)⁸

Source : v. tableau 2

ENQUETE LANGUE(S)	DANS L'ENFANCE			A LA MAISON AUJOURD'HUI		
	OCCITANIE	HEXAGONE		OCCITANIE	HEXAGONE	
Français seul	2425	82,6 %	79,4 %	2695	91,7 %	84,9 %
Français + arabe	95	3,4 %	2,5 %	71	2,8 %	1,7 %
Fr + langue régionale locale	123	4,2 %	—	23	0,7 %	—
Fr.+ autre langue régionale	61	2,1 %	—	15	0,5 %	—
Fr + langue régionale	184	6,3 %	6,0 %	38	1,3 %	2,1 %
Français + langue étrangère	179	6,1 %	8,7 %	119	3,8 %	10,8 %
Pas de français	52*	1,9 %	3,4 %	12	0,4 %	0,5 %
	2935	100,3 %	100 %	2935	100 %	100 %

*dont huit répondants ayant déclaré parler une langue régionale locale seule.

⁸ Pour rapprocher le plus possible la structure sociodémographique de l'échantillon de celle de la population réelle visée, des pondérations ont été affectées à chaque individu interrogé.

En Occitanie, la situation linguistique associant le français et une langue étrangère dans l'enfance (groupe 6) représente 6,1 % des situations déclarées. Le même regroupement, au moment de l'enquête et à la maison, ne représente que 3,8 % des situations.

Afin de contextualiser les chiffres de l'Occitanie, nous avons fait figurer ceux de l'échantillon hexagonal de l'enquête FLV (E3), en ne conservant que les personnes ayant commencé leur scolarité en France (comme c'est le cas dans l'échantillon d'Occitanie). On constate qu'en Occitanie, 91,7 % des répondants déclarent n'utiliser que le français au domicile alors qu'ils ne sont que 82,6 % à indiquer une enfance vécue uniquement en français. Les langues régionales, et particulièrement les langues locales (occitan et catalan), sont plus citées concernant l'enfance que pour l'utilisation au sein du foyer au moment de l'enquête. Que ce soit en Occitanie ou dans l'Hexagone, on constate donc un abandon massif des langues régionales dans la pratique familiale quotidienne (groupes 3+4). Par ailleurs, l'Occitanie se distingue de l'Hexagone par un moins grand nombre de personnes déclarant utiliser à la fois le français et une langue étrangère. On remarque que la fréquence de cette situation, *français + langue étrangère*, a légèrement baissé entre l'enfance et la période actuelle, y compris si on considère à part le cas de la langue arabe (tableau 4, groupe 3).

En scrutant les chiffres du tableau 5, on peut être surpris par le pourcentage de locuteurs de l'occitan affiché par l'enquête OPLO (E1) : 7 %. En fait, les enquêtes n'estiment pas la même chose. Dans l'enquête OPLO, l'estimation donne le pourcentage de personnes possédant une certaine compétence en occitan ; dans les autres, on estime le pourcentage de personnes qui utilisent cette compétence dans la communication intrafamiliale habituelle. Ainsi, selon cette enquête, 7 % des personnes de la région peuvent « exprimer ce qu'elles veulent en occitan ou *avoir* suffisamment *de maîtrise de l'occitan* [notre italique] pour tenir une conversation simple » (OPLO 2020, 79 [*Rapport langue occitane, état des lieux*]). On peut imaginer que la communication au sein de la famille nécessite des compétences du niveau le plus élevé, qui n'est atteint selon l'enquête OPLO que par 3 % des répondants. On peut aussi être un bon locuteur d'une langue et ne pas l'utiliser au sein de sa famille. James Costa (2010, 93) constate ainsi « que les militants transmettent relativement peu souvent la langue à leurs enfants, contrairement à ce que l'on pourrait attendre ». Autre exemple de cette dichotomie entre maîtrise et pratique familiale d'une langue : dans l'enquête FLV (E3), 68 % des répondants ont déclaré parler plus ou moins anglais⁹ et 15 % ont revendiqué une maîtrise complète de cette langue sans la déclarer comme langue de communication familiale. Pour aller dans le même sens, 1 % des répondants de l'enquête FLV (E3) ont déclaré maîtriser une langue régionale, mais ne pas l'utiliser dans la communication familiale.

Si l'on veut comparer les chiffres de l'enquête OPLO avec ceux de l'enquête IVQ Occitanie (E2), on peut penser que le pourcentage de locuteurs potentiels des langues régionales locales à prendre en compte est celui des personnes qui ont eu ces dernières comme langues maternelles, soit 4,8 %¹⁰. La différence résiduelle entre les deux pourcentages s'explique par la constitution des deux échantillons. En effet, l'échantillon de l'enquête OPLO (E1) est moins restrictif au niveau de l'âge que celui de l'enquête IVQ (E2), puisqu'il inclut des répondants de plus de 65 ans. Une des conséquences est que l'âge moyen annoncé du locuteur de l'occitan est de 66 ans (OPLO 2020, 24), au-delà de la limite d'âge retenue pour la constitution de l'échantillon IVQ Occitanie. Cette caractéristique jointe au fait que, comme nous le constaterons plus loin, plus les répondants sont

⁹ La question était : « En dehors de la (les) langue(s) utilisée(s) au domicile, pouvez-vous parler et comprendre une autre langue, dialecte ou patois, même si ce sont juste quelques mots ? Quelle est cette langue ? »

¹⁰ Le pourcentage correspond au nombre de locuteurs de langues régionales locales, 141 (tableau 3), divisé par 2935 (nombre de répondants).

âgés, plus on a de chance de trouver des locuteurs de la langue occitane, explique largement la différence relevée.

3.4. L'évolution des pratiques langagières en Occitanie : vers l'usage familial exclusif du français

Le tableau suivant (6) explore l'évolution de la situation linguistique domestique des répondants en croisant les réponses à la question sur les langues fréquentées dans l'enfance au domicile avec celles concernant les langues pratiquées au domicile au moment de l'enquête. Les temps d'évolution peuvent être très variables compte tenu des différences d'âge des répondants. On doit lire le tableau de la façon suivante : 123 personnes ont déclaré avoir vécu leur petite enfance dans un foyer où l'on communiquait en français et en occitan ; interrogées sur les langues pratiquées en 2022-2023 au domicile, 102 d'entre elles ont annoncé qu'elles ne parlaient plus que le français, 17 qu'elles parlaient toujours français et occitan, une le français et une autre langue régionale, trois le français et une langue étrangère.

Tableau 6 – Évolution des pratiques langagières, Occitanie (E1), en nombre

Source : v. tableau 3

LANGUE(S) A L'HEURE ACTUELLE LANGUE(S) DANS L'ENFANCE	Fr. (1)	Fr. + Ar. (2)	Fr. + occ. (3)	Fr. + autre lg. rég. (4)	Fr. + lg. étr. (5)	Pas de fr. (6)	Occ. (7)	TOTAL
Français seul (1)	2369	2	4	3	45	3	0	2425
Français + arabe (2)	36	56	0	0	0	1	0	95
Français + occitan (3)	102	0	17	1	3	0	0	123
Fr + autre langue régionale (4)	48	1	0	7	5	0	0	61
Français + langue étrangère (5)	121	0	0	1	54	3	0	179
Pas de français (6)	15	10	0	1	11	3	1	41
Occitan seul (7)	4	0	4	0	2	0	1	11
Total	2695	71	25	13	119	10	2	2935

On constate que l'environnement linguistique familial de 2507 personnes (diagonale du tableau) n'a pas été modifié depuis leur enfance, soit pour 83 % de l'échantillon. Cependant, le taux de maintien de la situation linguistique vécue dans l'enfance au domicile lors de l'enquête est très différent en fonction de la situation initiale : 98 % pour ceux qui ont déclaré la présence unique du français dans l'enfance (2329/2425) et 27 % pour les autres (138/510). Cette tendance avait déjà été signalée après l'enquête de 1992 menée par l'INED (v. Héran 1993).

Le tableau suivant (7) permet de regarder de plus près les évolutions d'environnement linguistique des répondants. Il s'intéresse plus particulièrement aux personnes qui déclarent parler uniquement le français à la maison au moment de l'enquête. Quel était leur environnement linguistique dans l'enfance ? Parmi celles qui ont eu une enfance baignée uniquement par le français, comme nous l'avons mentionné plus haut, la quasi-totalité (98 %) vit toujours dans un environnement familial n'utilisant que le français pour leur communication domestique. Pour les deux tiers des autres répondants, on observe une 'conversion' au français seul. La plupart du temps, il s'agit d'un abandon de la deuxième langue qui avait accompagné le français dans l'enfance.

Tableau 7 – Évolution des pratiques langagières vers le monolinguisme français, Occitanie (E1), en nombre en en % – Source : v. tableau 6

LANGUES (GROUPES)	SITUATION SANS FRANÇAIS SEUL (ENFANCE) → FRANÇAIS SEUL A LA MAISON (2020) (Nb)	% DE TRANSFERT VERS FRANÇAIS SEUL
Français + arabe (2)	95 → 36	38 %
Français + occitan (3)	123 → 102	83 %
Fr.+ autre langue régionale (4)	61 → 48	79 %
Français + langue étrangère (5)	179 → 121	68 %
Pas de français (6)	41 → 15	37 %
Total sans français seul	510 → 326	64 %

Les personnes qui ont le plus ‘convergé’ sont celles qui ont le souvenir d’une enfance en contact avec une langue régionale : 83 % de ceux à qui on parlait en français et en occitan dans l’enfance n’utilisent plus que le français à leur domicile, 79 % pour ceux à qui on s’adressait en français et dans une autre langue régionale. Les locuteurs de langues étrangères dans leur enfance sont moins nombreux à passer à la communication familiale uniquement en français. Comme dans les enquêtes similaires antérieures, on assiste globalement à une adaptation de la pratique langagière dans la famille à la langue la plus prégnante dans l’environnement, dans notre cas, le français.

Rappelons néanmoins que le fait de déclarer ne parler que le français au domicile ne signifie pas que tous les membres de la famille ne maîtrisent que cette langue (v. plus bas). Simplement, le choix de la langue de communication dans la famille est le résultat d’une négociation intrafamiliale. Cette ‘décision’ a pu être prise à la suite d’un accord explicite argumenté ou de façon tacite, s’imposant spontanément comme une évidence. L’enquête IVQ ne fournit toutefois pas les éléments permettant de se prononcer sur les ressorts de ces négociations.

4. Langues et variables sociologiques

4.1. Âge et genre

Une autre façon d’aborder la description de chaque groupe est de calculer son âge moyen et sa composition suivant le genre. Dans le tableau suivant, les pourcentages ont été calculés à l’intérieur de chaque ‘groupe linguistique’ et quelques regroupements ont été effectués.

Tableau 8 – Situation linguistique dans l’enfance, âge et genre, Occitanie/Hexagone (E1, E2), en nombre et % (pondéré) – Sources : v. tableau 1

ENQUETE GROUPES	Occitanie (E1)			Hexagone (E2)		
	ÂGE MOYEN	GENRE		ÂGE MOYEN	GENRE	
		HOMMES	FEMMES		HOMMES	FEMMES
Français seul (1)	43	49 %	51 %	44	49 %	51 %
Français + arabe (2)	36	52 %	48 %	—	—	—
Français + occitan (3)	50	51 %	49 %	—	—	—
Fr.+ Autre langue régionale (4)	44	47 %	53 %	—	—	—
Français + langue régionale (3 + 4)	48	50 %	50 %	49	56 %	44 %
Français + langue étrangère (5)	42	41 %	59 %	42	48 %	52 %
Ensemble	41,6	49 %	51 %	44	49 %	51 %

En Occitanie comme dans l'Hexagone, les moyennes d'âge les plus élevées se trouvent associées au groupe *français + langue régionale* (3 + 4), avec 48 et 49 ans. Le groupe affichant la plus faible moyenne d'âge est le groupe *français et arabe* (2), avec 36 et 37,5 ans. L'immigration étrangère et la perte de vitalité des langues régionales expliquent ces différences ; l'enquête OPLO (E1) va dans le même sens.

Concernant la répartition des pratiques selon le genre, les différences entre hommes et femmes sont relativement peu marquées en Occitanie, en particulier pour l'occitan. Même si les hommes sont en proportion un peu plus nombreux à déclarer avoir été en contact avec une langue régionale dans leur enfance, cette répartition tranche avec celle présentée par l'enquête OPLO (E1), où 66 % des locuteurs ou locutrices de la langue occitane (7 % des personnes interrogées) seraient des hommes.

4.2. Taille d'agglomération et niveau scolaire

Il est aussi possible de croiser les situations linguistiques avec les tailles d'agglomération. Le tableau 9 présente le pourcentage des membres de chaque groupe qui se trouvent dans les quatre types d'agglomérations retenus.

Tableau 9 – Situation linguistique dans l'enfance et agglomération, Occitanie (E2),
en % (pondéré) et en nombre

Source : enquête IVQ Occitanie CSA

TAILLE DES AGGLOMERATIONS LANGUE(S) MATERNELLE(S)	<2 000	2 000 - 20 000	20 000 - 100 000	>100 000	ENSEMBLE
Français seul	83 %	84 %	82 %	82 %	83 %
Français et arabe	1 %	2 %	4 %	5 %	3 %
Fr + langue régionale locale	6 %	3 %	3 %	3 %	4 %
Fr + autre langue régionale	4 %	3 %	2 %	2 %	2 %
Français + langue étrangère	5 %	6 %	7 %	6 %	6 %
Pas de français	1 %	2 %	2 %	2 %	2 %
Nombre total	619	707	499	1110	2935

On relève que les personnes qui ont déclaré avoir été en contact dans l'enfance avec des langues régionales résident plus souvent que la moyenne en zone rurale. À l'inverse, les personnes ayant déclaré comme langue de l'enfance l'arabe résident le plus souvent dans les grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants. Ces constatations sont habituelles, les grandes villes étant 'naturellement' le lieu d'installation initiale des migrants, et les traditions, y compris linguistiques, apparaissent souvent mieux préservées dans les zones peu densément peuplées.

Tableau 10 – Situation linguistique actuelle au domicile et agglomérations, Occitanie (E2), en % (pondéré) et en nombre

Source : v. tableau 9

TAILLE DES AGGLOMERATIONS LANGUE(S) MATERNELLE(S)	<2 000	2 000 à 20 000	20 000 à 100 000	>100 000	ENSEMBLE
Français seul	93 %	93 %	91 %	91 %	92 %
Français et arabe	1 %	1 %	3 %	4 %	2 %
Fr + langue régionale locale	2 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Fr + autre langue régionale	1 %	0 %	1 %	0 %	0 %
Français + langue étrangère	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
Pas de français	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Nombre total	619	707	499	1110	2935

Au moment de l'enquête, les territoires ruraux (tranches de moins de 2000 habitants) sont ceux qui accueillent la plus grande proportion de personnes utilisant l'occitan comme langue de communication intrafamiliale. Les résultats de l'enquête OPLO (E1), en prenant en considération l'ensemble des locuteurs, confirment que l'occitan est plus pratiqué dans les zones rurales qu'en ville.

Concernant le niveau scolaire, le tableau 11 présente la répartition des membres de chaque groupe en fonction de leur niveau scolaire. C'est parmi les répondants qui, dans leur enfance, vivaient dans un contexte bilingue alliant le français et une langue étrangère que l'on trouve la plus grande proportion de personnes ayant fait des études supérieures. À l'opposé on retrouve les bilingues français-occitan et français-arabe. On peut expliquer ce résultat du fait que les locuteurs de l'occitan dans le cadre familial sont plus âgés que la moyenne des répondants (donc scolarisés il y a plus longtemps, quand l'accès aux études supérieures était plus difficile) et plus ruraux – même si certains néo-locuteurs peuvent être très scolarisés.

Tableau 11 – Langues de l'enfance et niveau scolaire, Occitanie (E1), en % (pondéré)

Source : enquête IVQ Occitanie CSA

NIVEAU SCOLAIRE LANGUE(S)	SECONDAIRE GENERAL	SECONDAIRE TECHNOLO- GIQUE/PROFESSIONNEL	BACCALAUREAT ET ENSEI- GNEMENT SUPERIEUR
Français seul	25 %	29 %	46 %
Français et arabe	32 %	39 %	29 %
Fr + langue régionale locale	29 %	41 %	30 %
Fr + autre langue régionale	22 %	42 %	36 %
Français + langue étrangère	24 %	27 %	49 %
Pas de français	37 %	28 %	35 %
Ensemble de l'échantillon	26 %	30 %	44 %

5. Au-delà de la transmission familiale – quelques réflexions conclusives

5.1. Baisse générale de la pratique de l'occitan et tendance à l'unilinguisme

Sans surprise, selon les résultats de l'enquête IVQ en Occitanie que nous venons de présenter, la situation linguistique la plus fréquente au domicile familial en Occitanie en 2022 est l'utilisation exclusive du français (92 %). Dans presque tous les autres cas, les répondants déclarent vivre une situation de bilinguisme ou de multilinguisme impliquant la langue française. De plus, seuls 1 % des interrogés ont conservé l'occitan (accompagné du français) comme langue de communication habituelle au sein de la cellule familiale.

Interrogés sur les langues qu'on leur parlait dans l'enfance, 82 % des répondants affirment n'avoir côtoyé au domicile que le français, et seuls 2 % n'avoir jamais entendu cette langue. Parmi les 12 % de personnes interrogées qui déclarent avoir été élevées dans un foyer bilingue (ou multilingue), la moitié font état d'un bilinguisme *français + une langue étrangère*, et l'autre moitié d'un bilinguisme *français + une langue régionale* qui, deux fois sur trois, est l'occitan. La population qui déclare avoir vécu dans l'enfance une situation de bilinguisme impliquant l'occitan est peu nombreuse (4 %), plutôt âgée et rurale, et seule une petite proportion continuait, au moment de l'enquête OPLO (E1), à l'utiliser dans la communication intrafamiliale.

L'évolution des pratiques langagières se traduit par une tendance à la baisse de l'utilisation des langues régionales au foyer, que ce soit dans l'Hexagone ou dans les régions occitanes concernées par les enquêtes. Cette tendance était déjà à l'œuvre il y a plusieurs décennies, comme l'avaient montré des études précédentes (Héran/Filhon/Deprez 2002). Face aux chiffres présentés plus haut, on peut avancer que la transmission familiale des langues régionales hexagonales – et de l'occitan en particulier –, si la tendance actuelle perdure, risque de disparaître prochainement ou au mieux de rester confinée à quelques groupes de locuteurs activistes.

Charline Claveau, présidente de l'Office public de la langue occitane (OPLO) au moment de la publication des résultats de l'enquête diligentée par son organisme, insiste dans son éditorial sur le fait que cette langue est « toujours considérée comme langue en danger sérieux d'extinction par l'UNESCO » (OPLO 2020, 4). Le site officiel de l'OPLO précise : « Avec une moyenne de 7 % de personnes qui déclarent 'parler occitan sans difficulté, ou suffisamment pour tenir une conversation simple', le nombre de locuteurs chute de 3 à 4 points en 10 ans. ».

Si la tendance générale soulignée par les deux enquêtes est la même, certains chiffres produits peuvent paraître sensiblement différents. Il est toutefois important de souligner que les questions posées, communes aux échantillons des enquêtes E2 et E3 (VQ et FLV), traitées en priorité dans cet article, ne visaient que des langues utilisées dans le cadre familial, contrairement aux questions de l'enquête OPLO (E1). Un très grand nombre de répondants connaissent, à des niveaux divers, d'autres langues auxquelles ils font appel dans le cadre de leur activité professionnelle, de façon occasionnelle au gré de voyages, voire de rencontres informelles ou amicales. Ainsi, dans l'échantillon FLV, 68 % des personnes scolarisées en France déclarent pouvoir s'exprimer (plus ou moins) en anglais, un quart d'entre elles affirmant même maîtriser parfaitement cette langue, qu'ils n'ont pourtant pas rencontrée à leur domicile dans leur enfance et qu'ils n'utilisent pas dans le cadre familial – ce qui rappelle que le cadre familial n'est pas le seul cadre à prendre en compte pour la maîtrise ou la transmission d'une langue.

5.2. Le système scolaire, un complément insuffisant à la transmission familiale

L'OPLO, selon sa présidente, se fixe comme objectif l'augmentation du nombre de locuteurs d'occitan et souligne les efforts consentis par les autorités locales pour créer ou soutenir des événements culturels dans cette langue, ou encore pour favoriser sa présence dans les médias ou

sur les réseaux sociaux. Ces efforts sont désormais encouragés par les autorités nationales qui ont légiféré depuis plusieurs années pour soutenir la pratique des ‘langues de France’¹¹, après que leurs prédécesseurs eurent œuvré à imposer dans la vie administrative, scolaire puis sociale une langue commune à la nation française. De façon encore modeste, elles aident les collectivités locales dans leurs initiatives en faveur des langues régionales historiquement présentes sur leur territoire. Pour aller dans ce sens, le ministère de l’Éducation a fourni un cadre facilitant les actions de sensibilisation aux langues régionales dans les écoles et l’ouverture de classes bilingues français-occitan, s’inspirant ainsi de l’expérience corse. Si ces actions ont rencontré un certain succès dans l’enseignement du premier degré, plus on avance dans les parcours scolaires, plus les volontaires pour ce type de classe se raréfient. Avec l’avancée dans les études, l’approche utilitariste des langues s’impose de plus en plus aux élèves et étudiants face à la dimension identitaire. Les statistiques du ministère de l’Éducation (2024)¹² montrent un succès très relatif des classes bilingues français-occitan dans le secondaire. À titre d’exemple, dans l’Académie de Toulouse, en 2021-2022, l’enseignement public bilingue occitan/français concerne 4173 élèves à l’école primaire, 854 au collège et seulement 27 au lycée (OPLO 2022). Les chiffres dans l’académie de Montpellier sont encore moins élevés. Ils sont à comparer aux 470 000 élèves scolarisés dans le secondaire en région Occitanie (RERS 2024, 87). Il est probable que beaucoup de ces jeunes apprenants rejoindront les rangs des locuteurs, dénombrés par l’OPLO, qui sont très peu nombreux à utiliser l’occitan dans leur communication intrafamiliale.

5.3. Langue normée versus occitan des locuteurs natifs : le poids des attitudes

Caroline Calvet (2024), s’inspirant de Gardy/Lafont (1981), remarque, à propos des entretiens qu’elle a menés dans le milieu rural de l’Aubrac, des attitudes différentes entre les locuteurs natifs de l’occitan et ceux qui ont appris ou ont été en contact avec l’occitan normé. Les premiers souvent refusent de s’exprimer, dans ce qu’ils considèrent comme *leur* dialecte, avec quelqu’un qui s’adresse à eux en occitan normé, invoquant des raisons diverses. Les seconds s’excusent fréquemment de leur manque de maîtrise ou de pratique de l’occitan (normé). Ces différences d’attitudes renvoient à la différence que font beaucoup entre ‘langue’ (au sens de langue normée prestigieuse) et ‘dialecte’ ou ‘patois’ (marqué par une plus grande variation), et au principe de négociation généralisée du langage de communication. Les locuteurs natifs estiment que leur parler leur est propre, sinon à leur famille, du moins à leur village, et qu’il s’est développé par une succession de micronégociations (depuis des temps lointains) entre les membres des communautés concernées. Ils l’utilisent spontanément et facilement avec leurs pairs, mais face à un inconnu s’exprimant dans un langage proche du leur, ils cherchent souvent à identifier la communauté d’origine de leur interlocuteur en repérant diverses marques linguistiques auxquelles ils ont été exposés lors de contacts antérieurs. On peut supposer que, lorsqu’ils s’aperçoivent qu’ils sont confrontés à un occitan normé, un sentiment d’infériorité les pousse à s’exprimer en français. Les locuteurs de l’occitan normé savent quant à eux que des experts ont fait la synthèse de plusieurs parlers, qu’ils ont étudié des œuvres anciennes ou faisant autorité et qu’ils ont négocié et édicté des règles que des enseignants leur ont transmises. Outre le caractère exceptionnel, pour la plupart des néo-locuteurs, de

¹¹ Par exemple la loi n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion.

¹² Citées également dans le rapport sénatorial N° 31 de la session 2025-2026, consacré à l’enseignement des langues régionales en France.

l'expression en occitan, ils s'interrogent sur leur niveau de compétence et se retrouvent en situation d'insécurité linguistique, ce qui les pousse à s'excuser face à une universitaire.

5.4. Ascension sociale, mobilité et mixité : la langue familiale face à diverses contraintes

Il est à craindre que les langues régionales comme l'occitan ne deviennent des langues certes enseignées formellement, mais pas ou peu utilisées dans les situations informelles, comme la communication intrafamiliale. Isabelle Kreindler (1985), qui a étudié des situations similaires dans les républiques de l'ancienne URSS, assurait déjà que, paradoxalement, la reconnaissance et le soutien institutionnel dont bénéficiaient certaines langues minoritaires – parfois majoritaires au sein de quelques républiques soviétiques – mettent ces langues en concurrence avec des langues offrant, à terme, plus de perspectives individuelles aux apprenants, ce qui dilue la dimension identitaire qui était associée à ces langues, de sorte que leur pérennité n'est guère mieux assurée.

De leur côté, les enquêtes IVQ et FLV signalent la présence non négligeable de locuteurs de langues régionales non (historiquement) locales, comme le picard ou les créoles. Cette présence souligne l'une des difficultés que peuvent rencontrer les politiques locales de revitalisation des langues régionales : la mobilité géographique des individus et, parmi eux, des locuteurs de langues régionales. L'enquête OPLO révèle que parmi les personnes interrogées en Occitanie, 43 % ont vécu la plus grande partie de leur enfance hors du département ou des départements voisins de leur lieu de résidence au moment de l'enquête (OPLO 2020, 22). Selon l'INSEE (2023a), entre 2017 et 2022, plus de 1,4 million de personnes ont déménagé chaque année hors de leur région ou hors de France, soit plus de 7 millions (près de 10 % de la population) sur l'ensemble de la période. Il constate également qu'en 2023, 56,6 % des adultes de 25 à 39 ans ne résident pas dans leur département de naissance (INSEE, 2023b). Dans ces cas de mobilité, les locuteurs de langues régionales risquent de perdre l'environnement propice à l'utilisation de ces dernières, ce qui contribue à l'érosion du nombre de locuteurs actifs.

L'autre facteur jouant contre la transmission familiale des langues régionales est la mixité linguistique des couples. L'un des ressorts essentiels, pour ces couples mixtes, est la facilité de communication. Or, en raison de l'environnement francophone, le choix du français s'impose comme langue commune de référence, et c'est aussi la langue de l'école, à laquelle ils souhaitent exposer leurs enfants.

5.5. Langues historiques et issues de la migration : un cadre de négociations à préciser

L'un des intérêts des études présentées dans cette contribution est qu'elles permettent de mettre en regard les langues historiques et les langues issues des migrations (extranationales) récentes. Les phénomènes décrits touchent aussi les langues étrangères utilisées au foyer. Une érosion semblable à celle de l'occitan est observée, bien que la langue arabe semble globalement mieux résister. Cette situation s'explique probablement par un renouvellement ou un développement de l'environnement communautaire lié à l'immigration récente. On note aussi, dans une moindre mesure, qu'un petit nombre de personnes élevées dans un foyer monolingue français ont choisi d'utiliser une autre langue dans leur foyer (dans aucun des cas relevés, il ne s'agit de l'occitan), probablement dans une perspective éducative ou comme réponse à une situation de métissage linguistique familial. L'anglais est alors la langue la plus souvent mentionnée.

Cependant, ce que montre surtout cette enquête, c'est qu'au sein des foyers, le choix de la langue de communication relève avant tout de décisions négociées entre ses membres en fonction de nombreux critères, entre autres pratiques, éducatifs, identitaires. James Costa (2010) le signale dans son analyse des comportements de quelques militants occitans. Si les protocoles d'enquêtes

IVQ (E2) ou FLV (E3) sont solides du point de vue statistique, l’approche centrée sur les pratiques au sein du foyer est un peu réductrice et laisse des questions en suspens. Des protocoles plus adaptés aux investigations linguistiques apporteraient certainement beaucoup plus d’informations. On ne peut que souhaiter qu’elles voient le jour prochainement. En attendant, il est nécessaire de s’emparer de chaque occasion de collecter de l’information sur les pratiques langagières, comme nous avons eu l’occasion de le faire pour les enquêtes analysées ici – dont on pourrait croiser les résultats avec ceux d’autres enquêtes encore, afin d’élargir notre vision de la situation linguistique de l’occitan en Occitanie.

En résumé, les enquêtes prises en compte dans cette contribution montrent que, malgré les efforts de revitalisation de l’occitan, l’assimilation langagière au français est à l’œuvre, même si elle est moindre, statistiquement parlant, que celle qu’ont révélée des enquêtes passées (Héran 1993). L’environnement linguistique, les dispositions législatives, mais surtout l’école obligatoire en français ont été jadis les chevilles ouvrières de cette évolution – et le restent à coup sûr.

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Auroux, Sylvain, 1994, *La révolution technologique de la grammatisation*, Liège : Mardaga.
- Blanche-Benveniste, Claire/André Chervel, 1978 [1969], *L’orthographe*, Paris : Maspéro.
- Boutet, Josiane, 2016, « Langues et enquêtes quantitatives. Introduction », *Langage et société*, 155, 7–14.
- Calvet, Caroline, 2024, *Identité et territoire au sein Parc Naturel Régional de l’Aubrac : enquête sociolinguistique et toponymique autour des chemins de transhumance*, Thèse de doctorat, Université Paul Valéry-Montpellier III.
- Costa, James, 2010, « ‘Aviau enveja de transmettre tres causas’. Transmission familiale de l’occitan et idéologies de militants en Provence », *Tranel*, 52, 93–107.
- Dupaquier, Jacques, 1988, *Histoire de la population française*, Paris : PUF.
- Filhon, Alexandra, 2016, « Les langues dans les enquêtes de la statistique publique : bilan et perspectives », *Langage et société*, 1155, 15-38. [<https://doi.org/10.3917/ls.155.0015>]
- /Christine Deprez, 2002, *La dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle*, *Population et Société*, 376, 1–4.
- Gardy, Philippe/Robert Lafont, 1981, « La diglossie comme conflit : l’exemple occitan », *Langages*, 61, 75–91.
- Héran, François, 1993, « L’unification linguistique de la France », *Population et Société*, 285, 1–4.
- , 2002, « Les langues et la statistique publique. Des comptages du Second Empire au volet linguistique de l’enquête famille », *Ville-Ecole Intégration Enjeux*, 130, 51–74.
- INSEE, 1996, « Enquête Éducation. L’école, les élèves et les parents », *Économie et statistique*, 293.
- , 2000, « Étude de l’histoire familiale. L’édition 1999 de l’enquête famille », *Le courrier des statistiques*, 93, 24–36.
- , 2022, « Des départs vers les littoraux et le Massif central après 60 ans », *Insee Première*, 1891, 22 janv.
- , 2023a, *Insee première*, 1954, 27 juin.
- , 2023b, *Chiffres clés INSEE, Mobilité déplacement*, 15 sept., en ligne.
[https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/80_AMN/84_MOB/84H_Figure8]
- Jeantheau, Jean-Pierre, 2015, *Langage, langue et situation sociolinguistique au Bélarus (1984-1998)*, Saarbrücken : Éditions universitaires européennes.
- Kreindler, Isabelle T., 1985, *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages : their past, present and future*, Berlin/New York/Amsterdam: De Gruyter.
- Lafitte, Jean, 2014, « Chronologie de Lingua d’oc à Occitanie », en ligne.

- [<https://www.pyrenees-pireneus.com/Culture-Pyrenees/Langues/2014-03-01-Chronologie-de-Lingua-d-oc-a-Occitanie.pdf>]
Ministère de l'Éducation, 2024, *Repères et références statistiques*. Enseignements - formation - recherche.
[<https://www.education.gouv.fr/reperes-et-references-statistiques-2024-414953>]
OPLO [Office public de la langue occitane], 2022, *État des lieux de l'enseignement scolaire*, en ligne.
[https://www.ofici-occitan.eu/wp-content/uploads/2022/05/Publication_EDL-Occitan_2021-2022.pdf]
---, 2020, *Langue occitane : état des lieux*, Toulouse : Reliefdoc.
[[ofici-occitan.eu/wp-content/uploads/2020/09/OPLO_Enquete-sociolinguistique-occitan-2020_Resultats.pdf](https://www.ofici-occitan.eu/wp-content/uploads/2020/09/OPLO_Enquete-sociolinguistique-occitan-2020_Resultats.pdf)]
Sarraute-Armentia, Marie, 2024, « L'occitan, kezako qu'es aquò ? Enjeux d'une minorisation, entre langue et territoire », *La Bretagne Linguistique*, 25, 97–114.

L'occitan en Corrèze, qui le parle, où et pourquoi ?

Étude de cas auprès des acteur·ices de trois ateliers d'occitan limousin

Lucie Marine ROBERT, Université Bordeaux Montaigne

Résumé

En France continentale et en Corse, la période d'après-guerre a été généralement marquée par une chute du nombre des locuteur·ices primaires des langues dites régionales. La stigmatisation des 'patois', les politiques menées depuis la Révolution française pour les « anéantir », l'utilisation du français à l'école et l'interdiction de l'utilisation des langues régionales jusqu'il y a quelques décennies font partie des facteurs majeurs ayant contribué à la chute du nombre de locuteur·ices. L'occitan limousin n'a pas échappé à la règle. À travers un corpus mêlant sept entretiens semi-dirigés et des notes d'observation de trois ateliers d'occitan auxquels ont participé plus d'une soixantaine de personnes, l'article examine la relation école-langue occitane chez nos témoins ainsi que les modalités de (non)transmission et de pratique intrafamiliale, avant de se tourner vers la pratique actuelle de la langue, notamment au sein des ateliers observés.

Zusammenfassung

Auf dem französischen Festland und auf Korsika war die Nachkriegszeit im Allgemeinen durch einen Rückgang der Zahl der Muttersprachler:innen der sogenannten Regionalsprachen gekennzeichnet. Die Stigmatisierung der ‚Patois‘, die seit der Französischen Revolution verfolgte Politik, diese „auszulöschen“, der Gebrauch des Französischen in der Schule und das bis vor einigen Jahrzehnten geltende Verbot der Verwendung regionaler Sprachen gehören zu den wichtigsten Faktoren, die zum Rückgang der Sprecherzahlen beigetragen haben. Das Okzitanisch des Limousin bildete dabei keine Ausnahme. Anhand eines Korpus, das sieben halbstrukturierte Interviews und Beobachtungsnotizen aus drei Okzitanisch-Workshops umfasst, an denen mehr als sechzig Personen teilnahmen, untersucht der Artikel das Verhältnis zwischen Schule und okzitanischer Sprache bei unseren Befragten, sowie die Modalitäten der (Nicht-)Weitergabe und der innerfamiliären Praxis, um sich schliesslich der aktuellen Sprachpraxis zuzuwenden, insbesondere innerhalb der beobachteten Workshops.

Sommario

Nella Francia continentale e in Corsica, il dopoguerra è stato generalmente caratterizzato da una diminuzione del numero dei parlanti nativi delle cosiddette lingue regionali. La stigmatizzazione dei 'patois', le politiche condotte dalla Rivoluzione francese per "annientarli", l'uso del francese a scuola e il divieto di utilizzare le lingue regionali fino a pochi decenni fa sono stati tra i principali fattori che hanno contribuito al calo del numero di parlanti. L'occitano limosino non ha fatto eccezione. Attraverso un corpus che comprende sette interviste semi-dirette e note di osservazione di tre workshop di occitano a cui hanno partecipato più di sessanta persone, l'articolo esamina la relazione scuola-lingua occitana tra i nostri testimoni, ma anche le modalità di (non)trasmissione e pratica intrafamiliare, prima di orientarsi verso la pratica attuale della lingua, in particolare all'interno dei workshop osservati.

Resumit

Après la Segunda Guerra mondiala, en França continentalà mai en Corsega, lo nombre daus locutors natus de las lengas dichas 'regionalas' faguet generalament pus mas en s'eschantir. La desconsideracion daus 'patoas', los biais enginhats dumpuei la Revolucion per los 'abasir', l'escòla mas facha en francés en tot lai interdìr las lengas regionalas treicì a i a quauquas detzenas d'annadas, son una granda partida de las rasons que meneron ad aquela eschantiment. L'occitan del Lemosin faguet pas mas coma los autres. Tras un fons boirant set entrevistas meitat-dirijadas e de las nòtas d'observacion de tres taliers d'occitan ente participavon una seissentena de personas, l'article espepissa la relacion escòla-lenga ocitana chas los nòstres tesmonhs, las dralhas de la transmission e de l'abséncia de transmission, e los biais de far dins las familhas, davant estudiar l'usatge de la lenga a l'ora d'aura, especialament dins los taliers qu'avem ponhats. [Joan-Peire Lacomba]

Summary

In continental France and Corsica, the post-war period was generally marked by a large decline in the number of primary speakers of so-called regional languages. The stigmatization of 'patois,' the policies carried out since the French Revolution to "eradicate" them, the use of French in schools and the prohibition of the use of regional languages until a few decades ago were among the major factors contributing to the drop in the number of speakers. Limousin Occitan has been no exception to the rule. Through a corpus combining seven semi-structured interviews and observation notes from three Occitan workshops attended by over sixty people, the article examines the relationship between school and the Occitan language among our witnesses, as well as the modalities of (non)transmission and intrafamily practice, and then turns to the current practice of the language, particularly within the workshops we studied.

1. Introduction : parler ou ne pas parler (occitan), telle est la question¹

« Quand on fait des réunions de patois, tout le monde parle patois. Quand on fait des réunions d'occitan, tout le monde parle français ». Ainsi s'exprimait, de but en blanc, l'une des participantes à l'atelier d'occitan que nous étions en train d'observer, en février 2026, dans le cadre de notre recherche. Cette remarque, loin d'être anodine, soulève des questions tout à fait actuelles dans l'étude des langues minorisées, notamment : qui en sont les locuteur·ices, quand l'idiome est-il utilisé, dans quels contextes et avec qui ?

Ce propos doit être remis dans un contexte historique plus large, lié à la situation et l'histoire des langues dites régionales en France. Nous savons qu'en France continentale et en Corse,² la période d'après-guerre a été généralement marquée par une chute du nombre des locuteur·ices primaires des langues 'régionales', et ce qui est désigné comme 'occitan limousin'³ n'a pas échappé à la règle. Cet idiome est d'ailleurs considéré comme « sérieusement en danger » par l'UNESCO (2010, 25). En Corrèze, où nous avons réalisé notre enquête, la transmission familiale n'a plus (ou peu) lieu (Cavaillé 2013) ; quant à la transmission scolaire, seules quelques centaines d'élèves y bénéficient aujourd'hui d'un enseignement ou d'une initiation en occitan (OPLO 2022), sur plus de 15 000 élèves scolarisés dans le département (Bardelot pour la Montagne 2025).

Si la langue se transmet peu (voire pas) en famille et que son enseignement reste très minoritaire, nous nous sommes intéressée à un autre lieu où la langue est pratiquée : les ateliers d'occitan. Ils nous sont apparus comme des espaces propices à l'observation des dynamiques sociolinguistiques contemporaines. En Corrèze, il existe plus d'une quinzaine d'ateliers répartis à travers le département (IEO Lemosin 2025). Ces ateliers, aux activités très variées, sont ouverts à toutes et gratuits. Ils ont été une 'porte d'entrée' à notre analyse des représentations et des pratiques de la langue.

Le croisement entre les observations réalisées au sein des ateliers et les sept entretiens semi-dirigés conduits auprès de certain·es acteur·ices des ateliers fait apparaître plusieurs axes thématiques, qui structurent l'analyse que nous présentons dans cet article : le rapport entre école et langue occitane limousine, les modalités de (non)transmission familiale et les pratiques linguistiques contemporaines. Ce dernier axe inclut notamment l'analyse des pratiques observées au sein des ateliers, de la place qu'y occupe l'occitan limousin, du profil des acteur·ices et de leur rapport au dispositif.

2. Notre enquête : méthodologie, contexte des ateliers et profil des témoins

2.1. Modes d'enquête

Pour réaliser cette recherche qualitative, nous avons choisi de combiner deux modes d'enquête – l'observation directe et les entretiens semi-dirigés – pour l'intérêt que représente cette double méthode : l'observation directe nous permet d'étudier le discours spontané ainsi que les dynamiques individuelles et collectives des interactions verbales, et l'entretien semi-dirigé – à

¹ L'autrice (ORCID : <https://orcid.org/0009-0000-1359-5400>) fait partie de l'Unité de recherche CLLE-Montaigne (UMR 5263) et peut être contactée à cette adresse : lucie.occitanlimousin@gmail.com.

² A partir des années 1950, seule une personne sur dix parle une langue dite régionale, contre une sur quatre avant 1930 (Clanché 2005). Dans les outre-mers, bien que 17 langues soient menacées (UNESCO 2010), dans de nombreux territoires, les langues locales restent largement utilisées par la population. Le ministère de la Culture (2023) note même que « 88 % des Guadeloupéens, 80 % de Réunionnais, 90 % de Martiniquais et 47 % des Guyanais maîtrisent le créole, et [que] 62 % des habitants de Mayotte parlent le shimaore ».

³ Nous utilisons le glossonyme 'occitan limousin' pour faire référence à la langue vernaculaire parlée en Corrèze, lieu de notre étude. Il est aussi utilisé par d'autres auteur·ices (v. par exemple Cavaillé 2013, Dourdet 2011).

l'aide d'un guide d'entretien – permet de cibler certains points d'étude apparus (ou non) dans les discours spontanés, notamment dans le but d'effectuer des comparaisons entre témoins.

Lors des ateliers, en plus de l'observation directe, nous avons également pu directement poser des questions aux participant·es. Si certain·es mentionnaient d'eux·elles-mêmes l'école, la transmission familiale et leur lien à l'atelier (notamment lors de la première observation de l'atelier X, v. fig. 1), nous avons néanmoins cherché à systématiser ces questions lors de l'atelier Z et lors des entretiens avec les acteur·ices de l'atelier Y. Si les questions de (non)transmission, d'histoire collective et personnelle avec la langue ainsi que le rôle des institutions ont été abordées dans les ateliers spécifiquement pour notre venue, nous supposons que ces questions ressortent également sous une forme ou une autre dans des anecdotes racontées par les participant·es.

Pour les entretiens semi-dirigés, nous nous appuyions sur un guide, dont des extraits sont présentés en annexe et dans lequel nous avons noté des questions sur le rapport à la langue, la trajectoire linguistique de la personne, la transmission diagénérative ou encore le rôle de l'école. À noter cependant que pour les entretiens, le guide a servi de base de travail, mais que nous avons privilégié les interactions spontanées, sans répéter une question de nombreuses fois si nous voyions qu'elle n'était pas la bienvenue dans l'interaction. Pour ces raisons et du fait de contraintes de temps pour certains entretiens, nous n'avons pas obtenu de réponses, de la part de chaque témoin, à toutes les questions présentées en annexe. Cela sera précisé au moment de l'analyse.

Nous nous basons donc ici sur : (1) l'observation directe de 3 ateliers d'occitan limousin (prise de notes du contenu de l'atelier ; prise de notes des réponses des témoins à nos questions pendant l'atelier) ; (2) 7 entretiens semi-dirigés avec des acteur·ices de ces ateliers (4 participant·es ; 3 animateur·ices).

2.2. Contexte de l'enquête : les ateliers d'occitan

Nous avons observé 3 ateliers d'occitan limousin, dans 3 lieux différents du département de la Corrèze (19). Ces ateliers allient conversations et tâches de lecture-traduction. Ce ne sont donc pas des ateliers de conversation uniquement. Nous avons choisi ces ateliers, car nous y avons des contacts et parce que, après avoir assisté au premier atelier de lecture-traduction, nous avons souhaité observer des ateliers ayant un fonctionnement similaire. Cependant, nous avons également prévu de nous rendre dans des ateliers ayant un déroulement différent dans les mois à venir (notamment des ateliers de conversation où les interactions orales occupent tout le temps de l'atelier), ce qui nous permettra d' étoffer notre recherche et nos analyses de ces ateliers.

Nous nous basons ici sur 5 observations effectuées entre mars 2025 et avril 2026. Nous avons volontairement choisi des ateliers dans des communes différentes, à des endroits éloignés les uns des autres du département et ayant lieu à des moments différents de la journée. Par exemple, les deux premiers ateliers avaient lieu en journée pendant les horaires de travail, le troisième atelier, en début de soirée. De la même façon, les deux premiers ateliers étaient dans de petites communes classées « rurales » par l'INSEE (2026), le troisième, dans une agglomération de plus de 10 000 habitant·es, classée « urbaine intermédiaire » (*ibid.*).⁴ Nous ne donnons volontairement pas le nom des communes, des ateliers et des bâtiments les accueillant. Nous avons en effet adopté le procédé de la pseudonymisation de nos données en enlevant les données d'identification directe et en les remplaçant par des codes et pseudonymes afin de préserver l'identité de nos témoins.

⁴ Classement établi selon le degré de densité des communes : rural, urbain intermédiaire, urbain dense. Il n'y a pas de commune classée « urbain dense » en Corrèze.

Figure 1 – Récapitulatif des ateliers observés⁵

Code de l'atelier	Nombre et date des observations	Nombre de personnes présentes	Type de commune	Type de bâtiment	Moment de l'atelier
Atelier X	2 observations (mars 2025 ; février 2026)	1 ^{ère} : 9 2 ^e : 14	Rurale (env. 200 habitant·es)	Café associatif	Semaine, matinée
Atelier Y	2 observations (mars 2025 ; avril 2026)	1 ^{ère} : 18 2 ^e : 8	Rurale (env. 1500 habitant·es)	Café Salle communale	Semaine, début d'après-midi
Atelier Z	1 observation (février 2026)	20	Urbaine intermédiaire (+10 000 habitant·es)	Bâtiment public (hors école)	Semaine fin d'après-midi / début de soirée

Les ateliers étudiés se déroulent en dehors des espaces institutionnels d'enseignement formel. Ils adoptent une organisation spatiale en cercle, où les participant·es sont assis·es sur des chaises ou autour de table pour faciliter la prise de notes. Cette configuration rompt avec celle caractéristique des contextes scolaires traditionnels dans lesquels les apprenant·es sont assis en rangées et la personne dispensant l'enseignement est debout devant elles/eux. Nous pensons que cette disposition contribue à instaurer un cadre interactionnel convivial et plus informel, susceptible de réduire les asymétries perçues entre participant·es entre elles/eux, mais également avec l'animateur·ice. En ce sens, cette configuration peut favoriser la participation et l'implication des participant·es dans les échanges oraux. Voici le tableau illustrant le déroulé des séances pour chacun des trois ateliers.

Figure 2 – Déroulé des ateliers lors de notre venue

Code atelier	Déroulé de la séance :
Atelier X	1 ^{ère} observation : - discussions informelles au début - présentation par l'animateur·ice puis présentation personnelle de LMR - tour de table des participant·es et questions posées par la chercheuse sur leur lien à la langue, etc. - env. 1h de lecture, traduction et discussion sur le texte en cours - clôture par l'animatrice puis LMR explique ce que l'atelier lui a apporté (à la demande de l'animatrice)
	2 ^e observation (absence de l'animatrice, non remplacée) : - discussions informelles au début - env. 15 minutes de lecture d'une chronique occitane du journal <i>La Montagne</i> - env. 1h discussions et échanges d'histoires et d'anecdotes en lien avec la langue 30 min de lecture, traduction et discussion d'un autre texte - clôture par l'animatrice puis LMR explique ce que l'atelier lui a apporté (à la demande d'une participante)

⁵ Le nombre de personnes exclut l'interprète-traductrice et la chercheuse, mais inclut l'animateur·ice. En outre, pour la deuxième observation de l'atelier X, la quasi-totalité des participant·es présent·es à l'atelier de mars 2025 l'étaient également en février 2026. Lors de la deuxième observation, l'animatrice n'était pas présente.

Atelier Y	1^{ère} observation : • discussions informelles au début • présentation de LMR par l’animatrice puis présentation personnelle de LMR • présentation d’une autre animatrice venue spécialement car nous étions présente • env. 1h30 de lecture, traduction et discussion sur les textes proposés où nous participons à la lecture à la demande de l’animatrice • clôture par l’animatrice puis LMR explique ce que l’atelier lui a apporté (à la demande de l’animatrice)
	2e observation (absence de l’animatrice, remplacée) : • discussions informelles au début • présentation de l’animatrice venue spécialement en remplacement de l’animatrice habituelle • présentation personnelle de LMR • remplissage d’un questionnaire apporté par LMR sur les ateliers • 1h25 de lecture et traductions de textes et expressions en lien avec le printemps et échange d’anecdotes. Nous participons à la lecture à la demande de l’animatrice • clôture par l’animatrice
Atelier Z	• discussions informelles au début • présentation par l’animateur puis présentation personnelle de LMR • env. 20 minutes de conversation menée par l’animateur • env. 40 minutes de lecture, traduction et discussion sur le texte proposé • env. 35 minutes de réponse à nos questions

2.3. Population d’enquête : les acteur·ices des ateliers d’occitan

Il nous faut ici apporter une précision terminologique : nous utilisons le terme de ‘témoin’ (Blanchet 2012, 45-46) pour désigner tou·tes les acteur·ices des ateliers : participant·es et animateur·ices. De plus, nous appelons ‘accompagnatrice’ la personne nous accompagnant dans notre recherche afin de nous aider pour l’interprétation et la traduction de l’occitan (v. *infra*).

Nous avons classé les témoins dans deux catégories, provenant de l’enquête sociolinguistique sur les usages et représentations de la langue occitane (ci-après ESL2020), pilotée par l’Office public de la langue occitane (OPLO) en 2020 :

- 1) les locuteur·ices, c’est-à-dire les personnes qui comprennent et parlent occitan sans difficulté, ou suffisamment pour tenir une conversation simple (OPLO 2020, 17) ;
- 2) les personnes occitano-imprégné·es, « qui ne parlent pas mais qui comprennent l’occitan : même si certaines notions leur échappent, ou qu’[elles] ne comprennent que quelques mots ou expressions » (*ibid.*). En l’espèce, tou·tes nos témoins sont, a minima, occitano-imprégné·es.

Comme mentionné plus haut (v. 2.1), parmi tou·tes les participant·es aux ateliers (soit 69), nous avons conduit des entretiens plus approfondis avec sept d’entre elles/eux, dont le profil est présenté ci-dessous (v. fig. 3).

Figure 3 – Profil des témoins interrogé·es par entretien semi-dirigé

Code témoin	Code atelier	Type d'acteur·ice	Genre	Tranche d'âge	Originaire du Limousin	Occitano-imprégné·e	Locuteur·ice	Entretien(s)
AX	X	Animatrice	F	60aine	✓	✓	✓	2 (mars 2025 et février 2026)
AY	Y	Animatrice	F	60aine	✗	✓	✓	1 (avril 2025)
T1Y	Y	Participante	F	60aine	✓	✓	✗	1 en duo, les deux témoins étant un couple marié (avril 2025)
T2Y	Y	Participant	M	60aine	✓	✓	✓	
T3Y	Y	Participante	F	50aine	✓	✓	✓	1 (avril 2025)
T4Y	Y	Participante	F	50aine	✓	✓	✓	1 (avril 2025)
AZ	Z	Animateur	M	60aine	✓	✓	✓	2 (avril 2025 et février 2026)

Comme le montre le tableau, tou·tes les témoins ont a minima la cinquantaine, voire la soixantaine. Pour rappel, les ateliers X et Y ont lieu en journée. C'est pourquoi nous avons observé l'atelier Z (en début de soirée) pour en étudier la fréquentation et l'âge des participant·es. Nous avons cependant constaté que la moyenne d'âge était la même dans les trois ateliers, exception faite, dans l'atelier Z, d'une personne, dans la trentaine, dont la famille est originaire de la région et qui voulait renouer avec la langue. Questionné·es à ce sujet, les animateur·ices nous ont confirmé qu'il s'agissait de la moyenne d'âge habituelle de leurs groupes respectifs. Selon leur témoignage, certain·es participant·es ayant plus de soixante-dix, voire quatre-vingts ans.

Pour chaque atelier, nous étions accompagnée d'une locutrice originaire de la région ('accompagnatrice') et dont le rôle était de s'assurer que nous comprenions tous les énoncés occitans en les interprétant et traduisant si besoin. Elle nous accompagnait également dans l'observation des ateliers et la prise de note.⁶ Ci-dessous, nous proposons un tableau récapitulatif des différent·es acteur·ices de notre recherche et de leurs tâches, c'est-à-dire de l'action ou de l'ensemble d'actions qu'ils·elles réalisent (ou sont censé·es réaliser) pendant l'atelier (v. fig. 4).

⁶ Si nous sommes nous-même occitano-imprégnée et avons une très bonne compréhension écrite (niveau C1) et une bonne compréhension orale (niveau B2) de la langue, nos compétences ne nous permettent pas de saisir tous les énoncés et toutes les interactions ni d'en produire avec suffisamment de fluidité, ce qui rend la présence de notre accompagnatrice indispensable, surtout en contexte d'atelier où les interactions se multiplient et souvent se chevauchent. Cela permet également de ne pas avoir recours à l'alternance codique ou au mélange des codes pendant les interactions en occitan. L'interprète-traductrice avait le rôle de relais de transmission pour s'assurer que nous comprenions toutes les interactions en occitan et permettre aux témoins de s'exprimer librement en occitan lorsqu'ils/elles le désiraient. Sa présence est régie par un contrat. Les données ne sont traitées que par nous (LMR).

Figure 4 – Tableau récapitulatif des rôles de toutes les acteur·ices de la recherche

Type d’acteur·ice de la recherche		Tâches
Témoins	Animateur·ices	• Prendre l’initiative pour les activités (responsabilité d’apporter les textes à lire, propositions pour les futures séances) • Dynamiser les interactions (notamment lors des moments plus calmes, relance la discussion, distribue la parole lorsque nécessaire, raconte des anecdotes) • S’assurer du respect des horaires • Fournir des commentaires lexicaux et morphosyntaxiques selon demande
	Participant·es	• Converser pendant l’atelier (notamment via des anecdotes, des actualités, etc.) • Lire et traduire les textes proposés • Fournir des commentaires lexicaux et morphosyntaxiques selon demande et/ou chercher les informations dans les dictionnaires
Accompagnatrice de LMR		• Ecouter les interactions • Nous transmettre les interactions que nous ne saisissons pas • Participer aux interactions lorsque invitée par l’animateur·ice (lecture, traduction, commentaire lexical) • Accompagner la prise de notes (horodatages des activités et contenu des interactions)
Chercheuse (LMR)		• Observer et écouter les interactions • Participer aux interactions lorsque invitée par l’animateur·ice (lecture, traduction, explications sur notre recherche) • Poser des questions aux participant·es à l’invitation de l’animateur·ice (lien à la langue et à l’atelier, glossonymie, etc.) • Interroger l’animateur·ice sur les ateliers • Conduire les entretiens semi-dirigés suite aux ateliers

Notre analyse inclut les réflexions des sept témoins avec qui nous avons pu nous entretenir plus longuement lors d’entretiens semi-dirigés, ainsi que, lorsque cela sera pertinent, celles qui ont été obtenues – en atelier uniquement – auprès des participant·es aux ateliers d’occitan. Dans l’analyse sociolinguistique des pratiques et discours recueillis, trois notions théoriques se révèlent particulièrement pertinentes en ce qu’elles permettent de comprendre les dynamiques à l’œuvre : les représentations sociolinguistiques, l’auto-odi et la diglossie conflictuelle.

3. Notre cadre d’étude : les représentations sociolinguistiques, l’auto-odi et la diglossie

Dans cet article, nous mobilisons la définition des représentations sociolinguistiques de Boyer (2017), acception pertinente à notre étude, où nous cherchons à analyser les pratiques langagières des témoins. Elles renvoient à l’ensemble des croyances, jugements et valeurs que les locuteur·ices associent aux langues et, ici, en particulier à l’occitan et au français. Ces représentations influencent fortement les pratiques des locuteur·ices, notamment dans les contextes de minorisation linguistique, comme c’est le cas de la langue occitane et, ici, de l’occitan limousin.

Ces représentations doivent être mises en relation avec le phénomène d’auto-odi, concept sociolinguistique qui désigne l’intériorisation, par les locuteur·ices d’une langue minorisée, des jugements négatifs portés sur celle-ci. Développé notamment dans les travaux du catalan Ninyoles, ce concept permet d’expliquer certaines formes de dévalorisation interne des langues minorisées (Ninyoles 1969). Ce phénomène peut, par exemple, se traduire par des discours de disqualification de la langue (« patois », langue du passé) produits parfois par les locuteur·ices eux-mêmes. L’auto-odi peut également conduire, à terme, et « d’une manière souvent radicale et définitive, à l’abandon de sa langue et à sa non-transmission » (Alén Garabato/Colonna 2016, 5).

Enfin, ces processus s’inscrivent dans une situation de diglossie conflictuelle, telle que théorisée par Gardy et Lafont qui, en prenant en compte les travaux du *Grup Català de Sociolinguística*, remettent en cause le caractère statique et stable du processus diglossique, notamment

dans la description des rapports asymétriques entre le français et l'occitan. Comme l'analysent les auteurs (Gardy/Lafont 1981, 75) :

Toute performance occitane s'effectue sous le contrôle du français, et, en dernière analyse, sur les marges de celui-ci. Car, s'il y a réellement conflit, et ce, à chaque instant de la parole, le conflit n'est jamais, ou pratiquement jamais – sinon dans des occasions tout à fait exceptionnelles, et, de toute façon, momentanées – exprimé en tant que tel. Il est toujours dévié, disséminé, évacué.

Ainsi, dans le cas de l'occitan, Gardy et Lafont expliquent que les « occasions de parole » n'occupent pas un grand espace, « exception faite des lieux où l'occitan, à la suite d'une démarche volontariste, se recrée un territoire » (*ibid.*, 77). Ils mentionnent par exemple l'enseignement, la chanson, la littérature, etc. Ici, les ateliers d'occitan en sont également une forme. Comme l'écrit Boyer (1990, 106) :

Les sociolinguistes des pays catalans et ceux de l'espace occitan ont fait de l'analyse et de la dénonciation des idéologies diglossiques une tâche prioritaire. Car pour eux, en effet, les représentations dominantes de la situation sociolinguistique de leur domaine respectif (qu'ils assimilent à des idéologies) ont une fonction essentielle : occulter le conflit diglossique, la domination d'une langue (le castillan, le français) sur l'autre (le catalan, l'occitan) et l'issue inéluctable avec un rapport de forces déséquilibré : l'aliénation, et après une période plus ou moins longue de minoration et d'acculturation : assimilation, la substitution.

L'articulation entre représentations sociolinguistiques, auto-odi et diglossie conflictuelle constitue un cadre tout à fait cohérent au regard duquel nous conduisons notre analyse. Nous souhaitons en effet analyser les phénomènes de (non)transmission de la langue au sein de la famille, mais également à l'école. Enfin, nous analysons les pratiques actuelles des témoins et cherchons à comprendre comment ils/elles utilisent l'idiome dans les situations de paroles liées aux ateliers, et s'ils/elles ont une pratique de la langue hors des ateliers. Nous souhaitons également souligner que cet article s'inscrit dans le cadre de notre travail de thèse en cours. Nous en posons ici quelques fondements d'analyse qui seront précisés, amendés et développés par la suite avec l'évolution du corpus.

4. L'histoire de l'occitan limousin à l'école et dans la famille de nos témoins

Nous proposons ci-dessous un tableau (fig. 5) qui recense tous les contextes dans lesquels les sept témoins interviewés par entretien ont pu s'approprier la langue.

Figure 5 – Contexte d'appropriation de la langue dans l'enfance et l'adolescence

Témoin	Entendue à la maison	Transmission familiale par les parents ou les grands-parents	Entendue dans la communauté	Pratiquée à l'école (primaire et collège)	Prise en option en terminale au lycée	Prise en option au baccalauréat
AX	✓	✗	✓	✗	✓	✓
AY	✗	✗	✓	✗	✗	✗
T1Y	✓	✗	✓	✗	✓	✓
T2Y	✓	✗	✓	✗	✓	✓
T3Y	✓	✗	✓	✗	✓	✓
T4Y	✓	✗	✓	✗	✓	✓
AZ	✓	✗	✓	✗	✗	✗

4.1. L’idiome et l’école⁷

Nous le savons, la stigmatisation des ‘patois’, les politiques menées depuis la Révolution française pour les « anéantir » (Grégoire 1794), l’utilisation du français couplée à l’interdiction de l’utilisation d’autres langues dans les écoles jusqu’il y a quelques décennies (Blanchet/Milin 2025) font partie des facteurs majeurs ayant contribué à la chute du nombre de locuteur·ices de nombreuses langues dites régionales et notamment de l’occitan, déclin d’autant plus rapide depuis la deuxième moitié du XX^e siècle (Sénat 2025).

Comme l’explique Martel (1997, 2) au sujet de l’‘école de la République’ (française), « les textes officiels sont pratiquement muets sur la question de la langue. Elle n’apparaît que dans le règlement intérieur type proposé par le Ministère en 1880, et adopté ensuite par les départements. On trouve là un article 14 ainsi libellé : ‘le français est seul en usage dans l’école’ ». Mais quid de l’utilisation d’une autre langue, parfois nécessaire pour demander des éclaircissements sur une langue que l’on ne maîtrisait pas ou peu ?⁸ Deux grandes théories s’affrontent : selon la première, l’école n’a été que répressive, et il existait un « refus absolu de prendre en compte la réalité des pratiques linguistiques des enfants » (*ibid.*, 1) ; pour la seconde, le tableau est plus nuancé et, bien que l’institution reste répressive, les instituteur·ices, parfois proches de leurs élèves (du fait de leurs origines géographiques et sociales), ont pu faire preuve de tolérance vis-à-vis des ‘patois’ (*ibid.*)

Chez les acteur·ices de notre étude, la tendance va plutôt vers la perception d’une institution répressive – notamment envers les générations de leurs parents et grands-parents –, recourant parfois aux châtiments corporels. Ainsi, deux participantes (T4X et T5X, femmes d’une soixantaine d’années, présentes lors des deux séances de l’atelier X), évoquent d’elles-mêmes les châtiments corporels subis à l’école par leur famille pour avoir parlé l’idiome occitan limousin (T4X pour sa mère et T5X pour ses grands-parents). Lorsque, pendant l’entretien, deux autres témoins, T1Y et T2Y, parlent de leur propre expérience scolaire en lien avec la langue occitane limousine, on remarque qu’une génération plus tard, il n’y avait toujours pas de place pour le ‘patois’ à l’école :

LMR : Ok mais vous aviez- vous saviez si dans l’école où vous alliez il y avait des cours de-
 [T1Y : Non]
 [T2Y : Ah non] ils se faisaient engueuler d’ailleurs on n’avait pas le droit de parler patois
 T1Y : [Ouais] Les instituteurs n’appréciaient pas du tout
 LMR : Quand vous étiez jeune du coup vous aviez- c’était quasiment impossible de parler en patois ?
 T2Y : on le parlait pas [T1Y : on le parlait pas] mais je pense que si on l’avait parlé on se serait fait [T1Y : oui] remettre en place [T1Y : ah oui] enfin- [on nous a dit de parler français]
 T1Y : [parce qu’en fait] ça pouvait déformer les mots de français après c’est à dire que les enfants qui parlaient en

⁷ Pour cette section et les suivantes, des extraits d’entretiens sont utilisés. Les témoins sont désignés par leur pseudonyme et la chercheuse est désignée par ‘LMR’, ses initiales. Afin de respecter le style de l’oralité, où les propositions s’enchaînent souvent sans pause dans le discours, nous avons supprimé les signes de ponctuation (sauf le point d’interrogation), remplacés par des barres obliques dont le nombre indique la durée de la pause. Les entretiens ont été codés avec les conventions de transcription suivantes, précédées ici d’un astérisque pour la lisibilité : *[] : chevauchement de production discursive ou interjection brève au milieu d’une tirade, plus longue, d’une autre personne (notamment pour encourager la parole/montrer que cela a bien été pris en compte) ; */ : Pause courte (1 sec.) ; *// : Pause (2 sec. ou plus) ; */*/ : Pause (5 sec. ou plus) ; *(()) : expliciter une interaction, une tonalité ; *der- : le tiret marque une interruption, volontaire (personne qui parle), ou non (parole coupée par quelqu’un). Une interruption volontaire peut être due à une reformulation, un changement de mot, un changement de sujet en milieu d’énoncé ; *mais : syllabe prononcée de façon accentuée, comme une syllabe tonique ; *mais : syllabe prononcée plus longuement

⁸ On le sait, jusqu’au XX^e siècle, les gens parlaient principalement occitan, et peu maîtrisaient le français.

patois euh après ils s'embrouillaient entre le patois et le français

LMR : ça c'est ce qu'on vous a- c'est ce qu'on vous disait ou c'était vos réflexions personnelles ?

T1Y : je pense qu'on se serait fait rattraper si on avait parlé en patois [LMR : ouais ?] Ouais à cause du mélange des deux langues après [LMR : ok] c'est mon avis ça ne plaisait pas aux instits hein [T2Y : non] puisque l'école- l'école laïque l'école en général c'est pour apprendre- pour apprendre beaucoup de choses mais quand même la langue française en priorité donc heu si on met d'autres langues au milieu ça peut embrouiller les choses

LMR : Et pourtant les jeunes apprennent l'anglais et ils n'ont pas l'air de trop s'embrouiller

T2Y : Oui mais à l'époque tout le monde parlait patois à la génération de mes- nos parents bon là c'était moitié patois moitié français mais//enfin il y en a qui parlaient les deux langues mais ceux qui//Il y avait des familles- qui considéraient que c'était les plus arriérés ceux qui parlaient que le patois y en a qui arrivaient à l'école ils ne savaient pas du tout un mot de français

LMR : Et pourquoi ils considéraient que du coup ils étaient-

T2Y : Ah ben on avait la langue française c'était pas le patois qu'il fallait parler heu

LMR : Et vous en pensez quoi vous de ça ? Qu'il fallait parler la langue française et pas le patois ?

T2Y : Je pense pas à grand-chose ((rire)) mais-

T1Y : C'était pas bien vu parce que c'était-

T2Y : Parce que s'ils avaient continué à parler le patois ils n'auraient jamais appris le français quoi je pense

On notera l'usage de prédicats comme 'embrouiller', 'déformer', utilisés dans des tournures comme « déformer les mots du français », « ils s'embrouillaient », « ça peut embrouiller les choses ». Ces tournures sont accompagnées de constructions grammaticales permettant d'apercevoir une absence d'assertion dans le propos, comme si l'énoncé n'était pas totalement assumé ou qu'il était sujet au doute (« c'est mon avis », « je pense »). Nous savons bien que ces réflexions ont longtemps été monnaie courante, y compris dans le monde scientifique,⁹ mais elles semblent toujours d'actualité dans l'esprit de nos deux témoins. Nous pouvons relier ces réflexions à ce que Kihlstedt appelle le « mythe de la nocivité du bilinguisme » (2005, 1), cette idée selon laquelle le bilinguisme n'aiderait pas les enfants et, au contraire, serait un frein à la maîtrise des langues. Or, nous savons aujourd'hui que le bilinguisme précoce permet d'acquérir et de maîtriser les deux langues, y compris dans un contexte de coexistence entre langue majoritaire et langue minoritaire (Genesee 2014, 13). On constate également, dans la discussion rapportée, que ce n'est pas le français qui influence négativement le patois, c'est l'inverse – c'est le patois qui 'corromprait' le français. On aperçoit nettement la hiérarchie de type 'français > patois'.

On remarque en outre que T2Y évoque le stigma social auquel devaient faire face les personnes ne maîtrisant pas ou peu le français : « Il y avait des familles- qui considéraient que c'était les plus arriérés ceux qui parlaient que le patois ». Ce terme d'arriéré n'est d'ailleurs pas sans rappeler la manière dont étaient désignés les locuteur·ices des langues dites régionales à partir de la Révolution, et il n'est pas étonnant que ces codes de la culture dominante française monolingue aient été intégrés et repris dans de nombreuses familles. Cela peut notamment être mis en relation avec les phénomènes d'auto-odi que nous évoquons plus haut.

Ces deux témoins ont par ailleurs pris l'occitan en option au lycée, puis comme épreuve au baccalauréat. Nous notons l'ambivalence de l'institution, entre la répression du 'patois' et la possibilité, dans plusieurs lycées de Corrèze, de prendre une 'option occitan' au baccalauréat – et parfois également en 'cours optionnel' – strictement facultatif – en terminale (v. fig. 5). La loi Deixonne de 1951, aujourd'hui abrogée, posait en effet un cadre légal à l'enseignement optionnel pour quelques-unes des langues dites régionales en France (le breton, le basque, l'occitan et le

⁹ Nous pensons par exemple à David John Saer, qui avait étudié, dans les années 1920, environ 1000 enfants monolingues en anglais et bilingues anglais-gallois, et qui en avait conclu qu'il y avait une « confusion mentale » chez les enfants bilingues. Ces résultats ont par la suite été contestés (v. par exemple Barac et al. 2014).

catalan ; plusieurs décrets viendront étendre l'application de la loi – au corse, au tahitien et à certaines langues mélanésiennes). Cet enseignement ne se faisait que sur demande du ou de la professeur·e, l'article 3 de cette loi disposait que :

Tout instituteur qui en fera la demande pourra être autorisé à consacrer, chaque semaine, une heure d'activités dirigées à l'enseignement de notions élémentaires de lecture et d'écriture du parler local et à l'étude de morceaux choisis de la littérature correspondante. Cet enseignement est facultatif pour les élèves.

L'enseignement était par ailleurs plutôt orienté vers la culture et le folklore (art. 4 et 6), l'objectif premier de cette norme restant de défendre la langue française (art. 2).

Lors d'un autre entretien, AZ évoque spontanément la dévalorisation de la langue et le lien avec l'école :

AZ : (...) et puis la dévalorisation aussi la dévalorisation- la dévalorisation de la langue oui bien sûr le patois voilà c'est- c'est comme ça je veux dire c'est l'école c'est /

LMR : Et vous pensez que du coup cette dévalorisation elle est due à quoi ?

AZ : C'est le pot de terre contre le pot de fer langue majoritaire contre langue minoritaire c'est partout pareil/

LMR : Et du coup c'est la langue majoritaire qui a... ((laissé en suspens volontairement))

AZ : Qui gagne toujours (...)

AZ évoque un duel, une situation où le 'pot de terre' représentant l'occitan finit par perdre contre le 'pot de fer' représentant le français. On remarque chez AZ une réflexion métalinguistique, notamment avec l'usage des termes 'minoritaire' et 'majoritaire', largement utilisés en linguistique. On peut y voir une similarité avec la dichotomie entre 'langue basse' et 'langue haute' chez les théoriciens de la diglossie (notamment Psichari et Ferguson puis, en France, Lafont et Gardy avec la diglossie conflictuelle) Dans le discours d'AZ, l'occitan est la 'langue basse' et le français la 'langue haute', celle de l'école. À ce sujet, lors d'un entretien avec T3Y, elle évoque son père, instituteur et secrétaire de mairie, qui ne parlait pas l'idiome local à la maison et ne le lui a pas transmis directement, mais qui le pratiquait au sein d'une association. Avec lui, la 'langue basse' avait sa place (certes limitée) à l'école : il laissait ses élèves la parler en récréation et publiait leurs rédactions en occitan limousin dans le journal de l'école :

LMR : (...) alors ton père tu disais qu'au début quand il était instituteur heu/il autorisait pas les enfants à parler- heu parce qu'il était instituteur dans la région parisienne ?

T3Y : Non non non ici en Haute-Vienne [LMR : ici ?] et si tu veux c'est ce qu'on leur enseignait il fallait pas que les enfants en arrivant à l'école parlent autre chose que le français

LMR : mais on leur enseignait ça faisait partie de leur formation ? [T3Y : De leur formation] et que les enfants ne devaient s'exprimer que en français ? ((T3Y fait oui de la tête))/oui ? Je suis obligée de dire que tu acquiesces pour le- [parce que sinon après je saurai pas]

T3Y : [oui oui non mais oui oui] c'est vrai donc ben ça- moi je te dis les années 50 puisque mes parents sont sortis de l'école normale en 1950 donc heu

LMR : donc en fait dans leur formation- c'est ton père qui t'a raconté ça ?

T3Y : oui

LMR : ok

T3Y : si je dis pas de bêtise mais alors c'était peut-être pas inculqué tu vois « il faut pas »- mais c'était quelque chose qui devait dater déjà de pas mal- de plusieurs décennies en fait tu vois [LMR : ouais] mais qui était toujours en vigueur bon lui il laissait quand même les élèves parler hein surtout en récréation bien sûr

LMR : mais pas en classe ?

T3Y : en classe oui je pense que non tu vois ((parle de plus en plus doucement puis augmente le volume en reprenant avec « sauf »)) sauf pour faire les rédactions tu vois j'aurais pu t'en apporter j'y ai pas pensé

LMR : Et ah parce que quand il leur faisait faire des rédactions-

T3Y : oui puis il y avait un petit- un petit journal tu sais ils avaient un journal à l'école [LMR : ok] et du coup il y avait des rédactions des élèves dedans et il y en avait en limousin il y a des élèves qui écrivaient en limousin et ça il le tolérait mon père tu vois

Ce témoignage de T3Y concorde avec les autres témoignages de l'époque et avec les récits d'autres témoins quant à l'impossibilité, voire l'interdiction de parler 'patois' à l'école. Nous avons ici le témoignage d'une fille d'instituteur qui nous raconte l'histoire dans la perspective de ceux·celles qui ont été chargés·es de dispenser l'enseignement. Un fait notable, en lien avec la transmission familiale, est que, bien que le père de T3Y ait toléré le 'patois' à l'école, il ne l'a pas transmis directement à sa fille, qui l'a d'abord entendu de la dame, employée de maison, recrutée pour aider à s'occuper de T3Y, qui était arrivée juste après sa naissance et lui parlait en occitan limousin.

4.2. *Quelle transmission familiale ?*

Un rapport de l'UNESCO, en 2003, alertait le public sur l'absence croissante de transmission linguistique diagénérationnelle à l'échelle mondiale : « même les idiomes qui comptent plusieurs milliers de locuteurs ne sont plus appris aux enfants. » (2003, 5) Nous avons cherché à savoir ce qu'il en était chez les témoins de notre enquête. Si nous avons constaté que l'ensemble des sept témoins ayant été interrogés·es en entretien a été, a minima, occitano-imprégné, aucun·e n'avait reçu la langue directement de ses parents (v. fig. 5). L'entretien a été l'occasion d'approfondir les récits et de revenir sur l'interruption de la transmission familiale directe. Chez nos sept témoins, un scénario se dessine : la langue a été *entendue* dans l'enfance auprès 1) des parents et/ou 2) des grands-parents ou du reste de la famille proche et/ou 3) de la communauté.

Plus globalement, parmi toutes les témoins avec qui nous avons pu échanger (lors de l'atelier ou ensuite, en entretien), aucun·e ne l'a reçue par transmission directe et volontaire de la part des parents. Parfois, cette absence de transmission était même très consciente, pour favoriser les chances de réussite sociale (v. T4Y, infra). Dans quelques cas, rares, certain·es l'ont reçue des grands-parents, à l'instar de T5X (une femme d'environ soixante ans, présente aux deux sessions de l'atelier X que nous avons observées), qui a vécu avec elles·eux jusqu'à ses trois ans – nous y revenons ci-dessous.

Nous évoquons ici quelques propos illustrant la pratique de la langue dans l'enfance. Chez T4Y, il y avait un lien très net – prolongeant ce qui a été énoncé dans la partie précédente – entre ces quatre éléments : école → répression → parler français → ascenseur social. En moins de deux ans, et à un très jeune âge, l'idée que la langue de la réussite était le français avait déjà pris racine chez la mère de T4Y :

T4Y : Oui parce que ma mère tenait à ce qu'on fasse des études et elle savait que pour faire des études il fallait parler le français comme il faut oui
(...)
Elle le savait parce que quand elle était gamine comme tant d'autres tu as bien dû en entendre parler on l'embêtait quand elle parlait l'occitan à l'école elle n'avait pas le droit mais ceci dit elle n'a pas eu beaucoup le temps de se faire engueuler par rapport à ça parce que ma mère elle est allée deux hivers à l'école (...)

Autre exemple, chez T2X – à qui la langue n'a pas été transmise directement –, la majorité des interactions étaient en français. Elle a par ailleurs déclaré « je me rends compte que je n'arrive pas à parler le patois de toute façon ».

LMR : Et comment ça se fait que vous le compreniez bien comme ça ? C'est parce que votre famille le parlait ?
T1Y : ouais ouais mes grands-parents parlaient un peu en patois entre eux et puis mon père avec mon oncle quand mon oncle venait à la maison ils ne parlaient qu'en patois donc on l'a entendu et on a appris les mots comme ça sinon on est trois enfants et le- les- le dialogue parent-enfant ne se faisait pas en patois [LMR : ok] c'était qu'au travers de ce qu'on entendait des grands-parents ou de mon père et mon oncle/[LMR : ok] sinon la discussion autour de la table ou ailleurs était en français/[LMR : d'accord] donc ça nous est resté un peu mais bon il y a des années que nous ne sommes plus dans ce- dans cette langue patois ((rire bref))

Chez T2Y également, la langue était entendue dans la famille mais il n'y avait que peu d'interactions parents → enfants ou grands-parents → enfants en occitan limousin. T1Y et T2Y n'ont d'ailleurs pas transmis ce qu'ils savent de la langue à leurs enfants, qui semblent ne pas la comprendre et ne pas être occitano-imprégnés :

T1Y : nos enfants ils ont jamais entendu le patois hein
T2Y : non
LMR : c'est ce que j'allais vous demander ils ont fait des cours ?
T1Y et T2Y : non
LMR : non parce que ça n'existait pas ou non parce qu'ils n'avaient pas envie ?
T1Y : je pense que ça ne se faisait pas au collège et l'année dernière notre fils il était là quand nous sommes allés à [nom de la commune, anonymisé] toujours ils avaient organisé une après-midi où il y avait un film documentaire sur le fauchage
(...)
T1Y : le film n'était qu'en patois et notre fils était là il n'a [rien compris] [T2Y : il n'a rien compris du tout] rien
LMR : il n'a rien saisi ?
T2Y : beh un peu on lui a transcrit un peu mais
T1Y : on s'est posés la qu- peut-être qu'il nous posait des questions aussi /

Si la rupture diagénérationnelle avait déjà partiellement eu lieu entre les parents et T1Y/T2Y, elle est totale entre eux et leurs enfants. De la même manière, chez T4Y, si les parents parlaient l'idiome au quotidien entre eux-elles et dans la communauté, ils-elles ne parlaient que français avec les enfants, à l'exception d'un conte pour enfant que son père lui racontait. Elle l'a appris à force de l'entendre. Cependant, ne l'ayant pas beaucoup pratiqué et n'en ayant pas un usage courant, elle se dit incapable d'avoir une conversation, mais peut produire un énoncé si elle l'a préparé en amont – lors de l'atelier Y, elle avait d'ailleurs fait une longue présentation entièrement en occitan limousin. D'une part, elle explique apprécier préparer des discours en occitan limousin pour des événements, et pense qu'il serait bien de le transmettre (notamment à l'école) ; elle est active par rapport à la langue (écriture de chroniques, participation à des ateliers et festivals) et se sent blessée lorsque quelqu'un dit qu'il ne s'agit pas d'une langue ; d'autre part, elle souligne avoir peur de l'écarter, ne pas aimer les gens 'qui le parlent mal' et ne l'a pas transmis à ses enfants. On retrouve ici certaines des logiques diglossiques où l'on attribue certaines qualités à la langue 'basse', estimant qu'il faut la préserver 'intacte' ; mais cette forme de purisme se produit parallèlement à une certaine dévalorisation, au refus d'utiliser la langue pour communiquer ou encore au refus de la transmettre (Gardy/Lafont 1981).

A contrario, T5X, à qui les grands-parents chez qui elle vivait ont parlé occitan limousin jusqu'à ses trois ans, a transmis tout ce qu'elle savait à ses enfants. Interrogée à ce sujet, elle ne pense cependant pas que la langue lui ait été parlée avec la volonté consciente de la transmettre et/ou de la préserver. Il s'agissait simplement de la langue des interactions quotidiennes et les grands-parents ne se sont pas posé d'autres questions. Cependant, après son départ pour Paris, où elle fut scolarisée, et alors qu'elle ne maîtrisait pas le français à son entrée à l'école, elle raconte

que l'école avait prévenu ses parents de ce fait et que ce fut « la honte de la famille ». Sa grand-mère a par la suite refusé de lui parler en occitan limousin, de peur qu'elle oublie instantanément le français. Elle relate que ses grands-parents aimaient la langue, mais avaient honte. Nous retrouvons ici aussi le poids de l'institution scolaire, ainsi que l'auto-odi, qui influencent directement la (non)pratique familiale. En lien avec l'auto-odi, chez AZ, par exemple, le père considérait que le patois était une déformation du français. D'autre part, les parents se parlaient en français et ne lui parlaient pas en occitan limousin, sauf quelques expressions de temps en temps – ce qui fut l'expérience commune de nombreux·ses témoins.

Nous venons de le voir, chez les témoins interrogé·es à ce sujet, la langue n'a pas été transmise directement par les parents, et celles et ceux qui ont eu des enfants ne l'ont pas transmise non plus. On retrouve également ce constat chez Cavaillé, qui, dans son enquête au début des années 2010 dans le Limousin, relevait que, bien qu'il puisse encore trouver des locuteur·ices pour converser, « la langue ne se transmet quasiment plus, en tout cas sous une forme complète (transmission permettant des échanges oraux prolongés dans la langue). » (2013) Cependant, tou·tes nos témoins la pratiquent au moins un peu aujourd'hui, a minima lors des ateliers d'occitan.

5. Pratique actuelle de l'idiome et ateliers d'occitan

L'ESL2020 dresse le constat suivant : bien que 85 % les locuteur·ices de l'occitan *parlent* la langue, dont 46 % au moins une fois par semaine (OPLO 2020, 28), si l'on ramène ces pratiques à l'échelle interrégionale et en intégrant les non locuteur·ices « les pratiques actuelles d'expression orale, de lecture ou d'écriture sont faibles » (*ibid.*, 29) et les occasions de parler ou d'écouter la langue sont principalement en contexte privé (*ibid.*) Ainsi, les locuteur·ices ont peu d'espaces pour échanger en occitan limousin au quotidien. Chez nos témoins, nous avons tenté de recenser les occasions de pratiquer la langue – avec une attention particulière accordée aux ateliers.

5.1. Les occasions de pratique

Il ressort de notre enquête que l'occitan limousin n'est la langue d'usage d'aucun acteur·ice de cette recherche. La majorité témoigne que le seul moment où ils·elles la pratiquent est lors de l'atelier. Ci-dessous, nous proposons un tableau (v. fig. 6) qui récapitule les contextes de pratique de la langue pour les sept témoins interviewé·es.

Figure 6 – Synthèse des contextes de pratique de la langue aujourd'hui pour les témoins (hors atelier où nous les avons rencontré·es/le ? indique l'absence de données)

	Pratiquée à la maison	Pratiquée lors d'autre(s) atelier(s) d'occitan	Pratiquée lors d'autres activités (associatives ou autres) en lien avec l'occitan limousin
AX	×	✓	✓
AY	×	×	?
T1Y	×	✓	×
T2Y	×	✓	×
T3Y	×	×	✓
T4Y	×	✓	✓
AZ	×	✓	✓

Nous proposons ci-dessous une liste (non exhaustive) des « autres activités » (v. fig. 6, colonne 3) que nous avons identifiées et dans lesquelles les témoins pratiquent la langue :

- implications dans les milieux associatifs et/ou militants (réunions, festivals, etc.) ;
- plusieurs écrivent régulièrement des chroniques en occitan pour le journal régional *La Montagne* ; ces chroniques sont d'ailleurs coordonnées par deux de nos témoins, qui se chargent de réunir les textes et proposent des corrections morphosyntaxiques et lexicales aux auteur·ices de chroniques ;
- l'un de nos témoins est par ailleurs l'auteur, publié, de plusieurs ouvrages – dont de la poésie – en occitan ;
- enfin, certain·es précisent parler la langue avec les personnes plus âgées qu'elles/eux ; nous pouvons faire le parallèle avec une autre enquête que nous menons, toujours en zone occitane limousine, dans une commune du département de la Haute-Vienne, et où, lorsque nous avons interrogé les témoins par questionnaire sur les différentes situations dans lesquelles ils·elles parlaient la langue, celle qui était arrivée en tête était « avec les personnes âgées » (Robert à paraître).

En dehors des cas où l'activité aurait un lien avec l'occitan limousin, la langue n'est pas pratiquée au quotidien. C'est également le constat de Cavaillé (2013), à qui les locuteur·ices avaient confié, lors de l'enquête susmentionnée, qu'ils·elles n'avaient « presque plus, voire plus du tout, l'occasion de parler la langue dans leur vie quotidienne. » Si la langue des échanges quotidiens est le français, les ateliers d'occitan sont-ils parmi les derniers lieux de pratique de l'idiome ?

5.2. Les ateliers, terrain de la pratique occitane ?

Ces ateliers sont pilotés par un·e animateur·ice et soutenus tantôt par l'*Institut d'Estudis Occitan dau Lemosin* (IEO Limousin), par une association, une commune ou encore une médiathèque. Comme nous l'expliquions en début d'article, nous avons choisi de nous intéresser aux ateliers d'occitan pour observer, d'une part, la pratique de la langue et, d'autre part, le profil des acteur·ices de cette pratique. Nous nous posons deux types de questions :

- à propos de la place de l'occitan :
 - Étions-nous dans des situations de monolinguisme occitan ou de bilinguisme (avec utilisation quasi-exclusive de la langue occitane, utilisation à part relativement égale du français et de l'occitan, utilisation plus fréquente du français que de l'occitan) ?
 - Quelle était la place de l'oralité ?
 - Dans quelle(s) langue(s) l'animateur·ice(s) menait-il·elle les interactions ?
 - Dans quelle(s) langue(s) les participant·es échangeaient-ils·elles entre elles·eux lorsque l'animateur·ice n'était pas inclus·e dans l'interaction ou lorsqu'il·elle n'entendait pas l'interaction ?
- à propos des acteur·ices :
 - Quel était leur âge et leur genre ?
 - Quel était le rapport de chaque personne à l'atelier ?
 - S'exprimaient-ils·elles dans la langue en dehors des ateliers ? (v. 5.1)

5.2.1. L'idiome occitan limousin dans les ateliers

Concernant le premier volet de questions, nous avons rapidement pu répondre à la première puisque, dans les trois ateliers, nous n'avons pas été confrontée à une situation de monolinguisme occitan limousin. Nous ne pensons pas que cela était dû à notre présence. Tout d'abord parce que les animateur·ices AX, AY et AZ nous l'ont confirmé en nous expliquant qu'ils·elles aimeraient que tout l'atelier (tout du moins la partie production et interaction orales) soit exclusivement en

langue occitane limousine, mais que ce n'était pour l'instant pas réalisable, certain·es participant·es préférant s'exprimer en français – par choix ou parce qu'ils·elles estimaient que leurs compétences en occitan limousin n'étaient pas assez bonnes pour utiliser la langue à l'oral. Nous avons de plus constaté un certain naturel dans les interactions, qui ne semblaient pas, ou tout du moins pas grandement influencées par notre présence, qui a semblé être acceptée, voire perçue positivement.¹⁰ Enfin, ces trois ateliers incluant une partie traduction (d'un texte occitan vers le français), le français était forcément présent.

Dans les ateliers X et Y, la quasi-totalité des interactions de type 'participant·e <-> participant·e' et 'participant·e <-> animateur·ice' étaient en français. L'utilisation de la langue occitane limousine, dans ces deux ateliers, était majoritairement circonscrite à la lecture des textes. Cependant, lors de notre première participation à l'atelier X, chaque participante s'est présentée, et plusieurs l'ont fait, entièrement ou en partie, en occitan limousin. Dans l'atelier Y, les témoins ne se sont pas présenté·es individuellement en début d'atelier, mais nous avons constaté quelques brèves réactions en occitan limousin, notamment après un passage lu par une autre personne (un participant a utilisé l'occitan limousin pour exprimer ne pas avoir compris ce qu'un·e autre venait de lire – « *pas comprés* » –, mais l'interaction n'a pas continué dans la langue occitane limousine). Dans ces deux ateliers, les animatrices AX et AY parlaient majoritairement en français.

Dans l'atelier Z, l'animateur a presque exclusivement parlé en occitan limousin lors de la première demi-heure consacrée à la production orale. Les participant·es répondaient principalement en occitan limousin, utilisant parfois le français si un mot/une expression/une phrase venait à manquer. Nous avons d'ailleurs constaté que seul le groupe Z avait 'formellement' intégré une partie production et interaction orales en début de séance – qui durait environ un tiers de l'atelier. L'animateur nous a expliqué qu'il appréciait ce format, qui permettait aux gens de discuter librement de divers sujets (principalement des anecdotes personnelles ou des actualités en lien ou non avec la langue). Nous avons relevé qu'AZ devait cependant souvent solliciter les gens et les encourager à parler, parfois en distribuant la parole. Si les groupes X et Y n'avaient pas forcément formalisé une partie d'expression libre au début, nous avons constaté, avant le début 'formel' de l'atelier, où les gens s'assoient en cercle, que des petits groupes se créaient naturellement pour se saluer et échanger. Nous avons alors observé qu'après quelques salutations de base en occitan limousin (Bonjour/Salut/Ça va), le reste des interactions se faisait en français.

Lors de la partie lecture et traduction (la lecture se faisant en occitan limousin et la traduction, en français), nous avons constaté, dans les trois groupes, que la majorité des interactions en lien avec la traduction (par exemple pour clarifier un mot ou une expression, demander comment cela se disait en occitan dans un autre lieu, chercher un synonyme ou une conjugaison, etc.) se faisaient en français. Plus précisément, la totalité de ces interactions étaient en français dans les groupes X et Y. Cette partie lecture-traduction était également l'occasion, pour les participant·es, d'échanger sur leurs pratiques d'antan (notamment en milieu rural agricole) ou sur la manière de désigner tel ou tel objet du quotidien. Bien que ces interactions aient lieu en français, elles portaient *sur* la langue et incluaient parfois quelques termes d'occitan limousin, notamment pour des comparaisons lexicales. Cette observation peut être mise en lien avec Gardy et Lafont qui, dans leur description de la diglossie occitane et des lieux où (à la suite d'une démarche volontariste) la langue était pratiquée, notaient que la langue dominée était plus véhiculée comme un *objet*

¹⁰ La plupart des participant·es avaient l'air intéressé·es par notre présence et nous posaient des questions sur nos origines, le choix de notre sujet d'étude ou encore des questions plus générales sur l'occitan en s'adressant à nous en français et parfois en occitan

(d'étude, de spectacle, etc.) que comme le *sujet* d'une communication (1981, 77), ce qui semble être en partie le cas pour ces ateliers.

5.2.2. Âge, genre : qui sont les acteur·ices des ateliers ?

Si nous avons déjà présenté les sept témoins interrogé·es par entretien (v. fig. 3), nous n'avons pas présenté l'ensemble des participant·es aux ateliers. Nous abordons ici deux points clés de leur identité : leur âge et leur genre. Nous savons, grâce à l'ESL2020, que le locuteur moyen de l'occitan est un homme âgé vivant en milieu rural (OPLO, sans date). Nous voulions donc savoir quel type de public fréquentait chacun des ateliers dans lesquels nous nous sommes rendue.

La tranche d'âge minimum des participant·es était la cinquantaine, beaucoup ayant la soixantaine, voire, pour certain·es, plus de soixante-dix ans. Lors de nos observations, une seule personne d'une trentaine d'années était présente (dont la famille est originaire de la région). Ces effectifs relativement âgés ont été évoqués avec les animateur·ices AX, AY et AZ, qui nous ont confirmé que c'était la moyenne d'âge habituelle des ateliers, certain·es ayant jusqu'à plus de quatre-vingts ans. Cela semble en adéquation avec ce que concluait l'ESL2020 et avec les réflexions de l'IEO Limousin qui reconnaissait que, globalement, bien qu'une nouvelle génération ait pu bénéficier d'une transmission (familiale et/ou scolaire), « le public occitanophone a donc une sérieuse tendance au vieillissement » (sans date). Quant aux genres des acteur·ices, voici les données :

Fig. 7 : Répartition genrée des acteur·ices

Code de l'atelier	N° d'observation et date	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Nombre total de personnes présentes (sans compter LMR et l'accompagnatrice)
Atelier X	1 ^{ère} mars 2025	9	0	9
	2 ^e février 2026	13	1	14
Atelier Y	1 ^{ère} mars 2025	13	5	18
	2 ^e février 2026	8	0	8
Atelier Z	1 ^{ère} février 2026	9	11	20

Sur 69 participant·es,¹¹ il y a donc 52 femmes et 17 hommes. Pour l'atelier X, l'animatrice nous a confirmé qu'il était principalement féminin, soulignant la présence sporadique d'un ou deux hommes, en fonction des séances. Bien que nous ne puissions pas extrapoler à l'ensemble des ateliers et de leurs participant·es, ce constat est intéressant : il y avait trois fois plus de femmes que d'hommes dans ces trois ateliers, alors même que 66 % des locuteur·ices de l'occitan sont des hommes, selon l'ESL2020 (2020, 25).

Nous n'avons pas d'analyse définitive à ce sujet, mais nous pouvons néanmoins proposer les réflexions suivantes – que nous approfondirons, confirmerons ou réfuterons avec le développement du corpus et de l'analyse :

- les ateliers observés sont principalement consacrés à la lecture et à la traduction. Or, T2Y nous a expliqué préférer un autre atelier, consacré exclusivement à la pratique orale et à la discussion. Peut-être est-ce également le cas d'autres hommes, ce qui explique leur faible présence aux ateliers X et Y. Cette hypothèse semble cependant invalidée par l'atelier Z, où la présence des hommes dépassait celle des femmes ;

¹¹ Attention, participant·e ≠ individu. Ce ne sont pas ici 69 personnes différentes. Par exemple, la quasi-totalité des personnes présentes lors de notre première observation de l'atelier X l'étaient également lors de la deuxième.

- la majorité des locuteur·ices (qui sont à 66 % des hommes) le parlent déjà ; peut-être ne voient-ils·elles pas l'intérêt de se rendre aux ateliers, ce qui explique que les femmes y soient plus représentées ;
- les femmes sont peut-être plus intéressées à apprendre l'idiome ou à effectuer un 'retour à la langue' (comme c'est particulièrement le cas dans l'atelier X chez les participantes, et surtout chez T5X, qui a plusieurs fois exprimé le souhait de se réapproprier la langue de ses grands-parents).

5.2.3. Proximité, retour à la langue, faire vivre la langue, etc. : pourquoi se rendre à l'atelier ?

Quant à la question sur le rapport à l'atelier, plusieurs participant·es ont évoqué celui-ci spontanément, comme dans l'atelier X, où différentes raisons ont été mentionnées :

- T1X précise qu'elle aime les langues latines ;
- T2X a déclaré venir aux séances « pour faire vivre tout ça » et faire quelques progrès ;
- T3X, qui a toujours ressenti que parler patois pouvait être perçu comme une façon de moquer la condition paysanne, veut quant à elle montrer que l'« occitan a une culture » ;
- T5X, qui a appris le patois avec ses grands-parents chez qui elle vivait dans l'enfance, veut apprendre le patois de son grand-père ; elle précise que c'était très important pour elle et a d'ailleurs transmis « tout ce qu'[elle] sait de la langue à [ses] enfants (culture, lexique, expressions idiomatiques) ;
- T6X, bien qu'elle l'ait toujours entendue, n'était pas intéressée par la langue, et ce n'est qu'après son retour dans la région à la retraite qu'elle est revenue à la langue lorsque l'atelier a ouvert ;
- T7X évoque une raison similaire à T6X : après être revenue dans la région il y a quelques années, elle a voulu « revenir aux sources ».

Chez les trois participant·es de l'atelier Y que nous avons interrogé·es en entretien, les raisons mises en avant étaient les suivantes :

- T1Y et T2Y sont allé·es à l'atelier pour faire une activité ensemble, qui change de la routine habituelle. Au moment de l'entretien, il·elle n'allaient à l'atelier que depuis quelques mois (quand nous sommes revenue, un an plus tard, T2Y avait cessé de s'y rendre). La raison initiale mise en avant par des deux témoins était donc le fait que l'activité soit proposée et accessible, et non leur intérêt particulier pour la langue – ce qui ne préjuge pas de l'attrait que l'atelier a ensuite exercé.

T3Y : Alors j'ai commencé à y aller je pense il doit y avoir maintenant 3-4 ans même peut-être 5 ans parce que j'habite [nom de la commune, anonymisé] et puis moi je me suis toujours intéressée à la langue occitane/[LMR : hm hm] depuis que je suis adolescente et heu donc du coup beh j'ai- enfin j'ai plus ou moins on va dire laissé tomber pendant des années heu mais là en sachant qu'il y avait un atelier tout près de chez moi je me suis dit je vais y aller

Ces deux témoignages ne sont pas sans rappeler des résultats constatés dans l'ESL2020, où 50 % des élèves qui avaient choisi les cours d'occitan justifiaient ce choix par la disponibilité des cours (OPLO 2020, 89). En allant plus loin, nous pourrions dire que des politiques publiques volontaristes en lien avec la langue ont tout leur intérêt et leur pertinence ; car l'offre peut entraîner la demande, comme c'est le cas pour T1Y et T2Y et, dans une certaine mesure, pour T3Y, qui ne serait peut-être pas allée à un atelier situé loin de son domicile.

Les nombreuses raisons évoquées à la participation ainsi que nos observations nous ont permis de développer une synthèse à la fois des liens qu'entretiennent les acteur·ices aux ateliers mais également des différentes fonctions que remplissent, selon nous, ces trois ateliers.

5.2.4. Quel(s) lien(s) à l’atelier et quelle(s) fonction(s) a-t-il ?

De T5X, qui souhaite apprendre la micro-variété spécifique de son grand-père, à T1Y, qui se rend aux ateliers pour pratiquer une activité différente du quotidien, en passant par celles et ceux qui évoquent un retour aux sources, nous pouvons proposer la synthèse suivante des liens qu’entretiennent les témoins avec l’atelier :¹²

- un lien *pratique*, avec pour but d’apprendre ou de faire des progrès dans la langue ;
- un lien *émotionnel*, l’atelier représentant le lieu où l’on peut parler *de* la langue et *dans* la langue, se remémorer des anecdotes et partager un vécu commun, ou encore se réapproprier la langue familiale (avec parfois la volonté d’apprendre une micro-variété très précise parlée dans la famille) ;
- un lien *récréationnel*, l’atelier permettant de faire une activité différente du quotidien ;
- un lien *de nécessité*, l’atelier apparaissant comme l’espace par excellence pour continuer de faire vivre la langue

Figure 8 – Les liens à l’atelier entretenus par certain·es de ses acteur·ices

Types de lien	Témoins interrogé·es par entretien	Autres témoins (participant·es des ateliers)
« pratique »	AY, T1Y, T3Y	T2X, T8X
« émotionnel »	T3Y, T4Y	T3X, T4X, T5X, T6X, T7X
« récréationnel »	T1Y, T2Y	
« de nécessité »	AY, AZ, AX, T4Y	T2X

Ces liens ne sont pas mutuellement exclusifs, et les acteur·ices, qui ont parfois différents types de liens avec l’atelier, se retrouvent donc dans plusieurs de ces catégories.

Enfin, bien qu’aucun des ateliers que nous avons observés ne se déroule entièrement en occitan, nous pensons qu’ils ont une fonction importante dans la transmission de l’idiome et, parfois même, dans sa déstigmatisation. Au cours de nos observations, nous avons pu relever les fonctions suivantes :

- en premier lieu, une fonction de *réactivation* ou de *maintien* de la pratique ; de nombreuses personnes s’y rendent avec cahiers et dictionnaires sous le bras afin d’améliorer leurs compétences dans la langue. Au-delà de l’apprentissage au sens strict, il s’agit également de lieux rendant possible l’usage de la langue. Même si, dans les ateliers X et Y, la plus grande part de la discussion a lieu en français, rien n’empêche que cela évolue dans le futur et que l’occitan limousin y prenne plus de place ;
- les ateliers sont un rouage de la *réappropriation* de la langue comme telle, mais également d’une certaine fierté et légitimité linguistiques. Nous le voyons par exemple à travers le lien émotionnel que certain·es entretiennent avec l’atelier. T3X veut ainsi montrer que l’occitan « a une culture » et qu’il s’agirait donc d’une langue légitime. Les ateliers apportent au groupe l’opportunité de rendre l’usage de la langue socialement acceptable (et même encouragé) ;
- les ateliers sont un espace privilégié de *mise en récit* et parfois de *mise à distance*. Ils ont une fonction de partage et de mise en commun des expériences et des histoires personnelles. Nous y

¹² Cette synthèse est une première proposition, elle n’a pas vocation à être exhaustive : nous n’avons pas pu recenser les liens de la soixantaine de participant·es observé·es, et il est également possible qu’un·e témoin n’ait pas mentionné tous les types de liens (et qu’ils ne soient donc pas répertoriés ici).

avons entendu de nombreux récits (parfois douloureux) de répression et de non-transmission, et il semblait important pour les acteur·ices des ateliers d'avoir cet espace pour échanger, questionner les discours auxquels ils·elles ont été confronté·es pendant des décennies, et, parfois, d'interroger les représentations intériorisées (notamment sur le fait que leur langue n'en était pas une, qu'ils·elles ne savaient pas s'exprimer, etc.) ;

- les ateliers sont parfois le premier *contact* qu'ont les participant·es avec la *littérature occitane* (principalement limousine, bien que des auteur·ices d'autres variétés puissent être proposé·es). Avant l'atelier, certain·es ignoraient que leur idiome s'écrivait, qu'il était accompagné de dictionnaires et d'une littérature variée, faite de poésie, de contes, d'histoires policières, de récits de vie, etc. Cette fonction de découverte du patrimoine et de la culture associée à la langue nous semble fondamentale, tant pour les possibilités d'apprentissage qu'elle amène que pour l'éventuelle fierté qui peut en être retirée et que nous avons constatée chez certain·es acteur·ices.

5. Conclusion

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de notre étude ? Tout d'abord, rappelons que notre enquête étant d'ampleur encore limitée, nous ne prétendons pas tirer des conclusions générales sur tous les ateliers d'occitan en domaine limousin. Nous continuons de la mener et prévoyons de nouvelles observations et d'autres entretiens avec certain·es témoins, ainsi que la distribution d'un questionnaire auprès des acteur·ices de ces trois groupes et d'autres groupes.

Nous constatons que, dans le cas de l'école et de son rôle dans les usages linguistiques, bien que cinq témoins sur sept aient pris la langue en option en terminale et au baccalauréat, ils·elles font majoritairement encore état d'une école répressive envers l'utilisation de l'occitan limousin, notamment envers les générations précédentes de leur famille. Cela n'est pas étonnant au regard du contexte général : la loi Deixonne de 1951 prévoyait certes d'accorder du temps d'enseignement à quelques langues dites régionales (dont l'occitan), mais sur demande seulement, et en restant plutôt orienté vers la culture et le folklore. Le premier objectif restait de défendre la langue française. De plus, la transmission familiale directe n'a eu lieu chez aucun des sept témoins, mais tou·tes gardent un lien avec la langue et la pratiquent dans les ateliers d'occitan, certain·es étant même engagé·es dans les milieux associatifs occitans. Ces liens ont pu être regroupés en quatre catégories – lien pratique, émotionnel, récréationnel et de nécessité.

Les ateliers sont, pour une grande partie de la soixantaine de participant·es avec qui nous avons échangé, la seule occasion d'entendre et de pratiquer la langue. Nous notons que, dans deux des trois ateliers, la quasi-totalité des interactions se font en français, l'occitan limousin étant utilisé pour la lecture de textes uniquement. Nous en déduisons que le type d'atelier (centré sur la lecture, sur l'oralité ou sur un apprentissage plus formel) ainsi que l'attitude de l'animateur·ice peuvent avoir un réel impact sur la/les langue/s majoritairement utilisée/s pendant l'atelier. Les acteur·ices en sont relativement âgé·es, la grande majorité ayant l'âge de la retraite et nous avons constaté que trois fois plus de femmes que d'hommes y participaient.

En plus d'être un lieu où l'on peut parler *dans* la langue, les ateliers sont des lieux où l'on peut parler *de* la langue et de l'histoire linguistique du 'patois'/de l'occitan'. C'est peut-être même l'un des derniers lieux où des personnes avec une histoire collective commune, issue de la génération ayant subi de plein fouet l'abandon progressif de la langue, peuvent s'exprimer sur leur vécu, alors qu'ils et elles témoignent n'avoir que peu, voire pas, d'occasions de pratiquer la langue en dehors de ces parenthèses salutaires que sont les ateliers.

Bibliographie [Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Alén Garabato, Carmen/Romain Colonna, 2016. *L'auto-odi : la haine de soi en sociolinguistique*. Paris : L'Harmattan.
- Barac, Raluca et al., 2014, « The cognitive development of young dual language learners: a critical review », *Early childhood research quarterly*, 29.4, 699–714.
- Bardelot, Estelle, 2025, « Carte scolaire 2025 entérinée en Corrèze : où des classes vont-elles fermer, où va-t-on en ouvrir ? », *La Montagne*, 18 mars. [<https://www.lamontagne.fr/tulle-19000/actualites/la-carte-scolaire-2025-entereinee-en-correze-des-comptages-attendus-a-la-rentree-a-altillac-curemonte-14656900/>]
- Blanchet, Philippe, 2012. *La linguistique de terrain, méthode et théorie : une approche ethnosociolinguistique de la complexité*, 2^e éd., Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- /Rozen Milin, 2025. *Langues régionales : Idées fausses et vraies questions*, Paris : Héliopoles.
- Boyer, Henri, 1990, « Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques. Eléments de définition et parcours documentaire en diglossie », *Langue française*, 85.1, 102–124. [[10.3406/lfr.1990.6180](https://doi.org/10.3406/lfr.1990.6180)]
- , 2017, « 'communauté linguistique', 'marché linguistique' et représentations » [chapitre 3], dans : Henri Boyer, *Introduction à la sociolinguistique*, Paris : Dunod, 49–66.
- Cavaillé, Jean-Pierre, 2013, « 'Qu'es chabat'. Une expérience de la disparition entre présence et rémanence. Situation de l'occitan dans le nord limousin », *Lengas*, 73, 20 p. [<https://doi.org/10.4000/lengas.99>]
- Clanché, François, 2005, « Langues régionales, langues étrangères : de l'héritage à la pratique », dans : Cécile Lefèvre/Alexandra Filhon (dir.), *Histoire de familles, histoires familiales : les résultats de l'enquête famille de 1999*, Paris : Ined Éditions, 513-520.
- Dourdet, Jean-Christophe, 2011, *L'atypicité accentuelle de l'espace linguistique occitan limousin : Description et modélisation*, thèse de doctorat, Université de Poitiers. [<https://theses.fr/2011POIT5008>]
- , Jean-Christophe, 2019, « Opposition to the process of language identification and standardisation in 'limousin occitan' and 'poitevin-saintongeais' », dans : Michelle Harrison/Aurélie Joubert, *French Language Policies and the Revitalisation of Regional Languages in the 21st Century*, Cham : Palgrave Macmillan, 63–82.
- Gardy, Philippe/Robert Lafont, 1981, « La diglossie comme conflit : l'exemple occitan », *Langages*, 15. 61, 75–91. [[10.3406/lgge.1981.1869](https://doi.org/10.3406/lgge.1981.1869)]
- Genesee, Fred, 2015, « Myths about early childhood bilingualism », *Canadian Psychology / Psychologie canadienne*, 56.1, 6–15. [[10.1037/a0038599](https://doi.org/10.1037/a0038599)]
- Grégoire, Henri, 1794, *Rapport sur la nécessité & les moyens d'anéantir le patois, et d'universaliser l'usage de la langue française*, Paris : Imprimerie nationale.
- IEO Lemosin [Institut d'Estudis Occitans dau Lemosin], 2025, *Cours et ateliers d'occitan en Limousin*. [<https://ieo-lemosin.org/actualites/monde-occitan/cors-e-obradores-doccitan-en-lemosin-2025-2026?lang=fr>]
- , s. d., *FAQ « L'occitan... qu'es aquò ? »*. [<https://ieo-lemosin.org/faq?lang=fr>]
- INSEE [Institut national de la statistique et des études économiques], 2025. *La grille de densité 2025*. [<https://www.insee.fr/fr/information/8571524>]
- Kihlstedt, Maria, 2005, *Les avantages du bilinguisme précoce* [article en ligne], 5 p. [https://data0.eklablog.com/skol-diwan-rianteg/mod_article26683189_1.pdf]
- « Loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux » (dite loi Deixonne), *Journal officiel*, 13 janvier, 483. [<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000886638/>]
- Martel, Philippe, 1997, « L'école de la III^e République et l'occitan », *Tréma*, 12, 101–115. [[10.4000/trema.1872](https://doi.org/10.4000/trema.1872)]
- Ministère de la Culture, 2023, *La France, un territoire multilingue*, [en ligne], 19 avril. [<https://www.culture.gouv.fr/actualites/la-france-un-territoire-multilingue>]
- Ninyoles, Rafael Lluís, 1969. *Conflicte lingüístic valencià: substitució lingüística i ideologies diglòssiques*, Barcelone : Edicions 62.
- OPLO [Ofici Public de la Lange Occitana], sans date, *L'occitan aujourd'hui*, en ligne. [<https://www.ofici-occitan.eu/fr/les-enjeux/>]
- , 2020, *Résultats de l'enquête sociolinguistique relative à la pratique et aux représentations de la langue occitane en Nouvelle-Aquitaine, en Occitanie et au Val d'Aran*, en ligne. [https://www.ofici-occitan.eu/wp-content/uploads/2020/09/OPLO_Enquete-sociolinguistique-occitan-2020_Resultats.pdf]
- , 2022, *Etat des lieux des effectifs d'élèves 2021/2022*, en ligne.

[<https://locongres.org/fr/actualites/politiques-linguistiques/etat-des-lieux-des-effectifs-d-eleves-2021-2022>]

Robert, Lucie Marine, à paraître, « Enjeux méthodologiques d'une étude diachronique sur l'attachement au patrimoine linguistique du Limousin » [projet HENRIETTE], *Schol@*.

---/Marie Sarraute-Armentia, à paraître (a), « Entre projet, théorie et réalité du terrain : réflexions méthodologiques autour d'une collecte sur la glossonymie en contexte limousin » [projet CLAROR], *Schol@*.

---/---, à paraître (b), « 'Dessine-moi ta langue' : quel 'pays' pour le patois et l'occitan en contexte limousin ? », *Diglossi@*.

Sarraute-Armentia, Marie, 2024. « L'occitan, kezako qu'es aquò ? Enjeux d'une minorisation, entre langue et territoire », *La Bretagne linguistique*, 25, 97–114.

Sénat, 2025, *Enseignement des langues régionales : agir pour la transmission de ce patrimoine immatériel*, en ligne. [<https://www.senat.fr/rap/r25-031/r25-031.html>]

Tabouret-Keller, Andrée, 1999, *Le nom des langues, un ambassadeur aveugle, ignorant de ses missions*, en ligne. [[10.3406/revss.1999.3187](https://doi.org/10.3406/revss.1999.3187)]

UNESCO, 2010, *Atlas des langues en danger dans le monde*, Paris : UNESCO

---, 2003. *Vitalité et disparition des langues*, en ligne. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183699_fre]

Annexe – Extraits du guide d'entretien

- 1.4 Depuis quand allez-vous à/animez-vous l'atelier d'occitan ?
- 1.5 Que pensez-vous de l'atelier ?
(...)
- 2.10 Que parlaient vos parents et grands-parents à l'école ?
- 2.11 Avaient-ils un maître/une maîtresse qui parlait autre chose que le français ?
- 2.12 Vos *parents* vous racontaient-ils des histoires/anecdotes de leur enfance ? **[Si besoin, préciser : En lien ou non avec la langue] ? Si oui** : de quoi vous parlaient-ils ? Y a-t-il un événement qui les a marqués en particulier ? **Si oui** : lequel ?
(...)
- 3.1 Quand vous avez parlé pour la première fois, c'était en quoi ?
- 3.3 Que saviez-vous parler quand vous êtes allé(e) à l'école ?
- 3.4 Et quand vous avez quitté l'école, que saviez-vous parler ?
- 3.4.1 **En fonction de la réponse** : vous aviez dit que vous parliez le **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]** en entrant à l'école, saviez-vous toujours le parler en la quittant ?
- Si vous parliez en **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]** à l'école, que se passait-il ?
- 3.5 À part le français parlez-vous autre chose aujourd'hui ?
- 3.6 À part le français, comprenez-vous autre chose aujourd'hui ?
- 3.7 Dans quoi vous exprimez-vous usuellement aujourd'hui ?
(...)
- 3.9 Vous avez utilisé le mot **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]**. C'est comme cela qu'on l'appelle habituellement dans la région ? Savez-vous pourquoi on l'appelle ainsi ?
- 3.10 Quel(s) autre(s) nom(s) connaissez-vous ?
- 3.11 Et vous, comment l'appellez-vous ? Pourquoi ?
- 3.12 Que représente ce **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]** pour vous ?
(...)
- 4.1 Le **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]**, le pratiquez-vous aujourd'hui ? **Si oui** : Pour quelles occasions ? A propos de quel(s) sujet(s) ? Avec qui ?
- 4.2 Si vous ne le pratiquez pas, est-ce que vous le comprenez ?
- 4.3 Si vous le pratiquez, l'avez-vous ou allez-vous le transmettre à vos enfants ? Pourquoi ?
- 4.4 Que vous le pratiquiez ou non, souhaitez-vous que vos enfants (...) l'apprennent ? Pourquoi ?
- 4.5 Comment qualifieriez-vous vos connaissances aujourd'hui en **[reprendre le glossonyme du/de la témoin]** ?

Diversité linguistique, protection et enseignement dans les communautés autonomes pyrénéennes : l'impossible homogénéisation du massif pyrénéen espagnol ?

Michel MARTÍNEZ PÉREZ, Sorbonne Université

Résumé

L'article analyse les politiques linguistiques des territoires pyrénéens espagnols (Pays basque, Navarre, Aragon et Catalogne) en les replaçant dans le contexte historique de la marginalisation des langues vernaculaires par les États français et espagnol depuis le XVIII^e siècle. Il montre que la décentralisation espagnole a permis une reconnaissance très inégale de ces langues selon les communautés autonomes. Le Pays basque et la Catalogne ont mis en œuvre des politiques ambitieuses de normalisation, fondées sur l'officialité, l'école ou les médias, qui ont largement renforcé la connaissance du basque et du catalan. La Navarre a adopté un modèle intermédiaire, avec des droits linguistiques variables selon les zones du territoire, reflet de profondes divisions identitaires et politiques. L'Aragon constitue le cas le plus fragile : ni le catalan ni l'aragonais n'y sont officiels, et leur reconnaissance a fluctué au gré des alternances politiques et des controverses identitaires. L'étude montre ainsi que la protection des langues pyrénéennes dépend moins de leur vitalité intrinsèque que des rapports de force politiques, des conceptions concurrentes de l'identité nationale et de la capacité des institutions autonomes à mener des politiques linguistiques cohérentes.

Zusammenfassung

Der Artikel analysiert die Sprachenpolitik der spanischen Pyrenäenregionen (Baskenland, Navarra, Aragonien und Katalonien) und ordnet sie in den historischen Kontext der Marginalisierung der Vernakularsprachen durch den französischen und den spanischen Staat seit dem 18. Jahrhundert ein. Er zeigt, dass die spanische Dezentralisierung zu einer je nach Autonomen Gemeinschaft sehr ungleichen Anerkennung dieser Sprachen geführt hat. Das Baskenland und Katalonien haben ehrgeizige Normalisierungspolitiken umgesetzt, die auf dem offiziellen Status, dem Schulwesen oder den Medien basieren und die Kenntnisse des Baskischen und Katalanischen erheblich gestärkt haben. Navarra hat ein Zwischenmodell gewählt, bei dem die Sprachrechte je nach Gebiet variieren, was tiefe identitäre und politische Spaltungen widerspiegelt. Aragonien stellt den fragilsten Fall dar: Weder Katalanisch noch Aragonisch sind dort Amtssprachen, und ihre Anerkennung schwankte je nach politischem Machtwechsel und identitären Kontroversen. Die Studie zeigt somit, dass der Schutz der Pyrenäensprachen weniger von ihrer inneren Vitalität abhängt als vielmehr von politischen Machtverhältnissen, konkurrierenden Vorstellungen von nationaler Identität und der Fähigkeit der autonomen Institutionen, eine kohärente Sprachpolitik zu betreiben.

Abstract

This article analyzes the language policies of the Spanish Pyrenean regions (the Basque Country, Navarre, Aragon, and Catalonia) by placing them within the historical context of the marginalization of vernacular languages by the French and Spanish states since the 18th century. It shows that Spanish decentralization has led to highly uneven recognition of these languages across the autonomous communities. The Basque Country and Catalonia have implemented ambitious standardization policies—based on official status, education, and the media—that have significantly strengthened proficiency in Basque and Catalan, even though their everyday use continues to face various challenges. Navarre has adopted an intermediate model, with language rights that vary by region, reflecting deep identity-based and political divisions. Aragon presents the most precarious situation: neither Catalan nor Aragonese is an official language there, and their recognition has fluctuated with political shifts and identity-related controversies. The study thus shows that the protection of the Pyrenean languages depends less on their intrinsic vitality than on political power dynamics, competing conceptions of national identity, and the capacity of autonomous institutions to implement coherent language policies.

Resumen [aragonais]

L'artículo analisa as políticas lingüísticas d'os territorios pirenaicos españoles (País Basco, Navarra, Aragón y Cataluña) situando-las en o contesto istorico d'a marguinación d'as luengas vernaclas por parte d'os Estaus francés y español dende o siglo XVIII. Amuestra que a descentralización española ha dau puesto a una reconoixenzia mui desigual d'istas luengas segundes as comunidaz autonomas. El País Basco y Cataluña han enchegau políticas ambiziosas de normalización, basadas en o carauter ofizial, a escuela u os meyo de comunicación, que han reforzau en gran medida a conoixenzia de l'euskera y d'o catalán. Navarra ha adoptau un modelo intermedio, con dreitos lingüísticos variables segundes as zonas d'o territorio, o que reflexa profundas divisions identitarias y políticas. Aragón constituye o caso más frachil : ni o catalán ni l'aragonés son ofizials allí, y a suya reconoixenzia ha fluctuau a lo ritmo d'os cambios políticos y as contraversias identitarias. O estudio amuestra asinas que a protezió d'as luengas pirenaicas depende menos d'a suya vitalidat intrinseca que d'as relacions de poder políticas, d'as concepciones contraponidas d'a identitat nazonal y d'a capacidat d'as instituzions autonomas ta levar a cabo políticas lingüísticas coherens.

Le massif pyrénéen dans son ensemble abrite une mosaïque de langues d'une richesse patrimoniale et culturelle qui mériterait d'être protégée par l'UNESCO en tant que patrimoine immatériel menacé. De fait, certaines langues dont nous parlerons dans cet article (l'aragonais, par exemple) sont déjà considérées comme très vulnérables par cet organisme international (Alén Garabato/Campos Bandrés 2023). En effet, les versants nord et sud ont subi, depuis le XVIII^e siècle, un processus d'éradication des langues vernaculaires dans la sphère publique par les administrations étatiques française et espagnole. Reléguées au rang de 'langues régionales' en France, voire de 'patois', et de 'dialectes' ou de 'modalités linguistiques' en Espagne, la plupart de ces langues étaient pourtant communes aux deux États (basque, catalan ou occitan), et donc formellement 'internationales' ;¹ ce fait était totalement incompatible avec la volonté d'uniformisation nationale et linguistique des autorités administratives respectives, obsédées par le principe herdérien 'une langue, une nation', et où les frontières entre États devaient être aussi des frontières linguistiques et culturelles.

De nos jours, la décentralisation de l'État espagnol et l'autonomie politique accordée aux territoires pyrénéens historiques (Pays basque, Navarre, Aragon et Catalogne) – d'anciennes entités politiques médiévales (re)constitués en 'communautés autonomes' entre 1979 et 1982 – a permis une reconnaissance linguistique ambitieuse. En effet, les langues vernaculaires du massif pyrénéen sont officielles dans tous ces territoires, sauf en Aragon. Il s'agit d'une avancée sans commune mesure vis-à-vis du versant français, toujours très réticent à l'octroi de droits linguistiques, même symboliques,² aux locuteurs des langues autochtones différentes du français. En Espagne, toutefois, cette reconnaissance n'est pas homogène, car la Constitution espagnole (1978) délègue aux communautés autonomes la législation en matière linguistique. Ainsi, les quatre territoires pyrénéens ont légiféré en accord avec des réalités linguistiques et des volontés politiques très disparates entre les Pyrénées basques, navarraises, aragonaises et catalanes. Alors, est-il possible, raisonnable ou même souhaitable, de tendre vers une homogénéisation des politiques linguistiques dans les territoires pyrénéens du versant sud malgré le caractère historiquement multilingue du massif ? Les cas les plus aboutis (basque et catalan) pourraient-ils 'tirer vers le haut' les cas plus fragiles ou moins consensuels ? Autrement dit, une émulation est-elle possible malgré les frontières administratives ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, il sera question de comparer ces quatre communautés linguistiques en matière de protection, de promotion et d'enseignement des langues basque (Pays basque et Navarre), aragonaise (Aragon), catalane (Aragon et Catalogne) et occitane (le Val d'Aran en Catalogne). L'Aragon pourrait apparaître comme le parent pauvre de ces territoires, puisque ses langues vernaculaires ne sont pas officielles, mais nous verrons qu'une législation en la matière a malgré tout été mise en place, même si elle est sujette aux aléas politiques. Au Pays basque et en Catalogne, malgré une volonté politique très claire, dès les années 1980, de *normalisation linguistique*³ des langues autochtones, nous verrons que d'autres problématiques ont pu apparaître et donc mitiger les premiers succès de redynamisation. Quant à la Navarre septentrionale, le contexte 'minoritaire' vis-à-vis de l'ensemble navarrais – mais

¹ Le cas de la Principauté d'Andorre, où le catalan est seule langue officielle de cet État souverain, ne sera pas développé ici, puisque le choix a été fait de n'aborder que le massif pyrénéen sous administration espagnole.

² Le cas du député socialiste (basque) à l'Assemblée nationale, Iñaki Echaniz, est éloquent dans son combat pour l'usage officiel de la lettre ñ (Marchal 2026), qui est également un enjeu récurrent dans le cas breton.

³ La normalisation linguistique est le concept mobilisé à partir des années 1980 pour promouvoir l'usage 'normal' des langues interdites par le régime franquiste et disparues dans les différents domaines de la vie publique. Il s'agit de rendre 'normal' l'usage des langues autochtones (les langues propres aux habitants des territoires concernés) au-delà de la seule sphère intime et de lutter contre des décennies de diglossie.

commun aux provinces basques d'Euskadi et du Pays basque français (*Iparralde*) – a également pu présenter son lot de contradictions et de difficultés socio-politiques et culturelles.

1. Le Pays basque et la Navarre

En Espagne, la communauté bascophone (*euskaldun*) est située à cheval entre deux communautés autonomes : le Pays basque *stricto sensu* (*Euskadi*) et la Navarre (*Nafarroa*), nommée communauté 'forale', en hommage aux lois médiévales (les *fors* ou *fueros* en castillan). Ces caractéristiques juridiques, institutionnelles et fiscales ont été le nerf de la guerre de l'intégration des provinces bascophones (*Vascongadas*) au sein de l'État libéral espagnol du début du XIX^e siècle. Ce refus d'assimilation (entre autres) a déclenché les guerres carlistes du XIX^e siècle.⁴ Ensuite, pendant la révolution industrielle (1870-1936), principalement en Biscaye, le traditionalisme basque s'est muté en nationalisme sécessionniste afin de préserver l'essence catholique et *euskaldun* des Basques face aux immigrés intérieurs espagnols, des ouvriers athées nommés *maketos* par Sabino Arana, fondateur du *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) en 1895 (Rojo, 2002). C'est à ce moment-là que le nationalisme basque fait de l'*euskera* l'un des principaux traits du peuple basque, l'expression d'une singularité préromaine, plus que millénaire et, de surcroît, à l'origine inconnue et discutée.

Avec la communauté bascophone du côté français (les trois provinces d'*Iparralde*), les *euskaldun* d'Espagne forment donc une unité linguistique et nationale : le 'grand' Pays basque, l'*Euskal Herria*, qui signifie peuple basque ou pays des Basques, définis par leur langue commune, le basque. En effet, les Basques 'authentiques' seraient les locuteurs de langue basque, les *euskaldun*, ou, à défaut, leurs descendants hispanisés ou francisés ; toutefois les territoires où vivent les bascophones sont bien moindres que la présence historique de la langue basque qui, avant la romanisation, aurait pu atteindre, selon certains, l'ensemble de la péninsule Ibérique⁵ et même une grande partie d'Europe occidentale (Vennemann 2003). En outre, au début du XX^e siècle, la conscience nationale basque s'exprime souvent en langue castillane, car la castillanisation des classes urbaines et dominantes est un fait avéré depuis la consolidation de l'État moderne espagnol au début du XVI^e siècle. Le basque est peu à peu relégué aux *caseríos*, les fermes typiques des vallées basques, autrement dit aux milieux paysans qui, dans une vision romantique et nationaliste, à la fin du XIX^e siècle, vont symboliser et incarner les gardiens de l'essence nationale basque, voire de la 'race' basque, un concept fréquent à cette époque, aussi bien en *Euskal Herria* que dans d'autres pays européens et occidentaux.

Les élites basques commencent ainsi un processus de réappropriation de la langue basque et de rupture avec l'État espagnol. Celui-ci représente en effet, selon eux, un projet assimilationniste de substitution linguistique et nationale en faveur du castillan, alimenté par la pression démographique des immigrés intérieurs espagnols dans les régions industrielles. Le génocide linguistico-culturel que représentent les dictatures militaires du XX^e siècle (Primo de Rivera de

⁴ Les trois guerres carlistes (1833-1840, 1846-1849 et 1872-1876) sont le résultat d'une lutte dynastique entre Isabelle II et son oncle Charles de Bourbon à la suite de la mort de Ferdinand VII (1833). Au-delà de ce conflit dynastique, deux visions s'opposent : le libéralisme d'Isabelle II opposé à la réaction des carlistes, puissants dans les territoires qui nous occupent, car portés par les petits propriétaires terriens qui cultivent eux-mêmes leurs terres (*minifundios*). L'homogénéisation libérale mise en place pendant le règne d'Isabelle II fait monter au créneau les territoires pyrénéens, notamment les provinces bascophones jalouses de leurs *fueros*.

⁵ Les exemples de substrat basque sont nombreux sur l'ensemble du massif pyrénéen, comme au Val d'Aran, jusqu'à la côte catalane.

1923 à 1930 et Franco de 1936/1939⁶ à 1975) aggrave davantage la vitalité de la langue basque et ce n'est que l'autonomie territoriale, avec le retour de la démocratie à la fin du XX^e siècle, qui permet la protection et la promotion de la langue basque.

Pendant la Transition démocratique, les nationalismes alternatifs au discours national espagnol, issus des périphéries non castillanes, sont portés par un capital de sympathie du fait de la résistance politique qu'ils ont incarnée face à la dictature qui, de son côté, va s'approprier le nationalisme espagnol. Même les attentats des nationalistes basques qui, en 1959, créent l'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, 'Pays basque et liberté'), responsable de l'assassinat en 1973 du chef du gouvernement franquiste, l'amiral Carrero Blanco, ne parviendront pas à entacher l'image positive du nationalisme basque. En effet, celui-ci lutte, même dans son expression violente, pour la fin du régime franquiste (illégitime, violent et totalitaire), toléré comme un moindre mal, voire adoubé par les démocraties occidentales. Par ailleurs, au début des années 1960, au moment où le régime relâche quelque peu sa politique linguicide, les militants de la langue et culture basques parviennent à ouvrir des *ikastolas*, des écoles privées associatives où l'enseignement se fait intégralement en langue basque. L'aide du clergé basque est absolument cruciale pour faire accepter au régime l'existence de ces écoles, régime qui reste vigilant à ce que la protection de la langue basque ne soit pas associée à une forme de nationalisme sécessionniste.

Avec l'octroi de l'autonomie aux régions espagnoles, la Navarre se détache finalement du Pays basque et constitue une communauté autonome distincte. Après de longs débats politiques entre une gauche majoritairement favorable à l'union des quatre provinces face à une droite postfranquiste revendiquant une singularité navarraise incompatible avec le Pays basque, c'est la voie de la création de deux communautés autonomes (plutôt qu'un plus grand Pays basque espagnol) qui est choisie en gage de consensus politique malgré la réalité sociolinguistique et culturelle du nord de la région forale et d'une partie de sa capitale, Pampelune, culturellement basque. De fait, cette solution, aussi marquée par le conflit armé de l'ETA, n'est pas définitive dans la mesure où, selon la quatrième disposition transitoire de la Constitution espagnole, un référendum pourrait être organisé en Navarre pour décider de son intégration dans la Communauté autonome du Pays basque (ou *Euskadi*). C'est le seul cas de ce type prévu dans l'ensemble de l'Espagne, puisque la Constitution interdit formellement la fédération entre communautés autonomes (l'article 145.1, pensé spécifiquement pour le cas des régions catalanophones), une illustration d'un accord fragile et consensuel pendant le temps instable et complexe de la Transition démocratique espagnole.

Depuis lors, grâce au Statut d'autonomie de Gernika (1979), ville symbole des libertés basques, la Communauté autonome du Pays basque, regroupant les provinces de Biscaye/Bizkaia, de Guipuscoa/Gipuzkoa et d'Alava/Araba (dont les capitales respectives sont Bilbao, Saint-Sébastien et Vitoria-Gasteiz), met en place une politique de revitalisation de la langue basque très ambitieuse. Il s'agit d'une nécessité absolue, car, au lendemain de la dictature, le constat est alarmant : la langue basque est devenue largement minoritaire (Etxebarria 2004, Ortega/Manterola 2022), notamment dans les grandes villes, là où se concentre la plus grande partie de la population. La volonté du gouvernement régional du *Partido Nacionalista Vasco* (PNV), hégémonique dès 1980, est claire : *reeuskaldunizaci3n*, c'est-à-dire 'rebasquiser' linguistiquement les citoyens basques. Le défi est de taille, car la difficulté liée à la langue est sans commune mesure avec les autres processus contemporains de normalisation linguistique – le catalan ou le galicien étant des langues romanes relativement proches du castillan.

⁶ La date varie selon qu'on prend pour repère le triomphe du Coup d'État de Franco contre la République et le nouveau gouvernement du Front populaire, ou l'avancée des troupes rebelles pendant la Guerre d'Espagne (1936-1939).

Pour ce faire, les cours du soir se multiplient, les congés pour apprentissage des fonctionnaires aussi, les ikastolas s'intègrent au système public de l'enseignement basque et la scolarité primaire et secondaire (publique et privée financée par l'État) se divise en trois modèles : A (majoritairement castillanophone), B (bilingue) ou D (majoritairement bascophone) – la lettre C n'existant pas dans l'alphabet basque. Les médias publics sont créés en basque, mais aussi en castillan, langue ultra-majoritaire des citoyens basques. En effet, le nouveau pouvoir basque est parfaitement conscient qu'une partie de son électorat (nationaliste) n'est pas (encore) euskaldun. Ce modèle ambitieux est différent du modèle catalan qui, par la proximité des langues castillane et catalane, peut faire le choix de l'immersion linguistique en catalan dans le système scolaire et de créer des médias publics exclusivement en catalan même si la langue majoritaire en Catalogne est aussi le castillan lors de l'avènement de l'autonomie.

Plus de quarante-cinq ans après la mise en place de tous ces leviers pour l'euskaldunización de la société basque contemporaine, il est possible d'affirmer qu'une partie des objectifs ont été atteints. La revitalisation semble avoir fonctionné, le pourcentage de locuteurs a augmenté (Ortega/Manterola 2004), l'enseignement dans les ikastolas et le système D est plébiscité, avec des chiffres qui avoisinent 85 % en maternelle et 70 % en dernière année pré-universitaire (Goyoaga 2024) ; une baisse du niveau d'exigence est toutefois pointée du doigt dans la mesure où certaines compétences actives ne semblent pas toujours acquises chez certains élèves à l'issue du cheminement exclusivement bascophone (Aunión 2001). Nous verrons que c'est aussi le cas en Catalogne, ce qui est tout aussi surprenant, voire plus, étant donné la proximité des langues.

L'autre succès de la reeuskaldunización ou 'rebasquisition' linguistique du Pays basque est celui qu'a connu partiellement la province de l'Alaba (Araba, en basque), la plus méridionale et la plus assimilée, au début des années 1980, dont la castillanisation est avérée dans certaines contrées dès le XV^e siècle. Cela est en partie dû à la création de la Communauté autonome d'Euskadi qui fixe la capitale politique du Pays basque à Vitoria-Gasteiz, chef-lieu de cette province du sud, une décision politique répondant à une forme de 'troisième voie pacifique' pour éviter un duel entre Bilbao et Saint-Sébastien, les deux plus grandes villes. C'est aussi un moyen de déplacer et d'attirer vers le sud du pays la nouvelle administration basque, partiellement bascophone et dont l'objectif d'euskaldinización est constant. La création d'une nouvelle élite administrative à Vitoria-Gasteiz favorise l'éclosion d'ikastolas et de lieux de sociabilisation en euskera, des éléments cruciaux pour renverser des siècles de castillanisation. La création d'un euskera standard pour l'enseignement et l'administration, le *batua*, polémique chez certains locuteurs natifs, a permis en revanche de donner une cohésion aux variétés d'une langue basque dont la standardisation avait été interrompue par la dictature franquiste et n'avait jamais pu être mise en place plus tôt, faute de structures autonomes.

En Navarre, le profil politique de la communauté forale est différent. Au lendemain du franquisme, le nationalisme hégémonique n'est pas basque, mais espagnol, teinté d'un puissant régionalisme navarrais, hostile au nationalisme basque et opposé à l'union de toutes les provinces basques. En outre, pour le régionalisme navarrais, le nationalisme basque est perçu comme une menace impérialiste, annexionniste, dont le projet ultime serait, de surcroît, l'euskaldunización de l'ensemble de la Navarre, y compris dans les territoires exclusivement castillanophones de la vallée de l'Èbre, au sud du territoire, marqués par les riojanismes et les aragonésismes, c'est-à-dire les caractéristiques régionales du castillan de ces régions (Saralegui 2011).

La Navarre apparaît donc comme un territoire scindé en deux et composé de deux communautés avec une conception identitaire opposée. Pour les bascophones, au nord, la Navarre est, de façon naturelle, une province de l'ensemble basque, alors que pour les Navarrais méridionaux, castillanophones, la Navarre est une région historique de l'ensemble espagnol à travers son annexion à la Couronne de Castille en 1515. Ainsi, du point de vue hispano-navarrais, les

bascophones du nord seraient une minorité partageant des traits culturels et linguistiques avec les bascophones d'Euskadi et d'Iparralde, mais n'appartenant pas à la même nation basque, la grande nation basque d'Euskal Herria, qui mettrait en péril l'intégrité territoriale de la Navarre. Ces deux visions antagonistes convergent à Pampelune, la capitale navarroise et donc des deux communautés linguistiques, à l'image de Bruxelles pour la Belgique et les communautés néerlandophone et francophone ou, si l'on veut, flamande et wallonne.

Les premiers gouvernements navarrois (1983-1987 puis 1987-1991) sont dirigés par la fédération navarroise du *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE), le *Partido Socialista de Navarra* (PSN). Social-démocrate et attentif au respect de la pluralité linguistique de la communauté forale, le PSN vient, en outre, d'une tradition politique qui, pendant la Transition démocratique, était favorable à l'intégration de la Navarre à l'ensemble basque, c'est-à-dire la création d'une communauté autonome basque à quatre provinces. Cette position, identique à celle du nationalisme basque, s'explique en partie par la volonté d'autonomie de la Navarre qui, même pendant le franquisme, avait gardé son statut fiscal particulier hérité des anciens fors. En effet, si, à la mort de Franco, il est attendu que le Pays basque et la Catalogne redeviendront des territoires autonomes, comme sous la Seconde République dans les années 1930, rien ne laisse présager que l'autonomie sera généralisée à toutes les régions d'Espagne, encore moins à celles qui n'avaient jamais émis de revendications autonomistes. Ainsi, la singularité navarroise aurait pu être maintenue dans une communauté autonome basque, aux côtés de l'autonomie 'provinciale' de la Biscaye, Guipuscoa ou l'Alava, dont l'autonomie fiscale, par exemple, s'exerce à l'échelle de la province et non de la Communauté autonome d'Euskadi. C'est pourquoi, même le parti postfranquiste d'Adolfo Suárez, chef du gouvernement espagnol entre 1976 et 1981, la *Unión de Centro Democrático* (UCD) est favorable à un ensemble basco-navarrois intégré dans une seule communauté autonome.

Opposés à cela, les secteurs les plus régionalistes et anti-nationalistes basques créent en 1979 la *Unión del Pueblo Navarro* (UPN), une scission de l'UCD locale et, à terme, succursale des partis de centre-droit espagnol, comme le *Partido Popular* (PP), expression d'un nationalisme pan-espagnol centraliste antagoniste des partis nationalistes périphériques. Le scénario politique est par conséquent assez proche de celui qui se met en place au Pays valencien pendant la Transition : la *Batalla de València* (Cucó 2002, Flor 2022). En effet, après un consensus sur les symboles identitaires et la reconnaissance de l'unité de la langue catalane – et donc sur la catalanité linguistique du valencien –, la droite postfranquiste d'UCD amène sur le terrain politique la menace impérialiste fantasmée du catalanisme en proposant la sécession linguistique et identitaire de Valence vis-à-vis du fait catalan, c'est-à-dire en présentant le valencien comme une langue différente de celui-ci. En Navarre comme à Valence, cette bataille culturelle s'avère cruciale pour le centre droit postfranquiste, qui craint non seulement une longue hégémonie de la gauche, mais surtout d'une gauche largement favorable aux langues non castillanes des périphéries. Pour la droite, le postulat défendu est donc celui d'un régionalisme, compatible avec le nationalisme espagnol (de facto pro-castillan), et opposé aux ensembles basque ou catalan, perçus comme des menaces impérialistes et sécessionnistes.

Concernant la singularité linguistique du nord de la Navarre, les premiers exécutifs socialistes mettent en place des lois stratégiques et fondamentales sur le bilinguisme. En 1986, c'est la *Ley Foral del Vascuence* qui est adoptée,⁷ bien que plus tardivement que les lois comparables dans d'autres communautés bilingues (Catalogne et Pays basque en 1982 ; Pays valencien et Galice en 1983). Le retard est justement lié au manque de consensus sur la question linguistique, fortement politisée dans un contexte particulièrement lourd de lutte armée de l'ETA aussi sur le territoire

⁷ En 2017, la loi est renommée *Ley Foral del Euskera*.

navarrais – les années de plomb du terrorisme basque. Cette loi divise la Navarre en zones linguistiques différentes, comme le fait la loi valencienne, à partir du concept de *predominio lingüístico* (prédominance linguistique). Au nord, se trouve la zone bascophone où l'euskera devient langue officielle aux côtés du castillan. L'enseignement de la langue basque y est obligatoire en suivant le modèle à la carte basque (A, B ou D). Au centre, comprenant la capitale, Pampelune/Iruña, une zone mixte est délimitée où l'euskera fait l'objet de protection, de promotion et d'enseignement facultatif, sans que la langue y soit officielle. Les mairies peuvent développer des stratégies de protection et d'utilisation de la langue basque sur leur commune. Finalement, en Navarre méridionale, la région non bascophone du territoire, l'euskera n'a jamais été pratiqué ou s'est perdu il y a de nombreux siècles déjà. La langue basque n'y est pas officielle, même si elle peut être proposée à l'enseignement de façon facultative, un modèle semblable à celui du valencien dans les contrées intérieures du Pays valencien.

La zone bascophone représente 9 % de la population navarroise environ (zone pyrénéenne). La zone mixte représente 63 % de la population totale en incluant Pampelune. Dans cette région mixte, les bascophones représentent environ 18 % de la population navarroise (Aldasoro Lecea 2001). La zone non bascophone représente quant à elle environ 27 % de la population de la Navarre et abrite malgré tout environ 6 % de bascophones qui sont ainsi dépourvus de droits. La communauté forale présente donc, du nord au sud de son territoire, un dégradé. Officielle au nord, non officiel au sud, la langue basque bénéficie d'un statut intermédiaire dans la zone mixte où se trouve la capitale. Comme l'Aragon voisin, la Navarre est, *in fine*, une métonymie de l'Espagne et un territoire de transition entre périphérie non castillane et centre péninsulaire exclusivement castillanophone.

2. L'Aragon (aragonais et catalan)

L'Aragon apparaît comme le parent pauvre des communautés autonomes pyrénéennes quant à la reconnaissance de sa diversité linguistique lorsque le nouveau pouvoir régional est instauré en 1982 par l'adoption d'un statut d'autonomie. De fait, l'accès à l'autonomie politique n'est pas de bon augure pour l'Aragon. En effet, contrairement à la Catalogne et au Pays basque, qui se constituent dès 1979 en 'nationalités', euphémisme de 'nation culturelle' reconnu par la Constitution espagnole (1978), l'Aragon accède à l'autonomie plus tardivement, sans se définir comme tel, et sans bénéficier d'un statut *foral* comme celui des voisins navarrais. Même si, en 1977, l'Aragon avait été la troisième région à se constituer en région pré-autonome (après la Catalogne et le Pays basque) et que son identité politique particulière lui avait permis la même année d'élire des députés régionalistes et autonomistes (seul cas aux côtés des députés nationalistes basques et catalans), le processus autonomiste s'enlise pendant la Transition (Martínez Pérez 2017). Ainsi, l'Aragon se voit relégué au groupe des 'régions' de 'régime commun', parmi le peloton des régions du centre de la Meseta (Madrid, Estrémadure ou les deux Castille) ou des périphéries (Murcie, Cantabrie, La Rioja), autrement dit les régions exclusivement castillanophones ayant appartenu par le passé à la Couronne de Castille et n'ayant jamais eu de velléités autonomistes, ce qui était loin d'être le cas de l'Aragon où la tradition « protofédérale » (Martínez Pérez 2012) de sa Couronne médiévale est avérée.

En 1982, malgré tout, le Statut d'autonomie de l'Aragon (art. 7) fait mention des « modalités linguistiques » propres à la région qui doivent être protégées : « Les différentes modalités [NB : sens de 'variétés'] linguistiques d'Aragon bénéficieront d'une protection, en tant

qu'éléments constitutifs de son patrimoine culturel et historique ».⁸ Toutefois, ces modalités ne sont ni nommées, ni officielles, ni considérées comme des langues (*modalidades lingüísticas* est un euphémisme de 'dialectes' ou 'parlers'), ni même perçues par les nouveaux responsables politiques régionaux comme des traits identitaires qui vaudraient la peine d'être promus, encouragés, enseignés. En effet, il n'est question ici que de l'aspect patrimonial (culturel et historique) de parlers locaux, bien loin d'une langue minorisée dont il faudrait 'normaliser' l'usage. Ajoutons à cela que, d'après le recensement démographique de l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE) de 1981 (Castañer Martín 2019), les Aragonais n'ayant pas le castillan comme langue première représentaient à l'époque à peine 4 % de la population totale (3 % de catalanophones et à peine 1 % d'aragonophones). Malgré le manque d'ambition du Statut d'autonomie et le manque de considération envers les associations de locuteurs d'aragonais et de catalan en Aragon qui, depuis la fin du franquisme, œuvraient pour la reconnaissance des langues autochtones du pays, notamment dans la revue *Andalán* (Fernández Clemente 2013), l'enseignement facultatif du catalan est mis en place dès 1984 dans les contrées frontalières et catalanophones de l'Aragon oriental.

Cette timide ouverture, certes fondamentale et symbolique, est rendue possible par le processus de normalisation linguistique enclenché dans les territoires catalanophones voisins (Catalogne et Pays valencien). En 1984, les maires socialistes de l'Aragon catalanophone (hégémoniques à cette époque) signent la *Declaració de Mequinensa* où ils demandent solennellement au gouvernement (socialiste également) de rendre officielle la langue catalane en Aragon, là où elle est majoritairement parlée, aux côtés du castillan. Cette même année, le ministre régional en charge de la culture, José Ramón Bada Panillo, ancien jésuite et catalanophone, obtient du ministère espagnol de l'Éducation la mise en place d'enseignements facultatifs de la langue catalane propre à l'Aragon oriental.⁹ La présence des socialistes au gouvernement central depuis 1982 a sans doute facilité la rapidité avec laquelle ces timides avancées ont pu être exécutées, même si l'officialité ne voit finalement pas le jour, faute de consensus ; en effet, comme au Pays valencien, l'anticatalanisme politique commence à se structurer et à se consolider. Ainsi, l'enseignement facultatif du catalan en Aragon catalanophone est politisé et devient très polémique, car des mouvements sécessionnistes opposés à l'unité de la langue catalane¹⁰ refusent catégoriquement de normativiser et de standardiser ces parlers locaux malgré les dispositions pour respecter les variétés aragonaises du catalan. *In fine*, ces mouvements sécessionnistes s'opposent à la normalisation de n'importe quelle autre langue que le castillan, qui reste la seule langue officielle de l'Aragon, par crainte (ou fantasme) que le fait linguistique puisse devenir à moyen terme le germe d'un nationalisme catalan, voire pancatalaniste, antiaragonais et antiespagnol.

En 1996, un nouveau Statut d'autonomie est adopté. L'Aragon y est défini à l'article 1 comme une *nacionalidad* au regard de son histoire et de sa personnalité politico-juridique dans un large consensus politique : « L'Aragon, exprimant ainsi son unité et son identité historiques en tant que nationalité, dans l'exercice du droit à l'autonomie que lui reconnaît la Constitution espagnole, [et] accède à son autonomie conformément à la Constitution et au présent Statut, qui constitue sa norme institutionnelle fondamentale ». L'article sur la diversité linguistique est également modifié. Un saut qualitatif y est observé dans la mesure où la loi reconnaît que l'Aragon possède bien des

⁸ Toutes les traductions sont de l'auteur.

⁹ Malgré le fait que l'Aragon n'obtiendra le transfert de ses compétences en éducation qu'en 1996.

¹⁰ Par prudence, et pour rejeter toute forme d'impérialisme, on parle à l'époque, systématiquement, de « catalan d'Aragon ». Il s'agit de bien marquer l'ancrage territorial, de rappeler le caractère autochtone du catalan en Aragon. L'auteur du manuel scolaire mobilisé est Artur Quintana i Font (1984), un spécialiste de dialectologie ayant travaillé sur les spécificités de la langue de La Codonyera/La Codoñera (*comarca* du Matarranya, à l'extrême sud de l'Aragon catalanophone).

« langues » qui lui sont propres, au-delà des « modalités linguistiques » qui sont toutefois maintenues. Elle crée ainsi une distinction implicite entre la langue catalane (dont l'identité linguistique est avérée et incontestable) et l'aragonais (dont certains secteurs politiques et universitaires nient l'existence), préférant le concept d'ensemble de « parlers pyrénéens » (voire *fabla aragonesa*) clairement départagés d'une vallée à une autre. En revanche, les langues ne sont toujours pas nommées dans ce nouveau Statut, en raison de la polémique toujours vivace autour de la catalanité des variétés parlées le long de la frontière avec la Catalogne.

En 1997, les Cortès d'Aragon (parlement régional) publient un avis favorable à ce que les langues aragonaise et catalane soient rendues officielles là où elles sont (ou ont été jusqu'à il y a peu) prédominantes. Toutefois, ce n'est pas la première fois qu'un texte en lien avec les Cortès nomme explicitement le catalan et l'aragonais comme les langues autochtones (*lenguas propias*) d'Aragon. En 1993, l'Ombudsman aragonais – *Justicia de Aragón* – avait émis un rapport préconisant de rendre officielles les langues aragonaise et catalane en Aragon pour concrétiser les droits linguistiques des locuteurs (Gastón 1993).

En 1999, sous un gouvernement conservateur du PP, une *Loi sur le patrimoine culturel aragonais* est adoptée. Parmi les éléments du patrimoine immatériel, les langues propres à l'Aragon sont citées et identifiées pour la première fois dans une loi aragonaise comme étant le « catalan » et l'« aragonais » (art. 4.1.). Si, dans les années 1980, c'est plutôt le PSOE qui a œuvré en faveur des langues d'Aragon à la fin des années 1990, c'est le PP qui semble endosser ce rôle, comme si la droite postfranquiste avait fini par valoriser le plurilinguisme. En effet, au niveau étatique, le PP minoritaire est au pouvoir depuis 1996 grâce au soutien parlementaire des nationalistes catalans et basques (modérés de centre droit), qui ont monnayé leur appui en échange d'un renforcement de l'autonomie de leur région respective. À l'instar de José María Aznar, patron du PP et chef du gouvernement espagnol, qui déclare (par opportunisme politique) parler le catalan dans sa sphère intime, le PP se montre très favorable à la reconnaissance des langues et cultures non castillanes et semble assumer le fait que l'Espagne est un pays plurilingue.

Toutefois, dès 2000, après l'obtention d'une confortable majorité absolue aux Cortès, les conservateurs renouent avec un discours nationaliste castillanisant beaucoup plus réfractaire à la diversité nationale et linguistique. La nouvelle vague anticatalaniste du milieu des années 1990 au Pays valencien atteint l'Aragon, ce qui va de pair avec une renaissance des thèses sécessionnistes de la Transition démocratique. Ainsi, après avoir frôlé l'officialisation du catalan et de l'aragonais à l'aube de l'an 2000, une longue traversée du désert commence pour la langue catalane en Aragon, malgré le retour des socialistes aux affaires en 1999 et l'élection à la présidence de l'Aragon de Marcelino Iglesias, catalanophone et signataire de la *Declaració de Mequinensa* en 1984.

Pour déloger le PP du gouvernement, Iglesias fait alliance avec un parti régionaliste de centre droit, le *Partido Aragonés* (PAR, anciennement *Partido Aragonés Regionalista*), dont un noyau dur est viscéralement anticatalaniste et considère toute forme de catalanité culturelle comme l'antichambre d'un pancatalanisme politique. En Aragon catalanophone, certains secteurs du PAR se montrent plus pragmatiques et conciliants, mais la crainte d'un 'impérialisme linguistique' imposant un standard catalan au détriment des variétés locales d'Aragon oriental pousse les régionalistes à adopter un discours parfois sécessionniste. Ils ne se montrent pas hostiles aux langues locales, mais ils nient, malgré l'évidence scientifique, que les variétés dialectales de l'Aragon oriental appartiennent au système linguistique catalan (Carbonneau 2020, Sorolla 2025). Le *statu quo* linguistique imprègne les trois législatures du gouvernement du catalanophone Marcelino Iglesias en coalition avec le PAR (1999-2003, 2003-2007 et 2007-2011).

Toutefois, en 2009, avant la fin de l'idylle PSOE-PAR, les socialistes se rapprochent des nationalistes progressistes de la *Chunta Aragonesista* (CHA), situés plus à gauche de l'échiquier

politique, pour faire adopter la première *Loi sur les langues d'Aragon*.¹¹ La Chunta Aragonesista (le Rassemblement aragonésiste), comme ses prédécesseurs du *Partido Socialista de Aragón* (PSA) entre 1977 et 1982, a toujours affiché un programme très clair quant aux langues vernaculaires d'Aragon : reconnaissance de la catalanité des variétés de l'Aragon oriental et de l'existence d'un système linguistique aragonais constitué de variétés pyrénéennes identifiées par vallées. Au-delà de cette reconnaissance, il est question de rendre ces deux langues officielles là où elles sont historiquement présentes et donc d'octroyer des droits linguistiques à leurs locuteurs, privés de toute reconnaissance institutionnelle jusque-là.

Cependant, la loi de 2009 ne rend pas les langues aragonaise et catalane officielles en Aragon. Cette loi est adoptée parce que le nouveau Statut d'autonomie, entré en vigueur en 2007, comme de nombreux autres Statuts (Andalousie, Pays valencien, Baléares...), stipule (art. 7) qu'une loi sur les langues doit être adoptée – non pas pour rendre officielles les langues vernaculaires, mais pour délimiter leur zone d'influence prédominante, comme dans les cas navarrais et valencien. Nous observons que le Statut d'autonomie de 2007 ne nomme toujours pas les langues propres de l'Aragon – ce qui sera fait par la loi de 2009, confirmant ainsi la *Loi sur le patrimoine* de 1999, ainsi que les avis des Cortès d'Aragon de 1997 et de l'Ombudsman de l'Aragon en 1993. En revanche, le pas de l'officialisation n'est pas franchi en raison de la polarisation de la société aragonaise sur cette question. En effet, la réforme du Statut d'autonomie de la Catalogne a saturé le débat politico-médiatique des années 2003-2006, suivi des réformes d'autres statuts d'autonomie également en 2007, dont celui de l'Aragon, avec leur lot de débats identitaires et/ou linguistiques (Carbonneau 2023, 292-311). L'anticatalanisme (politique) qui s'est propagé partout en Espagne, notamment en Aragon en tant que territoire frontalier, ne contribue pas à normaliser la catalanité linguistique des contrées orientales. Cependant, la loi parvient à octroyer quelques droits linguistiques aux catalanophones, bien que l'officialité de la langue n'ait pas été atteinte (Martínez Pérez 2014).

En 2013, le retour au gouvernement aragonais de la droite à travers une coalition PP-PAR mène à un remaniement de la loi de 2009 dans une optique sécessionniste, notamment en mettant un terme aux appellations 'catalan' et 'aragonais'. La langue catalane devient « langue aragonaise propre à l'Aragon oriental » et la langue aragonaise la « langue aragonaise propre aux zones pyrénéennes et pré-pyrénéennes ». Au-delà de ce sécessionnisme linguistique, il s'agit aussi d'une forme de négationnisme dans la mesure où la catalanité des variétés orientales est niée et supplantée par le concept de « langue aragonaise » ce qui, par ricochet, dissout aussi l'identité aragonaise de l'autre langue vernaculaire. Cette réforme fait grand bruit dans la presse, car elle illustre la remise en cause de la catalanité linguistique des variétés parlées en Aragon oriental pour des raisons strictement politiques, en réponse à la hausse de l'indépendantisme en Catalogne à la suite de l'amputation de son nouveau statut d'autonomie en 2010 (voir section suivante) et à l'anticatalanisme espagnol qui y est corrélé en retour. Ces aléas politiques prennent en otage les locuteurs eux-mêmes, qui se retrouvent instrumentalisés par des conflits politiques qui dépassent les rapports de voisinage entre l'Aragon et la Catalogne. Le retour de la gauche au pouvoir en 2015, à travers une coalition inédite (PSOE-CHA), a finalement rétabli les désignations « catalan » et « aragonais ».

Toutefois, ce gouvernement bipartite, a priori le plus favorable aux langues vernaculaires n'implique pas le retour à l'officialité du catalan et de l'aragonais. L'avancée majeure gravite autour de la création de la première Direction générale de politique linguistique (DGPL), confiée à José Ignacio López Susín, militant historique du PSA (1976), l'un des fondateurs de CHA (dès

¹¹ Version courte de *Loi n° 10/2009 du 22 décembre relative à l'usage, à la protection et à la promotion des langues propres à l'Aragon*.

1986) et militant de la première heure des associations culturelles et linguistiques, telles que *Rolde de Estudios Aragoneses* (dès 1977) et *Consello d'a fabla aragonesa* (1976) (Martínez Pérez, 2019). La DGPL est une structure fondamentale dans les autres administrations 'autonomiques' pour mener une politique linguistique digne de ce nom. Il s'agit d'un maillon essentiel pour mettre en place les politiques de protection, de promotion et d'enseignement des langues minorisées comme stipulé par le Statut d'autonomie. Il est donc révélateur qu'il n'y en ait jamais eu avant 2015, tandis que cette structure existait depuis longtemps dans les autres communautés autonomes bilingues.

Dans les zones aragonophones et catalanophones, l'enseignement facultatif est développé et les matériels didactiques sont produits et/ou soutenus par la DGPL ; les études de philologie catalane et aragonaise sont consolidées à l'Université de Saragosse, de même que dans les écoles officielles de langue (cours pour adultes dépendant du ministère régional de l'enseignement) qui sont chargées de certifier de façon officielle le niveau de langue aragonaise. Mais l'impossibilité de rendre officielles des langues vernaculaires empêche une normalisation linguistique ambitieuse, malgré les campagnes publicitaires qui font la promotion du caractère trilingue de l'Aragon. Celles-ci rendent hommage au slogan historique *Aragón ye trilingüe*, allant souvent de pair avec *Aragón ye nazió*¹² (Martínez Pérez, 2019). Il est évident qu'à l'origine, les militants en faveur de la reconnaissance des langues propres à l'Aragon étaient souvent des militants autonomistes, dans une optique socialiste, fédéraliste et antifranquiste, dont le projet politique était de consolider l'Aragon comme une nation ibérique trilingue et non comme une simple région d'Espagne exclusivement castillanophone (Martínez Pérez, 2017). *In fine*, la question linguistique cristallise donc des débats identitaires et nationalistes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle un consensus semble désormais impossible en Aragon. Toute politique favorable aux langues est perçue comme la cinquième colonne d'une entreprise nationaliste (aragonaise, voire pancatalaniste), alors que la restriction, voire le démantèlement des politiques linguistiques est d'abord le fait de mouvances nationalistes espagnoles qui prétendent éradiquer toute présence linguistique en mesure de concurrencer l'hégémonie castillane.

Au retour de la droite (PP) aux affaires, en coalition avec l'extrême droite de Vox, d'abord en 2023 puis en 2026, ce démantèlement ne s'est pas fait attendre, le prétexte étant que les politiques précédentes étaient une imposition de la langue catalane (perçue comme étrangère) en Aragon et donc une concession inacceptable (Rovira 2026, Munarriz 2026). Dans cette optique, l'Aragon n'apparaît pas ici comme une communauté pyrénéenne trilingue, mais bien comme un rempart 'espagnol', voire une 'zone tampon' face aux menaces 'séparatistes' des Basco-Navarrais et des Catalans du reste du massif.

3. La Catalogne (catalan et aranais/occitan)

La Catalogne, comme le Pays basque, est, parmi les territoires pyrénéens, la 'figure de proue' des revendications linguistiques (et nationales) dans le cadre de l'État espagnol. Comme l'exemple basque, le cas catalan permet aussi de comparer les processus de nationalisation et d'homogénéisation linguistique de la France et de l'Espagne, grâce aux régions basque (Iparralde) et catalane (*Catalunya-Nord* ou Catalogne Nord) sous administration et souveraineté françaises, où la réalité sociolinguistique et les questions identitaires sont très éloignées de la situation espagnole. Globalement, nous pourrions affirmer qu'une conscience *nationale* basque et catalane est désormais largement partagée au sud où la langue est officielle en tant que langue vernaculaire, en opposition, au nord, à une conscience *régionale* 'folklorisante', dans le cadre national français

¹² Respectivement « l'Aragon est trilingue » et « l'Aragon est une nation ».

où la seule langue officielle demeure le français (Etcheverry-Ainchart 2015). L'une des différences entre les États français et espagnol est que les régions basque et catalane étaient des pôles industriels du côté espagnol, mais pas du côté français. En Espagne, contrairement à la France, le pouvoir politique et administratif (Madrid), au XIX^e siècle, moment de consolidation de l'État-nation, ne se trouvait pas au même endroit que le pouvoir économique (Barcelone/Bilbao). En outre, tout au long du XIX^e siècle, la *Renaixença* remet la langue catalane, peu abandonnée par les élites, au centre de la culture et de l'identité catalanes. Quant à l'État central, souvent défaillant par manque de structures éducatives et 'nationalisatrices', c'est souvent au moyen de régimes autoritaires, au XX^e siècle, qu'il tente d'éradiquer la langue catalane au profit de la langue castillane, érigée en langue espagnole (et donc nationale) par la dynastie des Bourbons depuis le début du XVIII^e siècle.

L'usage généralisé de la langue catalane, y compris chez une partie non négligeable de la bourgeoisie industrielle et commerçante, devient rapidement un fait différentiel caractéristique de la société catalane à la fin du XIX^e. Cette singularité culturelle devient politique et nationale au début du XX^e siècle et la langue s'érige comme pilier central d'un projet de nation catalane, tantôt compatible, tantôt antagoniste avec le projet national espagnol. Dès 1907, la création de l'*Institut d'Estudis Catalans*, que le Parlement de Catalogne a promu au rang d'Académie nationale de Catalogne en 2026, devient un levier pour structurer la langue, mais aussi la recherche, dans tous les domaines scientifiques sur les territoires de langue catalane, et donc au-delà de la Catalogne stricte, sur le modèle de l'Institut de France. La *Mancomunitat de Catalunya* (1914-1925), mais surtout la *Generalitat de Catalunya* (1932-1939) durant la Seconde République espagnole, sont les premiers outils politiques du XX^e siècle avec lesquels les Catalans vont pouvoir préserver, cultiver, enseigner et promouvoir la langue catalane non pas comme une langue régionale, mais bien comme une langue nationale, dont la littérature peut rivaliser avec celle des grandes langues voisines (castillan, français, italien, portugais, allemand, anglais...).¹³

Les deux expériences institutionnelles que représentent la Mancomunitat et la Generalitat se soldent par un renversement violent opéré par un coup d'État militaire (Primo de Rivera en 1923 et Franco en 1936), en partie justifié par la tentative de normalisation de la langue catalane que les secteurs militaires les plus fascistes interprètent comme l'antichambre du séparatisme. En effet, face au projet nationaliste espagnol qui, sauf sous l'éphémère Seconde République, n'envisage pas de promouvoir un État plurilingue reflétant l'ensemble des langues espagnoles, le projet nationaliste catalan fédère et se cristallise autour de la langue catalane, clairement majoritaire dans les années 1930 et transversale à toute la société catalane ; la minorité castillanophone reste à l'époque cantonnée à une partie de la très grande bourgeoisie et de l'aristocratie catalanes et aux premières vagues migratoires péninsulaires (années 1910 et 1920) qui, néanmoins, se catalanisent rapidement, justement grâce au caractère majoritaire du catalan (Marfany 2001, Fradera 2009).

Au lendemain du franquisme, la Catalogne n'est plus tout à fait le même pays que dans les années 1930. De grands changements démographiques, et donc linguistiques, ont eu lieu pendant la dictature. En effet, en tant que pôle industriel majeur au sein de l'Espagne franquiste, de nombreux Espagnols originaires de régions hispanophones fuient des conditions économiques difficiles, souvent politiques aussi, et trouvent refuge dans l'anonymat de l'agglomération barcelonaise qui vit le plein-emploi du miracle économique du *desarrollismo* (1959-1973) (Guibernau 2004, 87). À la fin du franquisme, une convergence des luttes s'opère entre antifranquistes issus des

¹³ En ce sens, l'occitan, mais aussi le catalan en Catalogne française, deviennent un contre-exemple dans leur consolidation toute relative en tant que « langue régionale » de France, malgré le parcours commun autour de la *Renaixença* (Lagarde 2025).

milieux ouvriers (désormais majoritairement hispanophones) et ceux des milieux catalanistes (ouvriers, universitaires, intellectuels et bourgeois), dans la mesure où les deux secteurs se sont organisés et ont lutté, dans la clandestinité, contre le régime. Ainsi, même si le catalan est aussi la langue d'une partie de la bourgeoisie ayant collaboré avec le franquisme, la langue catalane bénéficie d'un capital de sympathie également chez les ouvriers castillanophones qui partagent, globalement, un sentiment d'appartenance avec leur terre d'accueil qui a elle aussi été victime du franquisme, même si c'était pour des raisons politiques et culturelles plus qu'économiques. Ce capital de sympathie est d'autant plus vif que la langue catalane, désormais minoritaire d'un point de vue démographique est en danger de substitution par la seule langue ayant une présence publique depuis 1939 : le castillan. En outre, le bilinguisme de la société catalane est, à ce moment précis, souvent 'à sens unique', dans la mesure où tous les catalanophones sont nécessairement castillanophones, mais que la réciproque n'est pas vraie (Jiménez-Salcedo /Carbonneau 2021).

Dès la restauration de la démocratie et de l'autonomie politique de la Catalogne, l'une n'allant pas sans l'autre après une dictature excessivement centraliste, un consensus très large existe pour que le catalan redevienne la langue officielle de la Catalogne, comme sous la Seconde République. Il s'agit d'une réparation après quatre décennies d'ostracisation de la langue catalane et d'une reconnaissance de celle-ci en tant qu'élément fondateur de la catalanité. Pour cela, la langue catalane ne doit surtout pas être le patrimoine culturel exclusif des Catalans issus de familles catalanophones, mais bien une langue publique commune accessible à l'ensemble des citoyens. Ainsi, pour assurer la recatalanisation progressive de la société catalane, un large consensus politique permet d'implémenter la normalisation linguistique du catalan et de faire de ce dernier la langue véhiculaire de l'enseignement en mettant en place l'immersion linguistique. Sur le modèle québécois de la *Charte de la langue française* de 1977, une *Loi de normalisation linguistique* est adoptée en 1983 par le gouvernement de Jordi Pujol, chef de la coalition de centre droit *Convergència i Unió* (CiU), une alliance de libéraux et démocrates-chrétiens qui se maintient au pouvoir jusqu'en 2003. C'est cette coalition catalaniste qui va déployer, pendant ces premières législatures (1980-2003), tous les leviers de recatalanisation de la société (éducation, médias publics, paysages linguistiques, etc.) avec un slogan assumé – *fer país* ou encore *som sis milions*¹⁴ – et une conception ouverte de l'identité catalane : « est catalan qui vit et travaille en Catalogne », selon Pujol, indépendamment de la langue parlée chez soi ou de son lieu de naissance.

La Catalogne se reconstruit donc comme un 'petit pays', mais qui a tout d'un pays prospère comme de nombreux pays démographiquement modestes d'Europe occidentale (Danemark, Belgique, Suède, Autriche) – et, en Amérique du Nord, comme le Québec, dans la ligne de mire des Catalans). La Catalogne intègre, par exemple, le club des Quatre moteurs de l'Europe (avec la Lombardie, la région Rhône-Alpes et le Bade-Wurtemberg) et elle se projette comme la Californie européenne ou le Danemark de la Méditerranée, de la même façon qu'elle avait été comparée un siècle plus tôt, lors de la révolution industrielle, à une version méridionale de Manchester ou de Paris.

À terme, selon la volonté des gouvernements Pujol, les Catalans seraient tous bilingues avec une langue catalane parfaitement normalisée et une langue castillane permettant de communiquer avec le reste de l'Espagne et l'Amérique hispanique, voire trilingues grâce à une présence importante de l'enseignement de la langue française, en perte de vitesse face à l'anglais à partir de cette même décennie des années 1980. Grâce à la proximité des deux langues romanes que sont le catalan et le castillan, la recatalanisation a été plutôt un succès, comme le démontrent les enquêtes sociolinguistiques depuis une quarantaine d'années. Les catalanophones natifs sont désormais

¹⁴ Littéralement « faire pays » et « nous sommes six millions ».

compétents pour lire et écrire en catalan (l'instruction en espagnol avait empêché plusieurs générations d'apprendre à écrire en catalan, dans une situation de diglossie manifeste). Quant aux castillanophones, grâce à l'immersion linguistique du système éducatif, ils ont pu faire l'acquisition d'une langue à laquelle ils auraient très bien pu ne pas avoir accès (environnement local castillanophone, division de la société catalane en deux communautés linguistiques). Toutefois, après une période faste en termes de catalanisation (1983-2013 environ), depuis une quinzaine d'années, les statistiques montrent qu'un plafond de verre semble avoir été atteint dans l'usage de la langue catalane.¹⁵

Dès la fin du XX^e siècle, certains linguistes et sociolinguistes alertaient d'un paradoxe : « nous avons gagné les salles de classe, mais avons perdu les cours de récréation ».¹⁶ La réalité sociolinguistique s'est en effet inversée depuis les années sombres du franquisme et un paradoxe sème le doute aujourd'hui : la compétence linguistique la plus haute jamais atteinte des Catalans n'entraîne pas une hausse du pourcentage dans l'usage du catalan (Serra 2025). Pire, ce pourcentage ne cesse de baisser et atteint des chiffres alarmants, surtout dans l'agglomération barcelonaise (à peine de 30 % de locuteurs), avec de fortes disparités selon les districts de la capitale, dont seulement 5 % de locuteurs dans le district de Nou Barris (Solans 2025).

Pour tenter de remédier à cela, un *Pacte nacional per la llengua* a été signé entre le gouvernement et plusieurs acteurs sociaux (Generalitat de Catalunya s.d.), mais la tendance ne semble pas s'inverser. Les hypothèses sont contradictoires. En effet, d'aucuns s'alarment de l'arrivée massive d'immigrés hispano-américains (et donc castillanophones) qui seraient globalement plus réfractaires à l'apprentissage du catalan du fait qu'ils peuvent communiquer en castillan. Ce à quoi certains rétorquent que les premiers responsables sont les catalanophones eux-mêmes qui, parfois, ont intériorisé la tendance à ne pas s'adresser en catalan aux personnes présentant des traits physiques caractéristiques d'Amérique latine. Tel serait le revers de la médaille du projet politique d'une Catalogne à huit millions d'habitants – deux de plus que dans la Catalogne de Jordi Pujol (Geli 2026). Par ailleurs, d'autres voix rappellent qu'à la fin du XX^e siècle, les immigrés maghrébins, asiatiques ou d'Europe de l'est, ne sachant pas parler castillan, apprenaient souvent les deux langues en parallèle, et que leurs enfants étaient facilement catalanisés par le système scolaire.

Serions-nous à l'aube d'un discours xénophobe plus affiché à l'encontre des Latino-Américains, perçus comme les acteurs d'un 'grand-remplacement linguistique' ? Ce n'est pas impossible ; le discours d'*Aliança Catalana*, premier parti d'extrême droite catalane 'de souche', fondé en 2020, semble croître sur ce terreau favorable (s.a. 2025), même si la thèse qu'il diffuse est un peu simpliste. Alors que de nombreux Hispano-américains expriment une demande de cours de catalan, que le gouvernement catalan peine à assurer (Vallespín, 2024), comment rendre la langue catalane attirante si les Catalans eux-mêmes semblent s'en détourner, si l'on en croit les dernières enquêtes d'usages linguistiques (Generalitat de Catalunya 2025) ? Pourquoi de jeunes catalanophones semblent-ils de plus en plus séduits par une langue espagnole (Aznar 2026) ? Est-ce lié au fait que le castillan n'est plus associé à un État oppresseur, mais à des contenus culturels hispano-américains qui rivalisent désormais avec les produits culturels anglo-saxons ?

Une autre question mérite d'être posée : le processus indépendantiste (2012-2017) aurait-il détourné les catalanophones issus de familles castillanophones de la langue catalane ? Ont-ils ressenti que celle-ci était instrumentalisée par les revendications indépendantistes ? (v. Pomer-

¹⁵ Les chiffres donnent l'avantage au castillan encore aujourd'hui : entre 94,5 % et 99,6 % dans les quatre compétences en castillan contre un éventail de 65,6 % à 93,4 % en catalan (Generalitat de Catalunya 2025, 14-15).

¹⁶ Phrase attribuée au philologue et linguiste Joan Solà : « Hem guanyat les aules però hem perdut el pati ».

leau 2020). L'un des territoires où le discours indépendantiste a eu le plus de mal à pénétrer est le Val d'Aran, la vallée la plus septentrionale de Catalogne, occitanophone, une singularité du massif pyrénéen espagnol (Carretero, 2017). En effet, le Val d'Aran, nom de substrat basque – en réalité pléonastique, car « Aran » signifie vallée en euskera –, est de langue occitane. Dès 1979, la Generalitat de Catalunya a souhaité, dans son Statut d'autonomie, préserver, promouvoir et enseigner la langue de sa propre minorité linguistique. Le respect que témoignait la Catalogne envers la langue occitane allait à l'encontre des politiques linguicides des États espagnol et français et il a été, à terme, érigé en modèle de respect. Cependant, l'enjeu résidait aussi dans la catalanisation du Val d'Aran, où les habitants étaient majoritairement occitano- et castillanophones et, plus rarement, catalanophones. Ainsi, une certaine inégalité de traitement transparaît dans le premier Statut d'autonomie de 1979, qui qualifie l'aranais de *parla aranesa*, un simple 'parler local', décorrélé, qui plus est, de l'ensemble occitan : « Le parler aranais sera enseigné et bénéficiera d'un respect et d'une protection particuliers » (art. 3.4). De fait, le Statut n'impliquait pas de rendre officielle la langue aranaise au Val d'Aran.

Toutefois, après une période de normalisation de l'aranais et d'immersion linguistiques, calquées sur les politiques la Generalitat favorables au catalan dans le reste de la Catalogne (loi de 1983), une loi importante est adoptée par le gouvernement tripartite de gauche en 2010 ; elle est la conséquence de la réforme du Statut d'autonomie en 2006 qui rend officiel l'occitan d'Aran dans l'ensemble de la Catalogne. En effet, le nouveau Statut indique : « La langue occitane, qui porte le nom d'aranais en Aran, est la langue propre de ce territoire et c'est une langue officielle en Catalogne, conformément aux dispositions du présent Statut et des lois de normalisation linguistique » (art. 6.5). Comme pour pallier le manquement du premier Statut, atténué par une loi *ad hoc* en 1990,¹⁷ le caractère officiel de l'occitan est symboliquement étendu à toute la Catalogne, rappelant par la même occasion les liens historiques entre l'occitano- et la catalanophonie, faisant ainsi de la Catalogne le premier territoire à rendre officielle la langue occitane, chose inenvisageable en France – de même qu'en Italie, en tout cas à une échelle autre que celle des communes.¹⁸

En 2010, la *Loi relative à l'occitan, nommé aranais au Val d'Aran* est adoptée par la Parlement de Catalogne. L'article 2.3, alinéa A explicite : « Langue *prioritaire* de toutes les institutions d'Aran, en particulier du Conseil général d'Aran, de l'administration locale et de ses organismes dépendants, des médias publics, de l'éducation et de la toponymie. » Nous soulignons l'adjectif 'prioritaire' (*preferent* en catalan, qu'on peut traduire aussi par 'préférentiel'), car le Tribunal constitutionnel espagnol (TC) avait émis un recours contre ce terme. Celui-ci renvoyait au traitement préférentiel, contenu dans le Statut d'autonomie catalan de 2006, dont devait jouir la langue catalane dans l'administration régionale et locale, les médias publics et l'enseignement (article 6.1). Déjà en 2006, le TC avait accepté le recours du Groupe parlementaire du PP aux Cortès espagnoles contre le Statut d'autonomie. En 2010, la même année que l'adoption de la loi sur l'occitan en Aran, le TC annulait également l'usage du caractère 'prioritaire' de la langue catalane. Il est indéniable que la loi sur l'aranais avait fait l'objet d'une lecture politique qui renvoyait au bras de fer relatif à la reconnaissance plurilingue et plurinationale de l'Espagne.

¹⁷ La Loi n° 16/1990 du 13 juillet relative au régime spécial du Val d'Aran.

¹⁸ La Loi n° 482/1999 du 15 décembre relative aux règles de protection des minorités linguistiques historiques prévoit en effet que toute commune peut, lorsque sa langue locale (autre qu'un dialecte de l'italien) figure au nombre des 12 langues mentionnées par la loi, accorder à celle-ci une forme d'officialisation partielle. Ceci concerne entre autres les *Valadas* occitanes, entre Piémont et Ligurie – voir Chaupré-Berki dans ce volume (15), et Christoph dans le volume précédent (14).

Toujours dans cette optique, déjà en plein processus indépendantiste, le Parlement de Catalogne va plus loin en 2015 et adopte une loi où les citoyens du Val d'Aran sont considérés comme une « minorité nationale » et obtiennent le droit de décider leur avenir politique, la *Loi relative au régime spécial du Val d'Aran*. Il est dit : « L'Aran est une réalité nationale occitane, dotée d'une identité culturelle, historique, géographique et linguistique, défendue par les Aranais au fil des siècles et reconnue comme entité territoriale par le Statut d'autonomie de la Catalogne ». Comme par le passé sur la question linguistique, il est évident à partir de 2012 que, sur la question de la reconnaissance, les majorités indépendantistes du Parlement de Catalogne veulent s'ériger en exemple dans le traitement d'une 'minorité nationale', concept que l'Espagne a toujours refusé d'appliquer aux périphéries non castillanes où un sentiment national non espagnol semble hégémonique depuis le retour et la consolidation de la démocratie en Espagne.

4. Conclusion

Au terme de ce parcours dans les différentes communautés autonomes du massif pyrénéen espagnol, il apparaît que les droits linguistiques des citoyens non hispanophones, ou ayant une langue première différente du castillan, sont loin d'être équivalents. Il y a une rupture manifeste d'équité selon les lois de normalisation linguistique adoptées (ou non) dans les différents territoires. Ainsi, un Aragonais catalanophone n'a quasiment aucun droit linguistique dès lors que sa communauté autonome n'a développé qu'une reconnaissance partielle de son identité trilingue et que les timides avancées dépendent d'aléas politiques pendulaires sur ces questions. Il adviendrait la même chose pour un Navarrais bascophone qui irait s'installer dans le sud de la Navarre où la langue basque n'est pas officielle. Sans quitter la *Comunidad foral*, il perdrait ses droits linguistiques dans son propre pays.

Alors pourquoi, jusqu'à présent, les conquêtes linguistiques du Pays basque, de la Catalogne, et même du Val d'Aran, ne font-elles pas tache d'huile dans les deux territoires centraux du massif? Indéniablement, il y a une question qui va bien au-delà de la langue en danger à protéger, valoriser, enseigner, diffuser... Cette question est bien entendu politique et elle dépend d'une majorité sociale favorable aux langues vernaculaires au Pays basque et en Catalogne qui, en revanche, a du mal à pénétrer l'ensemble de la Navarre ou de l'Aragon, aussi pour des raisons socioculturelles. En premier lieu, ce n'est pas l'ensemble du territoire qui est concerné par la prédominance de la langue basque, aragonaise ou catalane. Les locuteurs constituent une minorité linguistique au sein de leur communauté autonome. En outre, en dehors de l'aragonais, qui jouit d'une exclusivité territoriale au sein des frontières aragonaises, le catalan d'Aragon ou le basque de Navarre sont des langues partagées avec les territoires voisins, bien plus puissants par leur démographie et économie. Par ailleurs, leur projet national articulé autour de leur langue vernaculaire peut représenter une menace (réelle ou fantasmée) d'impérialisme, d'annexion (panbasquisme, pancatalanisme) qui, de surcroît, irait à l'encontre du projet national espagnol auquel les concitoyens castillanophones du reste de la Navarre ou de l'Aragon sont majoritairement favorables.

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Aldasoro Lecea, Eduardo, 2001, « La evolución de la enseñanza en euskera en Navarra : una perspectiva pedagógica », *Revista internacional de los estudios vasco*, 46.2, 593–624.
- Alén Garabato, Carmen/Iris Orosia Campos Bandrés, 2023, « Les aléas glottopolitiques d’une langue vulnérable : l’aragonais, présentation », *Lengas*, 94, en ligne. [<https://journals.openedition.org/lengas/7724>]
- Aunión, José Antonio, 2001, « El bajón de resultados en bilingüismo revuelve los cimientos de la escuela vasca », *El País*, 21 nov.
[<https://elpais.com/educacion/2021-11-21/el-bajon-de-resultados-en-bilinguismo-revuelve-los-cimientos-de-la-escuela-vasca.html>]
- Aznar, Laura, 2026, « L’ús del català en 8 dades: per què la llengua ha entrat en fase d’alerta roja ? », *Crític*, 20 avril. [<https://www.elcritic.cat/reportatges/lus-del-catala-en-8-dades-per-que-la-llengua-ha-entrat-en-fase-dalerta-roja-267603>]
- Carbonneau, Jean-Rémi, 2020, « Le catalan : l’idiome mal aimé de l’Aragon », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, 23, en ligne. [<https://journals.openedition.org/mimmoc/5828>]
- , 2023, *Fédéralisme et légitimation des langues minoritaires : Les cas de la Lusace et des pays catalans*, Montréal : PU Québec.
- Carretero, Nacho, 2017, « El Valle de Arán, dispuesto a romper con una supuesta Cataluña independiente », *El País*, 30 sept.
- Castañer Marín, Rosa María, 2019, « El aragonés : sobre cifras y encuestas », *Archivo de Filología Aragonesa*, 75, Saragosse : Institución Fernando el Católico, 213–224.
- Cucó, Alfons, 2009, *Roig i blau: la transició democràtica valenciana*, Valence : Tàndem.
- Etcheverry-Ainchart, Peio, 2015, *Pourquoi est-on indépendantiste à Hernani et pas à Bayonne ?*, Bayonne : Elkar.
- Etxebarria, Maitena, 2004, « Español y euskera en contacto: resultados lingüísticos », *Revista Internacional de Lingüística Iberoamericana*, 2.2, 131–145.
- Fernández Clemente, Eloy, 2013, *Los años Andarán. Memorias (1972-1987)*, Saragosse : Institución Fernando el Católico.
- Flor, Vicent, 2022, *Noves glòries a Espanya. Anticatalanisme i identitat valenciana*, Valence : Afers.
- Fradera, Josep, 2009, *La pàtria dels catalans*, Barcelone : La Magrana.
- Gastón, Emilio, 1993, « Informe y Resolución del Justicia de Aragón sobre las lenguas minoritarias en Aragón », *Boletín Oficial de las Cortes de Aragón*, 66 [8 fév.], 2418–2427.
- Geli, Marina, 2026, « Recosir la Catalunya dels 8,2 milions », *Nació Digital*, 16 mars.
[<https://naciodigital.cat/opinio/recosir-la-catalunya-dels-82-milions.html>]
- Generalitat de Catalunya, 2025, *Enquesta d’usos lingüístics de la població. EULP 2023*, 19 fév., en ligne.
[https://llengua.gencat.cat/web/.content/temes/dades_estudis/base-de-dades/documents/dadescontext-eulp2023.pdf]
- , s.d., *Pacte Nacional per la Llengua*, en ligne.
[<https://web.gencat.cat/ca/generalitat/com-ens-organitzem/departaments/politica-linguistica/plans-politiques/pacte-nacional-llengua>]
- Goyoaga, Ander, 2024, « Así evolucionan los modelos educativos vascos : gana peso el euskera en un mapa con grandes diferencias entre municipios », *La Vanguardia*, 23 oct.
[<https://www.lavanguardia.com/local/paisvasco/20241023/10042494/asi-evolucionan-modelos-educativos-vascos-gana-peso-euskera-mapa-grandes-diferencias-municipios.html>]
- Guibernau, Montserrat, 2004, *Catalan Nationalism. Francoism, Transition and Democracy*, Londres : Routledge.
- Jiménez-Salcedo, Juan/Jean-Rémi Carbonneau, 2021, « Bilingüisme de sentit únic : els obstacles a la plenitud institucional de les llengües perifèriques de l’Estat espanyol », *Revista de Llengua i Dret*, 76, en ligne, 21 p. [<https://revistes.eapc.gencat.cat/index.php/rld/issue/archive>]
- Lagarde, Christian, 2025, « Catalan et occitan : deux langues romanes ‘sœurs’ en étroit voisinage. D’une supposée communauté de destin aux clivages actuels », *Revue transatlantique d’études suisses*, 14, 41–57.

- Marchal, Raphaël, 2026, « 'Une reconnaissance symbolique, mais importante' : le député Iñaki Echaniz obtient l'usage du tilde sur son prénom à l'Assemblée », *LPC Assemblée nationale*, 3 juin, en ligne. [<https://lcp.fr/actualites/une-reconnaissance-symbolique-mais-importante-le-depute-inaki-echaniz-obtient-l-usage-du>]
- Marfany, Joan-Lluís, 2001, *La llengua maltractada*, Barcelone : Empúries.
- Martínez Pérez, Michel, 2012, « Le nationalisme aragonais de Chunta Aragonesista (CHA) », *Pandora*, 11, 67–181. [<https://dialnet.unirioja.es/ejemplar/339046>]
- , 2014, « La Llei d'ús, protecció i promoció de les llengües pròpies d'Aragó 10/2009 de 22 de desembre de 2009 », dans : Mercè Pujol (dir.), *Recherches sur la langue catalane*, Limoges : Lambert Lucas, 333–344.
- , 2017, *Chunta Aragonesista: una historia aragonesa*, Saragosse : Fundación Gaspar Torrente.
- , 2019, « Territorio, nación y lenguas vernáculas: La huella aragonesa del gobierno autonómico bipartito PSOE-CHA (2015-2017) », *L'Âge d'or*, 12, en ligne [Rubén Cabal Tejada et al. (coord.), *Représentations et imaginaires collectifs*]. [<https://journals.openedition.org/agedor/4972?lang=es>]
- Munarriz, Ángel, 2026, « El PP exprime en Aragón el discurso del agravio frente a Cataluña », *El País*, 28 janv. [<https://elpais.com/espana/elecciones-aragon/2026-01-28/el-pp-exprime-en-aragon-el-discurso-del-agravio-frente-a-cataluna.html>]
- Ortega, Ane/Ibon Manterola, 2022, « 40 años de revitalización del euskera : investigación y cultura lingüística », dans : Elmar Eggert/Benjamin Peter (dir.), *Kultur(en) der regionalen Mehrsprachigkeit : Kontrastive Betrachtung und Methoden ihrer Untersuchung und Bewertung*, Berlin : Peter Lang, 267–307.
- Pomerleau, Marc, 2020, « L'indépendantisme catalan en mode multilingue », *Politique et Sociétés*, 39.3, 117–147. [<https://doi.org/10.7202/1072087ar>]
- Quintana i Font, Artur, 1984, *La nostra llengua. Gramàtica de llengua catalana*, Saragosse : Diputació General de Aragón,
- Rojo, Severiano, 2002, « Le Pays basque : une région en quête d'identité », *Amnis [Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe-Amérique]*, 2, en ligne. [<https://doi.org/10.4000/amnis.161>]
- Rovira, Marc, 2026, « La Franja se revuelve contra la “guerra” al catalán pactada por el PP y Vox en Aragón », *El País*, 15 juin.
- s.a., 2025, « Sílvia Orriols eixampla el discurs d'odi contra els llatinoamericans », *eltriangle*, 25 sept., en ligne. [<https://www.eltriangle.eu/2025/09/25/silvia-orriols-eixampla-el-discurs-dodi-contra-els-llatinoamericans/>]
- Saralegui, Carmen, 2011, « Sobre geografía lingüística de Navarra : de nuevo el norte y el sur », *Archivo de Filología Aragonesa*, 67, Saragosse : Institución Fernando el Católico, 75–112.
- Serra, Laura, 2025, « El català ja és la llengua habitual de menys d'un terç de la població », *Ara*, 19 fév.
- Solans, Maria, 2022, « Només un 5 % dels joves de Nou Barris fan servir el català com a llengua habitual », *Betevé*, 4 nov. [<https://beteve.cat/societat/nomes-5-per-cent-joves-nou-barris-fan-servir-catala-llengua-habitual/>]
- Sorolla, Natxo, 2025, « 'Chapurriau como lo han llamado siempre'. Origen del glotònim xapurriau a la Franja (primera meitat del s. XX) », *Zeitschrift für Katalanistik/Revista d'Estudis Catalans*, 38, 249–269.
- Vallespín, Ivanna, 2024, « La missió gairebé impossible d'aprendre català », *El País, Quadern*, 26 oct.
- Vennemann, Theo, 2003, *Europa Vasconica - Europa Semitica*, Berlin : De Gruyter.

Quelle place pour les langues romanes (minorisées) dans les travaux sur la hiérarchie des langues ?

Marc POMERLEAU, Université de Montréal

Résumé

Il existe de nombreux classements qui présentent les langues en fonction de leur ‘poids’, de leur ‘pouvoir’ ou de leur ‘importance’. Les qualificatifs varient, mais tous suggèrent que les langues n’ont pas la même valeur. À partir des années 1990, des chercheurs de divers horizons ont élaboré des outils permettant de montrer, chiffres à l’appui, les inégalités entre les langues, dont Calvet et Calvet avec le *Baromètre des langues dans le monde* (1^{re} éd., 2010). Alors que certaines langues romanes sont bien visibles dans les travaux sur la hiérarchie des langues, d’autres, minorisées, y sont peu représentées, voire totalement absentes. Pour faire la lumière sur la place de ces langues dans la hiérarchie, nous dressons d’abord le panorama des langues romanes, puis abordons les concepts de langues ‘minorées’, ‘minorisées’ et ‘minoritaires’, avant d’analyser la position des langues romanes, y compris minorisées, dans les classements. Nous nous concentrons sur le *Baromètre 2022*, le seul à inclure des langues romanes autres que les cinq grandes langues ‘étatiques’ que sont le français, l’espagnol, le portugais, l’italien et le roumain. Enfin, nous proposons une catégorisation des langues romanes à la lumière de nos constats.

Abstract

There are several rankings that classify languages based on their “weight,” “power,” or “importance.” The terms used vary, but all suggest that languages do not have equal value. Beginning in the 1990s, researchers from various fields developed tools to show, with supporting data, the inequalities among languages, including Calvet and Calvet with their *Baromètre des langues dans le monde* 1st ed. 2010). While some Romance languages feature prominently in studies on language hierarchy, others, minoritized, are underrepresented or even entirely absent. To shed light on the place of these languages within the hierarchy, we first provide an overview of Romance languages, then address the concepts of ‘minorized’ (*minorées*), ‘minoritized’ (*minorisées*) and ‘minority’ (*minoritaires*) languages before analyzing the position of Romance languages, including minoritized ones, in the rankings. We focus on the 2022 edition of the *Baromètre des langues dans le monde*, the only one to include Romance languages other than the five major ‘state’ languages (French, Spanish, Portuguese, Italian, and Romanian). Finally, we propose a categorization of Romance languages based on our findings.

Zusammenfassung

In zahlreichen Ranglisten werden Sprachen nach ihrem ‚Gewicht‘, ihrer ‚Macht‘ oder ihrer ‚Bedeutung‘ eingestuft. Die Bezeichnungen variieren, doch alle suggerieren, dass Sprachen nicht denselben Wert haben. Seit den 1990er Jahren haben Forscher aus verschiedenen Fachbereichen Instrumente entwickelt, mit denen sich die Ungleichheiten zwischen den Sprachen anhand von Zahlen belegen lassen, darunter Calvet und Calvet mit dem *Baromètre des langues dans le monde* (1. Ausg. 2010). Während bestimmte romanische Sprachen in den Arbeiten zur Sprachhierarchie deutlich sichtbar sind, sind andere, marginalisierte Sprachen darin kaum vertreten oder fehlen gänzlich. Um den Stellenwert dieser Sprachen in der Hierarchie zu beleuchten, wird zunächst ein Überblick über die romanischen Sprachen gegeben. Dann wird auf die Begriffe ‚benachteiligte‘ (*minorées*), ‚marginalisierte‘ (*minorisées*) und ‚Minderheitenssprachen‘ (*minoritaires*) in den Ranglisten eingegangen, bevor die Position der romanischen Sprachen einschliesslich der marginalisierten analysiert wird. Der Akzent liegt dabei auf dem Barometer 2022, das als einziges neben den fünf grossen Staatssprachen (Französisch, Spanisch, Portugiesisch, Italienisch und Rumänisch) auch weitere romanische Sprachen berücksichtigt. Abschliessend wird auf der Grundlage der erbrachten Erkenntnisse eine Kategorisierung der romanischen Sprachen vorgeschlagen.

Riassunto

Esistono numerose classificazioni che presentano le lingue in base al loro ‘peso’, al loro ‘potere’ o alla loro ‘importanza’. I termini utilizzati variano, ma tutti suggeriscono che le lingue non abbiano lo stesso valore. A partire dagli anni ‘90, ricercatori di diversi ambiti hanno sviluppato strumenti che consentono di dimostrare, con dati concreti, le disuguaglianze tra le lingue, tra cui Calvet e Calvet con il *Baromètre des langues dans le monde* (1^a ed. 2010). Mentre alcune lingue romanze sono ben visibili negli studi sulla gerarchia delle lingue, altre, considerate minoritarie, vi sono poco rappresentate o addirittura del tutto assenti. Per far luce sul posto che queste lingue occupano nella gerarchia, tracciamo innanzitutto un quadro generale delle lingue romanze, poi affrontiamo i concetti di lingue ‘sottovalutate’ (*minorées*), ‘minorizzate’ (*minorisée*) e ‘minoritarie’ (*minoritaires*), prima di analizzare la posizione delle lingue romanze, comprese quelle minorizzate, nelle classifiche. Ci concentriamo sul Barometro 2022, l’unico a includere lingue romanze diverse dalle cinque grandi lingue ‘nazionali’ (il francese, lo spagnolo, il portoghese, l’italiano e il rumeno). Infine, proponiamo una classificazione delle lingue romanze alla luce delle nostre osservazioni.

1. Introduction¹

Quiconque s'intéresse aux langues est habitué à voir des classements de langues, lesquels font tantôt état des langues les plus puissantes, tantôt des plus importantes pour les affaires ou la diplomatie, voire de celles à prioriser pour l'apprentissage, etc. Les classements de ce type abondent, mais dans bien des cas, ils sont l'œuvre de passionnés de langues, de blogueurs, d'organismes voués à la promotion d'une langue en particulier ou d'écoles de langue anglaise cherchant à attirer des étudiants ou à les orienter dans le choix des langues à apprendre. Ces palmarès se fondent généralement sur peu de critères, le nombre de locuteurs étant mis de l'avant, et se limitent à quelques langues, se présentant bien souvent comme un 'Top 10', 'Top 12' ou autre (Darwitan 2025, UoPeople 2025). Il existe certes des classements scientifiques – dont nous discuterons –, mais ceux-ci se limitent également à peu de langues, à deux exceptions près, soit Calvet et Calvet (2010, 2012, 2017, 2022) et Chan (2016). Les 'petites langues' sont absentes de la plupart des classements, c'est-à-dire qu'elles sont invisibles (ou presque) dans les travaux sur la hiérarchie des langues du monde. En somme, il y aurait des langues dignes de mention et d'autres qui peuvent tout simplement être ignorées.

Notre objectif consiste d'abord à faire état de la place des langues romanes dans les principaux classements des langues, puis à relever la présence (ou non) de 'petites' langues romanes – qui sont dans les faits des langues romanes minorisées – dans ces derniers, et à discuter des facteurs qui influencent positivement ou négativement leur positionnement. Nous ne nous tenterons pas de définir, dans cet article, ce qu'est une langue – tâche vaine qui a été entreprise maintes fois sans jamais faire émerger un consensus. Rappelons toutefois que le décompte des langues – qui exige de déterminer les formes d'expressions qui constituent bel et bien des langues – peut être orienté à diverses fins, y compris religieuses. C'est notamment le cas avec *Ethnologue*, une base de données gérée par SIL International, à laquelle de nombreux chercheurs, dont Calvet et Calvet, font appel en raison de son exhaustivité apparente. Cette organisation évangélique américaine a créé cette base de données dans l'optique de traduire la Bible et ainsi répandre la « bonne nouvelle » dans le plus grand nombre de langues possible (Kamusella 2012, 73), objectif difficilement compatible avec une définition scientifique de 'langue'. Cela étant dit, notre objectif étant de situer les langues dans les classements, nous n'avons d'autre choix que de nous en tenir aux langues relevées dans ces derniers, et, par là même, de nous en remettre à la définition, généralement non explicitée, ayant guidé le choix des auteurs de ces classements.

Nous commencerons donc par dresser un panorama des langues romanes, puis nous discuterons des concepts de langues 'minorées', 'minorisées' et 'minoritaires' avant de situer les langues romanes dans les classements. Nous regarderons notamment le positionnement des langues romanes minorisées lorsqu'elles y figurent, ce qui constitue l'originalité du présent travail, puisque, nous le verrons, les discussions sur la place des langues romanes dans le monde, par exemple dans A. Calvet (2016), L.-J. Calvet (2018) et Stein-Smith (2018), se limitent généralement aux 'grandes langues' ou aux langues les plus 'importantes'. Ainsi, nous contribuons à jeter un éclairage sur d'autres langues romanes et ainsi exposer la richesse « sinon ignorée, du moins sous-estimée » du domaine roman, comme le souligne Djordjević (2011, 19).

¹ Nous tenons à remercier l'Université de Montréal pour le financement de ce projet via le programme de formation professionnelle et de perfectionnement des membres du SCCCUM. Nous remercions également les deux évaluateurs anonymes et les directeurs de ce numéro pour leurs précieux commentaires et conseils, lesquels ont permis de bonifier le contenu de cet article.

2. Les langues romanes

Afin de relever la position des langues romanes dans les divers classements des langues du monde, il importe d'abord de définir ce que sont, et surtout quelles sont, les langues romanes. En effet, si, comme l'indique A. Calvet (2016, 34), « tout le monde s'accorde sur le fait qu'une langue romane est une langue issue du latin, le consensus s'arrête dès qu'on se demande combien elles sont et quelle en est la liste ». Il y a évidemment des 'incontournables' : d'abord les cinq grandes langues romanes 'étatiques', c'est-à-dire celles qui sont aussi à la base les langues des États où elles se sont développées à l'origine, soit l'espagnol (ou castillan), le français, l'italien, le portugais, et le roumain. Ces langues entièrement institutionnalisées et disposant d'importantes ressources financières, juridiques et autres, sont également celles ayant le plus grand nombre de locuteurs. Ensuite, à celles-ci s'ajoutent le catalan, qui, malgré le fait que la Catalogne ne soit pas un État indépendant, est la langue officielle d'Andorre et coofficielle de trois communautés autonomes d'Espagne, de même que l'occitan qui, sans être la langue d'un État, est reconnu comme langue romane à part entière depuis près de deux siècles.²

Si l'existence de ces sept idiomes en tant que langues (romanes) à part entière fait généralement l'unanimité, d'autres ont dû ou doivent encore lutter pour être prises en compte comme des langues romanes « de plein titre » parce que certaines personnes remettent en question « leur catégorisation comme 'langue' » (Blanchet 2025, 23). Dans *Linguistique romane*, par exemple, Glessgen (2012) fait état d'un total de 13 langues romanes vivantes, alors que dans *Une histoire sociale des langues romanes*, Alén Garabato et al. (2017) en dénombrent au moins 13, précisant que certaines font encore l'objet de discussions. Ces auteurs s'entendent minimalement sur l'autonomie du francoprovençal, du galicien et du sarde, mais là où Glessgen distingue frioulan, ladin et romanche, Alén Garabato et al. les regroupe au sein du rhéto-roman, en plus d'ajouter l'aragonais et l'asturien et, avec quelques précautions, le corse.

Ces deux dénombrements demeurent somme toute conservateurs lorsque comparés à ce que l'on retrouve notamment dans l'*Atlas des langues en danger dans le monde* de l'UNESCO (Moseley 2010, 43), qui en dénombre 39, ou dans certaines bases de données comme *Ethnologue* (Eberhard et al. 2026), qui en répertorie 44, et *Glottolog* (Hammarström et al. 2026), dont la base de données en compte 77. L'écart s'explique entre autres par l'inclusion, dans l'*Atlas*, *Ethnologue* et *Glottolog*, de langues considérées comme distinctes, pour des cas où Glessgen, Alén Garabato et al. et bien d'autres ne relèvent qu'une seule langue (p. ex. le sarde), ou bien par l'inclusion de langues créoles à base lexicale de langues romanes (p. ex. le créole haïtien ou le papiamentu), généralement classées à part pour des raisons liées aux spécificités de leur contexte de naissance.

Nous ne trancherons pas ici sur le nombre de langues romanes dans le monde, ce qui serait vain et somme toute peu pertinent pour notre propos. Cette différence nous ramène encore une fois à la problématique consistant à définir clairement ce qu'est une langue, que nous avons déjà abordée. L'inclusion ou non de certaines langues dans notre discussion à venir sur la place des langues romanes minorisées dans la hiérarchie mondiale des langues repose plutôt sur leur présence ou non dans les classements pris en compte.

3. Les langues minorées, minorisées et minoritaires

Il importe de préciser d'emblée que certains auteurs utilisent le terme *langue minorisée* alors que d'autres lui préfèrent celui de *langue minorée*, ou utilisent les deux pour distinguer des

² Pour un historique des langues prises en compte dans l'étude des langues romanes, voir l'introduction du *Manuel des langues romanes* de Klump et al. (2014).

situations et processus connexes. Nous abondons dans le sens de Blanchet (2025, 44), pour qui la 'minorisation' est quantitative et la 'minoration', qualitative. Ainsi, une langue qui est socialement dévalorisée est 'minorée', rendant sa transmission ou son apprentissage peu attrayant, ce qui engendre inévitablement une baisse du nombre de locuteurs dans un espace où cette langue a déjà été parlée par une majorité de la population (par exemple le catalan en Catalogne avant le franquisme) ; au sortir de ce processus, cette langue est alors devenue 'minorisée' et, dès lors, en situation minoritaire. En somme, les langues dont il est question ici sont à la fois minorées, minorisées et minoritaires.

Pour notre propos, donc, nous privilégierons *langue minorisée*, parce que nous traitons de langues qui sont certes minoritaires, mais qui le sont parce qu'elles ont d'abord été minorées par des agents. En effet, comme le rappellent Bichurina et al. (2025, 8), même si le terme 'minoritaire' demeure pratique, il est purement quantitatif et statique, c'est-à-dire qu'il fait référence à un état de fait, à la photographie d'un moment précis, alors que 'minorisée' et 'minorée' tiennent compte du rôle des agents politiques et sociaux (institutions gouvernementales, élites, etc.) qui font en sorte qu'une langue, à l'origine majoritaire dans un espace géopolitique donné, soit dépréciée jusqu'à sa minorisation numérique. La minorisation d'une langue peut découler de sa non-reconnaissance, de dispositions juridiques défavorables ou du fait que ses locuteurs soient sous l'emprise sociale, culturelle, politique ou économique des locuteurs d'une autre langue (voir l'avant-propos du présent numéro).

Il arrive toutefois qu'une langue majoritaire à l'échelle d'un territoire donné soit minorée sans devenir numériquement minoritaire. À titre d'exemple, le français, langue largement majoritaire au Québec depuis déjà avant l'incorporation de la province dans la fédération canadienne en 1867, a longtemps été minoré, la domination de l'anglais ayant plongé les Canadiens français dans une « aliénation culturelle et linguistique » au moins jusqu'à la Révolution tranquille des années 1960 (Plourde et al. 2000, 87). Poitras (2026) nous rappelle que, jusqu'à la même époque environ,³ les Flamands, numériquement majoritaires en Belgique, étaient linguistiquement minorés, le néerlandais étant dévalorisé face au français. Cela indique qu'une langue peut être minorée malgré sa reconnaissance politique et son statut juridique égal à celui d'une autre langue (ou de plusieurs autres – mais où l'une de ces langues est dans la pratique 'plus officielle' qu'une autre). C'est également le cas au Canada à l'échelon fédéral, mais aussi dans la province du Nouveau-Brunswick, où le français, langue officielle au même titre que l'anglais, n'en demeure pas moins minoré en plus d'être minoritaire (Léger et Carbonneau, 2025). D'ailleurs, dans son rapport *La révision de la Loi sur les langues officielles : réflexions et pistes de réforme*, le juriste acadien Michel Doucet exhorte justement le Nouveau-Brunswick à « cesser d'agir comme s'il y avait une langue plus officielle que l'autre » (Doucet 2021, 141).

4. La hiérarchie des langues⁴

Jusqu'au XIX^e siècle, il était fréquent, voire normalisé, de considérer certaines langues comme supérieures aux autres, réflexe d'une idéologie ethnocentrique, bien souvent eurocentrique et colonialiste. Comme le rappelle d'ailleurs Lehmann (2006, 215) l'évaluation des langues se

³ Poitras (2026, 13) précise que pour plusieurs chercheurs, dont Kotek (1997), c'est à partir de la scission en 1968 de l'Université catholique de Louvain (*Katholieke Universiteit Leuven*) en deux universités, l'une francophone, et l'autre, néerlandophone, que les Flamands ont cessé « de se comporter comme une majorité minoritaire ». Sur la minorisation des Flamands, voir également Dalle Mulle (2025).

⁴ Certaines parties de cette section sont tirées ou adaptées de la section « L'inégalité des langues » de notre thèse de doctorat (Pomerleau 2017).

faisait à partir de normes qui coïncidaient avec la structure des langues indo-européennes, ce qui avait comme résultat de faire paraître les langues d'autres familles linguistiques comme déficientes. On pouvait ainsi tout naturellement considérer que les langues indo-européennes étaient issues d'une souche de « pondération lumineuse », alors que les autres groupes linguistiques émanaient d'une « torpeur animale » (Messling 2013, 3).

Au XX^e siècle, de nombreux chercheurs, dont Bloomfield (1933) et Boas (1940), ont toutefois remis en question la prémisse de la supériorité de certaines langues, en particulier l'idée qu'elles soient évoluées par rapport à d'autres, jugées arbitrairement primitives. Il est aujourd'hui largement, voire unanimement accepté que toutes les langues se valent :

Aucune langue ni aucune variété de langue (appelée *dialecte*) n'est supérieure ou inférieure à une autre d'un point de vue linguistique. Chaque grammaire est tout aussi complexe, logique et capable de produire un ensemble infini de phrases permettant d'exprimer n'importe quelle pensée. Si quelque chose peut être exprimé dans une langue ou un dialecte, cela peut l'être dans n'importe quelle autre langue ou n'importe quel autre dialecte. (Fromkin et al. 2014, 10, italique dans l'original, notre traduction)⁵

Cela étant dit, ces auteurs font essentiellement état de caractéristiques linguistiques qu'on pourrait qualifier d'intrinsèques aux langues, comme la capacité d'exprimer la pensée, de créer des néologismes ou de disposer d'une norme. Il n'en demeure pas moins qu'il existe des inégalités entre les langues, qui relèvent non pas de caractéristiques linguistiques, mais de réalités sociales, politiques, économiques, etc. Les travaux sur la sociologie des langues, mis de l'avant par Fishman (1972), portent notamment sur les attitudes et perceptions face aux langues et à leurs locuteurs, alors que Bourdieu (1977) soutient que les transactions linguistiques sont intimement liées au rapport de forces entre les langues. Une langue, écrit-il, « vaut ce que valent ceux qui la parlent » avant d'ajouter que « les linguistes ont raison de dire que toutes les langues se valent linguistiquement ; ils ont tort de croire qu'elles se valent socialement » (Bourdieu 1977, 22-23).

D'un point de vue social, les langues sont donc inégales : certaines sont dominées et d'autres dominant en plus d'assurer des fonctions prestigieuses (de type officiel, littéraire, culturel, international ou véhiculaire). De plus, elles sont inégales du point de vue statistique, politique, économique, culturel et du point de vue des représentations (L.-J. Calvet 2002, 102-103).

Alors que Bourdieu et d'autres sociologues et philosophes du langage ont conceptualisé les inégalités entre les langues, des chercheurs de divers horizons ont fait appel aux chiffres pour démontrer plus concrètement ces inégalités. L'un des premiers à emprunter cette voie est sans doute le politologue Jean Laponce dans son ouvrage *Langue et territoire* (1984). Fort du constat que ce qui explique les succès et les échecs des langues n'est pas d'ordre linguistique, mais d'ordre sociologique, Laponce (1984, 59) retient cinq facteurs quantifiables permettant de hiérarchiser les langues : le nombre, la puissance culturelle, la puissance économique, la richesse et la puissance militaire. Bien qu'il précise d'emblée que le nombre de locuteurs « n'est pas un élément essentiel à l'épanouissement d'une langue », il constate que « c'est parmi les privilégiés du nombre que nous retrouvons les privilégiés de la force militaire, de l'économie, et de la culture » (Laponce 1984, 64). Il crée et analyse ensuite divers tableaux chiffrés faisant état de la position des langues dans la hiérarchie de la culture scientifique (fréquence des langues dans les publications scientifiques), dans la hiérarchie économique (produit national brut [PNB]), selon le

⁵ « No language or variety of a language (called a dialect) is superior or inferior to any other in a linguistic sense. Every grammar is equally complex, logical, and capable of producing an infinite set of sentences to express any thought. If something can be expressed in one language or one dialect, it can be expressed in any other language or dialect. »

niveau de vie (PNB par habitant) et selon la puissance militaire (nombre de soldats et dépenses militaires).

Laponce, contrairement à certains de ses contemporains qui fournissent un véritable classement des langues s'amorçant par la plus puissante (1- anglais ; 2- français ; etc.), fait plutôt des constats qu'il présente dans un bilan (1984, 81). Il y constate que l'allemand est la seule langue qui apparaît dans toutes ses mesures, mais que, dans l'ensemble, sept langues se démarquent lorsque l'on regarde les quatre grands facteurs présentés (démographique, scientifique, économique et militaire) : anglais, espagnol, russe, allemand, japonais, français et italien. L'ordre précis de ces sept langues n'est pas clairement établi parce que, écrit-il, il ne saurait « écrire l'équation qui permettrait de donner des poids spécifiques à la force militaire, à la puissance économique, et à la puissance culturelle » (Laponce 1984, 81).

À partir des années 1990, toutefois, d'autres chercheurs ont fait appel aux chiffres et dressé, cette fois à l'aide d'équations, des systèmes et classements dans lesquels sont placées les langues en fonction de leur 'poids' ou de leur 'pouvoir'. Les critères pris en compte – et leur nombre – pour établir ce poids varient selon les auteurs, mais des critères démographiques (nombre de locuteurs), juridico-politiques (statut officiel ou non) et économiques (produit intérieur brut, indice de développement humain) sont généralement mis de l'avant. Ces critères se fondent sur ce que Lehmann (2006, 220) qualifie de « valeur pratique » des langues, laissant largement de côté leurs valeurs culturelle, épistémique et esthétique. La question ayant guidé le *Power Language Index* de Chan (2016, 2) est sans doute la plus en adéquation avec ce constat : « Si un extraterrestre venait à atterrir sur la Terre, quelle est la langue qui lui permettrait de communiquer le plus efficacement avec les humains ? » (notre traduction).⁶ Le choix de critères pratiques a évidemment comme conséquence de favoriser les langues entièrement institutionnalisées et qui disposent de ressources importantes, mais aussi de défavoriser les langues pour lesquelles les chercheurs ont peu de données, voire pour lesquelles les données ne sont pas disponibles, notamment parce que les autorités des pays où ces langues sont présentes n'en compilent pas ou peu, ce qui contribue à invisibiliser les langues concernées.

Les systèmes positionnent les langues sur divers niveaux (en général quatre) qui font état de leur poids politique, économique et culturel. Alors que le premier système du genre, le *Système linguistique mondial*, a été conceptualisé par Abram de Swaan à partir de 1993 (de Swaan 1993, 2001a, 2001b, 2010), d'autres auteurs ont soit repris son concept, soit s'en sont inspirés, dont L.-J. Calvet (1999, 2002, 2007), Hamel (2008, 2010) et Ronen et al. (2014). Les systèmes ne sont pas une liste ordonnée des langues les plus puissantes en soi, mais nous renseignent sur celles qui forment les réseaux les plus étendus, les plus au centre de la « constellation mondiale des langues » (De Swaan 2001a, 47). Il va sans dire que l'anglais domine largement en tant qu'unique langue hypercentrale, c'est-à-dire la langue vers laquelle tous convergent, le « moyeu de la galaxie linguistique » (de Swaan, 2010, 57), alors que quelques langues sont supercentrales,⁷ quelques centaines sont centrales⁸ et toutes les autres, périphériques.

Pour leur part, les classements indiquent, dans un ordre qui part de la plus puissante, quelles sont les langues dont le poids est le plus important dans le monde. Dans ces classements, le poids

⁶ « If an alien were to land on Earth, which language would enable it to most fully engage with humans? »

⁷ Pour de Swaan (2010, 57), ce sont les langues qui, entre autres caractéristiques, servent à la communication internationale. Bien qu'il puisse y avoir des différences mineures selon les auteurs, les langues supercentrales sont généralement l'allemand, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français, l'hindi, le portugais et le russe.

⁸ Il s'agit des langues généralement utilisées par des gouvernements, pour la scolarisation, dans les médias, sur Internet, etc.

des langues est calculé à l'aide de multiples facteurs quantifiables, qui sont ensuite combinés afin de dresser un classement final, c'est-à-dire une liste de la position des langues sur une échelle graduée. Nombreux sont les classements des langues dans la littérature scientifique et sur le Web, mais nous nous limitons ici aux pionniers, soit ceux de David Graddol (1997) et de George Weber (1997), et aux plus récents, soit ceux d'Alain et Louis-Jean Calvet (2010, 2012, 2017, 2022) et de Kai L. Chan (2016).

Le premier classement, celui de Graddol ou *engco*,⁹ se fonde sur un « indice d'influence mondiale » calculé à partir de données économiques assignées aux langues, soit la « force économique des langues ». Cette force relève de la répartition proportionnelle du produit intérieur brut (PIB) entre les langues parlées dans chaque pays concerné, ce qui permet d'établir le « produit linguistique brut », auquel on ajoute, en tenant compte de la balance commerciale (importations et exportations), le « produit linguistique brut des échanges » (Graddol 1997, 28-29). Ce modèle tient également compte de données démographiques et de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies. Le classement publié ne présente que les douze premières langues du modèle (voir tableau 1, *infra*), ce qui s'explique notamment par le fait qu'il vise principalement à informer les décideurs d'organisations faisant la promotion de l'anglais sur la concurrence potentielle, d'où le titre du rapport : *The Future of English?*

La même année, George Weber (1997) publiait une liste des dix langues les plus influentes dans le monde, liste établie en fonction de six critères, soit le nombre de locuteurs de langue maternelle, le nombre de locuteurs de langue seconde/étrangère, le pouvoir économique des pays où la langue est utilisée, le nombre de secteurs d'activité humaine importants où la langue est utilisée, le nombre de pays et la population des pays qui utilisent la langue en question et, finalement, son prestige sociolittéraire et son statut à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le classement des dix langues les plus influentes est ensuite établi en attribuant des points pour chacun des critères à vingt langues présélectionnées (voir tableau 1). Weber n'explique pas comment il a sélectionné ces vingt langues – il semble s'agir des langues ayant le plus de locuteurs L1 à l'époque, les « privilégiés du nombre » dont parlait Laponce (1984, 64) –, mais il affirme s'intéresser à la « manière dont les grandes langues se positionnent les unes par rapport aux autres et évoluent en lien les unes avec les autres », facteur dont il souligne l'importance (Weber 1997, 12, notre traduction).¹⁰

Ces classements, bien qu'intéressants et utiles, ne présentent donc que ce que Weber appelle les *top languages*, laissant de côté les langues qui ne se classent pas parmi les 10 (Weber) ou 12 (Graddol) premières en termes d'influence ou de pouvoir. Le *Baromètre des langues dans le monde* d'Alain et Louis-Jean Calvet, d'abord publié en 2010, est venu pallier ce problème en incluant 137 langues, soit toutes celles ayant plus de 5 millions de locuteurs à l'époque. Mis à jour et augmenté à trois reprises (2012, 2017 et 2022), le Baromètre comprend maintenant 634 langues. Calvet et Calvet se sont basés sur la classification ISO 639-3¹¹ qui attribue à chaque langue un code de trois lettres et qui permet à leur avis de résoudre la plupart des problèmes liés à l'inclusion ou non de variétés considérées par certains comme des langues à part entière. Ainsi, le valencien est inclus dans le code 'cat' du catalan et le moldave, dans le 'ron' du roumain.

⁹ En référence à *The English Company*, qui a produit le rapport de Graddol pour le British Council.

¹⁰ « It does matter how major languages stand and evolve in relation to each other. »

¹¹ La norme ISO 639-3 est gérée par l'organisation évangélique SIL International, dont nous avons déjà discuté. Comme l'indique Kamusella (2012, 78) on ne peut ignorer cette norme, « pour le meilleur et pour le pire », malgré ses ramifications idéologiques et confessionnelles occidentales, étant donné qu'elle est désormais d'usage courant, notamment dans le cyberspace, pour les logiciels multilingues et l'indexation documentaire.

La version la plus récente du Baromètre (2022) tient compte de 13 facteurs : le nombre de locuteurs, l'entropie, la véhicularité, le statut,¹² le nombre de traductions comme langue source, le nombre de traductions comme langue cible, le nombre de prix littéraires internationaux, le nombre d'articles dans Wikipédia, l'enseignement dans les universités, le système graphique,¹³ l'IDH, l'indice de fécondité et le taux de pénétration du réseau Internet. Ces facteurs, expliquent les auteurs, ont l'avantage de pouvoir être quantifiés afin de calculer le poids des langues et de leur attribuer un score global. Le Baromètre comporte par ailleurs un outil qui permet de modifier l'importance attribuée à chacun des facteurs, et l'utilisateur peut ainsi « créer son propre classement en fonction du point de vue qui l'intéresse et/ou de son appréciation personnelle de l'importance ou du bien-fondé des facteurs proposés » (Calvet et Calvet 2022, 3). Les vingt premières langues des Baromètres 2010 (le premier) et 2022 (le plus récent) sont présentées dans le tableau 1.

Enfin, le *Power Language Index*, élaboré par l'économiste Kai L. Chan en 2016, établit un indice de pouvoir et d'efficacité des langues fondé sur vingt indicateurs répartis entre cinq 'occasions' – au sens de possibilités qui s'offrent aux locuteurs des langues concernées. Comme mentionné précédemment, le classement de Chan vise à déterminer quelles langues sont les plus utiles ou pratiques pour la communication, d'où son analogie avec le choix de langue que ferait un extraterrestre qui débarquerait sur Terre (2016, 2). La première occasion fait référence à la géographie, c'est-à-dire de la capacité de voyager : elle tient compte du nombre de pays où la langue est parlée, de la superficie du territoire et du nombre de touristes accueillis par chaque pays. La deuxième occasion relève de l'économie, de la capacité de participer à l'économie : elle tient compte du PIB, du PIB par habitant, des exportations, du marché extérieur et des droits de tirage spéciaux.¹⁴ La troisième occasion relève de la communication, c'est-à-dire de la capacité d'engager le dialogue : elle tient compte du nombre de locuteurs (langue maternelle et seconde), de la taille de la famille linguistique et du nombre de touristes locuteurs de la langue qui voyagent à l'étranger. La quatrième occasion relève de la connaissance et des médias, de la capacité de consommer des connaissances et du contenu médiatique : elle tient compte d'Internet, des films, des universités et des revues scientifiques. Enfin, la cinquième occasion relève de la diplomatie, c'est-à-dire de la capacité à prendre part aux relations internationales : elle tient compte du statut de la langue dans les principales organisations internationales (Chan 2016 : 6). Le *Power Language Index* classe ainsi 113 langues,¹⁵ dont les vingt premières figurent dans le tableau 1.

¹² L'entropie fait référence à la distribution des locuteurs dans le monde. L'espagnol, par exemple, a une entropie supérieure à l'hindi, concentré essentiellement en Inde, alors que le taux de véhicularité fait référence au nombre de personnes qui utilisent la langue comme langue seconde (L2) par rapport au nombre total de locuteurs (L1+L2) (Calvet et Calvet 2022, 7-9). Le statut « rend compte du degré de reconnaissance des langues par les instances politiques des pays dans lesquels elles sont parlées » (Calvet et Calvet 2022, 13). La valeur attribuée dans le Baromètre dépend de ce degré de reconnaissance (langue officielle, coofficielle, nationale, privilégiée, etc.). Pour les détails, voir la discussion de Calvet et Calvet (2022, 17-18).

¹³ Pour Calvet et Calvet (2022, 27), l'utilisation d'un système graphique partagé par de nombreuses langues favorise ces dernières.

¹⁴ Le Fonds monétaire international (FMI 2023) définit le droit de tirage spécial comme un avoir de réserve international qui repose sur un panier composé du dollar américain, de l'euro, du renminbi chinois, du yen japonais et de la livre sterling.

¹⁵ Chan établit deux listes, l'une incluant toutes les langues et tous les dialectes chinois et indiens (124 langues) et l'autre fusionnant les langues et les dialectes intercompréhensibles de ces deux groupes (113 langues). Nous avons utilisé cette dernière dans le tableau.

Tableau 1 – Classements des langues du monde (langues romanes surlignées)

	CALVET ET CALVET (2022)	CHAN (2016)	CALVET ET CALVET (2010)	WEBER (1997)	GRADDOL (1997)
1	anglais	anglais	anglais	anglais	anglais
2	français	mandarin	français	français	allemand
3	espagnol	français	espagnol	espagnol	français
4	allemand	espagnol	allemand	russe	japonais
5	russe	arabe	néerlandais	arabe	espagnol
6	italien	russe	japonais	chinois	chinois
7	néerlandais	allemand	suédois	allemand	arabe
8	suédois	hindi	arabe	japonais	portugais
9	roumain	japonais	italien	portugais	malais
10	portugais	portugais	danois	hindi	russe
11	polonais	cantonais	finnois		hindi
12	catalan	italien	russe		bengali
13	tchèque	néerlandais	mandarin		
14	croate	malais	hébreu		
15	mandarin	polonais	polonais		
16	malais	coréen	portugais		
17	hongrois	turc	hongrois		
18	japonais	roumain	suisse allemand		
19	norvégien	norvégien	grec		
20	finnois	suédois	catalan		

5. Les langues romanes dans la hiérarchie

Nous nous penchons maintenant sur la place des langues romanes dans la hiérarchie. Nous commencerons par aborder la place des langues romanes en général, puis plus spécifiquement celle des langues romanes minorisées, d’abord le catalan et l’occitan, ainsi que les autres langues qui figurent au Baromètre 2022 de Calvet et Calvet. Enfin, nous discuterons de l’absence d’autres langues dans ce classement (et dans les autres).

5.1. La place des langues romanes en général

En consultant les classements présentés au tableau 1 ci-dessus, on remarque la présence de six langues romanes (surlignées) : trois dans les classements de Graddol et Weber (qui ne comptent que 12 et 10 langues, respectivement), cinq parmi les 20 premières du classement de Chan, cinq parmi les 20 premières du Baromètre 2010 de Calvet et Calvet et six dans celui de 2022. Selon A. Calvet (2016, 36), la position favorable de six langues romanes dans la hiérarchie des langues s’explique notamment par le « niveau économique et culturel des pays dans lesquels elles sont parlées comme langues premières ». Elle s’explique également par leur statut, mais aussi, selon le Baromètre 2022, par des facteurs liés aux locuteurs (nombre, entropie et véhicularité), qui favorisent le score global de ces langues. On remarque également que la place des six premières langues romanes dans la hiérarchie est conforme à notre discussion préalable sur ce groupe de langues : on y retrouve d’abord les cinq grandes langues romanes ‘étatiques’ (dans l’ordre, le français, l’espagnol, l’italien, le roumain et le portugais), puis le catalan, langue au statut variable. L’occitan est, sans surprise, absent du tableau. Par ailleurs, contre toute intuition, l’italien et le roumain y font meilleure figure que le portugais. Cela s’explique entre autres par l’entropie et ce que Calvet et Calvet (2022, 31) appellent des « facteurs contextuels » comme l’IDH et la pénétration du réseau Internet, qui semblent désavantager le portugais en raison de sa présence relativement importante dans des pays en développement, essentiellement en Afrique.

Cela étant dit, en explorant le Baromètre 2022 (qui comprend 634 langues), on remarque que l'occitan et 13 autres langues romanes y figurent également.¹⁶ Bien que l'occitan soit une langue romane qui 'fait l'unanimité', c'est-à-dire qu'elle est toujours prise en compte parmi les langues romanes (Alén Garabato, 2017), cette langue se trouve en 80^e position dans le Baromètre 2022, sous trois autres langues romanes, soit le galicien (37^e), l'asturien (50^e) et l'aragonais (68^e), trois langues historiques d'Espagne. On retrouve ensuite, après l'occitan (80^e), le wallon (87^e), le lombard (107^e), le vénitien (113^e), le sicilien (114^e), le napolitain (115^e), le piémontais (148^e), le ligure (157^e), l'extrémadurien (172^e), l'aroumain (196^e) et le sarde logoudorien (233^e). Étonnamment, certaines langues romanes pourtant relativement bien connues (comme le corse et le romanche) sont absentes du Baromètre. Nous y reviendrons.

Tableau 2 – Langues romanes (et leur position respective) dans le Baromètre des langues dans le monde 2022

2	français	87	wallon
3	espagnol	107	lombard
6	italien	113	vénitien
9	roumain	114	sicilien
10	portugais	115	napolitain
12	catalan	148	piémontais
37	galicien	157	ligure
50	asturien	172	extrémadurien
68	aragonais	196	aroumain
80	occitan	233	sarde logoudorien

5.2. La place des langues romanes minorisées

Nous avons indiqué plus haut que la position favorable des six premières langues romanes dans la hiérarchie s'expliquait entre autres par le statut de ces langues. Dans le cas du catalan, toutefois, le facteur 'statut' n'a pas d'incidence notable sur son score global dans le Baromètre 2022 : en effet, si on attribue la valeur 0 à ce facteur, le catalan ne passe que de la 12^e à la 11^e position. Cela indique que sa reconnaissance seulement partielle en Espagne ne lui nuit pas trop, du moins selon les paramètres de ce classement. Le facteur ayant la plus grande incidence sur le positionnement favorable du catalan est plutôt sa véhicularité (v. score de couleur verte et souligné d'un double trait dans le tableau 3) : en effet, si on attribue la valeur 0 à ce facteur, le catalan passe de la 12^e à la 21^e position.

Cependant, le caractère favorable du facteur 'véhicularité' mérite qu'on apporte quelques nuances : il est tenu pour acquis que le fait d'avoir une proportion importante de locuteurs L2 est quelque chose de fondamentalement positif. Si cela est certainement le cas pour l'anglais, ce ne l'est pas nécessairement pour le catalan (et d'autres langues). En effet, alors que les locuteurs de l'anglais L2 sont généralement des apprenants de la langue dans le monde entier, les locuteurs du catalan L2 sont surtout des personnes qui résident dans les pays catalans, et parfois des personnes pour qui cette langue aurait pu être, dans des conditions favorables, une langue première ou 'initiale', pour reprendre la terminologie catalane. C'est le cas dans la Communauté valencienne, par exemple, où les transferts linguistiques favorisent le castillan (Fabà Prats et al., 2025). Ainsi, si une grande proportion de locuteurs L2 peut faire état d'un intérêt pour la langue, il peut aussi

¹⁶ Aucune de ces langues, ni même le catalan, ne figure dans le *Power Language Index* de Chan, qui comprend pourtant jusqu'à 124 langues.

traduire une transition L1 vers L2, un bilinguisme soustractif en partie causé par la marginalisation du catalan, jugé moins important ou utile que le castillan.

Ce même facteur de ‘véhicularité’ avantage d’ailleurs deux autres langues romanes d’Espagne dans le Baromètre 2022 (également en vert et doublement souligné dans le tableau 3), soit l’asturien et l’aragonais, auquel les mêmes nuances s’appliquent. Étonnement, la véhicularité du galicien est nulle selon Calvet et Calvet (en rouge dans le tableau 3), mais cette langue se positionne mieux que l’asturien et l’aragonais en raison, notamment, des facteurs qui touchent les publications (articles dans Wikipédia et traductions comme langue source et langue cible). Enfin, pour conclure sur les langues romanes d’Espagne, notons la présence de l’estrémègne, nommé ‘extrémadurien’ par Calvet et Calvet, une langue parfois considérée comme faisant partie du système de l’astur-léonais au même titre que le mirandais, parlé au Portugal (Gordo 2020). Cette situation n’est pas sans rappeler celle du rhéto-roman, abordée plus haut, ce qui nous ramène encore une fois à la définition de ce que sont les ‘langues’ et à leur inclusion ou non dans les classements. Pour ce qui est du classement de l’extrémadurien, il semble encore une fois que les facteurs contextuels, comme l’IDH et la pénétration du réseau Internet favorisent sa présence dans le Baromètre, facteurs qui ont somme toute peu à voir avec la langue elle-même, mais tout à voir avec l’État dans lequel elle est parlée.

Tableau 3 – Classement et scores des langues romanes dans le Baromètre 2022

NB : un score de 1 constitue le score le plus élevé pour chaque facteur. Pour des raisons de lisibilité, nous avons arrondi les scores au centième, sauf lorsque cela aurait entraîné un faux score de 0.

Rang	Score global	Langue	Locuteurs	Entropie	IDH	Internet	Fécondité	Wikipédia	Cible	Source	Prix	Universités	Statut	Véhicularité	Écriture
2	9,35	français	0,69	0,41	0,89	0,91	0,09	0,93	0,98	0,87	0,39	0,95	0,55	0,69	1,00
3	8,92	espagnol	0,91	1,00	0,71	0,70	0,12	0,91	0,98	0,76	0,45	0,86	0,33	0,18	1,00
6	7,43	italien	0,63	0,32	0,89	0,93	0,02	0,91	0,86	0,78	0,14	0,81	0,08	0,05	1,00
8	6,85	roumain	0,56	0,46	0,77	0,76	0,01	0,83	0,79	0,62	0,02	0,42	0,06	0,55	1,00
9	6,82	portugais	0,83	0,18	0,66	0,69	0,07	0,88	0,89	0,65	0,08	0,71	0,12	0,05	1,00
12	6,73	catalan	0,36	0,21	0,90	0,93	0,03	0,86	0,76	0,62	0	0,43	0,02	<u>0,60</u>	1,00
37	5,54	galicien	0,32	0,29	0,88	0,94	0,05	0,77	0,59	0,48	0	0,20	0,01	0	1,00
50	5,24	asturien	0,12	0,03	0,91	0,94	0,02	0,74	0,38	0,27	0	0	0	<u>0,83</u>	1,00
68	4,63	aragonais	0,28	0	0,91	0,94	0,02	0,68	0,30	0,10	0	0	0	<u>0,40</u>	1,00
80	4,45	occitan	0,12	0,24	0,90	0,94	0,07	0,73	0,20	0,16	0,01	0,08	0,01	0	1,00
87	4,30	wallon	0,34	0,04	0,96	0,95	0,07	0,61	0,23	0,10	0	0	0	0	1,00
107	4,06	lombard	0,34	0,13	0,90	0,94	0,02	0,68	0	0,05	0	0	0	0	1,00
113	4,00	vénitien	0,34	0,03	0,89	0,94	0,02	0,71	0	0,08	0	0	0	0	1,00
114	3,98	sicilien	0,36	0,001	0,89	0,94	0,02	0,65	0,06	0,07	0	0	0	0	1,00
115	3,98	napolitain	0,38	0	0,89	0,94	0,02	0,61	0	0,14	0	0	0	0	1,00
148	3,72	piémontais	0,14	0	0,89	0,94	0,02	0,71	0,03	0	0	0	0	0	1,00
157	3,65	ligure	0,10	0,14	0,89	0,94	0,02	0,56	0	0	0	0	0,01	0	1,00
172	3,55	extrémad.	0,21	0,00	0,91	0,86	0,02	0,52	0,03	0	0	0	0	0	1,00
196	3,39	aroumain	0,04	0,47	0,83	0,72	0,004	0,45	0,14	0,10	0	0	0,004	0	0,62
233	3,08	sarde log.	0,11	0	0,89	0,94	0,02	0	0	0,09	0	0,035	0,004	0	1,00

Un peu comme le galicien, l'occitan – la dernière des langues romanes qui 'fait l'unanimité' scientifique (Alén Garabato, 2017) – est favorisé face à d'autres langues romanes minorisées en raison des facteurs relatifs aux publications. Cela n'est guère étonnant lorsque l'on connaît la tradition littéraire de cette langue qui lui a conféré prestige dès le Moyen Âge avec les troubadours, puis à travers diverses renaissances, dont la période du Félibrige au XIX^e siècle (Weth 2014, 497), au point où l'on peut considérer que « la littérature en occitan [...] est, de loin, la plus productive de toutes les littératures européennes en langues minorisées »¹⁷ (Sibille, 2003, 14).

Malgré son prestige et sa reconnaissance précoce comme langue romane 'à part entière', l'occitan n'en demeure pas moins minoré, comme en témoigne son invisibilité (ou presque) dans certains articles sur la place des langues romanes dans le monde, dont certains émanent des auteurs du Baromètre, comme « Le poids des langues romanes dans le monde », dans lequel A. Calvet (2016, 34) reconnaît s'intéresser « surtout aux plus 'importantes' », soit le catalan, l'espagnol, le français, l'italien, le portugais et le roumain, ou, de façon analogue, dans l'article « Pour une géopolitique des langues romanes » de L.-J., Calvet (2018). Il ne s'agit aucunement d'en faire le reproche aux auteurs du Baromètre, mais cet aspect illustre le fossé entre, d'une part, les six premières langues romanes et, d'autre part, l'occitan et les autres.

Toutes les langues romanes qui se positionnent sous l'occitan dans le Baromètre 2022 ont pour point commun qu'elles obtiennent le score de 0 dans un minimum de quatre facteurs (en rouge dans le tableau 3).¹⁸ Il s'agit essentiellement de langues romanes parlées en Italie (lombard, vénitien, sicilien, napolitain, piémontais, ligure et sarde logoudorien). On y trouve également le wallon, langue historique de Belgique et l'aroumain, parlé dans le sud des Balkans. Toutes ces langues font piètre figure (scores de 0 ou de près de 0) au niveau du statut, des prix littéraires internationaux, de l'enseignement au niveau universitaire et de la véhicularité. Certaines font relativement bonne figure en ce qui a trait au nombre de locuteurs, comme le napolitain et le sicilien, ce qui montre encore une fois que ce facteur seul ne saurait donner du poids ou du pouvoir à une langue. Par ailleurs, à l'exception du napolitain, toutes ces langues sont considérées comme vulnérables ou en danger selon l'*Atlas des langues en danger dans le monde* de l'UNESCO (Moseley 2010).

Il est difficile de dire exactement combien de langues romanes sont absentes du Baromètre si, comme nous l'avons vu, il n'y a pas de consensus quant au nombre de langues romanes dans le monde ni quant à celles qui constitueraient des langues à part entière, de 'vraies langues'. Si l'on part des auteurs plus conservateurs, qui en dénombrent 13 ou 14 (Glessgen 2012, Garabato et al. 2017), peu de langues romanes sont effectivement absentes du Baromètre 2022 : le francoprovençal, le rhéto-roman (comme macro-langue ou fractionné en frioulan,¹⁹ ladin et romanche) et le corse (tardivement reconnu en France comme une langue distincte de l'italien). En revanche, si l'on se limite à cette liste restreinte, un nouveau problème surgit : la présence, dans le Baromètre, de langues dont le statut de 'vraies langues' n'est pas consensuel – c'est-à-dire qu'elles ne font pas partie de la liste des langues romanes de Glessgen (2012) ni de celle de Garabato et al. (2017) –, comme le ligure, le lombard et le sicilien. Si l'on part plutôt des bases de données 'généreuses' comme celles de l'UNESCO et d'Ethnologue, qui répertorient une quarantaine de langues romanes, ou de la très généreuse base de Glottolog, qui en compte 77, on se retrouve avec

¹⁷ Sibille (2003, 14) exclut la littérature catalane parce que, selon lui, le catalan n'est pas, « tout à fait dans la situation d'une langue minorisée ».

¹⁸ C'est également le cas pour l'aragonais, mais le facteur 'véhicularité' fait grimper cette langue dans le Baromètre, comme expliqué précédemment.

¹⁹ Le frioulan, pourtant positionné 153^e langue dans le Baromètre 2012, est disparu du Baromètre en 2017.

un minimum de 20 langues romanes absentes du Baromètre 2022, et évidemment de tous les autres classements des langues du monde. Outre les langues mentionnées ci-dessus, notons l'absence de toutes les langues romanes minorisées de France, dont le gallo, le gascon, le normand et le picard, de même que du mirandais, parlé au Portugal. Ainsi, aucune de ces langues ne réussit à se hisser parmi les 634 langues du Baromètre 2022.

Il paraît toutefois étonnant que certaines langues romanes relativement connues, comme le corse, le francoprovençal et le romanche, soient absentes alors que des langues à très faible visibilité, comme l'extrémadurien et l'aroumain y trouvent une place. La disponibilité ou non des données nécessaires, et leur exactitude pourraient être en cause. Cela mériterait une recherche plus approfondie. Quoi qu'il en soit, et comme le suggérait Meune pour le francoprovençal bressan, ces langues invisibles dans les classements pourraient être qualifiées de langues 'ultraminorisées' (Meune 2018, 57 ; Bichurina et al. 2025, 15) ; elles ne disposent en effet même pas de la reconnaissance ni des moyens minimaux pour figurer parmi les 634 premières langues du monde selon Calvet et Calvet. De ce point de vue, la majorité des langues du monde serait donc également dans cette situation d'invisibilité, d'ultraminorisation.

5. Conclusion

Notre analyse de la place des langues romanes dans la hiérarchie des langues, en particulier dans le Baromètre 2022, révèle non pas seulement des écarts entre deux groupes de langues romanes – les 'grandes' et les 'petites' –, mais bien entre plusieurs groupes. À la lumière des scores obtenus dans le Baromètre, mais aussi de constats relevant des autres classements, nous pouvons répartir les langues romanes en six groupes dans la hiérarchie suivante.

D'abord les cinq grandes langues romanes 'étatiques', divisées en deux groupes, soit : (1) le français et l'espagnol, qui se démarquent notamment par leur plus grand prestige (statut, prix littéraires internationaux) ; et (2) l'italien, le roumain et le portugais, les autres langues étatiques figurant parmi les 10 premières du Baromètre 2022. Ensuite, (3) le catalan, langue en situation particulière, à la fois une 'grande' langue romane et langue minorisée dans la plus grande partie de sa zone historique d'usage, bien que, selon l'UNESCO, « sans doute la langue minoritaire la moins menacée d'Europe »²⁰ (Moseley 2010, 43). Puis (4) le galicien, l'asturien, l'aragonais et l'occitan, langues qui performant bien selon quelques facteurs seulement – essentiellement contextuels – du Baromètre 2022. Enfin, (5) les 10 autres langues romanes présentes dans le Baromètre 2022, mais pour lesquelles plusieurs facteurs ont une valeur nulle, et, en queue de peloton, (6) l'ensemble des autres langues romanes, absentes du Baromètre et de tous les autres classements.

Tableau 4 – Les six groupes de la hiérarchie des langues romanes

Groupe	Langues
1	français, espagnol
2	italien, roumain et portugais
3	catalan
4	galicien, asturien, aragonais, occitan
5	wallon, lombard, vénitien, sicilien, napolitain, piémontais, ligurie, extrémadurien, aroumain, sarde logoudorien
6	toutes les autres langues romanes (corse, francoprovençal, frioulain, mirandais, normand, romanche, etc.)

²⁰ Le catalan alguérois (Sardaigne) est toutefois considéré comme étant « en danger » dans ce même Atlas.

Notre analyse de la place des langues romanes minorisées dans les travaux sur la hiérarchie des langues révèle qu'elles sont toutes absentes des classements, hormis le Baromètre de Calvet et Calvet, qui compte beaucoup plus de langues que les autres. Seules 20 langues romanes y figurent cependant, plaçant les autres hors classement, sous les 634 langues prises en compte. Klump et al. (2014, 5), paraphrasant Glessgen (2012), évoquent la victoire des langues 'étatiques' (espagnol, français, italien, portugais et roumain) et du catalan sur les autres langues romanes. À la lumière de notre analyse de la place des langues romanes minorisées dans les travaux sur la hiérarchie des langues, cette longueur d'avance semble en effet irrattrapable.

Il importe toutefois de mentionner, pour conclure, qu'il y a matière à réflexion sur les biais des systèmes et classements des langues du monde. Il convient d'abord d'évoquer le choix des langues prises en compte dès le départ, notamment le choix de Calvet et Calvet d'utiliser une norme gérée par une organisation évangélique, bien que celle-ci soit aujourd'hui largement répandue. Mentionnons ensuite le choix des critères ou facteurs mis de l'avant : ceux-ci ont forcément tendance à avantager certaines langues plutôt que d'autres, à commencer par celles pour lesquelles le plus de données sont disponibles, généralement des langues fortement institutionnalisées et disposant de ressources importantes, en particulier diplomatiques et financières. Dans la même veine, le choix des institutions nationales au moment d'offrir du soutien à certaines langues et de ne pas en offrir à d'autres vient aussi affecter le classement des langues, de même que les représentations, perceptions et attitudes, comme l'a démontré Soria (2015) dans le cas de langues d'Italie, officiellement protégées ou non. Pensons également à des institutions culturelles de projection internationale, comme l'Institut Cervantes, créé par le gouvernement espagnol en 1991 pour faire la promotion de l'espagnol (Instituto Cervantes 2026), laissant peu de place et de ressources aux autres langues historiques du pays, qui sont elles aussi des langues espagnoles.

Par ailleurs, les critères se fondent sur la valeur pratique des langues (Lehmann 2006), évaluée avec des chiffres, omettant forcément la valeur culturelle des langues, de même que leurs dimensions affective et identitaire, des critères qui sont difficiles, voire impossibles à mesurer. Il demeure que, malgré les bémols qu'on peut apporter aux travaux sur la hiérarchie des langues, ces derniers pourraient servir à orienter des États dans l'élaboration de politiques linguistiques, par exemple en matière de revitalisation de langues en danger, mais aussi en lien avec la projection extérieure des langues ou la répartition des ressources – si volonté politique il y a –, notamment en ce qui concerne les langues minorisées, qui trouveraient ainsi un autre moyen d'échapper à l'invisibilité.

Bibliographie

[Tous les liens donnés ci-dessous étaient actifs le 15 août 2026]

- Alén Garabato, Carmen et al., 2017, « Quelles langues romanes ? », *Une histoire sociale des langues romanes : Genèse, construction et évolution sociolinguistiques d'une famille de langues*, Montpellier : DIPRALANG [Univ. Paul Valéry]. [<https://langues-romanes.uoh.univ-montp3.fr/content/quelles-langues-romanes>]
- Bichurina, Natalia/Jean-Rémi Carbonneau/Manuel Meune, 2025, « Avant-propos. De la géographie à la politique : les asymétries du continuum roman », *Revue transatlantique d'études suisses*, 14 [*Langues romanes (mises) en danger : du domaine rhéto-roman à l'espace occitano-catalan*, tome 1], 5–16.
- Boas, Franz, 1940, *Race, Language, and Culture*, New York : The Macmillan Company.

- Blanchet, Philippe, 2025, « Catégorisation et dénomination des langues “non dominantes”. Problèmes et enjeux avec considération particulière pour la Bretagne », dans : Alexandre Filhon/Carole Le Hénaff/Hugues Pentecouteau, *Diversité linguistique, éducation et transmission en Bretagne*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 23–49.
- Bloomfield, Leonard, 1933, *Language*, Londres : George Allen & Unwin.
- Bourdieu, Pierre, 1977, « L'économie des échanges linguistiques », *Langue française*, 34, 17–34.
- Calvet, Alain, 2016, « Le poids des langues romanes dans le monde », *Hermès*, 75, 34–41.
- /Louis-Jean Calvet, 2010, *Baromètre des langues du monde*, Portalingua : Union latine.
- /---, 2012 [2017, 2022], *Baromètre des langues du monde*, Paris : Délégation générale à la langue française et aux langues de France [DGLFLF].
- Calvet, Louis-Jean, 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris : Plon.
- , 2002, *Le marché aux langues. Les effets linguistiques de la mondialisation*, Paris : Plon.
- , 2007, « La mondialisation au fil des traductions », *Hermès*, 49, 45–57.
- , 2018, « Pour une géopolitique des langues romanes », *Matices en Linguas Extranjeras*, 12, 9–22.
- Chan, Kai L., 2016, *Power Language Index: Which are the World's Most Influential Languages ?*, Fontainebleau : INSEAD.
- Dalle Mulle, Emmanuel, 2025, « The Improbable Minority: Flanders and the Fluidity of Minority and Nationality Questions, 1919-1944 », *Contemporary European History*, 35, 1–20.
- Darwitan, Andrew, 2025, « 10 Most Useful Languages to Learn for Travellers », *Scarlet Scribbles*, en ligne. [<https://scarletscribs.wordpress.com/2025/10/14/10-most-useful-languages-to-learn-for-travellers/>]
- de Swaan, Abram, 1993, « The Emergent World Language System: An Introduction », *International Political Science Review/Revue internationale de science politique*, 14.3, 219–226.
- , 2001a, « La constellation mondiale des langues », *Terminogramme*, 99/100, 47–68.
- , 2001b, *Words of the World: The Global Language System*, Malden, MA : Polity Press.
- , 2010, « Language Systems », dans : Nikolas Coupland (dir.), *The Handbook of Language and Globalization*, Chichester, R.-U. : Wiley-Blackwell, 56–76.
- Djordjević, Ksenija, 2011, « Les langues romanes : du continuum linguistique aux ressources didactiques », dans : Ksenija Djordjević/Gisèle Pierra/Eléonore Yasri-Labrique (dir.), *Diversité didactique des langues romanes*, Montpellier : Cladole, 19–29.
- Doucet, Michel, 2021, *La révision de la Loi sur les langues officielles : réflexions et pistes de réforme*, Moncton : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.
- Eberhard, David M./Gary F. Simons/Alison J. Robinson (dir.), 2026, *Ethnologue : Languages of the World*, 29^e éd., Dallas : SIL Global. [<https://www.ethnologue.com/subgroup/259/>]
- Fabà Prats, Albert/Miquel Àngel Pradilla Cardona/Joaquim Torres-Pla, 2025, « El valencià a l'inici de la tercera dècada del segle XXI (II). La transmissió lingüística familiar intergeneracional », *Revista De Llengua I Dret*, 84, 265–276.
- Fishman, Joshua A., 1972, *The Sociology of Language: An Interdisciplinary Social Science Approach to Language in Society*, Rowley, MA : Newbury House.
- Fonds monétaire international [FMI], 2023, « droits de tirage spéciaux (DTS) », en ligne. [<https://www.imf.org/fr/about/factsheets/sheets/2023/special-drawing-rights-sdr>]
- Fromkin, Victoria/Robert Rodman/Nina Hyams, 2014, *An Introduction to Language*, 10^e éd., Boston : Wadsworth Cengage Learning.
- Glessgen, Martin, 2012 [2007], *Linguistique romane. Domaines et méthodes en linguistique française et romane*, 2^e éd., Paris : Armand Colin.
- Gordo, Daniel, 2020, « La realidad lingüística en Extremadura », *RDL Blog*, en ligne. [<https://eapc-rld.blog.gencat.cat/2020/10/01/la-realidad-linguistica-en-extremadura-daniel-gordo/>]
- Graddol, David, 1997, *The Future of English?*, Londres : The British Council.
- Hamel, Rainer Enrique, 2008, « La globalización de las lenguas en el siglo XXI. Entre la hegemonía del inglés y la diversidad lingüística », dans : Derneval da Hora/Rubens Marques de Lucena (dir.), *Política lingüística na América latina*, João Pessoa : Idéia/Editora Universitária, 45–77.
- , 2010, « L'aménagement linguistique et la globalisation des langues du monde », *Télescope*, 16.3, 1–21.

- Hammarström, Harald et al. (dir.), 2026, *Glottolog*, version 5.3, Leipzig : Max Planck Institute for Evolutionary Anthropology. [<https://glottolog.org/resource/language/id/roma1334>]
- Instituto Cervantes, 2026, « La institución », en ligne. [<https://cervantes.org/es/sobre-nosotros/institucion>]
- Kamusella, Tomasz, 2012, « The global regime of language recognition », *International Journal of the Sociology of Language*, 218, 59–86.
- Klump, Andre/Johannes Kramer/Alice Willems (dir.), 2014, *Manuel des langues romanes*, Berlin : De Gruyter.
- Kotek, Joël, 1997, « Minorité majoritaire, majorité minoritaire : le cas de la Belgique », *Relations Internationales*, 89, 21–35.
- Laponce, Jean A., 1984, *Langue et territoire*, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Léger, Rémi/Jean-Rémi Carboneau, 2025, « L'Acadie et le Pays valencien : territoire, institutions, habilitation », dans : Clint Bruce/Gregory Kennedy (dir.), *Repenser l'Acadie dans le monde : études comparées, études transnationales*, Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 475–504.
- Lehmann, Christian, 2006, « The value of a language », *Folia Linguistica*, 40.3/4, 207–238.
- Meune, Manuel, 2018, « Quand Lucky Luke et les (Amér)Indiens parlent francoprovençal bressan. Traduction et transposition, entre inaudibilité linguistique et visibilité culturelle », *Transcultural*, 10.1, 45–62.
- Messling, Markus, 2013, « La langue du progrès. August Schleicher : l'hégélianisme et l'évolutionnisme linguistique », dans : Sarga Moussa (dir.), *Le XIX^e siècle et ses langues*, Paris : Société des études romantiques et dix-neuviémistes, 1–11. [<https://serd.hypotheses.org/le-xixe-siecle-et-ses-langues>]
- Moseley, Christopher (dir.), 2010, *Atlas des langues en danger dans le monde*, Paris : UNESCO.
- Plourde, Michel/Hélène Duval/Pierre Georgeault, 2000, « La reconquête du français. 1960-2000. Vue d'ensemble », dans : Michel Plourde/Hélène Duval/Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal : Fides/Les Publications du Québec, 181–188.
- Poitras, Dave, 2026, « De l'unité nationale au clivage communautaire : sociohistoire des consciences flamande et wallonne en Belgique », *Minorités linguistiques et société/Linguistic Minorities and Society*, 27, en ligne. [<https://doi.org/10.7202/1126336ar>]
- Pomerleau, Marc, 2017, *La traduction comme instrument paradiplomatique : langues, publics cibles et discours indépendantiste en Catalogne*, Thèse de doctorat, Université de Montréal.
- Ronen, Shahar et al., 2014, « Links that Speak: The Global Language Network and its Association with Global Fame », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 111.52, E5616-E5622.
- Sibille, Jean, 2003, « La reconnaissance de la valeur culturelle des langues », dans : *La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la France. Quelle(s) langue(s) pour la République ? Le dilemme 'diversité/unicité'*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 13–23.
- Soria, Claudia, 2015, « Assessing the effect of official recognition on the vitality of minority and regional languages: a case study from Italy », dans : Mari C. Jones (dir.), *Policy and Planning for Endangered Languages*, Cambridge : Cambridge University Press, 123–137.
- Stein-Smith, Kathleen, 2018, « The Romance Advantage – The Significance of the Romance Languages as a Pathway to Multilingualism », *Theory and Practice in Language Studies*, 8.10, 1253–1260.
- UoPeople, 2025, « The 12 Most Important Languages to Learn for Success », University of the People, en ligne. [<https://www.uopeople.edu/blog/most-important-languages-to-learn/>]
- Weber, George, 1997, « Top Languages : The World's 10 Most Influential Languages », *Language Today*, 2.3, 12–18.
- Weth, Constanze, 2014, « Le provençal/L'occitan », dans : Andre Klump/Johannes Kramer/Alice Willems (dir.), *Manuel des langues romanes*, Berlin : De Gruyter, 491–509.

Revue transatlantique d'études suisses 15 - 2026

Éditrice / Éditeurs :

Natalia Bichurina (natalia.bichurina@sorbonne-nouvelle.fr)

Jean-Rémi Carbonneau (jean.remi.carbonneau@umontreal.ca)

Manuel Meune (manuel.meune@umontreal.ca)

Directeur de la revue : Manuel Meune

© 2026

Département de littératures et de langues du monde

Faculté des arts et des sciences

Université de Montréal

ISSN - 1923-306X